

ment de la Cour
notivé

liges de prêter serment

devant la CJR

port constate le marq
rité sur le campus

port constate le marq
rité sur le campus

port constate le marq
rité sur le campus

port constate le marq
rité sur le campus

port constate le marq
rité sur le campus



Le Monde

LE MONDE DES LIVRES
LE MONDE DES POCHE

Au sommaire :
Ponge, Beckett,
Finkelkraut,
le sang contaminé...



55^e ANNÉE - N° 16805 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Sur Internet, le commerce électronique est le royaume des PME

LA GRANDE distribution a-t-elle peur d'Internet ? A voir le peu de sites commerciaux créés par les titulaires du secteur, on pourrait le croire. Seuls Casino et Promodès ont tenté une discrète incursion sur le web, en créant des supermarchés virtuels appuyés sur leur réseau de magasins de proximité. L'exemple du géant américain Wal-Mart n'est guère probant : son site américain est six fois moins visité que celui du libraire virtuel Amazon.com. Internet est pour l'heure le royaume de petites entreprises innovantes et réactives, comme « fromages.com ». Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, devait annoncer, jeudi 4 février, une série de mesures favorisant le développement de l'usage de la Toile dans la vie courante, en permettant notamment aux contribuables de déclarer leurs impôts par Internet.

Lire page 16

La mémoire enfouie de la guerre d'Algérie

● L'armée de terre ouvre ses archives militaires secrètes jusqu'en décembre 1954 ● Dès 1949, le plus haut représentant de l'Etat colonial reconnaissait et condamnait l'usage courant de la torture ● Le massacre d'Algériens à Paris, en 1961, au cœur d'un procès en diffamation

L'ARMÉE de terre a déclassifié ses archives secrètes sur l'Algérie, pour la période du 10 mars 1946 au 31 décembre 1954. Publiées par une équipe de chercheurs qui ont eu accès aux documents entreposés au service historique de l'armée de terre, elles font apparaître que, dès 1949, les autorités françaises étaient informées des tortures commises par les forces de sécurité en Algérie. Condamnée par deux gouvernements généraux de l'époque, cette pratique était déjà courante et se généralisa durant la guerre proprement dite. Ces archives montrent aussi que des divergences entre services de renseignement, militaires et civils, n'ont pas permis aux gouvernements d'avoir une juste appréciation de la situation avant l'insurrection de 1954.

Ces révélations interviennent alors que s'ouvre, jeudi 4 février à Paris, le procès en diffamation intenté par Maurice Papon à l'historien Jean-Luc Einaudi. L'ancien préfet de police de Paris reproche à M. Einaudi d'avoir écrit, dans un article publié par *Le Monde* du 20 mai 1998, que le 17 oc-



tobre 1961, « il y eut à Paris un massacre perpétré par les forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon ». Les défenseurs de M. Einaudi redoutent que M. Papon n'utilise ce procès pour obtenir la cassation de sa condamnation pour complicité de crime contre l'humanité, par les assises de la Gironde où il répondait de sa participation à la déportation de Juifs sous l'Occupation. Pour ce procès, la défense a fait citer une vingtaine de témoins : des historiens, des manifestants de l'époque et des policiers présents au moment des faits. Interrogé par *Le Monde*, l'un des participants à la manifestation revient sur la brutalité de la répression. « Aujourd'hui encore, je n'ai pas eu affaire à la police », explique-t-il. Membre du Gouvernement provisoire de la révolution algérienne (GPRA) en 1961, devenu historien de la guerre d'Algérie, Mohammed Harbi a raconté à *Le Monde* le contexte de cette manifestation.

Lire pages 8 et 9
et notre éditorial page 14

François Hollande part en campagne pour l'Europe de la croissance et de l'emploi

« DONNER un nouveau cours à la construction européenne », avec « priorité à la croissance, à l'emploi et au renforcement de l'Europe politique », tel est l'axe de la campagne que François Hollande, premier secrétaire du PS, entend mener aux élections du 13 juin. Prêt à « relever le défi » de la « confrontation de politique intérieure » que recherche, selon lui, la droite, M. Hollande explique, dans un entretien au *Monde*, comment il en est venu à se déclarer candidat à la direction de la liste socialiste, après avoir « considéré qu'il n'y avait pas d'automatisme à ce que le premier secrétaire soit nécessairement candidat ». Il n'envisage de présence des chévenementistes sur sa liste que « sur les bases d'un accord politique » et souligne que le « fédéralisme » est « nécessairement » contenu dans l'Union européenne.

Lire page 5

Au Parlement, Tintin est à droite de la gauche et à gauche de la droite

LE GÉNÉRAL de Gaulle souffla un jour à l'oreille d'André Malraux que son « seul rival international était Tintin ». La confiance est passée à la postérité, mais une grave question n'a toujours pas de réponse : le héros d'Hergé est-il de droite ou de gauche ? Mercredi 3 février, dans les sous-sols de l'Assemblée nationale, cinq députés appartenant au « Club des parlementaires tintinophiles », présidé par Dominique Bussereau (DL, Charente-Maritime), ont relancé ce débat, profitant du soixante-dixième anniversaire du reporter du *Petit Vingtième*.

Les discussions, suivies avec passion par plusieurs télévisions d'Europe mais aussi d'Australie et du Canada, ont commencé par un rappel « objectif » des intrusions de Tintin sur le terrain politique. L'occasion de rappeler que le journaliste à la houppette n'a jamais aimé la guerre, qu'il n'a jamais tué personne, qu'il s'en est pris au communisme (Tintin au pays des Soviets) autant qu'au libéralisme (Tintin en Amérique), qu'il a dénoncé l'escadavage (Coke en stock), a participé à la chute d'un dictateur (Tintin chez les Picaros) et s'est

attaqué au trafic de drogue (*Le Lotus bleu*). Premier orateur inscrit, Yann Galut (PS, Cher) a fait semblant de révéler que Jacques Chirac avait décidé d'avancer la prochaine élection présidentielle au 1^{er} avril 1999.

« La gauche plurielle a décidé de présenter Tintin, synthèse parfaite de Lionel Jospin, Daniel Cohn-Bendit et Jean-Pierre Chevènement », a annoncé Pélou Berichon, tout en révant à voix haute d'un futur gouvernement dans lequel siègeraient la Castafiore (à la culture), Chang - ami chinois d'Hergé, récemment décédé - à l'immigration, le patron de la boucherie Sanzot (au commerce, aux PME et à l'artisanat), et les Dupont(d) - « premiers hommes politiques posés », selon M. Galut - à la sécurité intérieure.

Didier Quentin (RPR, Charente-Maritime) ne pouvait être en reste. « Tintin est gaulliste, et je dirais même mieux : gaullien » : mépris de l'argent et du luxe, haine « des communistes façon Soviet suprême » comme « du capitalisme façon pétrodollar ». A l'image du Général, Tintin n'incarne ni la droite ni la gauche, affirme-t-il, mais une sorte de « troisième voie ».

Pour Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin), le Tintin des Picaros a tout d'un « Che Guevara de la révolution permanente ». Et de s'interroger : « Je me demande si Milou n'est pas la prolongation d'Hergé qui, lui, était de droite. Le rôle de Milou n'est-il pas de remettre Tintin dans la droite ligne à chaque fois qu'il s'égare ? »

Pour le dernier orateur, André Santini (UDF, Hauts-de-Seine), « Tintin est l'idéal type du gentleman centriste ». « A quand Tintin chez les Giscard ? », a-t-il demandé, sans craindre d'emboliser le pas à Georges Marchais, qui avait proposé à Hergé l'idée d'un Tintin chez les Giscard. Pour le maire d'Issy-les-Moulineaux, ses culottes de golf et sa galanterie devant la Castafiore témoignent de son éducation « bon teint ». « Si Tintin était de gauche, il serait allé au Congo avec des sacs de riz et des cameramen », a-t-il dit. Avant de conclure, à destination de tous les chefs politiques : « Tintin ne promet pas la lune ; il y va. »

Frédéric Potet

Lire page 6

Impôts : nouvelle donne

ALORS QUE le ministère des finances fait pression pour infléchir la politique fiscale du gouvernement, Lionel Jospin ne semble pas disposé à accéder à ses demandes. Contrairement aux souhaits de Bercy, la réforme des stock-options est enterrée pour longtemps et la baisse de l'impôt sur le revenu, après plusieurs semaines d'hésitation, est écartée. Les priorités fiscales, qui seront débattues l'été prochain, devraient être plus conformes aux attentes de la majorité « plurielle », notamment à celles de François Hollande : baisses ciblées de la TVA, réforme de la taxe d'habitation. La CSG pour les non-imposables sera également étudiée.

Sursaut européen au Kosovo

PAS de triomphalisme ! Le mot d'ordre des chancelleries à la veille des négociations qui devraient s'ouvrir, samedi 6 février, à Rambouillet, entre les représentants des Kosovars et le gouvernement de Belgrade, est frappé au coin du bon sens. Car si l'ouverture des pourparlers est un progrès en soi, rien n'est encore joué. Il est même à craindre que Rambouillet soit seulement une étape vers la recherche d'un règlement qui prendra encore du temps.

Cependant, la situation apparaît moins sombre qu'à la mi-janvier, au lendemain du massacre de Racak, où une quarantaine de Kosovars ont été abattus par les forces serbes.

La communauté internationale, représentée par les six pays constituant le Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie), semblait aussi désespérée qu'au début de la guerre en Bosnie. Elle hésitait sur les actions à entreprendre, brandissant l'emploi de la force alors qu'elle n'était pas prête à l'utiliser et se demandait même si elle ne s'était pas laissée piéger en envoyant sur le terrain des observateurs désarmés.

Un petit sursaut a eu lieu la se-

maine dernière, lors de la réunion, à Londres, des ministres des affaires étrangères du Groupe de contact, qui a débouché sur la rencontre de Rambouillet. A quoi est-il dû ? Essentiellement à une certaine solidarité européenne, et notamment franco-britannique.

Ces Européens qui, au début de la guerre en Yougoslavie, en 1991, avaient présumé de leurs forces, qui peinent à définir une politique extérieure et de sécurité commune, qui n'arrivent pas à maintenir la paix sur leur continent, ont de concert convaincu les États-Unis de deux choses : d'une part, que des frappes aériennes, qui semblaient avoir la faveur de Washington pour amener Slobodan Milosevic à composer, ne pourraient conduire qu'à une catastrophe si elles ne s'intégraient pas dans une logique politique ; d'autre part, que les principaux pays européens étaient prêts à envoyer des forces au Kosovo pour veiller à l'application d'un éventuel accord, même si les États-Unis s'y refusaient.

Daniel Vernet

Lire la suite page 14
et nos informations page 3

L'aventurière de la mer



ISABELLE AUTISSIER

ELLE LARGUÉ les amarres samedi 6 février et quitte le port d'Auckland pour mettre le cap sur Punta del Este (Uruguay), terme de la troisième étape de la course autour du monde en solitaire. Isabelle Autissier, quarante-deux ans, part en tête de l'épreuve. Elle veut conserver son avance mais surtout arriver à bon port. L'aventurière raconte ses angosisses mais aussi son bonheur de naviguer.

Lire page 13

International	2	Tableau de bord	21
France	5	Aujourd'hui	23
Société	8	Météorologie, jess	26
Carnet	10	Culture	27
Régions	12	Guide culturel	29
Horizons	13	Kiosque	30
Entreprises	16	Abonnements	30
Communication	19	Radio-télévision	31

M 0147-205-7,50 F



PATRICK MODIANO

DES INCONNUES

GALLIMARD

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

ASIE L'Indonésie s'apprête à élire ses nouvelles autorités dans une transition mouvementée de la dictature à une démocratie relative. Les préparatifs électoraux s'ouvrent avec

l'enregistrement des partis politiques en vue du scrutin, fixé au 7 juin, un an après la démission de Suharto. ● **LES GRANDES FORMATIONS** seront favorisées par le scrutin proportion-

nel et l'armée conservera 38 des 500 sièges de l'Assemblée nationale. ● **LA DÉCENTRALISATION** déléguera aux provinces des pouvoirs destinés à réduire les tensions régionales, ethn-

niques, religieuses et économiques. ● **LE TERRITOIRE DE TIMOR-ORIENT** Tal élitra aussi ses représentants, qui pourront éventuellement opter pour l'indépendance. ● **LA VIOLENCE**

QUOTIDIENNE dans la transition - qui a fait mercredi 3 février une dizaine de nouvelles victimes - se nourrit de manipulations greffées sur le banditisme né de la crise économique.

La marche confuse de l'Indonésie vers la démocratie

L'après-Suharto s'organise douloureusement dans un pays tourmenté par la crise économique. Des provocations semblent à l'origine des affrontements intercommunautaires. Le sort de Timor-Orient, dont le leader nationaliste Xanana Gusmao va quitter sa prison, sera en jeu dans le scrutin du 7 juin

DE JAKARTA

A la suite du vote de lois électoraux, le 28 janvier, par l'Assemblée, le ministère indonésien de l'intérieur a communiqué cette semaine le calendrier, semé d'embûches, des élections générales annoncées pour le 7 juin.

En février, le ministère procédera à l'enregistrement des partis politiques autorisés à présenter des candidats. Selon le général Syarwan Hamid, ministre de l'intérieur, environ trente formations, sur quelque deux cents qui ont déposé des demandes, devraient être retenues, ce qui provoquera des mécontentements. Certains redoutent déjà des « manipulations » de la part de l'administration dont les faveurs vont au Golkar, parti pro-gouvernemental.

La règle retenue est relativement souple : une présence dans un tiers des vingt-sept provinces de l'Indonésie et dans la moitié des régions (districts) de ces neuf provinces. Les mouvements locaux seront ainsi éliminés ou contraints de fusionner avec des mouvements qui ont une audience nationale. Le scrutin proportionnel retenu, à l'échelon provincial, devrait avantager les grandes formations.

Du 16 mars au 17 avril, les listes



électorales seront établies et celles des candidats seront publiées. La campagne électorale officielle ne s'étalera que sur trois semaines, du 18 mai au 6 juin, avec interdiction, pour des raisons de sécurité, des manifestations et rassemblements publics. Les traditionnels défilés,

en particulier, seront bannis « afin d'éviter les affrontements et les violences qui ont marqué les élections précédentes ».

Le 7 juin, quelque 130 millions d'Indonésiens éliront 462 députés, 38 sièges étant réservés aux forces armées sur les 500 de l'Assemblée

nationale. Ils éliront également les membres des assemblées provinciales et ceux de plus de deux cents régions ou districts. Ce scrutin devrait également avoir lieu à Timor-Orient, « vingt-septième province ». L'ancien territoire portugais « élira aussi ses représentants et, si ces derniers optent pour l'indépendance, qu'il en soit ainsi », a déclaré Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères, dans un entretien publié, mercredi 3 février, par l'International Herald Tribune.

DÉCENTRALISATION

La publication officielle des résultats aura lieu le 12 juillet et l'Assemblée nationale se réunira le 29 août. Ce Parlement et 200 députés désignés, dont 135 représentants des régions, formeront l'Assemblée consultative du peuple (MPR) chargée d'élire un président et de se prononcer sur l'avenir de Timor-Orient. En octobre, les nouvelles autorités élues de l'Indonésie devraient donc être en place.

Ce processus électoral s'accompagnera d'un programme de décentralisation qui doit être soumis cette semaine au président B.J. Habibie, le successeur de Suharto, avant d'être soumis à l'actuel Parlement. « Nous voulons que les gouvernements locaux soient as-

sez puissants pour décider dans le domaine des investissements et dans d'autres, sauf en ce qui concerne la monnaie, la défense, la diplomatie et la justice », a déclaré mardi Ryaas Rasyid, directeur général chargé des questions d'autonomie

per l'herbe sous les pieds de mouvements séparatistes. « Les demandes d'indépendance dans quelques provinces sont une réaction au centralisme du pouvoir sous le précédent régime », a-t-il estimé. Le projet prévoit le doublement

Le principal leader timorais lance un appel au calme

Xanana Gusmao, le leader timorais interné à Djakarta, a lancé un appel au calme dans l'ancien territoire portugais, où des heurts ont eu lieu entre pro-indonésiens et indépendantistes. Les partisans de l'indépendance de Timor-Orient et leurs adversaires, a déclaré Gusmao dans un appel radiodiffusé par la radio nationale portugaise, « doivent manifester un respect mutuel ». Il a proposé, mercredi 3 février, la création d'une « commission de stabilité », présidée par Mario Carrascalan, ancien gouverneur de Timor-Orient et actuel conseiller du président indonésien, avec des représentants des factions timoraises et de l'armée. Xanana Gusmao, qui est président du Conseil national de la résistance timoraise et purge une peine de vingt ans de prison, doit être transféré le 10 février dans une villa de Djakarta, afin de pouvoir participer aux négociations. Il y disposera du téléphone.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a invité les chefs des diplomates indonésienne et portugaise à le rencontrer, dimanche 7 et lundi 8 février, à New York, pour y discuter d'un règlement timorais.

régionale au ministère de l'intérieur. L'un des rédacteurs du projet de loi, Andi Mallarangeng, a ajouté que la décentralisation, qui déléguera aux provinces le pouvoir de choisir leurs projets de développement, avait pour objet de réduire les tensions régionales et de cou-

des recettes des provinces et, dans le cas des plus riches - comme Atjeh ou l'Irian Jaya, où les mouvements séparatistes sont influents - « une augmentation plus importante, peut-être jusqu'à 150 % ».

J.-C. P.

Des « provocateurs » repérés à Medan

Environ deux cents « provocateurs » se sont introduits à Medan, la grande ville de Sumatra septentrionale, pour y susciter des affrontements religieux du type de ceux qui ont éclaté, à la mi-janvier, sur l'île d'Amboine. Le vice-gouverneur de Nord-Sumatra, Wahab Dallimunthe, a également déclaré au quotidien Kompas de Djakarta qu'il avait invité les quelque onze millions d'habitants de la province à prendre des mesures de sécurité.

Plusieurs personnalités indonésiennes ont exprimé, ces derniers jours, leurs préoccupations face à des manœuvres en cours pour semer le trouble dans l'ensemble de l'archipel indonésien.

A Amboine, où la tension demeure vive, le bilan des affrontements entre chrétiens et musulmans pourrait s'élever à plus de cent morts, de nouveaux corps étant découverts quotidiennement.

L'islam cherche à accompagner la quête d'une identité moderne

DE JAKARTA

Un homme à suivre, dit-on d'Adi Sasono, cinquante-cinq ans, musulman « moderniste » et, depuis mai 1998, dynamique ministre des coopératives. Son projet : restructurer une économie dominée par la minorité chinoise en exploitant un réseau de plus de cinquante mille coopératives, en majorité publiques. Il n'a rien contre les Chinois, répète-t-il, et sa seule ambition est de mettre fin aux monopoles afin de redistribuer les richesses. Il est l'un des avocats d'une « économie populaire » promue très ouvertement par des musulmans depuis la chute de Suharto. Son budget : plus de 15 milliards de francs par an.

Ceux qui se réclament de l'islam en Indonésie représentent 89 % de la population, contre 9 % de chrétiens. Pendant les deux premières décennies de son règne, Suharto a tenu à distance les musulmans. Au nom de l'unité de l'archipel, il a interdit de politique les religions. Il n'a changé son fusil d'épaule qu'à la fin des années 80. L'ancien président a alors commencé à fréquenter régulièrement les mosquées le vendredi, s'est rendu à La Mecque et a suscité, en 1990, la formation de l'Association des intellectuels musulmans ou ICMI, dont B. J. Habibie a été le président jusqu'en 1998, quand il a remplacé Suharto à la

tête de l'Etat. Comme d'autres ministres de Habibie, Adi Sasono est passé par ce foyer de « modernistes », qui lui a servi de tremplin. Autre produit de l'ICMI, mais dont il a vite perdu la vice-présidence car Suharto s'en méfiait : le populaire Amien Rais, qui a présidé la Muhammadiyah, une association musulmane de vingt millions de membres, avant de former, en août, le Parti du mandat national. Rais avait été l'un des premiers à réclamer le limogeage de Suharto. Sasono et Rais passent pour entretenir de bonnes relations.

● **ROBES MUSULMANES**

La libéralisation politique, qui a suivi la démission forcée de Suharto en mai 1998, et l'effondrement économique ont redonné des couleurs à l'islam. Cette religion est de plus en plus présente dans la publicité, à la télévision, dans le vêtement et dans la presse, avec une quarantaine de publications. Sur le petit écran, de toutes petites filles recouvertes de voiles, des pieds à la tête, chantent les derniers tubes. Une centaine d'écoles coraniques viennent d'ouvrir leurs portes et leurs dômes ont seize mille enfants des rues de Djakarta. Les défilés de mannequins présentent de plus en plus de « robes musulmanes » adaptées au goût du jour et les nouvelles bourgeoisies sont séduites. Sur les quelque

cent trente partis politiques créés depuis le « mai de Djakarta », plus d'une trentaine se réclament directement de l'islam.

Toutefois, même s'ils sont plus dévots qu'auparavant, les nouveaux bourgeois appauvris d'Indonésie ne sont pas prêts, pour autant, à voter pour des islamistes. En novembre 1998, l'intervention de milices musulmanes, face aux étudiants, a été fort critiquée. Certes, l'actuel président de l'ICMI, Achmad Tirtosudiro, un diplomate retraité, réclame une « représentation proportionnelle » dans tous les domaines, soit neuf places sur dix pour les musulmans. Mais Amien Rais parle plus volontiers de pouvoir majoritaire et de méritocratie. « La nation d'abord », résume-t-il, sachant que le monde musulman, divisé, comprend également un fort courant conservateur qui dénonce l'« exploitation politique » de l'islam.

L'illustration de l'islam modéré est le Nahdlatul Ulama, une association de mollahs qui affiche plus de trente millions de membres et dispose d'un puissant réseau dans les campagnes. Son président, Abdurrahman Wahid, alias Gus Dur, est un ferme partisan de la séparation de la religion et de l'Etat. Il a confié à l'un de ses lieutenants la responsabilité d'un Parti de l'éveil national créé en juillet. Des millions de musulmans, sinon des dizaines de

millions, voteront également, lors des élections générales prévues le 7 juin, pour Megawati Sukarnoputri, fille aînée de feu Sukarno, elle-même musulmane et très ferme partisans d'un Etat séculier.

Les « modernistes » ne sont pas des islamistes. Comme B. J. Habibie, Amien Rais proclame son attachement aux *panchasilas*, les cinq principes fondateurs d'une république séculière. Mais, en pleine crise d'identité, leur défense des *primums*, les fils du sol, a du poids auprès d'un public qui se méfie des autorités en place. Ils risquent toutefois de marcher un peu les uns sur les pieds des autres. Rais est ouvertement candidat au fauteuil qu'occupe actuellement son « ami » B. J. Habibie. Quant à Adi Sasono, il ne cache pas que « la clé est le pouvoir politique ».

Dans une société où il ne s'est propagé qu'à compter du XIII^e siècle, l'islam s'accommode encore des croyances locales, relevant souvent du spiritualisme et de l'animisme. Sensible depuis deux décennies, l'islamisation de l'archipel n'a guère favorisé, pour l'instant, le fondamentalisme, dont l'audience est urbaine et fort limitée. Elle n'a pas davantage réduit les divisions politiques entre musulmans.

J.-C. P.

Soupçons de manipulations dans un archipel déboussolé en proie à la violence

DE JAKARTA

« Je ne sais pas s'il y a des coupables parmi les forces armées ou si les fidèles de Suharto sont derrière. »

ANALYSE

Après trente-deux ans d'un règne autocratique, l'Indonésie vit une très forte décompression

C'est une possibilité », a déclaré, le 25 janvier, Abdurrahman Wahid, à l'issue d'une cérémonie à la mémoire des victimes d'Amboine, qui se comptent par dizaines. Le leader du Nahdlatul Ulama, très influente association de mollahs, a ainsi repris une antienne de la classe politique indonésienne : les violences qui, à la mi-janvier, ont en partie détruit Amboine, chef-lieu de l'archipel aux épicures, n'étaient pas spontanées.

Depuis, des musulmans d'Amboine ont rapporté que plus de huit cents voyous avaient débarqué de Djakarta à la veille des affrontements. Le 26 janvier, Abdurrahman Wahid a été rendre visite à Suharto, à son domicile dans le centre de

Djakarta, pour lui demander « d'intervenir pour empêcher ses terribles partisans de semer le chaos ». L'histoire ne dit pas comment l'ancien président a réagi.

Provocations ? Manipulations ? Les Indonésiens ont tendance à penser que la violence n'est jamais spontanée et que le fait qu'un simple incident dégénère souvent en affrontements dont profitent des pillards s'explique souvent par une « main invisible ». Les partisans de l'ancien régime, renversé en mai 1998, auraient donc intérêt à entretenir le chaos et à prolonger la transition.

Des « forces obscures » entretiendraient-elles ainsi l'insécurité et le pourrissement ? La question n'est jamais vraiment tranchée. Déjà, en 1998, quand une chasse aux « sorciers » avait fait dans des campagnes javanaises deux cents victimes, souvent massacrées dans d'horribles conditions, Abdurrahman Wahid avait proféré des allusions identiques. Il sait, a-t-il encore avancé fin janvier, dans quelles régions s'organisent de futures violences mais il ne l'a pas révélé « de peur de jeter de l'huile sur le feu ».

Après trente-deux ans d'un

règne autocratique, l'Indonésie vit une très forte décompression. Les explications rationnelles abondent. L'effondrement de l'économie est brutal. La pauvreté et la faim expliquent la résurgence de la criminalité. L'injustice et la corruption sont, du coup, plus difficilement supportables. Les migrations, organisées pendant deux décennies, de javanais et maduraux vers des îles moins peuplées, sont la source de rancœurs longtemps réprimées. L'éclosion en plein jour, si longtemps imposée par un système hyper-centralisé et aux méthodes brutales, la cohabitation entre ethniques et religions devient, tout à coup, un leurre. Le terrain est donc propice aux manipulations.

DILUTION DE L'AUTORITÉ

Pourtant, ces constatations offrent une explication un peu courte. Protégé par une nomenclature bureaucratique et militaire qui lui doit un peu tout, Suharto n'en prépare pas pour autant son retour. Dans un archipel qui s'étire sur cinq mille kilomètres et abrite plus de deux cent millions de gens, la dilution de l'autorité ne souligne peut-être pas seulement le vide des lendemains de dictature. Le senti-

ment d'urgence n'est pas toujours évident : certains baissent les bras et d'autres ont l'esprit ailleurs. Les Indonésiens paraissent désorientés, comme s'ils pensaient que, de toute façon, la solution dépend du ciel et que l'harmonie ne se rétablira que dans la foulée d'un être providentiel.

Certes, le vaste archipel ne s'est pas enflammé du jour au lendemain. Sous Suharto, plusieurs insurrections et des flambées de colère ont été brutalement réprimées. Début 1997, à Kalimantan, la partie indonésienne de Bornéo, des affrontements entre Dayaks locaux et migrants maduraux avaient fait des centaines de morts. Depuis, si de nombreuses campagnes sont demeurées relativement paisibles, les manifestations politiques et les affrontements ethniques ou religieux se sont multipliés. Que le verrou Suharto ait sauté voilà déjà huit mois n'a apporté qu'un bref répit.

A Karawang, une ville de Java, une rumeur selon laquelle la police aurait maltraité des motocyclistes, qui gagnent leur vie en transportant des passagers, a provoqué une émeute le 8 janvier. Les vandales, y compris des gamins, s'en sont pris

aux commissariats de police, ont pillé des magasins et attaqué deux temples protestants. La police a fini par tirer, tuant une personne et en blessant six autres. Des incidents du même ordre sont régulièrement rapportés aux Célèbes, à Java ou à Sumatra.

A Djakarta, il arrive qu'aux feux rouges, des mendiants s'en prennent aux véhicules dont les occupants refusent de tendre une pièce de monnaie.

● **TEST DE CRÉDIBILITÉ**

En novembre, pendant que des étudiants manifestaient aux abords du Parlement, des bandes de voyous ont occupé l'autoroute urbaine qui relie la capitale à son aéroport international pour dévaliser les passagers. Des chauffeurs de taxis sont volés quand ils ne volent pas, eux-mêmes, leurs clients. A bord des autobus, les pickpockets se sont multipliés. Les traditionnelles bagarres entre collégiens ou étudiants deviennent méchantes.

Abdurrahman Wahid n'est pas le seul leader populaire à parler de complot. Beaucoup d'autres en font autant. Marzuki Darusman, président respecté de la Commission nationale des droits de

l'homme et l'un des dirigeants du parti gouvernemental Golkar, a récemment estimé que l'armée était sur le point de « de devoir rompre avec le passé ». « Les militaires, a-t-il dit, ont une idée précise de ce qui se passe dans le pays (...) et la question n'est pas tant de savoir s'ils vont agir mais plutôt de savoir quand ils seront en mesure de le faire. » Les désordres sociaux représentent un « test de notre crédibilité », a reconnu le général Wiranto, patron des forces armées, lors d'un remaniement, en janvier, du commandement qui semble renforcer sa main.

En attendant, les Indonésiens sont comme déboussolés. Ils ne perçoivent pas, du moins pas encore, sur quoi pourrait déboucher une transition qu'ils vivent fort mal. Ils semblent privés de direction. Les lois électorales, votées le 28 janvier par une assemblée d'ancien régime, n'ont pas convaincu de nombreux sceptiques. Les éruptions hebdomadaires de violence, à travers l'archipel, entretiennent un climat d'incertitude. Et les vrais coupables, ceux qui tirent les ficelles, sont rarement épinglés.

Jean-Claude Pomonti

Les États-Unis prêts à contribuer de façon limitée au déploiement d'une force de l'OTAN au Kosovo

Les indépendantistes albanais ont désigné leurs représentants aux négociations de Rambouillet

A trois jours du début des pourparlers de Rambouillet sur le Kosovo, l'idée de l'envoi d'un contingent de troupes terrestres sur place prend

forme. Les États-Unis, par la voix du secrétaire à la défense, William Cohen, se sont dits prêts à envoyer « un nombre limité » de militaires améri-

cains en cas de « véritable accord de paix ». Au Kosovo, 45 000 personnes ont été chassées de leurs habitations en un mois en raison des combats.

TOUT EN CONFIRMANT, mercredi 3 février, sa participation aux pourparlers de Rambouillet (Yvelines) sur le Kosovo qui doivent s'ouvrir samedi 6 février, l'état-major de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) a également fait connaître les noms de ses cinq négociateurs. Outre Jakup Krasniqi, porte-parole de l'organisation indépendantiste, et Ram Buja, membre de la direction politique de l'UCK depuis novembre, les trois autres membres sont peu connus. En revanche, le représentant politique de l'UCK, Adem Demaj, qui s'était prononcé contre la participation de l'UCK aux pourparlers, ne figure pas dans la délégation.

Selon des informations parues, mercredi, dans les médias de Pristina, la délégation kosovare, conduite par le « président » modéré des Albanais, Ibrahim Rugova, comporterait quinze personnes : cinq de

l'UCK, cinq de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK, la formation de M. Rugova) et cinq du Mouvement démocratique unifié de Rexhep Qosja (une coalition de partis albanais hostiles à la politique de M. Rugova).

La partie serbe devait faire connaître sa réponse jeudi, après une réunion de son Parlement, consacré au Kosovo et aux « positions de la communauté internationale ». Présent mercredi à Paris, le ministre yougoslave de l'Information, Milan Kucmenic, a indiqué à la chaîne française de télévision LCI que les autorités de son pays allaient probablement accepter de participer aux pourparlers de Rambouillet.

Cette conférence internationale pourra donner une chance réelle d'avoir la paix au Kosovo », a-t-il déclaré.

A Bruxelles, l'OTAN a passé en revue, mercredi 3 février, les différents

scénarios d'une intervention militaire au Kosovo. Le plan couramment avancé est celui d'une force terrestre de 30 000 hommes avec une participation américaine si, à Rambouillet, Serbes et Albanais parviennent à un accord. Car les missions, l'ampleur et les modalités du stationnement de la force dépendront du texte de l'accord.

QUATRE SECTEURS

A partir de la force d'extradition, installée en Macédoine et dont les 1 800 hommes commandés par le général français Maurice Valentin formeront l'embryon, la nouvelle force destinée au Kosovo devrait être sous le contrôle du Corps de réaction rapide allié (ARRC) de l'OTAN, dont le PC est à Rhénanie (Allemagne) et qui est commandé par un général britannique, Sir Michael Jackson. Mais, en pratique, l'ARRC est placé sous les ordres du

général américain Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe. Selon le Pentagone, la contribution américaine pourrait se situer entre 2 000 et 4 000 hommes au sol, sans compter le dispositif aérien en Italie et sur porte-avions en Adriatique.

Les pays européens, qui ont également déployé des avions en Italie, devraient fournir le gros de la force, à partir de contingents issus du Royaume-Uni (8 000), de la France (6 000), sans compter la force navale autour du porte-avions *Foch*, de l'Allemagne (3 000), des Pays-Bas, des États nordiques et de pays de l'Est (comme la Russie, mais aussi la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, qui ont demandé à être membres de l'Organisation atlantique). Le Kosovo serait divisé en quatre secteurs dont chacun serait attribué à un contingent multinational.

Les députés néerlandais veulent légaliser les maisons closes

Une loi pourrait être adoptée avant janvier 2000

LA HAYE

Cent quatorze des cent cinquante députés néerlandais viennent de mettre fin à quatre-vingt-sept ans d'interdiction formelle - mais à des décennies de tolérance - des maisons closes. Si la loi prévoyant de supprimer du code pénal l'article bannissant les lieux de prostitution est adopté par le Sénat - ce qui est jugé probable - les modifications entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2000.

Pour en arriver là, il aura fallu neuf ans de discussions parlementaires et trois projets de loi. Les trois partis de la coalition de centre-gauche, ainsi que l'opposition écologiste et d'extrême gauche, ont voté la dernière mouture. En fait, seuls les huit députés de la petite droite religieuse, qui fonde son programme sur la Bible, étaient résolument contre.

Les lieux de prostitution et l'activité de soutien deviennent ainsi légaux mais soumis à des règles. En revanche, l'exploitant qui emploierait des mineurs ou des immigrés clandestins, serait passible de six ans d'emprisonnement. « Avant, le risque était d'un an maximum. Nous avons fortement aggravé les peines », affirme Marleen Barth, membre du Parti du travail (PvdA, socialiste) du premier ministre, Wim Kok. Selon le texte, les clients de mineurs seront également passibles de poursuites.

En fait, la loi entérine une réalité. Environ 30 000 femmes se prostituent aux Pays-Bas. Environ 40 % travaillent dans des maisons closes, 20 % pour des services d'« escorte » ou sur le trottoir, et 30 % deprent les fameuses vitrines des « quartiers rouges ». Par ailleurs, environ la moitié d'entre elles seraient des immigrées clandestines. « Il s'agit d'une approche typiquement néerlandaise, re-

connait Marleen Barth. La prostitution existe : donnons-nous les moyens de la contrôler ; instaurons des normes ».

C'est d'ailleurs dans cet état d'esprit que plusieurs municipalités ont pris les devants. En 1994, Amsterdam a instauré un système de licence, obligeant les 200 maisons closes à répondre à des normes minimales d'hygiène. Depuis plusieurs mois, La Haye mène une politique offensive visant à décourager la prostitution de femmes d'origine étrangère et sans papiers légaux. « Les vitrines se vident. Les exploitants vont chercher des professionnelles dans d'autres pays de l'Union européenne », indique Marleen Barth. Notamment en Espagne et en Suède.

PROTÉGER LES MINEURS

Décriminaliser les milieux de la prostitution, lutter contre le trafic de femmes et protéger les mineurs : tels sont les objectifs de la loi. Seront-ils atteints ? Les détracteurs du texte avancent plusieurs arguments. Pour obtenir une autorisation, les exploitants devront avoir un casier judiciaire vierge. Mais ceux qui ont déjà été condamnés se cacheraient sans doute derrière des prête-noms. Selon Paul Scholten, bourgmestre d'Amsterdam, près de la frontière allemande, le risque existe qu'un juge donne raison à un souteneur qui n'aurait pas d'autorisation : « Le magistrat ne manquerait pas de rappeler que ce même souteneur a pu, des années durant, mener ses activités avec l'assentiment tacite des autorités qui les toléraient ». Enfin, certaines associations de protection des femmes redoutent que les prostituées illégales quittent à l'avenir les maisons pour exercer sur les trottoirs et dans d'autres circuits parallèles.

Alain Franco

« Roma... Roma... Roma... » : le rêve exaucé d'Ekrem et Zemrita

OTRANTE

de notre envoyé spécial
Ils ont pris place dans le train Lecce-Turin de 20 h 46, un jeudi soir. Ekrem Smala, sa femme Zem-

REPORTAGE

« Notre objectif, c'est d'éviter qu'ils tombent dans la criminalité. On ne peut pas faire plus »

rita et leurs trois enfants ont obtenu un permis de séjour en Italie. A la gare de Turin, l'homme qui leur a offert un emploi et un logement les attend. Ekrem travaille dans les champs. Comme avant. Avant que, le 25 septembre, il n'ait tout ce qu'il possédait. Lorsque la famille a quitté le village de Padi, au Kosovo, en novembre, tout ceci n'était qu'un rêve. Ils ont marché à travers les bois pendant des jours avant d'atteindre l'Albanie. Puis ils ont dû attendre qu'un passeur leur trouve une place sur un de ces canots pneumatiques qui font la traversée vers la côte des Pouilles. Ekrem, vingt-deux ans, avait les 5 000 marks (2 555 euros) nécessaires, légués par son grand-père : 1 000 marks (511 euros) par personne. Ils ont pu s'embarquer avec une trentaine d'Albanais, la veille de Noël.

Cette nuit-là, les passeurs n'ont pas été « dérangés », mais les Smala ont dû se jeter à l'eau avant de gagner la plage : Ekrem avec Hatiga, quatre ans et demi, et Sinan, deux ans, dans les bras, Zemrita avec la petite dernière, Sanja, cinq

mois. Transis, il sont restés sur la côte pendant des heures. La porte d'une maison s'est enfin ouverte. Une famille les a recueillis, nourris, habillés, avant d'appeler les carabinieri.

A Otrante, par beau temps, on aperçoit au loin les côtes de l'Albanie. Ces traversées, on ne peut plus les envisager. L'Italie avait beaucoup misé sur la police albanaise pour bloquer les canots au départ. Sans résultat. Certains envisagent donc un renforcement des contrôles, voire un blocus du détroit. « Nous interceptons déjà la quasi-totalité des canots pneumatiques, mais notre objectif prioritaire, ne rattrapés jamais, doit rester celui de préserver les vies humaines », explique le capitaine de la garde des finances. A tout ceux qui parlent de renforcement du dispositif, je dis qu'ils devraient, comme nous, regarder droit dans les yeux les enfants qui arrivent... » Race aux passeurs qui n'ont aucun scrupule à balancer leurs passagers à la mer, les forces de l'ordre ont un comportement exemplaire : les hommes n'hésitent pas à se jeter à l'eau pour sauver des vies.

Dans les quatre baraquements de chantier qui ont été installés sur le quai du port d'Otrante depuis 1991, lors de la première arrivée en masse d'Albanais, on compte ce jeudi près de deux cents clandestins. Le bilan d'une seule nuit. Les carabinieri regardent la mer qui commence à gémir. Les vagues, elles, bloquent les passeurs : « Le stacca arrive : on va avoir quelques jours tranquilles », dit en souriant un jeune sous-officier.

Dans ce centre de première assistance, les clandestins sont nourris, habillés, soignés. Entre les caisses de chaussures pour enfants et de lait en poudre, les volontaires s'activent. Le docteur Francesco Mancarella dispense les premiers soins : « Ils sont tous trempés jusqu'aux os ; les enfants, qui sont de plus en plus nombreux, risquent d'attraper une pneumonie... Mais je me demande pourquoi on ne fait pas un service régulier avec un ferry. Ce serait plus simple. On en finirait avec ce genre de problèmes et on couvrirait les vivres à la mafia albanaise... »

A SENS UNIQUE

Le ferry existe, mais il est à sens unique : pour les Albanais qui sont immédiatement réexpédiés chez eux. Les Kosovars et les Kurdes ont un regard un peu moins désespéré. Ils savent qu'ils seront recueillis dans un centre d'hébergement. « Faire le tri » entre les vrais Kosovars et ceux qui prétendent l'être est la tâche principale des carabinieri. « Désormais, on les reconnaît à leur accent... », lance le commandant Domenico Gagliardi. Les chiffres, il les connaît par cœur. Près de 20 000 clandestins sont passés dans cette petite ville du fin fond des Pouilles en 1998 : « Les Azerbaïdjanais, les Indiens, les Sri Lankais, on les conduit dans les centres de rétention où ils restent trente jours. Ils sont identifiés et expulsés. Mais la grande majorité, ce sont des Kurdes, des Kosovars et des Albanais... »

Ce soir, cinquante Albanais seront accompagnés au ferry. Beaucoup d'entre eux n'en sont pas à

leur première tentative et ils recommenceront... Les Kosovars et les Kurdes sont conduits à quelques kilomètres d'ici, à San Foca, au centre d'accueil Regina Pacis. Gérée par l'Eglise, cette ancienne colonie de vacances peut accueillir environ six cents personnes. Don Cesare Lodovico, secrétaire de l'évêque de Lecce, dirige ce centre, unique à ses yeux.

A l'intérieur, la police a ouvert un bureau « étrangers » où les réfugiés peuvent s'adresser pour obtenir un permis de séjour. Chaque après-midi, un appel résonne : « Roma, Roma, Roma... ». Un volontaire affiche la liste des personnes dont les demandes ont été acceptées. Et immédiatement, on chante, on danse, on s'embrasse. Un bus conduit les heureux élus à Lecce où ils recevront le « bout de papier » qui signifie liberté. « Nous savons que 98 % d'entre eux tenteront d'aller à Rimini, vers le nord, raconte don Cesare. Notre objectif, c'est d'éviter qu'ils tombent dans la criminalité, qu'ils comprennent qu'il y a aussi la voie de la légalité. On ne peut pas faire plus... »

« Roma... Roma... Roma... » est devenue la berceuse que Zemrita, vingt et un ans, chante à Sanja. La famille se prépare. « Je suis... Je suis... Je ne peux pas vous décrire ce que j'éprouve, dit-elle avec émotion. Maintenant, je veux apprendre l'italien, c'est un rêve... » C'est le moment des adieux, des photos. Oui, c'est promis. Ils reviendront rendre visite à leurs amis du centre Regina Pacis.

Salvatore Aloise

Adam Michnik, « Gazeta », la puissance et la Bourse

VARSOVIE

de notre correspondant

C'était il y a dix ans à peine. Installée dans les locaux d'une école maternelle de Varsovie, équipée pour partie avec l'aide du Monde et de Libération, une poignée d'enthousiastes se lançaient dans la publication, pour la première fois depuis des décennies dans cette partie de l'Europe, d'un quotidien indépendant. C'était l'une des concessions obtenues par l'opposition - encore semi-clandestine - lors des négociations auxquelles, contraint et forcé, le régime communiste avait fini par consentir, en plus de la tenue d'élections quasi démocratiques.

Aujourd'hui, *Gazeta Wyborcza* - qui a gardé son titre, désormais un peu anachronique, de « Journal électoral » - vend en moyenne 450 000 exemplaires par jour (650 000 le vendredi et le samedi), occupe 30 % du marché de la publicité de presse, se lance dans la construction de plusieurs nouvelles imprimeries, d'un nouveau siège, conçu avec panache, à l'issue d'un concours d'architecture. Et s'apprête à entrer en Bourse au mois d'avril. Le bénéfice net a beau avoir atteint environ 25 millions de dollars (21,7 millions d'euros) en 1997, il faut tout de même financer tous ces investissements, et aussi les divers journaux locaux et surtout les radios que le groupe, dénommé Agora, entraîne dans son puissant sillage. Sans compter les 28 millions de dollars (24,3 millions d'euros) investis dans la branche polonaise de Canal Plus - jusqu'à présent lourdement déficitaire.

Adam Michnik, le directeur de *Gazeta*, n'est

pas exactement Citizen Kane, et la « formule » de son journal n'aurait sans doute été imaginée par aucun directeur de marketing : « Une présentation et un style de journal de boulevard, conjugués à des textes de réflexion dignes d'une revue pour intellectuels », explique-t-il dans son petit bureau toujours encombré d'un fatras de livres. L'ancien prisonnier politique, entré en opposition au régime des bancs du lycée, estime aujourd'hui que les « post-communistes » ne représentent plus le moindre danger pour son pays, qui aurait, selon lui, plus à craindre d'une droite chauvine dont, à vrai dire, il n'exagère pas non plus le danger.

UNE GESTION « À L'AMÉRICAINE »

Avec ses titres souvent agressifs, ses commentaires rapides, voire expéditifs, son directeur qui, pas plus aujourd'hui qu'hier, n'hésite à écrire ce qu'il pense, fût-ce contre l'avis de ses amis politiques, et aussi avec ses jeunes journalistes gonflés de la fierté d'appartenir au plus grand quotidien du pays (« l'un des dix premiers quotidiens du monde », déclare pour sa part Adam Michnik), *Gazeta* agace souvent. On lui reproche parfois son « arrogance », et peut-être tout simplement sa trop grande réussite. Bourré de publicité, de suppléments en tous genres - y compris d'un magazine de reportages le vendredi et, bientôt, d'un magazine pour les femmes le samedi -, *Gazeta* a certains jours des petits airs - et une épaisseur - de *Washington Post*. Et il comprend non seulement un important cahier d'informations locales, mais aussi, très souvent, une « une »

différente dans chacune des régions d'édition. « C'est un journal géré à l'américaine », explique la directrice de la rédaction, Helena Luczywo. Cela sonne curieusement dans la bouche de quelqu'un qui a fait ses premières armes, en 1977, à *Robotnik* (l'Ouvrier), a déployé douze années durant une inépuisable énergie dans la presse clandestine, et continue aujourd'hui sur le même rythme. Mais il est vrai que la holding Agora (qui contrôle le journal) est présidée par une diplomate de Yale et qu'un groupe de presse d'Atlanta, Cox, a investi très tôt dans le journal : « Ils ont été contactés par une banque d'investissements et ils se sont comportés comme des anges à notre égard. Je crois que nous les fascinons », explique « Helena », que l'on n'appelle que par son prénom, de même qu'Adam d'ailleurs (« Le jour où un chauffeur m'appellera Monsieur le directeur, ce sera vraiment la fin de *Gazeta* »).

Cela n'empêche pas le journal d'être fortement hiérarchisé, avec un encadrement encore pour une grande part issu de l'époque de la clandestinité. La rédaction, très jeune, est stimulée par un système de primes et de concours (« Meilleur journaliste du trimestre », meilleur prix, deuxième prix, etc.) qui s'émancipe immédiatement la révolte dans n'importe quelle rédaction parisienne. Reflète-t-il bien la société polonaise d'aujourd'hui ? Pas complètement, répond Adam Michnik : « Nous n'arrivons pas à trouver un langage qui s'adresse aux perdants. » A trop gagner...

Jan Krauze

RECHERCHE

NUMÉRO SPÉCIAL

LES FRONTIÈRES DU VIVANT

L'exploration d'un univers surprenant

Des bactéries qui résistent à des températures extrêmes

La première cellule à l'origine de la vie

Des fossiles d'embryons vieux de 570 millions d'années

Un ver qui se nourrit de soufre...

Et d'autres découvertes aux limites du monde vivant

N° 317 - FÉVRIER 1999 - EN KIOSQUE - 40F

Taleb Ibrahimî veut être « le candidat d'un dialogue ouvert à tous » les Algériens

L'ancien ministre des présidents Boumediène et Chadli devrait bénéficier des votes des islamistes

Dans son premier entretien à la presse, l'ancien ministre des présidents Boumediène et Chadli, officiellement candidat à l'élection présidentielle

CANDIDAT officiel à l'élection présidentielle depuis mercredi 3 février, l'ancien ministre des présidents Boumediène et Chadli, officiellement candidat à l'élection présidentielle

A ses yeux, la solution pour mettre un point final à « la tragédie nationale » qui secoue l'Algérie ne saurait être sécuritaire, mais « politique ». Le règlement de la crise politique, insiste-t-il, constitue, dans la démarche que je propose, la priorité des priorités. Qu'il s'agisse de la relance de l'économie nationale, de la restauration de l'autorité de l'Etat [...], de la moralisation si longtemps espérée de la vie publique, de l'extinction de la violence et du recouvrement par l'Algérie de sa place dans le

monde, tout découle de ce préalable politique.

Elu, M. Ibrahimî n'exclut pas une amnistie générale, si elle peut aider à « tourner définitivement une page sanglante de l'histoire du pays ». Les tragédies qui déchirent les sociétés se clôturent parfois ainsi, observe l'ancien ministre. Mais, précise-t-il, il est exclu que l'amnistie consacre « une quelconque impunité ». Une fois que l'Algérie aura recouvré « un climat politique et social largement apaisé », dit-il en usant du langage diplomatique, « je souhaite que nous puissions [...] mettre en place, par le consentement raisonné de l'opinion publique, les conditions appropriées à la mise en œuvre d'une telle mesure ».

Autre sujet sensible : le FIS, mis hors-la-loi par le pouvoir à la veille de sa victoire électorale de 1992, et dont les dirigeants, aujourd'hui en-

core, sont incarcérés au secret, placés en résidence surveillée ou interdits de parole. « Si Ahmed » reconnaît à chacun, islamiste ou pas, le droit de « participer à la vie politique » et donc de créer des partis en conformité avec la Constitution. Et d'ajouter, sybillin, à propos du sort des dirigeants de l'ex-FIS : leur situation « sera examinée en fonction de l'intérêt du pays et dans le cadre des pouvoirs que la Constitution confère au président de la République ».

« NOUS AVISERONS »

S'il est élu président, Taleb Ibrahimî ne prévoit pas de modifier la Constitution qui, il est vrai, confère des pouvoirs étendus au chef de l'Etat. « Les changements de Constitution sont un signe d'instabilité politique. Et, en Algérie, constate le candidat, nous n'avons eu que trop de

changements de Constitution depuis l'indépendance ». En revanche, M. Ibrahimî est favorable à des législatives anticipées, car « une harmonie [doit] exister entre la majorité parlementaire et la majorité qui se sera exprimée au profit du nouveau président de la République ». Mais ce n'est pas à ses yeux une priorité.

A ceux qui lui reprochent d'avoir été, pendant cinq ans, comme ministre de l'Éducation, l'un des pères de l'arabisation, l'ancien ministre rétorque qu'il n'a fait que poursuivre une politique mise en œuvre avant lui, politique dont il est « fier ». Peut-on en vouloir à un pays soumis à « une profonde acculturation » par le colonisateur de chercher à « recouvrer les attributs de sa personnalité sur le plan culturel et linguistique » ? s'interroge-t-il. Taleb Ibrahimî prône donc une place privilégiée pour la langue arabe, mais aussi « la réhabilitation de l'amazighité [la berbèrité] du pays » et « l'apprentissage et la maîtrise des langues étrangères, dont la langue française, si largement présente ».

A l'heure où la campagne électorale démarre, M. Ibrahimî veut croire que les élections – comme l'ont promis le président Zéroual et le patron de l'armée – seront « transparentes et honnêtes ». Les signes ne manquent pas, ajoute-t-il, qui peuvent laisser croire que « les jeux sont faits ». D'où son attitude : « J'en appelle à la vigilance du peuple pour déjouer les tentatives électorales de fraude. J'espère que des mesures seront prises qui assureront au pays de véritables élections ». A défaut, conclut-il, nous avisons. Il est exclu, en tout cas, de cautionner une élection jouée d'avance.

J.-P. T.

Jean-Pierre Tuquoi

La France souhaite amender le traité d'Amsterdam

PARIS. Le ministre français des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, a annoncé, mercredi 3 février, que la France proposera aux parlementaires d'ajouter au projet de ratification du traité d'Amsterdam un amendement prévoyant « de prendre en compte la nécessité de réformer les institutions européennes avant l'élargissement de l'UE ». Le souhait « est celui d'une modification préalable à la pondération des votes des Etats membres et de la composition de la Commission [européenne] avant la conclusion des premières négociations des pays candidats », a précisé M. Vaillant.

Tout changement au traité requiert l'approbation des pays signataires. La position française reflète un sentiment largement répandu selon lequel les institutions européennes, créées pour six pays, ne sont plus adaptées pour plus d'une vingtaine de nations. Interrogé par Valéry Giscard d'Estaing, le ministre des affaires européennes, Pierre Moscovici n'a pas précisé, mercredi, à l'Assemblée nationale, si les parlementaires pourraient amender l'amendement gouvernemental.

Chine : quatre ans de prison pour le dissident Wang Ce

PÉKIN. Le dissident Wang Ce, rentré clandestinement en Chine après avoir passé une dizaine d'années d'exil en Espagne, a été condamné, jeudi 4 février, à quatre ans de prison pour complicité d'atteinte à la sécurité de l'Etat, a-t-on appris de source proche de l'opposition. Wang Ce, jugé le 27 janvier à Hangzhou (est), a été également reconnu coupable d'entrée illégale sur le territoire chinois, a indiqué à l'AFP le Centre d'information sur les droits de l'homme et le mouvement démocratique en Chine. Il était poursuivi pour avoir remis 1 000 dollars à Wang Youcai, un des fondateurs du Parti démocrate chinois (PDC – interdiction), condamné en décembre à 11 ans de prison. Les deux hommes avaient été arrêtés simultanément le 2 novembre. Cette condamnation vise à dissuader d'autres dissidents exilés de tenter de revenir en Chine pour s'y livrer à des actes de protestation à l'occasion du dixième anniversaire de la répression du mouvement pro-démocratique de Tiananmen, en juin 1989.

Le parquet général russe dénonce une corruption « sans précédent »

MOSCOU. La Russie fait partie des dix pays les plus corrompus au monde, a reconnu, mercredi 3 février, le procureur général-adjoint Iouri Chaika, à l'occasion d'une réunion plénière du parquet général russe. « La corruption est pire qu'au Venezuela, au Nigeria, au Pakistan et au Cameroun », a-t-il ajouté. Le niveau de corruption des fonctionnaires « est sans précédent », estime M. Chaika, les tribunaux se montrant trop indulgents et renonçant bien souvent à mener à terme les poursuites. Selon le parquet général, 9 milliards de dollars (8 milliards d'euros) ont été transférés illégalement à l'étranger en 1998. Une possible amnistie pour les sociétés ou particuliers qui « rapatrieraient » leurs capitaux a été évoquée et il a été demandé aux procureurs de se concentrer cette année sur « la lutte contre les crimes économiques ». (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **GUINÉE-BISSAU** : le président Joao Vieira et son ancien chef d'état-major, le brigadier Ansumana Mané, ont signé mercredi 3 février un accord de cessez-le-feu sous l'égide de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), présidée par le Togo. L'accord autorise notamment le débarquement à Bissau de troupes de l'ecomag, la force ouest-africaine d'interposition. De nouveaux tirs ont été entendus quelques heures après la signature de l'accord. (Reuters.)

■ **AFGHANISTAN** : le porte-parole du département d'Etat américain James Rubin a indiqué, mercredi 3 février, que le sous-secrétaire d'Etat Karl Inderfurth a rencontré récemment au Pakistan un responsable des talibans, le vice-ministre des affaires étrangères Jalil Akhund. Selon M. Rubin, M. Inderfurth a plaidé lors de cette entrevue en faveur de l'extradition d'Oussama ben Laden, réfugié en Afghanistan. (Reuters.)

■ **ETATS-UNIS** : le commandement américain des forces spéciales pour le sud (SocSouth) quittera Panama pour s'installer, à l'été 1999, à Porto Rico. Ce transfert est lié au traité de 1977 qui oblige les forces armées américaines à abandonner leur garnison de Panama au plus tard à fin 1999. Le SocSouth est chargé de préparer les éventuelles actions militaires des Etats-Unis en Amérique centrale et latine et de participer à la formation et à l'entraînement de forces de sécurité dans plusieurs pays de la zone.

■ **ALLEMAGNE** : le chancelier Gerhard Schröder a mis en garde, mercredi 3 février, les Verts, ses partenaires de la coalition gouvernementale, contre la tentation d'avancer des chiffres s'agissant de l'abandon du nucléaire civil, déclarant : « Si j'avais un conseil à leur donner, je leur dirais : "Pas de chiffres !" Je veux discuter de l'abandon du nucléaire en accord avec l'industrie, parce que j'ai besoin d'elle pour mettre en place un nouveau schéma énergétique. » (AFP.)

■ **TCHÉCHÉQUIE** : le président Assan Maskhadov a proclamé, mercredi 3 février, la charia (loi islamique) dans l'ensemble de la république. Chef de file des modérés, Maskhadov prônait un Etat laïque en Tchétchénie, mais il a dû céder à la pression des plus radicaux de son entourage. (Reuters.)

■ **IRAK** : les Nations unies ont décidé, mercredi 3 février, d'évacuer leurs personnels humanitaires américains et britanniques d'Irak, Bagdad ayant déclaré qu'il ne pouvait garantir leur sécurité. Cette décision ne concerne dans les faits que deux Américains ; les 14 autres ressortissants n'avaient pas regagné l'Irak. (AFP.)

■ **SYRIE** : le fils du président syrien Hafez El Assad, Bachar, a affirmé être prêt à assumer un poste de responsabilité. « Je ne suis pas à la recherche de postes, mais si la direction ou le parti (Baas – au pouvoir) me charge d'une position de responsabilité au sein de l'Etat, je suis prêt » à l'assumer, a-t-il déclaré dans une interview au quotidien libanais Al-Kifaj Al-Arabi du jeudi 4 février. (AFP.)

Les candidatures à l'élection présidentielle américaine

WASHINGTON. Le chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Dick Gephardt, longtemps considéré comme le challenger naturel du vice-président Al Gore pour l'investiture du parti démocrate à l'élection présidentielle de 2000, a annoncé, mercredi 3 février, qu'il renoncera à se présenter, préférant se consacrer à la reconquête d'une majorité démocrate à la Chambre. Ce retrait constitue une excellente nouvelle pour M. Gore, désormais officiellement en lice pour briger la succession de Bill Clinton.

Dans le camp républicain, Don Quayle, ex-vice-président de George Bush, a annoncé le même jour sa candidature. Mais cet ancien sénateur de l'Indiana risque d'être en compétition avec une demi-douzaine de candidats, en particulier avec le fils de l'ancien président, George Bush Jr, favori des sondages. (AFP.)

Les féministes américaines soutiennent Bill Clinton sans trop d'états d'âme

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale
Une lueur de colère a incendié son regard. Et de sa voix rugueuse, poussée à des décibels insoup-

connés, elle a crié : « Je ne veux plus entendre parler de Paula Jones, Monica et compagnie. J'en ai assez de ces histoires de sexe ! Je refuse ce type de discussion. Tout ceci est grotesque. » Il y a eu un silence. Et puis la prophétesse du féminisme, aujourd'hui âgée de soixante-deux ans, et auteur, en 1963, du classique *La Femme mystifiée*, traduit dans toutes les langues, s'est expliquée : « Et même si Bill Clinton a fait ce dont on l'accuse, hein ? Qu'est-ce que ça change ? Ça ne menace pas l'Etat ; ça n'ébranle pas la Constitution ; ça n'affecte en rien la vie des Américains ! Cette affaire est un non-sens. Et ce ne sont pas les Français – dont l'ancien président a été enterré devant sa femme et sa maîtresse –, qui me diront le contraire ! »

Betty Friedan a l'énergie intacte. Si elle a depuis longtemps cédé la présidence de l'organisation féministe NOW (National Organization for Women), qu'elle a créée en 1966, elle poursuit simultanément sa vie de professeur et de militante, pétitionne, manifeste, exige d'être entendue, à la fois par les élus et la Maison Blanche. Sur l'affaire « qui secoue Washington depuis plus d'un an, son jugement est sans ambivalence. Avec fougue, elle soutient Bill Clinton. « Il n'est pas un saint, mais c'est un bon président pour les femmes. On lui doit la nomination d'une femme secrétaire d'Etat, d'une femme ambassadeur. Il défend le libre choix des femmes pour l'avortement et s'inquiète de la protection des cliniques qui le pratiquent ; il se bat contre la discrimination sexuelle dans le travail, etc. Ce sont les femmes qui ont élu Clinton. Et ce n'était pas pour son physique ! »

Inutile, devant Betty Friedan, militante du Parti démocrate, d'émettre le moindre bémol sur le président. Impossible, même, d'évoquer les témoignages sur un comportement personnel assez peu respectueux à l'égard de l'autre sexe. « Sa vie privée ne concerne que lui et Hillary, quel que soit le contrat qui les lie. Ce n'est pas une histoire de sexe ou de morale. C'est bel et bien une conspiration des fondamentalistes de droite pour contourner le choix des urnes et renverser le président. Or sachez-le bien : les ennemis de Clinton sont les ennemis des femmes. »

UN « LOBBYING » INTENSE

Le 24 septembre 1998, entourée des têtes d'affiche des principaux mouvements féministes américains, Betty Friedan signait un manifeste de soutien à M. Clinton. « Non seulement nous présentons un front uni, mais nous appelons à l'action. Nous incitons les femmes et les hommes de ce pays à appeler leurs

conservateurs. Les voilà donc, les féministes, introuvables au moment de l'affaire Paula Jones ! Les voilà donc, ces amazones promptes à traquer le moindre propos machiste tenu par un républicain, mais capables de toutes les indulgences pour un président démocrate pour qui les femmes ne sont que des objets sexuels ! Quelle ironie ! La presse libérale, elle aussi, a rallié le « dilemme » des féministes et ironisé sur le piège dans lequel les a enfermées Bill Clinton en leur offrant une politique « progressiste » en échange de leur silence sur sa conduite personnelle « régressive ». Odieux chantage.

Le front apparemment uni a pourtant présenté quelques fissures. Et le silence embarrasé des grandes organisations sur le cas Paula Jones (cette employée de l'Arkansas qui accusa l'ancien gouverneur Clinton de « harcèlement sexuel »), leur refus de soutenir son action contre le président, as-

février 1998. « Le cœur brisé ». Les féministes, estime la présidente de ce groupe rebelle, devaient se tenir à l'écart de Paula Jones dans sa plainte contre Bill Clinton. « Mais voilà, raconte Marie-José Ragab, ni instruite, ni raffinée, maladroite dans ses propos, mal habillée, Paula Jones – sur laquelle l'a priori des intellectuelles de NOW était déjà défavorable – a eu ensuite le mauvais goût de se laisser prendre en main par des conservateurs. Ce fut réhilitatoire. Etant donné la collusion entre le Parti démocrate et l'organisation féministe, un adversaire de Bill Clinton – fut-il une femme – devenait l'adversaire du mouvement. Lequel a préféré perdre son âme. »

« QUELLE DÉCEPTION ! »

Quand le scandale Lewinsky a éclaté, la Maison Blanche a bien compris que de la réaction des Américaines dépendait la survie de la présidence Clinton. Rien n'a été négligé pour les intéresser, les séduire. Et il est peu de discours où le président ne leur ait, d'une façon ou d'une autre, rendu hommage, notamment lors du récent discours sur l'état de l'Union. Il était clair que Bill Clinton était, comme dit une mère de famille, le « grand allié des femmes ». Elles l'ont donc soutenu, car « soutenir un président choisi par les femmes et vainqueur par les urnes, c'est défendre la démocratie », affirme Susan Blanchard, qui préside le National Council of Women's Organizations et tremble devant « le complot ourdi par les pires ennemis des droits des femmes ».

Alors, sans états d'âme, le soutien féministe à Bill Clinton ? Les adorables vieilles dames de l'élégant Club démocratique des femmes de Washington sont un peu embarrassées par la question : « Quelle déception et quel exemple ! », chuchote une militante. « Je me rappelle son arrivée de jeune gouverneur et la réputation sulfureuse qui, déjà, l'accompagnait. C'était, disaient-elles, le seul problème qui pourrait lui nuire un jour. Eh bien c'est fait, et ça m'étonne. C'est un grand président, mais ce garçon mérite tout de même une sanction... »

Annick Cojean

Débat au Sénat sur l'audition publique des témoins

Dans le procès pour impeachment qui se poursuit, le conseiller du président, Sidney Blumenthal, a reconnu, mercredi 3 février, que Bill Clinton lui avait menti sur la réalité de sa liaison avec Monica Lewinsky, a rapporté la chaîne CBS. Les procureurs républicains veulent que M. Blumenthal réitère solennellement ses propos devant le Sénat réuni en séance plénière. L'accusation souhaite que les trois témoins (les deux autres étant Monica Lewinsky et Vernon Jordan) s'expriment publiquement, et non plus seulement à huis clos. Le débat sur l'audition des témoins devait commencer jeudi au Sénat. Une trentaine de sénateurs du Grand Old Party, dont Trent Lott, président de la majorité républicaine, ont, d'autre part, écrit au chef de la Maison Blanche pour lui demander de venir témoigner devant la Chambre haute. Selon un sondage *New York Times/CBS*, 56 % des Américains (contre 41 % il y a une semaine) désapprouvent la manière dont le Sénat conduit le procès de M. Clinton.

représentants au Congrès » pour qu'ils renoncent à la procédure de destitution. « Il est plus vital que jamais, insistait-elle, que les femmes votent aux élections [législatives] de novembre. »

Le 15 décembre, elle se rendait au Capitole avec les leaders d'une trentaine d'organisations de femmes pour interpeller les élus, leur enjoindre de ne pas voter la mise en accusation de Clinton, et organiser un lobbying intense auprès des représentants réputés incertains. La belle unité l, ont rallié les

sorti de propos sévères, voire dédaigneux, ont choqué nombre de militantes.

« Depuis que je suis étudiante, je verse de l'argent aux organisations féministes », confie une juriste de Washington. « Eh bien, c'est terminé. Clinton a fait voler en éclats leurs principes et leurs critères. Elles ne sont pas contre le harcèlement sexuel. Elle soutient le harcèlement sexuel pratiqué par les républicains. C'est avec le même argument qu'une cellule du mouvement NOW a fait sécession en

GAUCHE François Hollande, premier secrétaire du PS, a décidé de se porter candidat à la direction de la liste socialiste pour les élections européennes du 13 juin.

« afin de bien marquer l'importance de l'enjeu : donner un nouveau cours à la construction européenne », déclare-t-il dans un entretien au Monde. M. Hollande

précise qu'il siégera à Strasbourg et cumulera donc deux mandats parlementaires jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi l'interdisant. ● LIONEL JOSPIN, qui souhaitait

cette candidature, a commencé une série de déjeuners avec les parlementaires socialistes. ● JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT réunit, vendredi 5 février, pour trois jours, le

congrès du Mouvement des citoyens, qui hésite entre un accord avec le PS et la présentation d'une liste autonome, après l'échec des discussions engagées avec le PCF.

François Hollande imprimera sa marque sur la campagne européenne du PS

Ayant pris le temps de démontrer que sa présence à la tête de la liste socialiste n'avait rien d'« automatique », le premier secrétaire s'est donné les moyens de maîtriser la stratégie - européenne et nationale - de son parti pour les élections du 13 juin



FRANÇOIS HOLLANDE

« Quelle décision avez-vous prise pour les élections européennes ? »

« J'ai décidé d'être candidat à la candidature pour la conduite de la liste socialiste aux élections européennes. Les adhérents du PS ont en effet à décider, ainsi que de l'ensemble de cette liste, le 31 mars. »

« Vous avez donné le sentiment que vous n'aviez pas envie d'y aller... »

« J'ai longtemps considéré qu'il n'y avait pas d'automatisme à ce que le premier secrétaire soit nécessairement candidat aux élections européennes. D'autant que le Parti socialiste avait vivement souhaité que le mode de scrutin européen fût changé, afin d'en finir avec la proportionnelle intégrale à l'échelle nationale et d'asseoir davantage les députés européens sur le territoire. La droite, comme nos partenaires, ne l'ont pas voulu, et

nous en revenons à un système qui conduit aujourd'hui les principaux chefs de parti à s'engager personnellement dans la campagne. »

« Mais ce qui a été déterminant dans ma décision, que j'ai prise ces derniers jours, c'est la nécessité, dans un contexte où les socialistes ont une influence grandissante en Europe et où ils gouvernent en France avec la gauche plurielle, de mobiliser tous nos militants et tous nos électeurs afin de bien marquer l'importance de l'enjeu : donner un nouveau cours à la construction européenne, qui exige, parallèlement à la mise en place de l'euro, de donner priorité à la croissance, à l'emploi et au renforcement de l'Europe politique. »

« Je sais aussi que la droite veut faire de ce rendez-vous électoral une confrontation de politique intérieure et, même si elle s'y prend mal pour le moment, il faut relever ce défi. Enfin, il y a un objectif es-

sentiel pour les socialistes européens, c'est de former le groupe le plus important au Parlement européen, afin d'appuyer les efforts des gouvernements progressistes pour un nouveau cours de la construction européenne et pour favoriser le choix d'un président de gauche ou de centre-gauche pour la Commission européenne. »

« Vous avez été fortement encouragé par Lionel Jospin... »

« Il avait exprimé dans vos colonnes, début janvier, le principe d'une cohérence politique qui l'avait amené, lui-même, en 1984, à être tête de liste. Mais il m'a toujours laissé libre de ma décision et il aurait respecté mon choix quel qu'il fût. »

« N'y avait-il pas un autre candidat en la personne de Jack Lang ? »

« Jack Lang avait toutes les qualités pour être notre tête de liste, même s'il n'avait jamais rien sollicité. J'avais moi-même évoqué cette hypothèse avec lui. J'ai finalement considéré que, dans l'état actuel des choses, ma candidature obéissait à une logique politique. »

« Irez-vous siéger à Strasbourg ? »

« Oui. Je suis candidat pour siéger et travailler pour que nos idées et nos propositions, contenues dans le manifeste du Parti des socialistes européens, qui sera adop-

té au congrès de Milan, les 1^{er} et 2 mars, puissent être traduites dans les faits, et pour que les socialistes français fassent bien entendre leur voix au sein du groupe du PSE. »

« Allez-vous abandonner votre mandat de député ? »

« La législation actuelle ne me contraint pas à abandonner mon siège de député de Corrèze, mais celui de vice-président du conseil régional du Limousin. Il va de soi que je me mettrai en conformité avec la prochaine loi sur la limitation du cumul dès qu'elle sera applicable. »

« Le score de votre liste n'est-il pas menacé par l'émiettement propre à ce scrutin ? »

« Ce risque est dans le mode de scrutin lui-même, qui aboutira à ce qu'il y ait, sans doute, une vingtaine de listes. Ce n'est bon ni pour l'Europe ni pour la démocratie. Il faudra donc faire campagne sur la participation et sur la nécessité d'un vote utile en faveur de notre liste. Nous serons les seuls à proposer des engagements européens que nous serons capables de traduire dans les faits, parce que onze gouvernements sur quinze sont dirigés par des socialistes et des sociaux-démocrates et que le groupe socialiste européen sera la principale force à Strasbourg. Beaucoup parleront de l'Europe, mais nous serons quasiment les seuls à pouvoir la faire et, surtout, à en réorienter la marche. »

« Votre campagne sera-t-elle plus "européenne" que franco-française ? »

« Pour la première fois depuis 1979, nous allons faire une campagne commune avec les socialistes européens, à travers le manifeste et un grand nombre de réunions publiques que nous tiendrons ensemble. Nous allons insister sur les aspects concrets de l'Europe en termes d'aménagement du territoire, de grands travaux, de soutien à la croissance, bref, tout ce qui permet aux Européens d'être plus puissants et mieux pro-

tégés ensemble qu'ils ne le seraient séparément. Nous n'oublions pas la réalité française, car nos concitoyens doivent comprendre que l'Europe n'est pas simplement une ambition pour notre continent, mais un atout pour notre propre nation. »

« Le scrutin européen ne doit pas altérer l'esprit de la majorité plurielle »

« La posture de Daniel Cohn-Bendit fait-elle courir un risque à la cohésion de majorité ? »

« Au sein de la gauche plurielle, au moins deux de nos partenaires ont fait leur propre liste. Cette démarche est légitime. Nos conceptions de l'Europe sont différentes, mais la campagne permettra d'en débattre, pour demain, je l'espère, les faire converger. Il n'y a donc pas de place pour la polémique, les surenchères ou les leçons de morale. N'oublions jamais que nous gouvernons ensemble et que nous avons vocation à le faire dans la durée ! Le scrutin européen divise assez l'opposition pour ne pas altérer l'esprit de la majorité plurielle. »

« Votre attachement à une "fédération d'États-nations" n'est-il pas incompatible avec la présence du MDC sur votre liste ? »

« Nous souhaitons que le PRG comme le MDC puissent faire campagne sur la même liste que nous, mais sur les bases d'un accord politique. La fédération d'États-nations est une perspective. Nous pouvons d'autant moins y renoncer que la reconnaissance du fédéralisme, que contient nécessairement l'Union européenne, ne peut se faire contre les nations. »

Propos recueillis par Michel Noblecourt

Lionel Jospin à l'écoute des « jeunes pousses » socialistes

LE PREMIER MINISTRE avide de réformes avait cédé la place au « militant », désireux de discuter à bâtons rompus avec quelques camarades. La posture en a séduit plus d'un, parmi la vingtaine de parlementaires socialistes que Lionel Jospin avait conviés à déjeuner, mardi 2 février. Après un automne parlementaire plutôt éprouvant, le chef du gouvernement s'était convaincu de la nécessité d'entretenir un contact direct avec la base de sa majorité « plurielle ». La formule, explique-t-on aujourd'hui à Matignon, devrait se renouveler toutes les trois semaines. Aucun critère, ajoute-t-on, n'est privilégié lors de l'élaboration des plans de table, si ce n'est l'appartenance politique, les représentants des autres composantes de la majorité devant être reçus séparément.

Pour la « première », il convenait d'écarter, autant que faire se pouvait, les vieux briscards, que M. Jospin cotoie régulièrement, pour laisser la place à une tournée de nouveaux élus de juin 1997 : quelques « jeunes pousses », comme le premier ministre les a qualifiés, avant de leur expliquer, au cours d'un bref propos liminaire, combien leur « contact » lui avait man-

qué, sur un plan « politique, intellectuel et personnel ». M. Jospin, qui n'a pas poussé l'autocritique au-delà de cet aimable constat, a rappelé que la configuration de la majorité sortie des urnes en juin 1997 l'avait contraint à créer de toutes pièces une méthode de travail adéquate.

IMPATIENCE ET EMBARRAS

Ravis d'être promus, fût-ce le temps d'un repas, maîtres de l'ordre du jour, ses hôtes se sont chargés de rattraper le temps perdu. Une fois convenu que les dossiers locaux ferraient l'objet d'apartés avec le chef du gouvernement, l'emploi, les 35 heures, la sécurité et l'éducation se sont taillés la part du lion. A charge, pour M. Jospin, de calmer les impatiences, voire - comme ce fut le cas sur le dossier de la chasse - de reconnaître un relatif embarras. Si chacun s'est félicité des annonces faites après la réunion du conseil de sécurité intérieure, le 27 janvier, plusieurs parlementaires ont souhaité qu'elles se traduisent rapidement par des moyens supplémentaires sur le terrain. Le premier ministre s'est efforcé de les convaincre de faire eux-mêmes preuve

de pédagogie pour, d'une part, expliquer les raisons administratives du délai nécessaire à leur mise en œuvre et, d'autre part, responsabiliser les citoyens.

Au chapitre « éducation », M. Jospin a dû se faire l'avocat de son ministre, Claude Allègre, mis en cause par plusieurs participants. Tout en affirmant avoir pris la mesure du malaise des enseignants, le chef du gouvernement a évoqué le caractère « contradictoire » des messages entendus dans les manifestations. Rappelant la proximité personnelle de M. Allègre avec ce milieu, et invitant les parlementaires à ne pas participer aux critiques qui, à-t-il noté, se focalisent, selon les périodes, sur tel ou tel ministre, il a lancé : « Claude s'est créé un problème. Il faut qu'il rame. Allez-le à ramener ! »

Les européennes étaient, mardi, un autre motif d'impudence pour les interlocuteurs du premier ministre, qui lui ont fait part de la lassitude des militants face à l'incertitude sur la tête de liste. Sur ce point, ils auront rapidement obtenu satisfaction.

Jean-Baptiste de Montvalon

Jean-Pierre Chevènement attendra le mois de mars pour « partir » seul ou s'entendre avec le PS

CAVALIER SEUL, comme il le menace de le faire, pour la beauté du geste et le plaisir de la joute ? Ou bien acceptera-t-il la seule petite place que le Parti socialiste semble disposé à offrir au Mouvement des citoyens sur sa liste ? Après avoir laissé filer l'offre d'une deuxième place sur la liste communiste, faite par Robert Hue le 19 janvier, le MDC se trouve fort dépourvu alors que s'engage la campagne des élections européennes.

Les 5, 6 et 7 février, devant le congrès de leur parti réuni à Créteil, dans le Val-de-Marne, Georges Sarre et Jean-Pierre Chevènement devraient donner « quelques pistes » sur leur décision. Rien ne sera connu « avant Pâques », ont-ils toutefois indiqué, manière d'évoquer la convention « Nation-Europe » qui marquera l'entrée du PS en campagne, le 27 mars.

Le large éventail de possibilités évoqué par M. Chevènement, le 4 janvier, sur TF1, s'est, en effet, considérablement réduit. L'idée d'une liste « TSCB » - « tout sauf Cohn-Bendit » -, qui aurait défendu les valeurs de la « vraie gauche » face à l'idéal « libéral-libertaire » du candidat des Verts, est restée une pure hypothèse d'école. « Ça aurait été la meilleure formule pour éviter au Parti communiste d'avoir à se compter, de devenir la troisième force de la gauche », a relevé le ministre de l'Intérieur, avec un peu d'amertume, le 31 janvier, au « Grand jury RTL-Le Monde-LCI ». Sans doute n'a-t-il jamais cru vraiment en cette solution, évoquée seulement pour lui permettre, pendant quel-

ques semaines, d'expliquer que le député des Verts allemands ne représente pas la gauche française. Il y a vingt ans, M. Chevènement dénonçait, de la même façon, la « gauche américaine » de Michel Rocard.

Depuis le 26 janvier, la possibilité d'une liste commune avec le PCF, qui avait la faveur de nombreux militants, s'est aussi envolée en fumée. Ce jour-là, M. Chevènement rencontre discrètement M. Hue au siège du petit club République moderne, à Paris. Le président du MDC croit l'affaire bouclée ; il a même préparé un texte programmatique pour sceller cette alliance.

LE PCF EFFAROUCHÉ

Sept jours plus tôt, lors d'un déjeuner avec M. Sarre, président délégué du MDC, M. Hue s'était montré très disposé à accueillir la juriste Béatrice Patrie à la deuxième place sur sa liste. Le secrétaire national du PCF évoquait même des personnalités que le MDC pourrait amener avec lui, comme l'écrivain Max Gallo. Une semaine plus tard, le PCF craint que les propos tenus par le ministre de l'Intérieur à l'encontre de M. Cohn-Bendit ne découragent les « personnalités » approchées, avant de faire fuir certains électeurs. « La deuxième place ? Impossible ! », répond M. Hue à M. Chevènement.

Bien que le MDC ne compte pas de députés européens sortants, le ministre de l'Intérieur s'est refusé à « sauter » l'élection, comme le souhaitent certains pendant son hospitalisation, fin 1998. Ne

restent donc plus, aujourd'hui, que deux des « quatre possibilités » égrenées par M. Chevènement : faire alliance avec le PS, quitte à donner l'impression de sacrifier un parti né de l'opposition à Maastricht ; ou se présenter tout seul, au risque de réduire cruellement la « surface » politique acquise par le ministre de l'Intérieur. Aux européennes de 1994, en effet, il avait recueilli moins de 3 % des suffrages.

M. Chevènement sait bien qu'un jour ou l'autre il rejoindra la « vieille maison » socialiste. Lors de la convention nationale de son mouvement, en mars 1998, il a d'avance apporté son soutien à Lionel Jospin pour la prochaine élection présidentielle. Il pensait alors que les élections européennes, grâce au manifeste des socialistes européens préparé par Robin Cook et Henri Nallet, lui offrirait une échappatoire opportune pour son ralliement (Le Monde date 17-18 mai 1998). Aujourd'hui, d'ailleurs, seule la vingt et unième proposition, sur l'extension du vote à la majorité qualifiée, lui pose « quelques problèmes ».

Cependant, un ralliement précocement ne fait pas forcément les affaires du PS, pour qui le MDC est une composante importante de la majorité « plurielle », lui permettant de séduire un électoral méfiant ou « eurosceptique ». Elle agace, en outre, les plus rebelles des cadres du MDC, tel M. Sarre, qui préférerait aborder les élections municipales, à Paris, en 2001, avec sa différence « citoyenne ».

Ariane Chemin

DOSEZ LONDRES

EXCENTRIQUE ou classique
gousser avec la capitale

Dans les 18 hôtels Forte,
dont 4 hôtels Méridien,
vivez à l'anglaise au cœur
de Londres: Piccadilly,
Covent Garden ou Hyde Park,
à partir de **390 F***

Allez-y en Eurostar
Paris-Londres
c'est **990 F A/R pour 2****

Informations et réservations

Hôtels Forte
08 00 40 22 15 appel gratuit

LORS DE VOTRE RÉSERVATION
MENTIONNEZ LE CODE LONDON
POUR BÉNÉFICIER DE CETTE OFFRE.

*prix pour une nuit par personne
en chambre double avec petit-déjeuner,
à certaines dates, pour 2 nuits minimum.
TVA comprise, dans la limite des places
disponibles dans les hôtels Forte.

Ligne Directe Eurostar
08 36 35 35 39 223F/mn

OU DANS LES BARES SNCF ET
LES AGENCES DE VOYAGES.

**prix A/R en 2^e classe, soumis à conditions.
Promotion valable jusqu'au 28.02.1999
dans la limite des places disponibles à ce prix.
Promotion disponible sur Lille ou
Calais-Fréthun/Londres à 890 F A/R pour
2 personnes dans les mêmes conditions.

Office de Tourisme de Londres 3615 Londres 223F/mn

L'OCDE presse le gouvernement d'assouplir le marché du travail

Les experts estiment que la France devrait abaisser davantage ses déficits et ses prélèvements obligatoires. Les initiatives en faveur de l'emploi les laissent sceptiques

« LA FRANCE est entrée dans une ère nouvelle » : l'introduction du dernier rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la France (« Etudes économiques de l'OCDE : France », publiée jeudi 4 février, est trompeuse. Elle laisse penser que les experts décernent un satisfait à Paris. Or, c'est loin d'être le cas : ils formulent aussi leurs recommandations mises en garde sur les réformes structurelles qui tardent à être mises en œuvre.

Certes, la reprise de la croissance depuis deux ans, sous l'effet, d'abord, des exportations puis de la demande interne est réelle. Avec un taux de croissance de plus de 3 %, 1998 a été une excellente année. D'autant qu'à la différence de la reprise de la fin des années 80 celle-ci s'est accompagnée de la stabilité des prix et d'une forte hausse de l'emploi. L'an dernier, la France a créé plus de 400 000 emplois. Flexibilité accrue du travail, abaissement du coût du travail, amélioration de la qualification de la main-d'œuvre ont enrichi la croissance en emplois.

« Le dynamisme de la demande interne, écrit l'OCDE, devrait suffire à maintenir le taux de croissance légèrement au-dessus de son potentiel [2,25 %] au cours des deux ans à venir (...). Dans ce contexte, le chômage devrait continuer à diminuer de 10,5 % en 2000, contre 11,5 % aujourd'hui.

Les experts font, toutefois, cette mise en garde : « La réalisation de ce scénario suppose toutefois que l'environnement international ne se dégrade pas au-delà de ce qui est actuellement projeté (...); que la confiance des ménages demeure élevée et que celle des dirigeants d'entreprise ne s'effrite pas au-delà de l'érosion enregistrée au cours de l'automne 1998. Elle suppose enfin que les réformes structurelles en

cours, en particulier la réduction du temps de travail, soient mises en œuvre d'une façon telle qu'elles n'aboutissent pas à l'inverse de leurs objectifs affichés. »

L'OCDE prend des gants : les discussions avec la délégation française, conduite par la direction de la prévision et assistée de membres des ministères concernés, en préalable de la publication du rapport sur la France, ont été vives. En réalité, les économistes de l'organisation internationale ne pensent pas, aujourd'hui, que la croissance française dépassera les 2,25 % cette année. Leurs dernières prévisions remontent à novembre 1998 (2,4 % pour 1999 et 2,6 % pour 2000) et seront révisées en mai.

BUDGET PLUS RIGOUREUX

Si la conjoncture se retournait, l'OCDE considère que la France, privée de l'arme monétaire par l'euro, n'aurait pas suffisamment de marge budgétaire pour réagir : au lieu de profiter de cette période de croissance pour s'attaquer plus activement aux problèmes de l'efficacité des services de l'Etat, des dépenses de santé, ou encore des retraites qui grèvent la facture publique, la France a, en 1998 et 1999, relâché son effort pour réduire son déficit public. L'OCDE recommande donc un budget pour l'an 2000 plus rigoureux et établi à partir d'hypothèses de croissance plus prudentes.

Pour l'OCDE, la réduction des déficits publics, qui donne toute son efficacité à l'arme budgétaire, doit également permettre de réduire les prélèvements obligatoires. Les taux n'ont cessé d'augmenter de 1992 à 1997 pour atteindre un pic de 46,1 %, soit 3 points de plus que la moyenne européenne et 8 points de plus que la moyenne OCDE, relèvent les experts, selon lesquels « des pans entiers du système fiscal sont

archaïques ou sources de distorsions nuisibles à la croissance et à l'emploi ».

Autre réforme structurelle que l'OCDE juge indispensable d'accélérer : celle du marché du travail. « La dépense publique pour l'emploi a beaucoup augmenté en longue période, de 0,9 % du PIB en 1973 à 3,9 % en 1996 (4,4 % en additionnant les réductions généralisées de charges sur les bas salaires), constate-t-elle. L'efficacité de l'aide est difficile à contrôler et son efficacité mérite d'être améliorée. »

De nombreuses initiatives ont été lancées par le gouvernement, dont certaines laissent l'OCDE sceptique. « A terme, certains des emplois-jeunes créés risquent de devenir des emplois permanents dans ou autour de la fonction publique, en particulier ceux dans l'éducation nationale et la police », redoute l'institution, qui s'attaque aussi à la réduction du temps de travail. Elle « ne considère pas à une réduction massive du chômage » ; elle « présente des risques importants et sa mise en œuvre devra être gérée avec souplesse pour éviter que ne s'inverse la tendance actuelle du marché du travail à devenir plus réactif et plus dynamique (...). Une augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre et la substitution du capital au travail qui pourrait s'ensuivre pénaliseraient l'emploi et contraindraient l'objectif de réduction du coût du travail peu qualifié poursuivi par ailleurs via l'allègement des charges sociales sur les bas salaires. Par conséquent, (...) il est essentiel d'arrêter la majoration pour les heures supplémentaires entre la 35^e et la 39^e heure, le contingent d'heures supplémentaires et les obligations en matière de repos compensateur ».

Autant d'avertissements qui ne devraient pas plaire au gouvernement.

Virginie Malingre

Lionel Jospin renvoie sa copie fiscale à Dominique Strauss-Kahn

La priorité ira à la TVA, à la taxe d'habitation et à la CSG

Alors que Bercy insiste depuis plusieurs semaines pour que le gouvernement engage une baisse de l'impôt sur le revenu, ce n'est pas cette piste qui semble devoir

être retenue. La préférence va aux solutions recommandées par François Hollande : baisses ciblées de TVA et réforme de la taxe d'habitation.

LIONEL JOSPIN a-t-il décidé d'infirmer le cap de la politique fiscale ? Depuis plusieurs semaines, on pouvait se poser la question. Rumeurs d'une possible baisse de l'impôt sur le revenu, auparavant préconisée seulement par la droite ; retards à répétition dans le lancement de la réforme de la taxe d'habitation, pourtant réclamée depuis des années par le PS ; mises en cause de l'efficacité des baisses de TVA ; controverses autour des stock-options : de nombreux indices donnaient à penser que le gouvernement prenait des distances avec les promesses de la campagne électorale de 1997.

Ce ne sera pas le cas. Même si M. Jospin a entretenu le doute sur le sujet (Le Monde du 28 janvier), il apparaît, après plusieurs semaines de flottement, qu'on ne prend pas ce chemin et que les mises en garde formulées par le premier secrétaire du PS, François Hollande - « N'oublions pas aussi qu'il y a des classes populaires », déclarait-il dans Le Monde - ont été entendues. D'ailleurs, la procédure fiscale retenue pour cette année s'écartera sensiblement de celle qui avait été choisie à l'été 1998.

A l'époque, le gouvernement avait fait connaître dès le 22 juillet l'essentiel de ses arbitrages fiscaux pour l'année suivante. Les choses avaient été si prestement menées par Bercy, avec des projets de réforme presque « bouclés » avant même qu'ils ne soient débattus, que cela avait suscité quelques algures dans les rangs de la majorité. Martine Aubry avait eu, ainsi, la désagréable surprise d'apprendre que sa réforme des cotisations patronales était renvoyée aux calendes grecques, au profit d'un allègement de la taxe professionnelle, tandis que les suggestions du premier secrétaire du PS, pourtant modérées et peu nombreuses, n'avaient presque pas été

prises en considération. Cette fois, M. Jospin a décidé que les mesures fiscales ne seront annoncées qu'en septembre, de telle sorte que les décisions soient plus collégiales et que les attentes de la majorité soient plus attentivement étudiées.

Ce « recentrage » ne sera pas que de forme ; il portera aussi sur le fond. Au séminaire du gouvernement, qui s'est tenu le 30 janvier à Champs-sur-Marne, en Seine-et-Marne (Le Monde du 2 février), le premier ministre a clairement fait comprendre que le débat sur une éventuelle baisse de l'impôt sur le revenu n'est pas d'actualité. En clair, les souhaits de Bercy ne devraient pas être entendus. C'est également ce que laisse transparaître la remarque de M. Aubry qui, évoquant l'impôt sur le revenu, enfonce le clou, dans un entretien publié mercredi par Libération : « Il est toujours facile de promettre des baisses d'impôt, ironise-t-elle, mais il est moins facile d'articuler cette promesse en cohérence avec l'action du gouvernement ».

« PURE SPÉCULATION »

L'impôt sur le revenu sera au menu des réflexions gouvernementales de l'été, mais dans une optique différente : dans le souci, comme le souhaite M. Hollande, d'étudier s'il est possible d'avancer vers un système de prélèvement à la source. Cette réforme, qui vise non à baisser l'impôt mais à le simplifier et à le clarifier, en évitant les formules dérogatoires au droit commun, a visiblement été suggérée par le premier secrétaire du PS en guise de parade à l'offensive de Bercy.

Preuve, en tout cas, que les termes du débat ont évolué, Dominique Strauss-Kahn a confirmé, mercredi, devant les députés, que la réflexion des prochains mois portera sur les « impôts payés par

les ménages », mais il s'est empressé d'ajouter que « toute hypothèse, sur tel ou tel impôt, relève de la pure spéculation ». De la même façon, le projet d'allègement fiscal pour les stock-options n'est plus d'actualité. Même si Bercy s'accroche à l'idée que la réforme a seulement été mal défendue et qu'elle reverra prochainement le jour, une fois que son volet de moralisation aura été mieux compris de l'opinion, le projet semble enterré pour longtemps.

Ces pistes étant écartées, quelles sont celles qui seront explorées ? Même si certains experts gouvernementaux estiment que les allègements de TVA sont budgétairement très coûteux, Matignon - comme, là aussi, le premier secrétaire du PS - persiste à penser qu'il ne faut pas changer d'orientation dans ce domaine, surtout au moment où Bruxelles est disposé à accéder aux demandes françaises dans ce domaine. Le PS, en tout cas, compte beaucoup user de l'argument : les baisses de TVA sont devenues « eurocompatibles ». La réforme de la taxe d'habitation n'est pas, non plus, abandonnée, contrairement à ce qui semblait devoir être le cas (Le Monde du 16 janvier). Là encore, le plaidoyer que fait rituellement M. Hollande semble avoir été entendu par M. Jospin. Enfin, un autre grand dossier qui pourrait être mis à l'étude durant l'été est celui de la CSG pour les ménages non imposables.

Après des embardées, en début d'année, ponctuelles d'indiscrétions calculées, le débat fiscal revient donc plus conforme aux attentes de la majorité « plurielle ». Cela ne déplaira pas à M. Hollande, qui vient sur le devant de la scène. Pour les élections européennes (lire page 5), mais pas seulement.

Laurent Mauduit

Martine Aubry veut plus d'emplois-jeunes dans les quartiers en difficulté

C'EST une devinette presque simpliste, tant la réponse est facile : où trouve-t-on la plus forte proportion d'emplois-jeunes ? A Lille, où Martine Aubry est première adjointe au maire, et à Sarcelles (Val-d'Oise), dont Dominique Strauss-Kahn a été le premier magistrat jusqu'à sa nomination au gouvernement, en juin 1997. Quoi de plus normal, puisque c'est la ministre de l'emploi et de la solidarité qui a pour tâche de mettre en œuvre un dispositif dont l'idée avait été soufflée à Lionel Jospin, en 1996, par le futur ministre de l'économie et des finances.

M^{me} Aubry a transmis au Parlement, mercredi 3 février, le bilan

de la première année d'application de la loi du 16 octobre 1997 sur les « nouveaux services, emplois-jeunes », dont Bertrand Schwartz, président de l'association Modérisme sans exclusion et inspirateur des missions locales pour l'emploi des jeunes, en 1982, se félicitait en ces termes, il y a quelques mois : « C'est la première fois qu'un gouvernement tente, simultanément, d'organiser un véritable accès à de vrais emplois pour les jeunes et d'humaniser la société. »

En revanche, il ne reste rien des 350 000 créations envisagées dans le privé

Ce premier bilan est-il à la hauteur des espérances ? A s'en tenir aux seuls chiffres, le gouvernement a gagné son pari. Conformément à son objectif, 158 000 conventions ont été signées entre octobre 1997 et décembre 1998 sur un objectif total de 350 000 emplois-jeunes d'ici 2000, inscrit dans le programme législatif de la gauche « plurielle ». 120 000 personnes étaient effectivement embauchées fin 1998. Sur ce total, sept sur dix étaient auparavant à la recherche d'un emploi. « Parallèlement à la croissance, souligne-t-on au ministère de l'emploi, le programme emplois-jeunes a fortement contribué au recul du chômage des jeunes » (-15 % depuis juin 1997).

Sur les 158 000 emplois-jeunes créés, 85 201 l'ont été dans les associations, les collectivités locales, les hôpitaux ou les grands réseaux (HLM, transports, etc.), 65 000 dans l'éducation nationale et 8 250

dans la police nationale. Le ministère admet toutefois que les résultats sont « contrastés » suivant les villes et les régions, et que « beaucoup de progrès restent à faire » pour les jeunes des quartiers en difficulté, qui n'occupent que 15 % de ces postes (20 % prévus dans le programme).

Les 40 000 projets des associations et des collectivités locales ont d'abord été conclus dans les services destinés à renforcer la cohésion sociale (15,5 %) et dans l'environnement (15,5 %), puis dans la culture (10,9 %), le sport (9,9 %), le logement et la vie des quartiers (8,9 %), les activités périscolaires (8,5 %) et le tourisme (4,8 %). La quasi-totalité a été embauchée sur des contrats à temps plein et, dans les associations ; un jeune sur deux a un contrat à durée indéterminée. Près d'un sur deux touche un salaire supérieur au SMIC.

En revanche, il ne reste rien du projet de création de 350 000 emplois-jeunes dans le privé, qui était, pourtant, inscrit dans le programme de la gauche, et dans la déclaration de politique générale de Lionel Jospin, le 19 juin 1997. Au ministère de l'emploi, certains vont même jusqu'à nier l'existence d'un tel engagement. « Il n'a jamais été question d'un dispositif spécifique pour les emplois-jeunes dans le privé », affirme, sans citer, un expert gouvernemental.

M^{me} Aubry s'est justifiée, mercredi, dans Libération, en assurant « un peu vite » que ce projet avait été « avancé dans un contexte de récession », mais qu'en 1998, « avec le retour de la croissance, les entreprises ont embauché un million de jeunes ». En juin 1997, la reprise était bien amorcée, et le gouvernement a préféré laisser jouer les forces du marché plutôt que s'engager dans une politique d'emplois aidés dans le secteur privé.

Jean-Michel Bezat

Un rêve passe au congrès de la CGT

STRASBOURG

A la fin de la réunion du comité confédéral national, qui, en marge du 46^e congrès de la CGT, a avalisé, mercredi 3 février, dans la soirée, la composition de la future commission exécutive, Bernard Thibault en a appelé à la responsabilité des dirigeants de fédérations et d'unions départementales pour que l'arrivée de Nicole Notat et Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, vendredi matin, se passe sans incidents. Les responsables des grosses fédérations feront passer la consigne, afin de couper court à la rumeur selon laquelle une partie des délégués quitteraient la salle à l'entrée de ces invités.

Dans ce climat, le document d'orientation proposé par M. Thibault semblait devoir être sensiblement « raidi », jeudi, au vu des amendements retenus par la commission chargée de faire le tri dans les 2 800 modifications suggérées dans ce texte qui doit engager la centrale pour trois ans. Ce sont les passages consacrés aux 33 heures et aux retraites qui ont suscité le plus de réserves. Méfiante à l'égard de l'annualisation, la commission a préféré signifier son soutien à « une loi-cadre de réduction de la durée hebdomadaire du travail », alors que, dans la version initiale, la référence à la se-

maine n'existait pas. Elle a ajouté, surtout, des exigences détaillées quant au contenu de la seconde loi sur les 35 heures. Refusant toute forme de « double SMIC », l'amendement retenu affirme : « Il est impératif que la loi révalorise le SMIC horaire de 11,4 % ». La commission entend aussi voir baisser de 46 à 42 heures la durée maximale de la semaine de travail et fixer un contingent légal d'heures supplémentaires inférieur aux 130 heures actuelles. Enfin, elle souhaite « interdire les forfaits tous horaires pour les cadres ».

« COMME EN 1995 »

Les ajouts concernent aussi les retraites, pour lesquelles, à deux reprises, le maintien des « régimes spéciaux » ou « particuliers », non évoqué par le texte original, est désormais exigé. Au total, il s'agit bien d'un « recadrage », opéré à la faveur d'un énorme couac lors de la réunion de synthèse de la commission, mardi soir. Le rapporteur, Daniel Prada, membre de la direction confédérale, s'est refusé à faire trancher par un vote les travaux des commissaires, comme cela se fait habituellement, cela afin de n'indisposer personne.

Par ailleurs, les délégués se sont défoulés en séance, mercredi. Suggérée par M. Thibault dans son discours d'ouverture, l'idée d'un « rendez-vous national interprofessionnel unitaire » a été mise en dé-

bat. Une grande mobilisation ! Et dans laquelle la CGT investirait toutes ses forces ! La salle en a révisé. A plusieurs reprises, les jours précédents, des militants en avaient exprimé la frustration : pourquoi n'avoir pas organisé des initiatives d'envergure, notamment sur les 35 heures ? Quant à la seconde loi, qui va préciser les modalités définitives de la réduction du temps de travail ? Et sur les retraites ? Et sur l'emploi précaire ?

D'un coup, ce « rendez-vous national » a déchaîné les passions. Et fait flotter dans l'air le souvenir des grands rassemblements. « Ça fait des années qu'on attend cette discussion, s'écriait au micro un délégué de la Filpac (presse). Il faut le faire, les salariés l'attendent ! » « Les grandes causes, elles ont été défendues dans la rue. Il faut aller dans la rue ! », soulignait une jeune déléguée des Fromageries Bel. « Est-ce qu'on va rester longtemps ici à se demander ce qu'on peut faire ? », tonnait un militant à la voix étranglée. Un autre réclamait qu'« on s'y prépare vraiment », pour avoir un mouvement « comme à l'hiver 1995 ». « De l'action unitaire, oui, mais sur nos revendications ! », s'enflammait un délégué de la chimie.

L'effervescence montait, le futur secrétaire général est intervenu pour remettre de l'ordre dans les esprits. L'hiver 1995 ? « J'ai quelques souvenirs en la matière. Ce n'est pas, a priori, l'objectif que l'on vise », a-t-il déclaré. Il ne s'agit pas pour le moment de mettre en route un « processus », pour déboucher sur une « initiative interprofessionnelle coordonnée et unitaire ». Pour tempérer encore l'ardeur de la salle, M. Thibault a précisé : « On n'a pas suggéré, pour l'instant, d'organiser une journée d'action. » Son appel à l'engagement collectif n'en a pas moins été applaudi.

Alain Beuve-Méry et Caroline Mornot

Pour vous aider à réussir de BAC à BAC + 1

Grands Concours
Sélections semestrielles et par correspondance
■ E.N.M.
Classement d'Exceptionnels
■ E.F.B. (C.R.F.P.A.)

Stages annuels et intensifs
■ SOUTIEN AUX FACULTÉS DROIT/SCIENCES ÉCO
■ GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE
Prépas 2 ans et Admissions BAC +2 +3
■ CONCOURS SÉSAME-ACCES
■ SCIENCES POLITIQUES 1^{re} et 2^e ANNÉES

Encadrement complet écrit et oral
EXCELLENTS TAUX DE SUCCÈS

ISTH Tél. : 01 42 24 10 72
Dép. 93 Fax : 01 42 24 73 25
E-mail : isthclub@club-internet.fr

Enseignements Supérieurs Privés

Les parlementaires de droite tentent de sortir de l'impasse le projet de loi sur la parité

Le président de la République suit attentivement ces discussions

Le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), a réuni, mercredi 3 février, les présidents des groupes de droite des deux Assemblées. En ac-

cord étroit avec le chef de l'Etat, les responsables de l'opposition s'efforcent de sortir de l'impasse le projet de loi sur la parité. La vo-

lonté d'harmoniser les positions de la droite parlementaire ne s'est toutefois traduite que par des soutiens de principe en faveur du Sénat.

PLACÉ en porte-à-faux par ses « amis » sénateurs lors de la première lecture du projet de loi sur la parité, Jacques Chirac veille au grain. Stôt terminée le déjeuner qui a réuni, mercredi 3 février, au Palais du Luxembourg, les présidents de groupe de droite des deux Assemblées, leur hôte, Christian Poncelet (RPR), président du Sénat, s'est rendu à l'Élysée pour faire un compte rendu de cette réunion au chef de l'Etat. Au cours de cet entretien d'une demi-heure, qui ne figurait pas à l'agenda officiel de M. Chirac, le sénateur des Vosges n'a pu que dresser un bilan mitigé de l'évolution des esprits des uns et des autres. Deux objectifs sont poursuivis conjointement par le chef de l'Etat et le président du Sénat : convaincre les sénateurs de revenir sur leur vote en se rapprochant du texte initial du gouvernement ; afficher l'unité de la droite parlementaire dans cette affaire.

Sur le premier point, des avancées sont perceptibles. Sous la pression de l'Élysée, les présidents de groupe de la droite sénatoriale, Joselin de Rohan (RPR), Jean Arthuis

(Union centriste) et Henri de Raincourt (Républicains et indépendants), qui se disent tous favorables à un texte de compromis, sont résignés à une modification de l'article 3 de la Constitution, qui traite de la souveraineté nationale. Prenant acte du refus du gouvernement de toute négociation sur la base de l'article 4, relatif aux partis politiques — sur lequel les sénateurs s'étaient rabattus en première lecture —, ils cherchent une porte de sortie susceptible de convaincre leurs troupes de faire marche arrière.

Pour l'heure, l'idée envisagée est d'introduire, à l'article 3, une précision « rassurante » sur les modes de scrutin. « On pourrait écrire, par exemple, que la parité hommes-femmes s'inscrit dans le respect de la pluralité des modes de scrutin existants », confie M. de Rohan. « Il faut qu'on puisse distinguer clairement, dans le texte, que l'introduction de la parité n'entraîne ni quota ni recours à la proportionnelle », renchérit M. de Raincourt. A défaut de pouvoir inscrire une telle précision dans la Constitution, les sénateurs

pourraient-ils se contenter d'un engagement du gouvernement ? « Une déclaration de principe serait insuffisante », réplique M. de Raincourt, tandis que son homologue RPR ajoute : « Quand l'opinion ne sera plus là, peut-être aurons-nous M. Guigou premier ministre, qui décidera de nous coller la proportionnelle ! »

CAMPAGNE SCANDALEUSE

L'harmonisation des positions de la droite avance, cependant, à pas très mesurés. Les présidents de groupe de l'Assemblée nationale ne semblent pas disposés à reprendre à leur compte, sous forme d'amendement, les préoccupations sénatoriales. « J'ai entendu autour de la table que tout le monde était favorable à la parité », se borne à constater Philippe Donste-Blazy, président du groupe UDF. Dans l'entourage du chef de file des députés DL, José Rossi, qui a fait part, à la table de M. Poncelet, du travail de conviction qu'il a dû opérer auprès d'une partie de ses troupes avant d'obtenir une approbation unanime du texte, on note que, s'ils

ont un intérêt juridique, les arguments développés par les sénateurs contre le projet de loi ne sont pas recevables par les électeurs. Dans la soirée, M. de Rohan ne pouvait que prendre acte de cette différence d'approche : « Ils [les députés de droite] ont voté comme ils ont voté. Et nous avons voté comme nous avons voté. C'est une affaire qui est désormais entre le gouvernement et le Sénat ».

Les sénateurs ont cependant obtenu quelques soutiens de principe. Le président de DL, Alain Madelin, a affirmé, dans un communiqué, qu'« au lieu d'accepter une discussion constructive sur les meilleurs moyens de parvenir à l'objectif de parité dans le respect de nos principes républicains, le gouvernement et le PS ont choisi d'orchestrer à des fins partitanes une scandaleuse campagne contre l'institution même du Sénat ». Quant au secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, il a qualifié d'« outrancières » les critiques contre le Sénat, lors d'un déplacement mercredi soir, à Metz.

Jean-Baptiste de Montvalon

L'UDF avance vers une liste autonome pour les européennes

QUATRE JOURS avant la réunion d'une convention nationale à Bordeaux, l'UDF s'est prononcée à l'unanimité, mercredi 3 février, par la voix de son bureau politique, en faveur d'une liste autonome aux élections européennes du 13 juin. Selon le porte-parole de l'UDF, Gilles de Robien, aucun participant n'a défendu la participation à une liste unique de L'Alliance. L'hypothèse d'un retrait éventuel de Philippe Séguin, président du RPR, comme tête de liste de l'union de l'opposition n'a pas entamé la détermination des dirigeants centristes. « Le réflexe des uns et des autres a été de dire : on est partis, cela ne nous concerne plus. C'est le problème du RPR, qui a à gérer une liste menée par Charles Pasqua et à voir si son président est une bonne tête de liste », a expliqué M. de Robien.

Dans un entretien publié mercredi par Ouest-France, Hervé de Charette, président délégué de l'UDF, a par ailleurs conseillé de « tenir à l'écart » le président de la République de l'actuel débat interne de l'opposition sur la préparation des élections européennes.

Le Conseil constitutionnel invalide l'élection législative d'Aubagne

LE CONSEIL constitutionnel a invalidé, mercredi 3 février, l'élection, le 27 septembre, du député communiste, Alain Belviso, à Aubagne, dans la 9^e circonscription des Bouches-du-Rhône. Les juges constitutionnels ont donné raison à son adversaire, Bernard Delfesselles (DL), qui avait été battu de 20 voix au second tour de cette partielle. Ils ont, en effet, relevé une « fraude organisée » dans trois bureaux de vote, mais ils n'ont pas inversé le résultat de ce second tour, estimant « impossible » de « déterminer exactement le nombre de suffrages qui doivent être attribués à chacun des deux candidats ».

Une nouvelle élection sera donc organisée, dans un délai de deux mois, dans cette circonscription. Alain Belviso, qui avait succédé à Jean Tardito dans ce bastion communiste de l'est de Marseille, a, dès à présent, annoncé son intention de se représenter. Bernard Delfesselles a également fait savoir que, fort de cette décision du Conseil constitutionnel, il serait à nouveau candidat. Il a reçu le soutien du secrétaire général de Démocratie libérale, Laurent Dominati, qui s'est « étonné » que le Conseil constitutionnel n'ait pas inversé le résultat du 27 septembre.

M. Blot dénonce la « trahison » et le « complot » de M. Mégret

IL N'Y A PAS PIRE SOURD que celui qui ne veut pas entendre. Et Yvan Blot, revenu dans le giron lepeniste après un bref passage au Front national-Mouvement national (Le Monde du 4 février), semble avoir donné presque transcrit, Bruno Mégret, expliquait sans relâche qu'il comptait bien continuer sa stratégie d'accord à la base avec les représentants de la droite et donner une image plus « respectable » de son parti.

Il devait, lors d'une conférence de presse organisée à Saint-Cloud, jeudi 4 février, plaider « l'ignorance » et crier à la « trahison ». Aujourd'hui, en effet, il dénonce des consignes données par M. Mégret « aux secrétaires départementaux les plus sûrs » de susciter des contacts avec les représentants locaux « du RPR » pour « préparer les municipales ». Mais alors que le président du FN-MN explique cette attitude par une volonté de mieux couper la base de la droite des états-majors, le président du groupe frontiste du conseil régional d'Alsace y voit, lui, le signe d'un complot. Il affirme que si « les militants connaissent ce genre de démarches, la moitié » quitteraient M. Mégret.

M. Blot raconte qu'il a eu la certitude de ce complot quand, cherchant « des aides financières pour Bruno Mégret », il s'est entendu dire par « un vieil ami » que le grand patron qu'il souhaitait

contacter avait « déjà donné une aide à Bruno Mégret ». Irrité, M. Blot se serait plaint d'une telle cachoterie auprès de son ancien compagnon du Club de l'Hodogre. Il avance, désormais, la thèse de « milieux patronaux proches de Chirac, pas mécontents d'affaiblir Jean-Marie Le Pen en donnant un petit coup de pouce à Mégret pour qu'il casse de Front national en deux ».

En outre, M. Blot donne des indications intéressantes sur la façon dont certains militants accueillent l'adhésion nouvelle que M. Mégret et un de ses lieutenants, Philippe Olivier, veulent imposer au FN-MN. Il relate l'irritation de plusieurs membres du bureau national quand M. Olivier a exigé d'eux qu'ils mettent la main sur le cœur pendant La Marseillaise qui a clôturé le congrès de Marignane. A ceux qui trouvaient que cela faisait un peu trop « américain », M. Olivier aurait dit : « Il faut mieux faire moderne américain que ringard franchouillard ». De même, Pierre Vial rongerait son frein depuis que M. Mégret lui a refusé le poste de « conseiller culturel ou à la jeunesse » qu'il demandait et aurait très mal pris le fait que M. Mégret lui demande de démissionner de la présidence de son association Terre et peuple. « Trop néopapier pour l'image de M. Mégret ».

Christiane Chombeau

La guérilla judiciaire entre lepenistes et mégretistes se poursuit

LA COUR D'APPEL de Paris, qui examinait, mercredi 3 février en référé, le différend opposant lepenistes et mégretistes sur le droit d'utiliser le nom, le logo et les fichiers du Front national (FN), rendra son arrêt le 10 février. L'avocat général, Brigitte Gizardin, a requis la confirmation du jugement de référé rendu le 15 janvier en première instance, qui avait débouté Jean-Marie Le Pen et dont ce dernier avait fait appel. Tout en remarquant que le congrès de Marignane, tenu le 24 janvier, avec l'apparition du Front national-Mouvement national de Bruno Mégret, a constitué un « élément nouveau », M^{me} Gizardin a considéré que le dossier pose « d'énormes difficultés, d'énormes contestations, qui ne peuvent pas être tranchées en référé ». Si la cour d'appel suit ces réquisitions, l'affaire devrait donc être ultérieurement tranchée par le juge du fond.

Par ailleurs, le mouvement présidé par M. Le Pen a demandé, mercredi, au tribunal de grande ins-

tance de Nanterre, toujours en référé, de désigner un administrateur judiciaire chargé de convoquer une assemblée générale extraordinaire de la société civile immobilière propriétaire du siège du parti à Saint-Cloud. M. Mégret a annoncé son intention de faire valoir les droits qu'il estime détenir sur le bâtiment, pour procéder à sa vente et s'installer dans des locaux plus modestes.

Enfin, la cour d'appel de Paris a confirmé, mercredi, trois jugements rendus le 7 mai 1998, qui déboutaient M. Le Pen de procès intentés contre les directeurs du Monde et de Elle, ainsi qu'à l'encontre du sous-préfet de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Les deux publications se voyaient reprocher des articles, respectivement datés du 1^{er}-2 juin et du 16 juin 1997, sur l'agression par M. Le Pen de M^{me} Annette Penhvas-Bergal, candidate socialiste aux législatives. Le sous-préfet, Michel Schmidt de La Brelle, était poursuivi pour ses commentaires sur une chaîne de télévision, le 30 mai 1997.

Actualité, économie, loisirs,

sport, tout ce que vous

aimez dans ce journal est dans

la nouvelle BMW 316i.



La nouvelle BMW 316i sort cette semaine. Son prix aussi sort de l'ordinaire. 148 500 F*.

*Prix maximum conseillé au 4/01/99. AM 99. Hors peinture métallique.



SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

HISTOIRE Le procès en diffamation intenté par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi sur le 17 octobre 1961, s'ouvre, jeudi 4 février à Paris.

Le procès en diffamation intenté par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi sur le 17 octobre 1961, s'ouvre, jeudi 4 février à Paris.

Le procès en diffamation intenté par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi sur le 17 octobre 1961, s'ouvre, jeudi 4 février à Paris.

Le procès en diffamation intenté par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi sur le 17 octobre 1961, s'ouvre, jeudi 4 février à Paris.

Le procès en diffamation intenté par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi sur le 17 octobre 1961, s'ouvre, jeudi 4 février à Paris.

Guerre d'Algérie : la mémoire entre justice et archives

Tandis que s'ouvre le procès en diffamation intenté par Maurice Papon à l'historien Jean-Luc Einaudi sur le 17 octobre 1961, des archives militaires secrètes montrent que, dès 1949, les autorités françaises étaient informées des tortures pratiquées par les forces de sécurité en Algérie

UNE PLUIE FINE tombe sur Paris ce 17 octobre 1961 quand plus de vingt mille Français musulmans d'Algérie, venant des arrondissements populaires et de la banlieue, convergent vers le centre de la capitale. A l'appel de la fédération de France du Front de libération nationale (FLN), ils se rendent à une « manifestation pacifique » contre l'instauration du couvre-feu décidé à leur encontre, le 5 octobre, par le préfet de police de Paris, Maurice Papon. La France est en pleine guerre d'Algérie : les attentats de l'Organisation armée secrète (OAS) se multiplient alors qu'à Evian les négociations entre le pouvoir gaulliste et le FLN pèlent.

« La police a fait ce qu'elle devait faire », dit-il. Cet épisode tragique et méconnu de l'histoire de la guerre d'Algérie devait être évoqué à partir du jeudi 4 février devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris où Maurice Papon poursuit Jean-Luc Einaudi, éducateur au ministère de la Justice, pour « complicité de diffamation envers un fonctionnaire public ». Dans la conclusion d'un article consacré à la question des archives relatives à cette période et publié dans *Le Monde* du 20 mai 1998, ce dernier affirmait : « En octobre 1961, il y eut à Paris un massacre perpétré par des forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon. »

Jean-Luc Einaudi n'en est pas à ses premières accusations. En 1991, dans un livre intitulé *La Bataille de Paris*, il met notamment en cause Maurice Papon et évoque « une chasse à l'homme » qui aurait fait plus de deux cents morts. Il tire ce chiffre des archives du FLN, des registres des cimetières parisiens et des témoignages de manifestants, de policiers et de passants. Selon lui, les forces de l'ordre ont « jeté à la Seine depuis plusieurs ponts de Paris » des Algériens qu'ils avaient préalablement frappés. Ces révélations ne provoquent aucune réaction de Maurice Papon. « Il n'a jamais lu ce livre », affirme

aujourd'hui son défenseur M. Jean-Marc Varaut. Pourtant, dès 1988, Constantin Melnik, qui fut conseiller pour la police et le renseignement au cabinet du premier ministre Michel Debré en 1961, avançait le chiffre d'une centaine de morts. Dans *Les Chevaux du pouvoir*, son autobiographie parue la même année, Maurice Papon maintient la version officielle.

La responsabilité personnelle, directe et accablante de Maurice Papon. Pour la première fois l'affaire est évoquée devant la justice. « Avec ce procès dans le procès, on a voulu créer un casier judiciaire qui n'existait pas », soutient M. Varaut. La polémique enfle malgré tout, au point que Catherine Trautmann, ministre de la culture, annonce l'ouverture des archives.

Dans la foulée, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, charge le conseiller d'Etat Diondonné Mandelkern, par ailleurs président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, d'inventorier les archives de la préfecture de police de Paris et du ministère de l'Intérieur. Après avoir épluché des centaines de pièces administratives, M. Mandelkern parle d'« une répression très dure » et évalue à « plusieurs dizaines » le nombre des tués du 17 octobre 1961. « Ce qui est considérable, mais très inférieur aux quelques centaines de victimes dont il a parfois été question ». Le rapport constate aussi des « lacunes sérieuses dans la conservation des archives ». Ainsi, le rapport du préfet de police au ministre de l'Intérieur a disparu, tout comme les dossiers du Service de coordina-

Maurice Papon, en liberté depuis sa condamnation pour crimes contre l'humanité

Condamné le 2 avril 1998, par la cour d'assises de la Gironde à dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité, Maurice Papon s'était pourvu, le jour même, en cassation. Ses avocats ont déposé, en décembre 1998, leur mémoire en défense exposant les moyens « qu'ils n'ont pas rendus publics - susceptibles, selon eux, de casser le procès. Ce pourvoi devrait être examiné au plus tôt au printemps, ou à la rentrée de septembre. Ayant comparu non détenu à l'audience, l'ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde restera libre jusqu'à l'examen de son pourvoi.

Un témoin du 17 octobre : « Ils nous poussaient comme des bêtes »

EN 1961, Amar K. avait vingt-cinq ans. « Français musulman d'Algérie », il était ouvrier dans une usine d'ordinateurs de Saint-Denis. Aujourd'hui retraité, il vit toujours dans la Seine-Saint-Denis. Il se souvient du 17 octobre. « Au début, je ne voulais pas aller à cette manifestation, j'étais inquiet de la réaction des policiers car, déjà, à la sortie d'un cinéma, j'avais été arrêté et tabassé à cause de mon nom algérien sur ma carte d'identité et j'avais passé le week-end dans un hangar glacial à Vincennes. Alors, le défilé pouvait être perçu comme une provocation. Je suis sorti de chez moi car j'ai eu peur qu'ils [le FLN] viennent me chercher pour la manif. Je me sentais pris entre deux feux. C'était eux ou les Français, comme en Algérie. Finalement, j'ai décidé d'aller manifester parce que je ne voulais pas être considéré comme un déserteur dans mon quartier où ne vivaient presque que des Algériens.

« Trois jours et demi » J'y suis resté près de deux heures sans pouvoir bouger. Pendant cinq minutes, j'ai été coincé entre deux grands types, mes pieds ne touchaient plus terre. J'ai vu un copain qui avait eu l'œil arraché, un autre dont la tête ouverte saignait mais ils avaient peur d'aller se faire soigner car on avait des doutes sur ce qui pouvait se passer. C'est étonnant que les Français n'aient pas su ce qui se passait car j'ai vu des flashs, des photographes.

Ensuite, ils nous ont poussés par dizaines dans des cars et nous nous sommes retrouvés au Palais des sports, porte de Versailles. Les CRS étaient partout. Ils nous ont fait rentrer dans un couloir les mains en l'air. Il y avait dix policiers de chaque côté. Ils nous injuriaient. Les premiers te faisaient un croche-pied et les suivants s'acharnaient avec la crosse de leur fusil ou un manche de pioche sur ceux qui avaient eu le malheur de tomber. J'ai échappé à ce traitement parce que j'avais repéré le pied. J'ai sauté et j'ai retenu la crosse.

L'intérieur du Palais des sports était noir de monde, sur la scène comme sur les travées des spectateurs. Je suis resté trois jours et demi sur une chaise, sans fermer l'œil et sans aller aux toilettes. Les CRS étaient à l'intérieur. Il fallait faire la queue pendant trois heures et les gens qui en sortaient bloquaient ou avaient la tête en sang : je me suis retenu. Je n'ai pris qu'un des deux casse-croûtes qu'ils distribuaient chaque jour. A la fin, je commençais à délirer. De temps en temps, ils appelaient des noms. On disait que ceux qui répondaient finissaient dans la Seine.

A la sortie, nous avons été séparés en deux. Ceux qui n'avaient pas de fiche de paie ont été envoyés dans des camps en Algérie. Les autres, comme moi, ont été transférés à côté, dans le grand hall du Parc des expositions. J'ai enfin pu aller aux toilettes, respirer, dormir. Mais on restait prisonniers, sans savoir pour combien de temps. Trois jours et demi plus tard, ils nous ont photographiés deux par deux, puis ils nous ont libérés.

Avec mon cousin, poursuivait Amar K., nous avons pris le métro. Notre point de rassemblement était fixé place de l'Étoile. La police était au courant et cueillait les Algériens à la sortie des rames. Ils ont pris mon cousin, mais moi, ils ne m'ont pas reconnu car j'étais bien habillé et je n'avais pas levé les mains en l'air quand ils l'ont demandé. Mais en haut des escaliers, ils avaient mis en place deux

passages : à droite pour les Algériens, à gauche pour les autres. J'ai pris le passage pour les Algériens, car après tout, je le suis.

Un policier a fait le geste de me frapper avec sa matraque, je l'ai esquivé, puis j'ai été poussé vers la sortie, bousculé, j'ai reçu des coups de pied. Ils nous poussaient comme des bêtes. Nous étions serrés comme des sardines sur les terre-pleins de la place de l'Étoile.

Je n'ai pris qu'un des deux casse-croûtes qu'ils distribuaient chaque jour. A la fin, je commençais à délirer. De temps en temps, ils appelaient des noms. On disait que ceux qui répondaient finissaient dans la Seine. A la sortie, nous avons été séparés en deux. Ceux qui n'avaient pas de fiche de paie ont été envoyés dans des camps en Algérie. Les autres, comme moi, ont été transférés à côté, dans le grand hall du Parc des expositions. J'ai enfin pu aller aux toilettes, respirer, dormir. Mais on restait prisonniers, sans savoir pour combien de temps. Trois jours et demi plus tard, ils nous ont photographiés deux par deux, puis ils nous ont libérés.

Aujourd'hui encore, je n'ai pas eu affaire à la police. L'autre jour, le commissariat m'a appelé parce qu'ils avaient arrêté le voleur de ma voiture. Le policier était correct mais je pensais à ceux de l'époque. J'ai hésité à porter plainte. Toute cette histoire est inscrite définitivement. Je n'en ai jamais parlé ni à ma femme qui est française, parce que je ne veux pas qu'elle le prenne pour elle, ni à mes enfants parce que ça ne sert à rien de leur transmettre des haines. Mais ces événements ont fait que je n'ai jamais demandé la nationalité française. A l'époque, j'étais soldat français. Mais je me sentais algérien parce qu'on me traitait de « bicot ».

Propos recueillis par Philippe Bernard

Acacio Pereira

Mohamed Harbi, ancien dirigeant de la fédération de France du FLN, maître de conférence à Paris-VIII

« Au GPRA, nombreux sont ceux qui ont mal réagi à cette manifestation, qui leur paraissait inutile »

« Quelle a été votre réaction lorsque Jean-Luc Einaudi a évoqué les événements du 17 octobre 1961 aux assises de Bordeaux, lors du procès de Maurice Papon ?

« Cela m'a paru tout à fait légitime et son témoignage était un acte de courage. Il y a deux choses importantes dont l'Etat français n'arrive pas à se débarrasser et où les complications continuent à jouer à tous les niveaux : la période de Vichy et celle de la guerre d'Algérie. Et dans la guerre d'Algérie, octobre joue un rôle particulier parce que cela s'est passé en France et devant les Français.

En octobre 1961, je suis secrétaire général du ministère des affaires étrangères du Gouvernement provisoire de la révolution algérienne (GPRA). Mais je me rappelle qu'alors même que je me trouvais encore en France (j'ai quitté le sol français le 13 avril 1958), nous avions lancé des tracts invitant l'opinion française à manifester plus de solidarité. A la base, dans la population algérienne en France, il y avait une impatience et une envie d'agir, surtout pour ceux qui étaient originaires de Kabylie. Les gens vivaient dans des ghettos cou-

pés des Français, et dans les entreprises les rapports n'étaient pas toujours sereins. De plus, la répression en France commençait à prendre une ampleur inquiétante. Il y avait une sorte de transfert de la guerre en France. Les autorités françaises ont cherché à « casser » l'appareil [du FLN, qui encadrait l'immigration en France sur le terrain, NDLR]. C'est cet appareil qui est passé à l'action en octobre.

Pourtant, à l'automne 1961, les négociations avec le gouvernement français sur l'indépendance sont déjà bien avancées. Le FLN n'avait-il pas plutôt intérêt à ce que l'immigration algérienne reste calme, dans la mesure où celle-ci était une source de financement des maquis ?

« Les dirigeants de la Fédération résidant, ne l'oublions pas, à l'étranger, en Allemagne. Il y avait entre cette direction et ceux qui étaient sur place, en France, des divergences d'appréciations et des tensions. Ma conviction personnelle est que les gens de la Fédération étaient très soucieux de ne pas se voir dépassés. Il n'était pas question, en revanche, pour la Fédération de torpiller les négociations en cours avec la France [et qui abouti-

ront l'année suivante aux accords d'Evian, NDLR]. Même Houari Boumedienne, un des dirigeants de l'Armée de libération nationale (ALN) était, comme tout le monde, partisan de ces négociations. Ce qui a joué dans le déclenchement de la manifestation du 17 octobre, ce sont plutôt des enjeux internes, voire des ambitions personnelles.

La Fédération maltraitait plus ou moins son appareil en France et personne ne pouvait émerger hors de sa direction. Les policiers qui ont été l'objet d'attentats sur le sol français n'ont pas été tués sur son ordre mais par des éléments de l'appareil qui ont agi de leur propre chef.

Dans une lettre émanant de la direction de la Fédération de France envoyée d'Allemagne, le 7 octobre 1961, et que j'ai publiée dans la revue *Souf* (numéro 7), on voit les dirigeants interroger leur appareil en France pour savoir qui a donné l'ordre d'abattre des policiers français.

En déclenchant une situation insurrectionnelle sur le sol français et en manifestant sa force au cœur de la métropole, le FLN n'aurait-il pas cherché à prévenir l'éventuelle formation

d'une « troisième voie », concurrente du FLN ?

« Non. En 1961, il n'était plus question de troisième voie. C'était une option enterrée. Le gouvernement français avait accepté de ne négocier qu'avec le FLN. Je me souviens d'ailleurs qu'au GPRA, nombreux sont ceux qui ont mal réagi à cette manifestation d'octobre 1961, qui leur paraissait inutile. On était proche de la fin.

Que pensez-vous de l'argument invoqué par Maurice Papon, selon lequel le FLN aurait profité de la manifestation du 17 octobre pour liquider des opposants à sa ligne. Par exemple, ceux du Mouvement national algérien (MNA), créé en 1955 par Messali Hadj ?

Cette lutte était terminée elle aussi, depuis 1959. Il y avait certes encore des partisans du MNA et des affrontements entre le MNA et le FLN. Mais, en 1961, le MNA ne constituait plus ni un danger politique ni un concurrent possible pour le FLN. Messali lui-même, après l'interruption des négociations, lorsque les dirigeants français menacèrent de faire appel à des dirigeants du MNA, refusa de se prêter à la manœuvre.

Par ailleurs, il n'était pas question pour la base comme pour l'appareil en France d'accepter le couvre-feu ni de consentir à l'enfermement. J'ai entendu, à l'époque, dire qu'« on n'allait pas se laisser faire comme des agneaux ». Il faut bien voir que le FLN, c'était moins un parti politique qu'une communauté embrigadée. Une communauté formée moins de militants, au sens traditionnel du terme, que de groupements d'ordinaires, de cafés, des commerçants, etc. Tout le monde réagissait et non pas seulement quelques activistes. Cela dit, si les témoignages montrent qu'une partie des manifestants étaient venus d'eux-mêmes, d'autres attestent qu'il y a eu un certain nombre de foyers qui se sont vu imposer de sortir et qui n'étaient pas prêts à manifester.

En octobre 1961, une crise interne oppose le gouvernement algérien à l'état-major de l'Armée (ALN). Quels en étaient les enjeux ?

« Ce que craignait l'état-major, c'est qu'à travers les négociations se constitue une force alternative à l'armée. On voyait des Algériens qui étaient tout à fait modérés sur le plan des solutions politiques, comme les DAF, les anciens déserteurs de l'armée française, qui ne voulaient pas d'une future armée où, après l'indépendance, leurs anciens camarades, restés dans l'armée française seraient portés au pinacle, pendant qu'eux se verraient relégués à l'arrière-plan.

Le GPRA, contrairement à ce que pouvait penser Houari Boumedienne (mais je ne sais pas dans quelle mesure il le pensait sérieusement), jouait le jeu. Il y a plus d'effets de situation que d'affrontements idéologiques dans cette lutte entre l'armée et le GPRA. Cette armée ne pouvait se reclasser que dans une Algérie où la communauté européenne aurait été évacuée. Tandis qu'il était loisible aux gens, proches des forces sociales auxquelles appartenait le GPRA (l'intelligentsia, la bourgeoisie, les classes moyennes) de se reclasser.

En somme, en octobre 1961, les affrontements internes au FLN ont pour enjeux les objectifs d'après-guerre ?

« Bien sûr. Ce sont déjà des luttes pour le pouvoir dans l'Algérie indépendante. »

Propos recueillis par Nicolas Weil

Dès 1949, des mises en garde contre l'usage de la torture

LA QUESTION de la torture en Algérie a été l'un des sujets les plus délicats de la guerre, mais aussi l'un des plus pérennes puisque, avant même les accusations portées à l'encontre des armées durant les opérations entre 1954 et 1962, les forces de sécurité (policiers, agents pénitentiaires et gendarmes) ont été mises en garde, dès octobre 1949, contre un usage « non justifié » de la violence, par Marcel-Edmond Naegelen, gouverneur général, qui détenait l'autorité gouvernementale.

Dans une circulaire en date du 21 octobre 1949, adressée aux préfets, le gouverneur général de l'Algérie rapporte avoir eu connaissance de plaintes de représentants nationalistes qui font état de « sévices » et de brutalités pour obtenir leurs aveux, « des sévices, observe-t-il, représentés parfois sous l'aspect de véritables tortures ». Même s'il s'agit d'« allégations avancées » pour servir de « moyen commode de défense », écrit-il, « il n'en demeure pas moins que les affaires de ce genre présentent un caractère de particulière gravité » qui discrédite tout ou partie de l'administration et qu'il n'entend pas « couvrir ».

Si, explique Marcel-Edmond Naegelen, l'emploi de la force, ordonné par la loi et commandé par l'autorité légitime, est légitime en cas de nécessité pour rétablir l'ordre public ou appréhender un délinquant récalcitrant, il est important de n'y recourir que dans la stricte limite de l'indispensable, en s'abstenant de toute violence superflue et de sévices ultérieurs. La violence doit surtout être prohibée d'une manière absolue en tant que méthode d'investigation en matière d'instruction criminelle. Dès lors, le gouverneur général annonce que « les violences non justifiées par une nécessité légale » engageront, tant au civil qu'au pénal, la responsabilité de leurs auteurs parce qu'« elles constituent une atteinte à la dignité humaine » et sont sans aucune justification.

Le ton de la circulaire ne s'embar-

rasse d'aucune nuance administrative. On notera, en effet, que son auteur emploie le « je » assez inhabituel dans ce genre de texte officiel. « Je suis fermement décidé », conclut Marcel-Edmond Naegelen, à punir avec une extrême rigueur, non seulement les fonctionnaires reconnus coupables de sévices, mais aussi leurs supérieurs hiérarchiques lorsque, suite à un manque d'autorité ou à une surveillance insuffisante, ils auront toléré ou favorisé ces pratiques ».

« Il importe (...) de ne jamais lâcher la bride à des actes de vengeance individuelle ou collective, ni laisser la conduite des opérations à des éléments (...) irresponsables ».

Quelques mois après, l'un de ses successeurs au gouvernement général, Roger Léonard, adresse, le 4 mars 1952, une circulaire sur le maintien de l'ordre aux préfets susceptibles d'appeler les forces armées en renfort.

« Ces missions, écrit-il, doivent être menées au plus juste prix et dans l'esprit que l'adversaire du moment n'est pas un ennemi, mais un compatriote momentanément égaré. Il importe notamment de ne jamais lâcher la bride à des actes de vengeance individuelle ou collective, ni laisser la conduite des opérations à des éléments certes bien intentionnés, mais irresponsables ou mal informés. » Une fois l'ordre et la sécurité réta-

blis, ajoute encore Roger Léonard, qui dit faire le plus grand cas de la mission accomplie par les officiers de renseignement en faveur d'une étroite collaboration entre la population civile et la force armée, il ne doit y avoir de sanctions que par les voies normales de la justice.

Ce thème récurrent de la « torture » (l'expression est de Marcel-Edmond Naegelen) ou des « actions plus énergiques » (le vocable est de Roger Léonard) va, des années après, traverser toute la durée de la guerre.

Chargé par l'autorité civile du maintien de l'ordre, notamment dans les grandes villes, comme Alger, où se dissimule la « rébellion », l'armée, arguant de la nécessité d'avoir du renseignement sur des attentats en préparation pour épargner des victimes potentielles, pratique la torture, pudiquement dénommée « méthodes de coercition », et la « corvée de bois », c'est-à-dire des exécutions sommaires.

En mars 1959, le général Jacques Massu, qui exerça la fonction de préfet d'Alger, puis celle de commandant le corps d'armée d'Alger pendant la « bataille » d'Alger, a édicté une « directive générale sur la guerre subversive » qui codifiait les façons d'interroger les suspects. Il s'est appliqué à lui-même la « gé-gène » - des électrodes appliquées à des parties du corps - qui fut utilisée dès 1956 et dont il a prétendu, à plusieurs reprises, qu'« elle était la meilleure méthode pour obtenir rapidement des renseignements ».

Le texte de cette directive ne figure pas dans les documents rendus publics, qui s'arrêtent à fin 1954. On sait (Le Monde du 25 octobre 1995) que le numéro 200 (septembre 1995) de la Revue historique des armées en a diffusé le contenu, mais sans son annexe qui se rapporte aux « méthodes de coercition » et qui n'a pas été archivée selon les spécialistes.

J. I.



Le 17 octobre 1961, métro Concorde, à Paris. Cette photo a été prise par Elie Kagan, seul photographe à avoir témoigné par l'image de cette « nuit noire ». Pour éviter que la pellicule ne soit confisquée par les policiers, il la jeta du haut du pont dans un tas de gravats et la récupéra plus tard. Elie Kagan est décédé le 25 janvier, à Paris, à l'âge de soixante-dix ans.

La France entrouvre les archives militaires secrètes de la guerre

LE GOUVERNEMENT français de l'époque - le président du conseil était Pierre Mendès France, et le ministre de l'Intérieur, directement concerné, était François Mitterrand - n'avait pas, en novembre 1954, lorsque l'insurrection éclata en Algérie, une connaissance exacte de la situation dans ces trois départements outre-Méditerranée. En butte à des luttes intestines, les services de renseignement civils et militaires n'ont pas été en état de présenter une analyse consensuelle et crédible qui puisse emporter la conviction des dirigeants. Ce diagnostic résulte d'un travail de longue haleine qu'une équipe de chercheurs, universitaires et officiers témoins de la guerre d'Algérie, sous couvert du Service historique de l'armée de terre (SHAT), à partir du dépouillement de cent soixante cartons de documents secrets, accessibles au château de Vincennes, pour la période du 10 mars 1946 au 31 décembre 1954.

LA « TOUSSAINT ROUGE » Survenant après un premier tome paru en 1990 et consacré à la période 1943-1946, ce second volume de 1 024 pages, intitulé La Guerre d'Algérie par les documents, a ceci de particulier qu'il exploite les documents officiels qui annoncent ce que, plus tard, on devait appeler la « Toussaint rouge », à savoir le soulèvement, à partir de novembre 1954, des populations les plus déterminées contre la présence française. La guerre prit fin par les accords d'Évian en mars 1962. Il s'agit d'analyses qui émanent de l'état-major de la 1^{re} région militaire (l'Algérie, selon le découpage territorial du haut commandement à l'époque) et de rapports ou de bulletins rédigés par les services de renseignement tels que le 2^e bureau et le service des liaisons nord-africaines (SLNA), qui dépend du gouvernement général de l'Algérie (l'institution qui symbolise alors le pouvoir politique).

Au sein des services civils, qui s'ignorent parfois pour des raisons de cloisonnement, et en parallèle à la direction de la surveillance du territoire (DST) et aux renseignements généraux (RG), qui traquent

l'action clandestine en Algérie à partir de leurs enquêtes en métropole, la plus pérenne des institutions chargées d'informer le gouvernement général a été le SLNA, dirigé par le colonel Paul Schoen. Il sera le seul - grâce à des données recueillies sur place - à risquer à chaud des interprétations pénétrantes et prospectives. A base d'anciens officiers des affaires musulmanes, le service dispose d'un fichier, constamment mis à jour, de huit mille noms d'informateurs répartis dans le pays.

C'est le SLNA qui, le premier, dès mars-avril 1954, soit quelque six mois avant le début de l'insurrection, décrit les rouages d'une nouvelle organisation : le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'ac-

tion d'un ouvrage soigneusement relié.

En revanche, nombre des rapports des services spécialisés de l'armée - comme le 2^e bureau de l'état-major de la 1^{re} région militaire, qui couvre les trois départements algériens, ou les commandements qui lui sont subordonnés - n'ont pas brillé par leur lucidité ni par leur prémonition des événements. Ils sont souvent en retard ou incomplets.

Un tel constat s'explique. L'année 1954 est, pour les armées françaises, l'année de la défaite de Dien Bien Phu, en Indochine, qui retentit sur leur moral et qui, en même temps, leur inspire de la méfiance envers les « troupes indigènes », notamment les soldats is-

Des documents accessibles sous certaines conditions

Créé en 1668 par Louvois, alors secrétaire d'État à la guerre, et dirigé aujourd'hui par le général André Bach, le Service historique de l'armée de terre (SHAT) assume une mission de service public : il est destinataire des archives de l'armée de terre et du secrétariat général de la défense nationale (SGDN), à l'exception de celles de la marine, de l'armée de l'air et de la gendarmerie. A cette fin, le SHAT détient l'équivalent de 45 kilomètres d'archives linéaires du ministère de la défense, souvent consultables sur place ou, bientôt, par Internet. Sur dérogation spéciale du ministre de la défense, il peut s'affranchir de la loi qui réglemente l'ouverture des archives trente ou soixante ans après les événements auxquels elles se réfèrent.

Les recherches ont été orientées récemment vers trois zones privilégiées : l'Afrique du Nord (et, donc, la guerre en Algérie), l'Europe de l'Est et l'Allemagne. Sous certaines conditions, les dossiers sont accessibles au château de Vincennes.

tion (CRUA), qui donnera naissance, en octobre de la même année, au Front de libération nationale (FLN). Le SLNA avertira, en septembre, que le CRUA crée des cellules d'action directe, portées à la violence, et qu'il a obtenu le ralliement de nationalistes algériens exilés au Caire, dont Ahmed Ben Bella, l'un des leaders de la rébellion et le futur premier président de l'Algérie. Le SLNA aura beau prédire, à partir d'indices précurseurs, que l'agitation, observée ici ou là, d'hommes décidés va déboucher sur une action clandestine une fois qu'elle se sera organisée, ses synthèses n'en finiront pas moins dans les armoires métalliques de l'administration - qui les ressort, une fois par an, sous la

Si bien que les états-majors, obsédés par la défense aux frontières, vivent selon l'axiome - certains parleront de fiction - que « l'ordre règne en Algérie » depuis la sévère répression et la reddition, à grand spectacle, d'une première insurrection, en 1945, dans le Constantinois.

ILLUSIONS DES ÉTATS-MAJORS

Mais le dépouillement des dossiers secrets du 2^e bureau montre que les responsables dans les états-majors s'entretenaient d'illusions ou, plutôt, qu'ils ont du mal à percevoir la réalité mouvante sous leurs yeux et, singulièrement, le tournant de 1954. En octobre en place, les chefs militaires sur place et leurs collaborateurs en restent à une analyse qui commence à dater et qui se repaît des conflits de personnes et de la lutte des clans au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), conduit par le leader charismatique Messali Hadj, et de sa dissidence, le Parti du peuple algérien (PPA), animé par l'un de ses anciens associés, Hocine Lahouel. Certes, ces deux organisations sont à l'origine des thèses qui prônent l'indépendance. Mais l'année 1954 verra la montée du CRUA, puis du FLN, et le 2^e bureau mettra du temps à tirer la sonnette d'alarme, avec pratiquement un mois de retard sur le SLNA - qui en est déjà à prévoir le soulèvement.

Il faut attendre une note du 9 décembre 1954, quarante jours après le déclenchement des attentats de la « Toussaint rouge » qui donne le signal de la guerre de libération, pour que le 2^e bureau observe que les « bandits » se révelent être des « révolutionnaires algériens ».

Les archives de l'armée ne constituent pas en soi la vérité d'État sur cette période. Elles ont besoin d'être complétées, confirmées, démenties par d'autres sources qui, pour l'instant, ne sont pas consultables. En particulier, il conviendra de pouvoir accéder aux archives réservées du ministère de l'Intérieur, et notamment celles des différents services de police.

Jacques Isnard

Une expérience fictive de bombe nucléaire en Oranie

EN FÉVRIER-MARS 1954, à l'occasion d'une manœuvre à proximité de la frontière algéro-marocaine, les armées françaises simulent une guerre atomique devant des représentants - des attachés militaires américains et britanniques - de l'OTAN et en présence du colonel Charles Ailleret, le « patron » des armes spéciales, qui allait devenir chef d'état-major des armées et l'un des responsables militaires les plus écoutés du général de Gaulle en matière de dissuasion. A l'époque, les Français ignorent tout des desseins nucléaires de leur pays, qui allaient se préciser avec la décision, à la suite de cet exercice secret, de lancer le plan K103. Ce jour-là instaura une direction des applications militaires (DAM) au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), puis un comité des explosifs nucléaires.

Le 28 mai 1954, le général Callies, qui commande la dixième région militaire en Algérie, adresse au secrétaire d'État à la guerre, Pierre de Chevigné, dans le gouvernement de Joseph Laniel, un rapport censé tirer « les enseignements des manœuvres au sujet de la guerre atomique ». Il s'agissait de mesurer les conséquences de l'explosion - fictive - d'une bombe de 20 kilotonnes (la puissance dégagée à Hiroshima) « lancée par un avion à 600 mètres d'altitude » sur une troupe dispersée, de façon à ne perdre, le cas échéant, qu'un bataillon, un groupe d'artillerie, voire un escadron dans un cercle de 4 kilomètres de diamètre de destruction.

Selon le général Callies, « les conséquences de cette révolution sont fantastiques ». « L'explosif

chimique a vécu », observe-t-il. « Tous les projectiles doivent être désormais chargés en explosif nucléaire. Les progrès réalisés depuis un an dans l'explosif thermonucléaire permettent la réalisation de toute la gamme nécessaire de projectiles, à brève échéance (...). Plus que jamais, c'est le plus rapide et le plus souple qui gagnera. C'est aussi, conclut le « patron » des armées en Algérie, le plus souple d'esprit qui s'adaptera le plus vite aux nouvelles formes de la guerre et saura préparer la guerre atomique, et non prolonger jusqu'à la catastrophe les formes dépassées de la guerre dite classique. »

CENTRES FERMÉS EN 1966

Ni la population, ni la troupe mobilisée par cet exercice en Oranie ne seront informées de cette expérimentation confidentielle. Ce qui semble évident, en revanche, c'est que le gouvernement de Pierre Mendès France, qui succédera au gouvernement Laniel en juin 1954, va secrètement lancer un programme nucléaire qui sera marqué, la même année, par l'ouverture du chantier, à Marcoule (Gard), du premier réacteur à uranium naturel et, en 1960, par l'explosion de la première bombe française à fission.

Sous la IV^e République, puis sous la V^e, et jusqu'à la fermeture des centres d'essais du Sahara en 1966 et avant l'ouverture des sites en Polynésie, l'Algérie, devenue indépendante en 1962, restera la base discrète des expériences nucléaires françaises avec l'accord des autorités locales.

J. I.

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
300 000 Livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Un adolescent meurtrier condamné à douze ans de prison

LE TRIBUNAL pour enfants de Rouen a condamné, mercredi 3 février, à douze ans de réclusion criminelle le jeune Julien, aujourd'hui âgé de seize ans, auteur du coup de feu mortel contre une épicière de Pavilly (Seine-Maritime). Ses deux camarades, Alexandre, seize ans, et Grégory, quatorze ans, ont été respectivement condamnés à sept et quatre ans de prison.

Le 4 mars 1998, ils avaient attaqué Simone Auzou, âgée de soixante ans, pour lui voler sa caisse. Elle avait été tuée d'une balle tirée par un revolver emprunté au beau-père de Julien. Le procureur de la République avait requis quinze ans de réclusion contre le principal accusé et plus de cinq ans de prison contre les deux autres. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **EXPLOSION** : trois adolescents de Vénissieux (Rhône) ont avoué, mercredi 3 février, avoir incendié le véhicule dont l'explosion avait blessé six pompiers, dimanche 31 janvier. Les suspects, âgés d'une quinzaine d'années, ont été identifiés grâce aux témoignages d'habitants de la cité.

■ **MEURTRE** : un adolescent âgé de dix-sept ans a été interpellé, mercredi 3 février, à Béziers (Hérault), dans le cadre d'un braquage de deux jours plus tôt. Il a reconnu avoir ouvert le feu sur le propriétaire du bureau de tabac pour lui dérober la recette de la journée.

■ **HÔPITAL** : les autopsies des huit personnes mortes dans les jours qui ont suivi une panne d'électricité à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, le 25 septembre 1998 (Le Monde daté 4-5 octobre 1998), permettront d'exclure un lien entre ces décès et la panne. Selon l'agence de presse Reuters, les rapports des experts médicaux ont été transmis au juge chargé de l'enquête.

■ **SANG CONTAMINÉ** : le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a exprimé sa « profonde compassion » aux victimes du sang contaminé, mercredi 3 février, après avoir présidé une dernière fois les débats de l'Assemblée avant l'ouverture du procès, le 9 février, devant la Cour de justice de la République. « J'ai le sentiment, en conscience et compte tenu de ce que j'ai vécu à l'époque, d'avoir agi comme je le devais », a déclaré l'ancien premier ministre.

■ **L'ancien ministre (PS) des affaires sociales et de la solidarité, Claude Evin, s'est dit « prêt à répondre à toute sollicitation de la justice »** après avoir été mis en cause par la famille d'une jeune fille transfusée et par l'Association française des transfusés (Le Monde du 4 février). Il est reproché à M. Evin de n'avoir pas lancé, entre 1989 et 1991, de « campagne spécifique en direction des transfusés ».

■ **SUICIDE** : la France est l'un des pays européens les plus touchés par le suicide, selon une étude rendue publique, jeudi 4 février, par le secrétariat d'Etat à la santé et à l'action sociale, à la veille de la journée nationale de prévention, vendredi 5. Avec environ 12 000 morts par an et 160 000 tentatives, la France figure aux côtés de pays comme l'Autriche, la Suisse, le Danemark et la Finlande.

Sang contaminé : de nombreuses personnes mises en examen doivent témoigner devant la CJR

De leur attitude dépend, en partie, l'issue du procès des trois anciens ministres

Une soixantaine de personnes sont appelées à témoigner lors du procès des trois anciens ministres, Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Ed-

mond Hervé, qui, à partir du 9 février, seront jugés par la Cour de justice de la République (CJR). Dix-sept d'entre elles sont mises en examen

pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement » dans le volet non ministériel du sang contaminé.

DANS L'AFFAIRE du sang contaminé

l'issue du procès des trois anciens ministres

Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Ed-

mond Hervé, qui, à partir du 9 février, seront jugés par la Cour de justice de la République (CJR).

Dix-sept d'entre elles sont mises en examen

pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement » dans le volet non ministériel du sang contaminé.

ne pas faire prêter serment aux témoins mis en examen (Le Monde du 16 janvier).

Malgré cette précaution, certains témoins ont d'ores et déjà décidé de ne pas venir déposer. C'est le cas de Michel Garretta, ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), condamné en 1993 à quatre ans de prison dans le premier procès du sang contaminé et de Jacques Roux, ancien directeur général de la santé (DGS), condamné en 1993 à trois ans de prison avec sursis.

Des incertitudes demeurent sur la venue de Jean-Pierre Allain, ancien responsable du CNTS, condamné à quatre ans de prison dont deux avec sursis, sur celle de Bahman Habibi (CNTS) ainsi que sur celles de Claire Gazengel, Françoise Verroust et Yvette Sultan, médecins spécialistes de l'hépatologie.

Parmi les témoins mis en examen figurent également les anciens conseillers des ministres : si Louis Schweitzer, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, devrait venir témoigner, François Gros, son ancien conseiller scientifique, réserve sa réponse, tout comme Claude Weisselberg, ancien conseiller d'Edmond Hervé. Sont également appelés à témoigner Charles-Henri Pippel, ancien directeur de cabinet de Georgina Dufoux et Patrick Baudry, conseiller tech-

nique. Les dépositions de l'ancien directeur de cabinet de M. Hervé, Gaston Rimareix, décédé en 1995, seront lues à l'audience.

UNE LONGUE LISTE DE TÉMOINS

Les autres mis en examen devaient tous comparaître. Il s'agit de Jean-Baptiste Brunet et de Marie-Thérèse Pierre, anciens membres de la direction générale de la santé, de Robert Netter, ancien directeur général du Laboratoire national de la santé, de Jean Ducos, ancien président de la Commission nationale consultative de transfusion sanguine et de Jean Weber, ancien directeur de Diagnostic Pasteur.

Les autres témoins, non mis en examen, ont été cités soit par le parquet général, soit par la défense. Ainsi des autres membres des cabinets ministériels - Jean-Martin Cohen-Solal (cabinet d'Edmond Hervé), Jean-René Brumetier (Georgina Dufoux), Bernard Pêcheur, Jacques Blot et Philippe Calavia (Laurent Fabius) - et des responsables du CNTS : Jean Bernard et Jacques Ruffié, anciens présidents du conseil d'administration du CNTS, Jean-Pierre Soulier, ancien directeur général du CNTS, et cinq anciens directeurs de Centre de transfusion sanguine (CTS) : Maurice Goudemand et Jean-Jacques Huart (Lille), Maurice

Chassaigne (Tours), Bernard Gennet (Rennes), Jean-Paul Saleun (Brest).

Ont également été cités, au titre de responsables de la santé publique : Jean-François Girard, ancien directeur général de la santé, Anne-Marie Cailloux (conseillère chez Georgina Dufoux), Jean de Kervadoul, ancien directeur des hôpitaux, François Grémy, ancien président du Haut Comité de la santé publique, Michel Lucas, ancien chef de l'inspection générale des affaires sociales et François Mercereau, ancien directeur de la Sécurité sociale et ancien directeur du cabinet de Jean-Louis Bianco au ministère des affaires sociales.

Figurent également parmi les témoins : Edmond-Luc Henry, président de l'Association française des hémophiles, quatre « découvreurs » du sida - Luc Montagnier, Françoise Barré-Sinoussi, Jean-Claude Gluckman et Willy Rozenbaum -, les médecins Jacques Lebowitch et François Pinon, Jean Dausset, Axel Kahn, Philippe Lazar, Michel Setbon, Alain Sobel et Didier Sicard. Enfin, Raymond Barre, Jacques Barrot, Jean-Louis Bianco, Jacques Fournier, Marceau Long, Pierre Mazeaud, Paul Ricoeur et Maurice Abiven ont été cités par les ministres.

Cécile Prieur

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Isabelle JARRY et William WILSON ont la joie d'annoncer la naissance de

Agnès,

le 31 janvier 1999, à Paris.

153, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.

Hiçam et Khalida ABADA

partagent avec

Mohamed-Adam la joie d'annoncer la naissance de

Nour Houda Aïda,

le 24 janvier 1999.

12, avenue Bourgmaster-Jean-Henrick, 1180 Bruxelles.

Anniversaires de naissance

- Aujourd'hui,

Pascal HAUPAIS

a quarante ans.

A toi le grand reuvre.

Patrick et Marie-Odile.

- Vive les vingt ans de

Lilla SANCHEZ.

A tes cent prochaines années.

Hilario, Marie France, Gabriel, Anarillys, Anne, Olivia, Olivier, Elisabeth, Mary, Christiane, Edouard.

- En pensée avec

Marc (t),

Perrine

DELFORTIERE-CLAUDE,

son fils Romain

souhaitent un merveilleux anniversaire à

Tom,

né le 4 février 1998.

Mariages

Caroline

HUSSENET DESENONGES

et

Denis ROCHE

ont célébré leur union, le 30 janvier 1999.

A cette occasion, ils souhaitent faire

partager leur bonheur à tous les membres

de leurs familles et à leurs amis.

SOUTENANCES DE THÈSE

83F TTC - 12,65 € la ligne

Tarif Etudiants 99

Décès

- M^{me} Jean Ballarin,

son épouse,

M. et M^{me} Jean-François Ballarin,

M. et M^{me} Charles Ballarin,

M. Jacques Ballarin,

Le colonel et M^{me} Bertrand Ballarin,

ses enfants,

Charlotte, Françoise et Mathilde Waczi,

Cécile, Lhems, Louis, Mathieu,

Nicolas, Juliette, François,

Marguerite, Caroline, Simon, Edouard

Ballarin,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

lieutenant-colonel (e.r.)

Jean BALLARIN,

commandeur de la Légion d'honneur,

compagnon de la Libération,

croix de guerre 1939-1945,

survenu le 27 janvier 1999, à Paris, dans

sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi

9 février, à 11 heures, en l'église Saint-

Louis des Invalides, Paris-7.

4, rue Le Dantec,

75013 Paris.

- M^{me} Gérard Beriot,

Brigitte et Vincent Bailly,

Lieutenant Dominique Beriot (t),

Nicolas Beriot,

José et Anaïs Beriot,

Olivier Beriot,

David, Sabine, Marc, Marion, Simon,

Roseline, Guillemette, Edouard,

Constance,

Daphné, César (t), Amélie,

Les familles Beriot, Desjonquères,

Langier, Sillan,

font part du décès de

M. Gérard BERIOT,

survenu le 3 février 1999,

Une messe d'adieu sera célébrée le

lundi 8 février, à 14 heures, en l'église du

Cœur-Immaculé-de-Marie, rue

Honoré-d'Estienne-d'Orves, à Suresnes.

11, square de l'Hippodrome,

92210 Saint-Cloud.

- M^{me} Pierre Daubresse,

son épouse,

Marc et Anne,

ses enfants,

Elvonne et Edouard,

ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DAUBRESSE,

chevalier de la Légion d'honneur,

commandeur du Mérite agricole,

chevalier du Mérite social

et de l'économie nationale,

coupe DRAC 1929,

survenu, le 2 février 1999, à l'âge de

quatre-vingt-huit ans, muni des sacre-

ments de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le samedi 6 février, à 11 heures, en l'église

Notre-Dame-de-Nazareth, 349, rue

Lecourbe, Paris-19.

17, boulevard Victor,

75015 Paris.

- Jean et Claude Curutchet,

leurs enfants et petits-enfants,

Pierre Curutchet, sa compagne,

leurs enfants et petits-enfants,

Bernard et Annie Curutchet,

leurs enfants et petits-enfants,

Paul et Annie Curutchet,

leurs enfants et petits-enfants,

Jacques et Jeanne Curutchet,

leurs enfants et petits-enfants,

Bernadette et Jean-François Grisoni

et leurs enfants,

Martin et Jeanne Curutchet,

leurs enfants et petits-enfants,

Françoise Curutchet,

ses enfants et petits-enfants,

Marc-Françoise et Bernard Lefèvre

et leurs enfants,

ont la grande tristesse de faire part du

décès de leur père, beau-père, grand-père

et arrière-grand-père.

Martin CURUTCHET,

officier principal des équipages (e.r.),

officier de la Légion d'honneur,

médaille militaire,

survenu, le 2 février 1999, dans sa quatre-

vingt-dix-huitième année.

Il a rejoint son épouse,

Marie CURUTCHET,

née NATURALÉ,

décédée le 17 février 1980,

et son fils.

Michel CURUTCHET,

décédé le 16 août 1998,

Les obsèques religieuses ont lieu ce

4 février, à 15 heures, en l'église d'

Orberville (Landes).

Famille Curutchet,

Beau Séjour,

40300 Ortheville.

- M^{me} Pierre Nicolle,

son épouse,

Serge et Inger Nicolle,

Alain (t) et Annie Nicolle

et leurs enfants,

Françoise et Yves Payen

et leurs enfants,

Hélène Buchti-Fleurant

et ses enfants,

Claude Nicolle

et ses enfants,

Patrick et Janick Nicolle

et leurs enfants,

Dominique et Evelyne Nicolle

et leurs enfants,

Le docteur et M^{me} François Nicolle

et leurs enfants,

son frère, sa belle-sœur, ses neveux et

nièces,

Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre NICOLLET,

ingénieur Supélec retraité EDF,

survenu, le 17 janvier 1999, dans sa

quatre-vingt-huitième année.

Seu obsèques ont eu lieu le 22 janvier, à

Fontainebleau, dans l'intimité.

BP 504,

40, rue Pierre-Charles-Comte,

77304 Fontainebleau.

- M. et M^{me} Maurice Ferran,

Ceux qui l'ont connue et aimée

font part du décès de

Colette FERRAN,

survenue le 2 février 1999.

Les obsèques civiles auront lieu le

5 février, à 10 heures, au cimetière

Marvaux de Mondaur (Haute-Garonne).

20, rue du Vieux-Moulin,

31270 Frouzens.

- Catherine Péricard,

son épouse,

conseiller général des Yvelines,

Arnette, Thierry

et leurs enfants : Caroline, Grégoire,

Alexandre, Jessica, Maximilien, Sarah et

Edouard,

Sylvie, Thomas

et leurs enfants : Arthur et Morgan,

Arnaud et Julie,

Age Group	1970	1980	1990	2000	2010	2020
0-14	25	22	18	15	12	10
15-24	15	16	17	18	19	20
25-34	10	11	12	13	14	15
35-44	10	11	12	13	14	15
45-54	10	11	12	13	14	15
55-64	10	11	12	13	14	15
65+	10	11	12	13	14	15

Vous avez raison d'y croire

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1993

Le gouvernement amorce une nouvelle architecture du territoire

Le projet de Jean-Pierre Chevènement, qui entend lutter contre « l'apartheid social » en renforçant la structure des agglomérations, succède à l'Assemblée à celui de Dominique Voynet, qui promeut les « pays » et veut faire du citoyen un acteur de l'aménagement du territoire

« JE SUIS SUR UNE PISTE... » En préparant le projet de loi qu'il devait présenter, jeudi 4 février, au premier tour de l'Assemblée, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, a eu une révélation : « l'une des grandes marques de la décentralisation d'un État dans l'Europe est l'absence de Maasricht et d'Amsterdam n'étant pas sa latitude à déplacer les frontières à l'intérieur de son territoire ? Eureka ! A ce compte-là, le ministre de l'Aménagement du territoire, c'est lui. Sinon, au titre, du moins, du projet de loi sur l'organisation urbaine et la simplification de la coopération communale, mais aussi un projet à haute portée politique. Et il visait la social. Venir à bout des ghettos et prévenir le communautarisme dans les banlieues impliquent que les communes unissent leurs forces. Tel est le leitmotiv de M. Chevènement.



« Rien n'impose, M. Chevènement propose donc aux communes de se regrouper en agglomérations d'habitants vivant aujourd'hui dans des zones de coopération communale à l'échelle locale. Mais il y a la taxe professionnelle unique. La loi prévoit une incitation financière. C'est la première fois depuis la loi de décentralisation de 1982, souligne un conseiller Place Beauvau, que l'Etat met de l'argent

— 2,5 milliards de francs sur cinq ans — pour financer la réforme d'autres fonds déjà existants. La communauté d'agglomération, nouvelle structure créée par la loi, est une forme d'effort engagé. Elle remplace la commune, les villes, les communautés urbaines, les communautés de communes, les communautés de villes existant actuellement.

Le projet de loi prévoit que les communes doivent regrouper au minimum 50 000 personnes, dans 15 000 au moins dans la commune-centre. Elles disposent d'un bloc de compétences obligatoires : développement économique, aménagement de l'espace, transports, logement, surtout politique de la ville. Mais que les compétences complémentaires d'agglomération — ainsi vouées à être un « entraîneur » — plusieurs équipes communales. Elle doit adopter une professionnelle unique. Les communes d'agglomération qui se créent avant le 1er janvier 1993 bénéficieront d'une « prime fiscale » de 250 francs par habitant. Mais plus que ce qu'elles ont actuellement. M. Chevènement espère voir créer 50 communautés d'agglomération en cinq ans, soit 40 % du total. Elles pourront passer de 10 à 15 communes ou la région en matière de logement, de culture ou d'urbanisme.

Le projet de loi prévoit le seuil exigé pour constituer une communauté d'agglomération. Il en faut neuf actuellement. Désormais, ce seuil passera de 10 000 à 500 000 habitants. Ceci pour les communes d'agglomération, les communautés urbaines. Au-dessus de ces deux étages supérieurs de la fusée, M. Chevènement a prévu un échelon plus rural. Les commu-

nes de ce troisième niveau maintiennent. Le gouvernement est favorable à un regroupement de Jean-Pierre Balligand (PS, Alsace) qui prévoit une prime de 150 francs par habitant pour les communautés de communes qui accepteront de mettre en œuvre un nombre de compétences. Le projet Chevènement... moins que l'amendement de Jacky Darné (PS, Rhône) ne soulève pour une certaine d'articles. Orateur principal pour le groupe du RPR, Dominique Voynet (Seine-et-Loire) lui-même l'auteur d'un projet de loi déposé au Sénat en 1991 qui s'apparente à la copie Chevènement... moins que l'amendement de Jacky Darné (PS, Rhône) ne soulève

Péréquation en Ile-de-France : des chiffres fluctuants

Le dispositif spécifique de péréquation financière prévu pour l'Ile-de-France suscite de vives polémiques (Le Monde du 11 février). Dans un premier temps, la commission des lois de l'Assemblée avait annoncé que 75 communes seraient concernées par ce nouveau prélèvement destiné à abonder un Fonds de solidarité des communes d'Ile-de-France (FSRIF). Un document du ministère de l'Intérieur, distribué mercredi 3 février à quelques parlementaires, prévoit en fait que 38 communes participent au financement du FSRIF qui doit bénéficier aux 140 communes les plus défavorisées. Selon les simulations, Boulogne-Billancourt versera sa contribution au FSRIF de 42 à 98 millions de francs en un an ; Puteaux de 25 à 71 ; Courbevoie de 23 à 70 ; Levallois de 28 à 58 et Tremblay-lès-Gonesse de 11 à 17, ce qui a déjà suscité les protestations de son maire, Claude Asensi, député (PCF) de Seine-Saint-Denis. Au total, 283 millions de francs seront redistribués. Parmi les communes bénéficiaires, Sarcelles (22 millions de francs) et Champigny-sur-Marne (21 millions).

Le projet de loi prévoit de simplifier les règles d'organisation du fonctionnement des structures intercommunales. Le district est appelé à disparaître. Enfin, le projet veut imposer plus de « transparence » dans la gestion intercommunale.

quelque passion : il prévoit qu'aux prochaines municipales, les élus élus dans les structures intercommunales pourront être élus au suffrage universel. M. Jospin et M. Chevènement semblent favorables à une modification importante du texte.

B. J.

Services publics : éviter le « syndrome Decazeville »

« C'EST LE CONCOURS des prix littéraires », commente Yves Durand (PS, Nord), lors de la réunion du groupe socialiste à l'Assemblée, mardi 2 février, évoquant la discussion floue du projet de loi d'orientation sur l'aménagement du territoire : jusqu'au bout, Dominique Voynet n'aura ni vu les choses ni déarmé le scepticisme larvé de certains députés PS. La ministre de l'aménagement du territoire a réussi à vaincre les réticences des communistes et des radicaux de gauche.

Lors de la dernière séance, mercredi, un amendement, très attendu, du gouvernement a été adopté : il transcrit le dispositif annoncé par Lionel Jospin le 15 décembre 1992, lors du comité interministériel sur l'aménagement et le développement du territoire (Ciadt), pour succéder au moratoire sur la fermeture des services publics décrété par Edouard Balladur en 1993. Pour éviter le « syndrome Decazeville » — du nom d'un cas récent —, le gouvernement prévoit que le pré-

« Datar » chargé par Matignon de réaliser une carte des programmes de redéploiement des services publics. Huit personnes y travaillent actuellement d'arrache-pied. Hormis la justice, les ministères intéressés — celui de la Santé au premier chef — rechigneront à transmettre les informations.

Les députés ont également adopté la création de « maisons de services publics », prévues par un amendement du gouvernement introduit par Emile Zuccarelli, ministre de l'Énergie, de la réforme de l'État et de la décentralisation. Ces lieux polyvalents, qui existent déjà à titre expérimental, devraient être généralisés pour pallier la fermeture de guichets de La Poste, agences de l'ANPE ou trésoreries en zones rurales, et pour renforcer la présence des services publics dans les banlieues. Le dispositif sera précisé par le projet de loi sur « les droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration » qui sera discuté en première lecture au Sénat, dans la deuxième semaine

de mars », a annoncé M. Zuccarelli. Les députés ont achevé dans la nuit de mercredi à jeudi la discussion des 36 articles du texte de M. Voynet, enrichi au cours d'un tour de table de cinq jours et cinq nuits, de quelques centaines d'amendements. Le texte du gouvernement prévoyait de valider les huit collectifs de services par simple décret. Les députés ont préféré renforcer les droits du Parlement dans l'élaboration de ces schémas, qui se substituent au schéma national de la loi de 1982 de Charles Pasqua. Ils ont également étendu le rôle du département dans la reconnaissance des « pays » : le « pays » est notamment reconnu « après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale compétente ». Ce qui a contribué à resserrer les liens de la majorité « pays » autour du projet de M. Voynet. Le vote solennel est prévu mardi 9 février.

Clarisse Fabre et Dominique Jérôme

Révolution à retardement

EXIT Dominique Voynet. Jean-Pierre Chevènement. Longtemps, on a voulu opposer deux ministres, l'un régionaliste, l'autre jacobin. Elle surtout européenne,

la société, fondé sur l'émergence d'un nouvel acteur : le citoyen. Le thème n'est pas nouveau. En 1990, le député PS de l'Alsace Jean-Pierre Balligand publiait *La fin du territoire jacobin*, annonçant un tournant de l'approche du territoire. Le plus fin connaisseur au Parlement à la question n'a pas oublié le militant maoïste : « Compter sur ses propres forces ! », le maire de Vervins préfigurait une nouvelle approche : le territoire n'était plus un objet fini, abstrait, vu d'en haut. Mais un sujet vivant, « vécu », dont il faut exploiter les ressources internes, vouloir y capter une énergie.

Le vocabulaire « pays », au cœur de la loi Voynet, n'est pas une invention de sa part. Il figure dans le texte de Charles Pasqua de 1995. Mais la culture autogestionnaire de la ministre Verts lui donne un nouveau sens. Avec Charles Pasqua, le « pays » évoquait l'histoire, les racines, l'attachement à la terre, avait en somme un petit territoire. On est de ce pays-ci ou de ce pays-là. Le terme, dans le projet Voynet, renvoie moins à la terre, plus à l'avenir, à la notion de développement durable. M. Voynet, au passage, instruit le procès des élus : leurs pratiques clientélistes, leur volonté de maintenir leur pré carré.

Mais M. Voynet se refuse de braver ses collègues socialistes, Jean-Pierre Chevènement se garde de prétendre, par sa loi, à une révolution sur le terrain : « Le territoire révolutionnaire si on s'en empare. Sinon, c'est un échec », confiait-il à un journaliste. Le ministre de l'Intérieur, il s'agit, au légiférant de nouveau la coopération intercommunale, pas d'imposer des rapprochements mais juste « simplifier » les dispositifs existants. Le texte de M. Chevènement prétend rien de moins que lutter contre « l'apartheid social », l'absence de liens sociaux par la réduction de la fracture spatiale, telle est l'équation du ministre MDC. Mais, en aucun cas, il n'entend brusquer, imposer.

l'émergence de nouvelles périphéries, de nouvelles formes de la commune. Mais aucun des deux ministres ne franchit le pas.

Le Monde
A LA TELEVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées
LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 17 h 10

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le samedi à 18 h 30

De l'histoire à l'histoire
LCI
Les dimanches à 20 h 45
Jeudi à 13 heures et 23 heures
Vendredi à 11 heures et 19 heures
Samedi à 8 h 30 et 16 h 30

Le Grand Débat
L'Assemblée nationale
Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois à 21 heures

La une du jour
RFI
Du lundi au vendredi à 12 h 45 (heures de Paris)

La une du monde
BFM
Du jeudi au vendredi à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40
Le samedi à 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

ANALYSE
Le « pays » annonce la transformation, voire l'extinction, des départements

lui d'abord républicain. Jusqu'à qu'un trait commun au débat : la prudence. Par-delà les divergences de fond, les ministres, c'est le pragmatisme qui l'emporte : il ne s'agit, ni pour l'un ni pour l'autre, d'annoncer le grand soir de l'aménagement du territoire. Au point que la droite, pourtant la discussion à l'Assemblée nationale, n'a pu que mollement féliciter le projet Voynet. M. Voynet s'en est prise — un peu — à la ministre elle-même ; au point que, hormis le sujet de friction, l'Ile-de-France (lire ci-dessus), l'opposition peine à énoncer les sujets qui fâcheront sur le projet Chevènement.

Prudence, mais il faut dire insouciance. Moins audacieux qu'il paraît l'être, le projet Voynet se présente pourtant comme un projet

de « révolution à retardement ».

Le projet de loi prévoit de simplifier les règles d'organisation du fonctionnement des structures intercommunales.

Le projet de loi prévoit de simplifier les règles d'organisation du fonctionnement des structures intercommunales.

Le projet de loi prévoit de simplifier les règles d'organisation du fonctionnement des structures intercommunales.

Isabelle A
aventureuse des

CESSION DE PARTS D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE

Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une Société de Négoce à Mayotte

Contacts :
SIM - BP 91
97600 MAMOUZOU
Tél. : 02 69 61 11 13 ;
demander la Direction Générale ou le Secrétaire Général
Fax : 02 69 61 14 95

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page.

Le Monde

RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 806 F
Tél. relations : 01-42-17-22-90. Tél. : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Notre mémoire algérienne

FAUTE d'être dans la clarté, son passé de mineur le présent de la France. L'ouverture des archives de l'armée de terre permet de découvrir, aujourd'hui seulement, le rôle du pouvoir politique dans la torture algérienne. Deux des plus grands auteurs de la République à Alger ont écrit, en 1949 puis en 1952, à leurs subordonnés pour dénoncer cette pratique et les prévenir qu'elle ne serait pas tolérée. Mais succès, comme le dit Fa, prouvé. Les gouvernements, qu'ils soient socialistes, comme celui de Guy Mollet, ou gaullistes, comme ceux des débuts de la V^e République, ont fermé les yeux en toute connaissance de cause. C'est même ainsi que siégeait à l'Elysée celui qui avait symbolisé la République face au nazisme, le général Massu. Comme un « directive » justifiant l'utilisation de la « gégène ». Comme pas hasard, l'annexe de ce document qui codifiait l'emploi de « méthodes de coercition » dans les interrogatoires n'a pas été archivée.

Un tel passé ne peut que peser sur les rapports de l'ancienne puissance coloniale à l'Algérie indépendante certes, mais avec les Français d'origine algérienne qui, par choix ou par contrainte, ont dû vivre dans l'Hexagone. Car cette n'a pas ensanglanté que ce qui était des départements d'outre-Méditerranée, elle a aussi livrée en métropole. Le que Maurice Papon croit bon de faire à Jean-Luc Einaudi, en l'accusant de « complicité de torture » pour une tribune libre

Le GESTE serait fort et symbolique : les citoyens français participer pleinement à la gestion des affaires de la cité. Pour ce faire, il suffirait simplement qu'ils soient appelés à prononcer par référendum sur l'introduction de la parité dans la Constitution. Politiquement et juridiquement, une telle procédure est légitime. Pourtant, il n'y a guère de chances qu'elle soit mise en œuvre.

Les femmes mériteraient effectivement que la France se fasse pardonner par le vote le plus solennel qui soit. A la traîne des grands pays démocratiques pour la place qui leur est laissée dans les assemblées politiques, l'Assemblée de ceux qui avaient proclamé les droits de l'homme n'a accordé le droit de vote à ses citoyennes que par une simple ordonnance du gouvernement provisoire, dans l'euphorie réformatrice de la Libération. Aujourd'hui, le peuple français, représenté par ses députés, ne peut accepter sans rechigner le projet de Jacques Chirac et de Lionel Jospin.

La Loi fondamentale, pourtant, conçue pour être celle d'un Etat souverain et collectiviste, est de moins en moins adaptée à la situation de la France et de l'Europe d'aujourd'hui. Pour que ne disparaissent pas les acquis des institutions gaulliennes, la Constitution doit être adaptée. Les surpouvoirs de l'Assemblée du palais du Luxembourg sont un obstacle trop souvent insurmontable. La commission mise en place par François Mitterrand, à la fin de 1992, sous la présidence du doyen Vedel, avait proposé une solution intelligente. Dans l'attente, toute révision impose un accord total entre trois autorités : le président de la République, l'Assemblée nationale et le Sénat.

La commission proposait que, si une des trois bloquait le mécanisme - ce qui est en train de se passer pour la parité -, un référendum permette aux électeurs de trancher le différend. Seulement, pour permettre la réforme de la procédure de réforme, il faut l'accord des sénateurs. Autant rêver. A moins que le précédent gaulliste soit renouvelé. Mais Jacques Chirac n'a certainement ni l'envie ni la possibilité de déclarer la guerre à la seule Chambre où ses amis sont majoritaires.

Un obstacle à l'organisation d'un référendum sur la parité est insurmontable. Certes, le chef de l'Etat peut encore parvenir à convaincre la droite d'accepter la réforme constitutionnelle qu'il souhaite. Il pourrait alors achever la procédure non par une convocation du Congrès à Versailles, mais par un référendum.

De ce choix, il est le seul maître. Mais, une fois engagé dans un tel processus, comment pourrait-il éviter que ne lui soit demandé de profiter de l'occasion pour soumettre aux électeurs les autres projets de réforme permettant cette modernisation de la vie politique qu'il affectionne ?

La détermination européenne à amener le président Clinton à fournir une partie du contingent malgré les réticences du Congrès pour la première fois sous commandement européen. Ce changement est aussi dû au fait que le rapport de la Commission européenne sur la guerre en Bosnie. Les Allemands étaient alors gênés par les limites mises par leur Constitution aux interventions militaires à l'étranger - plus précisément par l'interprétation qu'eux-mêmes donnaient à la Loi fondamentale. Depuis l'arrêt de la Cour constitutionnelle de juillet 1994, la Bundeswehr peut participer à des opérations « hors zone » avec ses alliés de l'OTAN. Mais l'influence de son conseiller diplomatique, qui a éprouvé personnellement les conséquences des atterrissements américains en Bosnie, le chancelier allemand à l'Assemblée Jacques Chirac - et Lionel Jospin - et Tony Blair de la pleine coopération de la Bundeswehr.

Si la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne avaient le ton, elles seraient en mesure de négocier avec l'Italie, l'Espagne et d'autres. Tout le monde est maintenant d'accord pour que les discussions européennes sur la défense échappent aux échauffourées institutionnelles compliquées et stériles. La démarche européenne se prouve en marchant. La coopération européenne du monde est un petit pas dans la bonne direction.

La Loi fondamentale, pourtant, conçue pour être celle d'un Etat souverain et collectiviste, est de moins en moins adaptée à la situation de la France et de l'Europe d'aujourd'hui. Pour que ne disparaissent pas les acquis des institutions gaulliennes, la Constitution doit être adaptée. Les surpouvoirs de l'Assemblée du palais du Luxembourg sont un obstacle trop souvent insurmontable. La commission mise en place par François Mitterrand, à la fin de 1992, sous la présidence du doyen Vedel, avait proposé une solution intelligente. Dans l'attente, toute révision impose un accord total entre trois autorités : le président de la République, l'Assemblée nationale et le Sénat.

La commission proposait que, si une des trois bloquait le mécanisme - ce qui est en train de se passer pour la parité -, un référendum permette aux électeurs de trancher le différend. Seulement, pour permettre la réforme de la procédure de réforme, il faut l'accord des sénateurs. Autant rêver. A moins que le précédent gaulliste soit renouvelé. Mais Jacques Chirac n'a certainement ni l'envie ni la possibilité de déclarer la guerre à la seule Chambre où ses amis sont majoritaires.

Un obstacle à l'organisation d'un référendum sur la parité est insurmontable. Certes, le chef de l'Etat peut encore parvenir à convaincre la droite d'accepter la réforme constitutionnelle qu'il souhaite. Il pourrait alors achever la procédure non par une convocation du Congrès à Versailles, mais par un référendum.

De ce choix, il est le seul maître. Mais, une fois engagé dans un tel processus, comment pourrait-il éviter que ne lui soit demandé de profiter de l'occasion pour soumettre aux électeurs les autres projets de réforme permettant cette modernisation de la vie politique qu'il affectionne ?

La Loi fondamentale, pourtant, conçue pour être celle d'un Etat souverain et collectiviste, est de moins en moins adaptée à la situation de la France et de l'Europe d'aujourd'hui. Pour que ne disparaissent pas les acquis des institutions gaulliennes, la Constitution doit être adaptée. Les surpouvoirs de l'Assemblée du palais du Luxembourg sont un obstacle trop souvent insurmontable. La commission mise en place par François Mitterrand, à la fin de 1992, sous la présidence du doyen Vedel, avait proposé une solution intelligente. Dans l'attente, toute révision impose un accord total entre trois autorités : le président de la République, l'Assemblée nationale et le Sénat.

La commission proposait que, si une des trois bloquait le mécanisme - ce qui est en train de se passer pour la parité -, un référendum permette aux électeurs de trancher le différend. Seulement, pour permettre la réforme de la procédure de réforme, il faut l'accord des sénateurs. Autant rêver. A moins que le précédent gaulliste soit renouvelé. Mais Jacques Chirac n'a certainement ni l'envie ni la possibilité de déclarer la guerre à la seule Chambre où ses amis sont majoritaires.

Un obstacle à l'organisation d'un référendum sur la parité est insurmontable. Certes, le chef de l'Etat peut encore parvenir à convaincre la droite d'accepter la réforme constitutionnelle qu'il souhaite. Il pourrait alors achever la procédure non par une convocation du Congrès à Versailles, mais par un référendum.

De ce choix, il est le seul maître. Mais, une fois engagé dans un tel processus, comment pourrait-il éviter que ne lui soit demandé de profiter de l'occasion pour soumettre aux électeurs les autres projets de réforme permettant cette modernisation de la vie politique qu'il affectionne ?

Thierry Brûler

Les « Fables » de La Fontaine par Lionel Koechlin



Sursaut européen au Kosovo

Suite de la première page

Il est difficile - et peut-être même vain - de vouloir mettre tout le monde d'accord. Ce ne sera déjà pas si mal que les gouvernements de Paris, Londres et Bonn défendent une politique commune. Quand le Fort M. a réussi à arracher les États-Unis à leur position d'attente, ils ont obtenu la reconnaissance d'une identité européenne de sécurité à l'intérieur de l'OTAN, la création d'une chaîne de commandement européenne au sein de l'Alliance, la possibilité d'utiliser les ressources de celle-ci pour les opérations purement européennes. Le front européen s'est formé quand il s'est

Les principaux membres de l'Union européenne pousse Washington à rechercher un accord avec les partenaires plutôt qu'à leur imposer ses vues. Ce fut le cas, à plusieurs reprises, dans les négociations économiques et commerciales, « purement monétaires ». C'est plus dans le domaine de la défense, parce que la politique extérieure de sécurité commune (PESC) a pris beaucoup de retard depuis le traité de Maastricht, que le statut des « partenaires » de l'UE est resté hétérogène. Alors que, pour les négociations économiques et commerciales, le principal interlocuteur est la Commission de Bruxelles, pour la sécurité et la défense, les quinze agissent en cercle dispersé. Certains sont membres de l'OTAN, d'autres - comme la France - y ont une position à part, d'autres n'adhèrent à aucune alliance militaire.

DES INTENTIONS AUX ACTES

Par la déclaration de Saint-Malo sur la défense européenne, les Français et les Britanniques ont montré, à la fin de l'année dernière, qu'ils étaient prêts à reprendre la discussion. L'aggravation de la situation au Kosovo leur offre l'occasion de donner un contenu d'application à leurs intentions. Les deux pays sont-ils toujours possibles. Le « survisse » britannique par rapport aux États-Unis est le résultat d'une sérieuse autonomie de l'Europe. Mais le Proche-Orient est une région où, depuis la crise du Soudan, en 1996, les Britanniques ne se démarquent pas des Américains. La politique européenne de sécurité et de défense voulue par Londres s'applique à l'Europe, pas au Proche-Orient. Au sein de l'OTAN, les deux pays ne diffèrent pas.

C'est pourquoi les divergences sur l'Irak n'ont pas empêché la coopération franco-britannique au Kosovo. Les deux pays ont été les premiers à se déclarer prêts à participer à la « force d'extrême » des Nations Unies basée en Albanie. Ils ont été aussi les premiers à envisager d'envoyer des troupes au Kosovo, si nécessaire, sans ajouter la mention

« à condition que les États-Unis participent à toute force internationale », traditionnelle dans les communiqués sur la Libye.

C'est un changement important. La détermination européenne à amener le président Clinton à fournir une partie du contingent malgré les réticences du Congrès pour la première fois sous commandement européen. Ce changement est aussi dû au fait que le rapport de la Commission européenne sur la guerre en Bosnie. Les Allemands étaient alors gênés par les limites mises par leur Constitution aux interventions militaires à l'étranger - plus précisément par l'interprétation qu'eux-mêmes donnaient à la Loi fondamentale. Depuis l'arrêt de la Cour constitutionnelle de juillet 1994, la Bundeswehr peut participer à des opérations « hors zone » avec ses alliés de l'OTAN. Mais l'influence de son conseiller diplomatique, qui a éprouvé personnellement les conséquences des atterrissements américains en Bosnie, le chancelier allemand à l'Assemblée Jacques Chirac - et Lionel Jospin - et Tony Blair de la pleine coopération de la Bundeswehr.

Si la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne avaient le ton, elles seraient en mesure de négocier avec l'Italie, l'Espagne et d'autres. Tout le monde est maintenant d'accord pour que les discussions européennes sur la défense échappent aux échauffourées institutionnelles compliquées et stériles. La démarche européenne se prouve en marchant. La coopération européenne du monde est un petit pas dans la bonne direction.

Daniel Vernet

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Petites toques et grandes pailles

aux modistes parisiennes que le printemps fait ses premières confidences ; à la fin des premières fleurs, ses pailles, ses rubans, ses petits canotiers, car il ne saurait y avoir de printemps sans canotier ! Pour protester, sans doute, l'hiver se fait plus sévère, c'est toujours l'été enveloppé de fourrures que les créateurs admment à la mode. Les créations, promesses de jours heureux.

Les chapeaux en porteront-ils encore ? Voilà bien la question la plus intéressante qu'il puisse se poser, car il n'est rien de plus capricieux qu'un chapeau ! Allez donc exprimer avec des rubans, des pailles, des franges, des plumes, qu'une chapeau n'est à transformer ! La mode, les cheveux courts, dont le printemps a affirmé le succès, celui des calottes

E. de Semont (5 février 1949.)

Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LMDOD
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOD
08-36-29-04-56

Le Monde sur microfilm : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Audiovisuel : une

Le monde du futur

Le proc
du sang
cahier sp
vendredi 5

par Laurent Cohen-Tanugi

préoccupations légitimes des pouvoirs publics ; qu'enfin la volonté d'instituer un service général de l'audiovisuel serait la fois le plus sûr et le plus efficace pour les opérateurs français. Oui, d'instruments de la communication se sont mués en opérateurs économiques, autrement dit cela ne signifie pas, tout autant qu'elles soient au-dessus de tout, ni qu'elles puissent se passer d'une régulation publique adaptée.

Plutôt que dans la nostalgie d'un interventionnisme révolu ou dans une méfiance de principe à l'égard de la constitution de l'audiovisuel européen, c'est dans les débats posés par la nouvelle loi audiovisuelle que le législateur doit trouver son inspiration. Comment renforcer le redynamisme de France Télévision, alors que la révolution numérique et la généralisation de l'accès à la télévision plus personnelle que

fontaine une télévision publique forte et rayonnante ? Comment accroître l'efficacité et la crédibilité du CSA, face aux phénomènes classiques de la « capture réglementaire » par des opérateurs particulièrement influents ? Comment préserver au sein de la régulation de l'audiovisuel le nécessaire équilibre entre le droit de la concurrence, obligations culturelles, qui ont fait un secteur particulièrement administré ? Comment redéfinir les relations entre le CSA et la télévision dans le nouvel environnement concurrentiel et réglementaire européen ? Comment adapter le droit aux nouveaux services de télévision numérique ?

Ces questions sont désormais incontournables : elles méritent une vraie réflexion.

Laurent Cohen-Tanugi
CSA

... le plus grand be-
 ... plus vives faces à l'Etat et
 ... et s'affirmer face à l'Etat et
 ... mille fois l'insupportable stupidité des
 ... marchés. Plutôt plus d'Etat que
 ... moins, donc, et mieux tout. Mais
 ... de la succession, au cours des vingt
 ... dernières années, les liquidations
 ... partielles du service public à l'au-
 ... diovisuel n'ont retenu qu'à la
 ... longue le symptôme devient mal :
 ... création, recherche, mots qui
 ... font peur aux responsables poli-
 ... tiques, ils supposent un rap-
 ... portement, des choix, des goûts, bref,
 ... de la subjectivité, du désir, de
 ... l'amour. On dit que la puissance
 ... s'est de nos jours égarée. Voyez
 ... comment nos jeunes oligocrates
 ... s'en méfient : à la trappe ! M.
 ... ne dit pas qu'il est en faveur de
 ... ordonnance-là, l'ubuesque : c'est
 ... qui le gêne doit disparaître. Tant
 ... pis pour les spectateurs, tant
 ... pis pour les créateurs, et tant pis si les
 ... uns et les autres sont aussi des ci-
 ... toyens qui pensent qu'il y a quel-
 ... rapport entre la forme et le
 ... fond, le style et l'homme, l'art et la
 ... politique... M. Beck... archiver.
 ... quel ? ... qui seront faites
 ... archives du futur quand le
 ... rayons des... singulières res-
 ... vide

Ce Monde
daté 6

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 11 FÉVRIER 1999

DISTRIBUTION Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, devait annoncer, jeudi 4 février, une série de mesures destinées à stimuler

le commerce électronique. ● LA FRANCE a toujours un temps de retard sur le reste du monde, estime Francis Lorentz, chargé de mission sur ce sujet auprès du ministre. ● LES

VENTES SUR INTERNET ont atteint 1,5 milliard de francs en 1998, pour 4 millions d'internautes français, selon l'Observatoire du commerce électronique. On répertorie plus de

1,5 million de sites marchands sur le Web. ● LES GROUPEMENTS de grande distribution français ont réservé face à ce phénomène. Les PME, au contraire, ont très vite adopté le

Web, qui leur donne accès au marché mondial pour un coût dérisoire. ● LA RÉVOLUTION commerciale d'Internet risque d'avoir des conséquences sociales importantes.

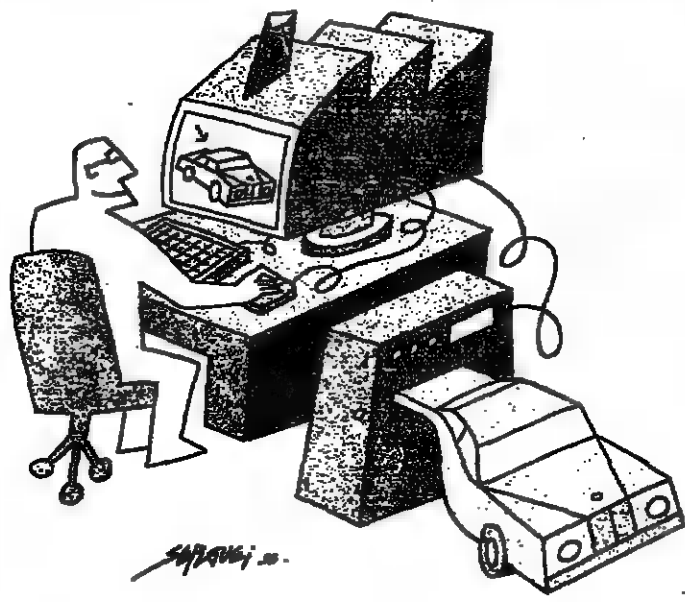
Les PME surfent sur la vague du commerce électronique

Les grandes surfaces hésitent à se lancer dans la distribution virtuelle. Les petits entrepreneurs trouvent, au contraire, sur la Toile un accès peu coûteux au marché mondial. Le gouvernement cherche à stimuler le développement de ce nouvel instrument de vente

EST-CE enfin le décollage du commerce électronique en France ? Le colloque organisé par le ministère de l'économie, des finances, jeudi 4 février, a permis d'en discuter. En 1998, les ventes de produits sur Internet en France (avec un tête l'informaticienne) ont atteint 3,3 milliards de francs (503 millions d'euros) - soit presque trois fois plus qu'en 1997, selon l'Observatoire du commerce électronique. Cette croissance positive s'explique en grande partie par l'accroissement du nombre d'internautes français : on en recensait plus de 4 millions fin 1998 et 100 000 nouveaux internautes seraient séduits actuellement chaque jour par la Toile.

Tous les nouveaux moyens de distribution, les petites entreprises apparaissent pour l'instant plus réactives que les grandes. Grâce à Internet, elles « vont bénéficier de la même audience que les grands groupes », observe le rapport « Quel commerce demain ? », présenté au janvier par le Conseil économique et social (CES). « Au sein des ports n'est nécessaire et les investissements fixes sont les frais de conception ou de développement, pour l'instant, raisonnables. La remise à jour des catalogues ou la nécessité de frais d'impression ou la renouvellement des produits et de gammes s'en trouve donc facilitée. » Autre avantage pour les petits : les risques de conflit avec les distributeurs sont faibles.

D'autant que les derniers



brillent plutôt jusqu'ici par leur absence. À l'exception de quelques poids lourds de la distribution spécialisée, tels que la Fnac ou La Redoute, les titans de la grande distribution généraliste n'ont toujours pas lancé de sites commerciaux sur Internet. « Les distributeurs français ne sont pas prêts à Internet », déclare Christian Desalle, directeur de ventes de Carrefour, qui a travaillé à long terme sur Cybert, un concepteur qui a notamment réalisé des sites pour L'Oréal ou le Club Med, à l'élaboration d'un site qui se

laissait très complet et qui s'est finalement avéré complexe. « On s'est aperçu qu'on était en train de monter une usine à gaz », commente-t-il. Le numéro un de l'hypermarché, qui a tracé son site à l'automne 1998, Auchan a, lui, fonctionné sur site-test d'avril 1997 à septembre 1998. Auchan.fr proposait une cinquantaine de produits non-alimentaires (informatique, photo, électroménager, etc.). « C'est une ligne qui répondait à la demande des internautes », explique Christian Desalle, directeur de ventes. Le site a depuis été fermé, et Auchan affirme simplement, à l'instar de

Carrefour, « poursuivre la réflexion ».

Les géants de l'hypermarché constatent qu'il leur manque l'expérience et les structures logistiques pour fonctionner correctement. « Il y a peu de sites français à domicile, c'est le commerce électronique. Surtout, les produits alimentaires, où les marges sont trop faibles pour permettre de faire du surcoût. Déjà, aujourd'hui, un client qui veut se faire livrer le chariot qu'il vient de remplir dans les rayons d'un magasin doit payer entre 10 et 20 francs. Nous avons une logistique de transport en amont, très industrialisée, mais nous ne sommes pas équipés pour faire de la prestation personnalisée », explique M. Desalle. Or, il n'y a rien de plus personnel qu'un caddie. Rien n'est automatisable, car il n'y a pas deux caddies identiques.

CESCHOUZOU.COM

L'exemple de l'américain Walmart incite à la prudence. Plus de deux ans après son lancement, le site Web du premier discounteur américain n'a pas encore décollé : la fréquentation par les internautes reste dix fois moins importante que celle du libraire en ligne, Amazon.com, et son chiffre d'affaires annuel inférieur à 20 millions d'euros, 116 millions de dollars. Une goutte d'eau pour un groupe qui génère un chiffre d'affaires annuel de plus de 80 milliards de francs (122 milliards d'euros). Seul à ce jour, Telemarket

(groupe Galeries Lafayette) peut se vanter de disposer d'un véritable supermarché virtuel. C'est à ouvert, la plus grande discrétion, un site de produits alimentaires. Ceschou.com, basé sur la région de Lyon depuis le 11 décembre 1998, ne propose pas moins de 3 500 produits de grande consommation. L'internaute peut se faire livrer à domicile pour

une base, le distributeur stéphanois, longtemps champion du supermarché virtuel, a une longue tradition de proximité avec le client. Il dispose d'une base installée 350 supermarchés qui forment un réseau idéal pour la livraison à domicile. L'autre grand distributeur « multi-format », Promodé (Continet, Champion, Shopi...) lui aussi décidé de tester un magasin en ligne.

Des « boutiques » clés en mains

Pour faciliter l'accès des PME à Internet, France Télécom, avec Télécommerce, à Cegetel, et Découverte, offrent depuis moins d'un an des services de « boutiques clés en mains ». La mise en place d'un site commercial nécessite diverses compétences qui peuvent démotiver le plus petit des chefs d'entreprise. Création, hébergement et promotion du site, gestion des commandes, sécurisation des paiements : autant d'éléments à gérer qui justifient l'intervention d'un spécialiste. « Avec notre offre, les consommateurs intermédiaires ont la garantie d'être livrés sous sept jours par un site que nous avons parfaitement authentifié », explique Dominique Pasquet, directeur de Télécommerce à France Télécom. Les prestations proposées sont, dont le coût de mise en service minimum est de 5 000 francs plus un abonnement de 500 à 5 500 francs.

50 francs, à la fois qu'il s'agit pour au moins 400 francs de marchandises. Ce service est également accessible par un réseau d'appels. « Les prix des produits sont les mêmes que dans le supermarché Casino le plus proche, puisque c'est lui qui est chargé de traiter la commande », explique Igor Peltier, responsable des projets Internet à Cegetel.

À l'instar des vépécistes, dont l'élaboration d'un catalogue et la livraison à domicile sont le métier

à travers de son enseigne de petits supermarchés urbains Shopi. Ces hésitations des grands de la distribution ne doivent pas faire illusion. Tout au plus, Internet verra l'arrivée de grands groupes bénéficiant de ressources financières sans commune mesure avec les petites entreprises qui y règnent actuellement. « Ces géants bénéficieront de nombreux avantages tels que leur forte image de marque, leur connaissance du client, leur potentiel de communication », estime Jean-Baptiste Rudelle consultant chez Berger & Partners. « A un moment donné, il faudra qu'on y aille. Nous ne sommes pas pressés, mais nous avons l'ambition d'y aller », prévient Carrefour. Pour l'heure, les grandes surfaces s'attendent à développer un peu de micro-ordinateurs dans les rayons : après Géant (Casino), Auchan propose son tour un PC pour 1 990 francs. Et elles préparent de nouvelles promotions agressives, le modèle du téléphone portable, l'ordinateur sera certainement donné au consommateur qui participera pour une période limitée à un service.

Il y a un peu dans la situation de la radio FM au début des années 80, quand elle a fait face aux grands groupes de communication, RTL, Europe 1 ou l'engueulade de NRI ne sonne la fin de la radio pour les « radios libres ». « Sur Internet, toutes les entreprises sont égales, mais certaines le sont plus que d'autres », ironise Rudelle.

Emmanuel Paquet et Nicolas Rudelle

La révolution Internet aura un coût social important

EN RENDANT COMPTE, jeudi 4 février à Bercy, les ministres de l'économie, des finances et de l'industrie, par dix-neuf commissions de la « mission commerce électronique » qu'il dirige, Francis Lorentz a affirmé que « 1998 avait marqué la prise de conscience de l'importance d'Internet et du commerce électronique en France » mais que « notre retard est loin d'être rattrapé ». Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, devait donner un coup de fouet à ce secteur, jeudi, en annonçant de nouvelles mesures, dont la possibilité de déclarer des revenus sur Internet.

Environ 10 millions de foyers dans le monde ont effectué un achat en ligne en 1998, selon M. Lorentz. En 1999, les transactions électroniques devraient représenter 600 milliards de dollars dans le monde, dont 350 milliards aux États-Unis, soit 3 % du chiffre d'affaires mondial.

D'ores et déjà, plus de 1,5 million de sites Web proposent la vente de produits économiques. Les acheteurs sont capables de comparer rapidement des offres

concurrentes. Préférant adapter leur politique tarifaire, des entreprises comme Nouvelles Frontières (France) ou General Electric (Etats-Unis) proposent leurs produits aux enchères.

Dans ce contexte, les entreprises doivent aussi répondre plus vite au client, livrer des produits sur mesure au prix d'un produit standardisé, éliminer les stocks. Le commerce électronique favorise la naissance de nouveaux opérateurs qui peuvent jouer le rôle d'intermédiaire entre le consommateur dans l'offre du Net. Les « portails » organisent déjà le marché, mais, à ce jour, aucun d'eux n'a pu se faire une base de clientèle comparable aux nord-américains », déplore M. Lorentz.

La France ne semble pas, non plus, avoir vu le relais de croissance constitué par le commerce électronique pour les opérateurs postaux. La Poste vient d'engager son repère, mais elle est handicapée par son rapport aux DHL, UPS ou Federal Express américains, « par la modestie de ses services géographiques et du commerce électronique

en France ». La « commerce électronique » ne passe pas que le développement des ventes en ligne aura un coût social important. Le commerce électronique entraîne des destructions d'emplois qui seront, dans un premier temps, supérieures aux créations (J.) ; il est inévitable que cet effet s'inverse ensuite », prévoit M. Lorentz, qui réfute la référence américaine : « Le contre-exemple n'est pas pertinent : l'essentiel des créations d'emplois (J.) est dû au succès des fournisseurs d'équipement, des logiciels informatiques et de télécommunications, domaines dans lesquels, malgré les crises et les récessions, l'Europe n'occupe qu'une faible place. »

FLOU JURIDIQUE
Dans ce contexte, en 1999, les Européens doivent être vigilants face à la puissance des revendications américaines. L'absence de base installée des entreprises technologiques. De nombreuses questions restent en suspens, comme celle du droit applicable à une transaction électronique - par exemple, faut-il considérer celui du fournisseur ou celui de l'acheteur ? - alors que sur d'autres points, la position européenne a influencé le commerce.

Internet n'est plus considéré comme un espace de non-droit. Un cadre juridique commun minimal est justifié, même s'il ne doit pas être trop rigoureux. La Commission de l'OCDE à Ottawa, en octobre 1998, a précisé le lien de taxation (TVA) - celui du fournisseur ou Europe, celui du consommateur hors Europe - et l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) a approuvé le maintien, jusqu'à fin 1999, de l'exemption de droits de douane.

Dans le même temps, les pays en voie de développement prennent progressivement conscience du potentiel que représente le commerce électronique pour valoriser leurs savoir-faire (La Monde du 13 novembre 1998). Mais ils savent aussi qu'ils leur faut développer une action concertée pour avoir une chance d'intervenir dans le marché américain-européen, qui risque de se durcir en 1999.

Florence Amalou

Avec le Web, le terroir français aux quatre coins du monde

www.rouge-blanc.com

Quand deux frères décident de créer une entreprise, l'un est informaticien et l'autre viticulteur, il n'est pas surprenant qu'ils mettent en place... un site de vente de vin sur Internet. L'histoire de Xavier Boyreau, viticulteur dans la région du Bordelais, entreprend d'exporter des vins français sur les marchés étrangers. Son site Web, qu'Internet pourrait être un véritable outil de promotion et de vente pour ce type de produit, et cela pour un coût relativement faible : le monde enfin à la portée d'une PME.

Pour offrir le catalogue de leur site consacré aux vins, Rouge-Blanc, et proposer le plus large éventail de produits, les deux entrepreneurs cherchent à convaincre d'autres producteurs de s'associer à leur aventure. En 1997, le projet réunit 17 propriétaires représentant plus de 50 appellations, et le site est lancé à cette époque pour un investissement de départ de 50 000 francs.

E. Pa.

www.fromages.com

Join 1998, deux amis ont lancé une conférence sur Internet qui a permis de rassembler un projet ambitieux : vendre des produits à l'étranger grâce au réseau des réseaux. Mais quel produit vendre ? Le fromage nous a semblé le produit le plus représentatif de la France à l'étranger. Aucun site n'en proposait à l'époque. Mais nous sommes mis en relation avec un producteur de fromages, puis il nous fallait régler le problème de l'envoi. Ce fut fait lorsque nous avons pensé à utiliser le fromage dans des emballages isothermes. Fromages.com était né », explique Marc Refabert, cofondateur de l'entreprise.

E. Pa.

www.fromages.com

Le projet Internet, quatre ans plus tard, voit dans Internet l'avènement d'un véritable modèle économique, où les stocks ne disparaissent plus de l'entreprise. Seul problème : la vision des banquiers diverge de celle des quatre entrepreneurs. Il faut trouver les fonds ailleurs. « Cinq autres

entrepreneurs nous ont suivis dans cette aventure, tous spécialistes du fromage. Grâce à leur participation, nous avons pu réunir 500 000 francs de capitaux pour développer notre activité », raconte M. Refabert.

Le site est ouvert le 5 mai 1997. « À l'époque, les portails (portals) comme Internet comme Yahoo, Excite ou Infoseek étaient demandeurs de ce genre d'initiative. » En 1997, Fromages.com enregistre un peu plus de 100 commandes pour un chiffre d'affaires de 67 000 francs. L'année suivante, 2 000 commandes génèrent 400 000 francs de ventes. « Aujourd'hui, 95 % des fromages sont exportés aux États-Unis (pour la moitié), en Italie et en Angleterre, explique Marc Refabert. Plus de 10 millions de touristes visitent la France chaque année et 40 millions d'entre eux mangent au moins une fois du fromage. Nous parions sur le fait qu'une fois rentrés chez eux, ils renouvelleront l'expérience. Le marché potentiel est donc immense. »

E. Pa.

Gel de la hausse de la redevance de NC Numéricable à France Télécom

APRÈS AVOIR DÉPOSÉ une plainte devant le Conseil de la concurrence, le 17 novembre 1998, contre la politique tarifaire de France Télécom, le câble-opérateur NC Numéricable, filiale de Canal Plus, a obtenu gain de cause. Dans l'attente d'une décision du fond, d'ici un an ou deux, le Conseil a bloqué, à titre conservatoire, l'augmentation de 150 % des tarifs de redevance qui souhaitait appliquer France Télécom à partir de janvier.

La redevance payée par le câble-opérateur à France Télécom pour la mise à disposition de la ligne de France Télécom, soit 10 millions de francs (21,3 millions d'euros). Le Conseil a enjoint à l'opérateur historique de « ne pas interrompre le service ». Outre vingt-six millions qui lui appartiennent, NC Numéricable exploite des lignes câblées pour le compte de France Télécom. La direction de NC Numéricable, qui espère que France Télécom re-

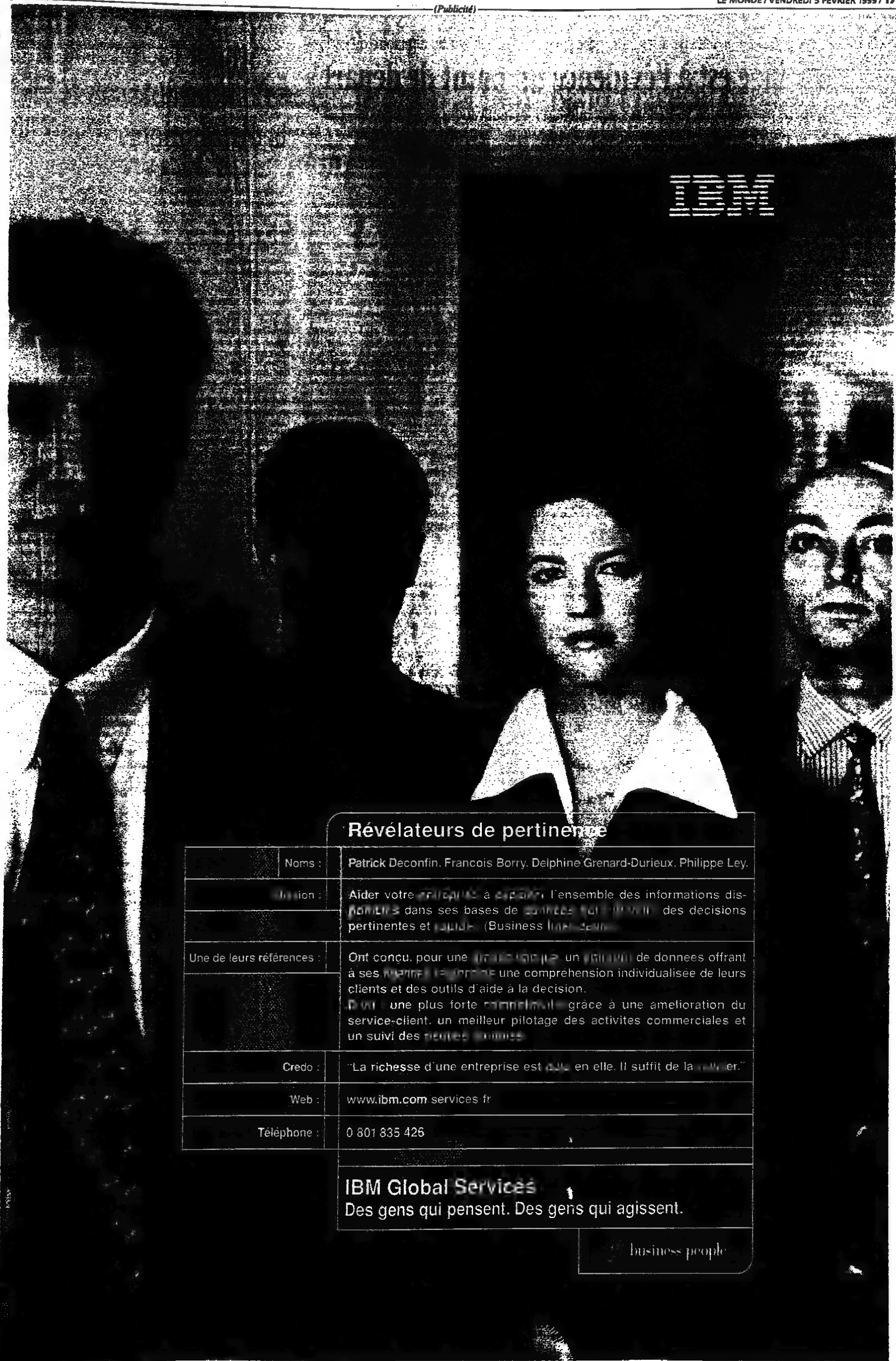
nonce à ce qu'elle considère comme un « abus de position dominante », a accueilli « avec un profond soulagement » la décision du Conseil. Une augmentation de la redevance versée à l'opérateur aurait « gravement compromis l'avenir de l'entreprise et la pérennité de ses emplois ».

De la décision du Conseil dépendra une éventuelle reconstitution du câble à France. Au moment où EDF s'est désengagée de ce secteur en cédant sa participation à Vidéopole, les investisseurs américains, la concurrence s'exacerbe entre France Télécom et les autres opérateurs, mais surtout l'offre télévisuelle, mais surtout l'exploitation du téléphone et les services Internet. France Télécom envisage de céder ces sites plan câble, mais la question sera de trouver un accord tarifaire avec d'éventuels acquéreurs.

Nicole Rudelle



(Publicité)



IBM

Révélateurs de pertinence

Noms :	Patrick Deconfin, François Borry, Delphine Grenard-Durieux, Philippe Ley.
Mission :	Aider votre entreprise à exploiter l'ensemble des informations disponibles dans ses bases de données pour prendre des décisions pertinentes et rapides. (Business Intelligence)
Une de leurs références :	Ont conçu, pour une entreprise, un portail de données offrant à ses dirigeants une compréhension individualisée de leurs clients et des outils d'aide à la décision. Ont permis une plus forte rentabilité grâce à une amélioration du service-client, un meilleur pilotage des activités commerciales et un suivi des ventes amélioré.
Credo :	"La richesse d'une entreprise est dans elle. Il suffit de la révéler."
Web :	www.ibm.com/services/fr
Téléphone :	0 801 835 426

IBM Global Services
Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

business people

web, qui leur donne accès à un monde virtuel pour un coût d'achat. La révolution commerciale d'Internet d'avoir des conséquences importantes.

ronique

En revanche, sur la Toile, l'outil instrument de vente.

Le monde virtuel, qui leur donne accès à un monde virtuel pour un coût d'achat. La révolution commerciale d'Internet d'avoir des conséquences importantes.

des clés en mains

Le monde virtuel, qui leur donne accès à un monde virtuel pour un coût d'achat. La révolution commerciale d'Internet d'avoir des conséquences importantes.

Le monde virtuel, qui leur donne accès à un monde virtuel pour un coût d'achat. La révolution commerciale d'Internet d'avoir des conséquences importantes.

Le monde virtuel, qui leur donne accès à un monde virtuel pour un coût d'achat. La révolution commerciale d'Internet d'avoir des conséquences importantes.

Le monde virtuel, qui leur donne accès à un monde virtuel pour un coût d'achat. La révolution commerciale d'Internet d'avoir des conséquences importantes.

Le monde virtuel, qui leur donne accès à un monde virtuel pour un coût d'achat. La révolution commerciale d'Internet d'avoir des conséquences importantes.

hausse de la redevance

attribuable à France Télécom

Le monde virtuel, qui leur donne accès à un monde virtuel pour un coût d'achat. La révolution commerciale d'Internet d'avoir des conséquences importantes.

Daniel Bouton, PDG de la Société générale, et André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas « Ce mariage est à l'évidence un point de départ »

Les futurs présidents de SG-Paribas s'expliquent sur les motivations de leur fusion

André Lévy-Lang, qui sera le premier président de SG-Paribas, et Daniel Bouton, qui lui succédera à la tête du groupe en 2002, estiment qu'ils n'ont pas cédé à la mode des fusions en annonçant, lundi 1^{er} février, le rapprochement des deux établissements qu'ils dirigent, Paribas et la Société générale, donnant ainsi naissance à la banque européenne. Les deux hommes déclarent que la seule motivation de leur union est « la création de valeur » et qu'elle s'inscrit dans « une perspective paneuropéenne ». Concernant le Crédit lyonnais, ils ne souhaitent « ni fusionner avec lui ni en prendre le contrôle ».

« En décidant de marier vos deux banques, n'avez-vous pas cédé à la mode des fusions ? »

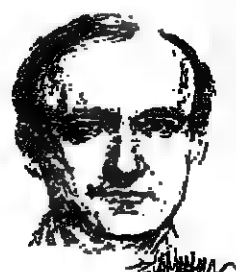
Daniel Bouton : « La Société générale a dit depuis deux ans qu'elle ne devait se marier, ni avec l'euro et la globalisation de certains marchés. L'été n'est donc pas récente. Nous avions d'ailleurs un premier contact avec Paribas durant l'hiver 1996-1997. Depuis cette époque, nous avons développé des hypothèses de mariage ».

André Lévy-Lang : « La priorité de Paribas ces dernières années n'était pas l'entreprise. Elle était en état de marche. Nous n'avons pu envisager des opérations de croissance qu'à partir de l'été 1998, après l'achèvement de la fusion avec la Compagnie bancaire. Notre rapprochement présente bien des avantages : nous avons deux organisations structurées, efficaces, professionnelles, rentables. C'est important. Une fusion nous décharge d'une tâche qui nous a été imposée par de mauvaises raisons ou mal préparée. L'opération s'est pourtant faite très rapidement ».

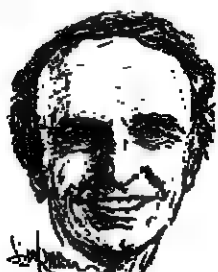
A. L.-L. : « La mise au point de la fusion a été extraordinairement rapide. Nous sommes eu des premiers

Si nous avons pu aller aussi vite, c'est parce que nous étions tous les deux prêts et déterminés »

à la fin de 1998 et la négociation finale a commencé vendredi 1^{er} janvier. Nous avons pu aller aussi vite, c'est parce que nous étions tous les deux prêts et déterminés. Il y avait un dossier très clair, très bien, sur un petit nuage. En prévision de difficultés à venir, j'ai dit à mes troupes : chacun doit imaginer qu'il descend d'un demi-étage et se dit : qu'il faut mieux collaborer que de se battre. C'est la seule façon de réussir. Les équipes des deux banques ont commencé à travailler ensemble. Quant aux questions de personnes, décisives pour les fusions, Daniel Bouton et moi étions prêts à faire l'un ou l'autre des évolutions personnelles nécessaires : Daniel en acceptant le schéma dans lequel je prends la présidence et moi



DANIEL BOUTON



ANDRÉ LÉVY-LANG

acceptant le faire pour une durée limitée. Paribas n'a-t-elle pas été contrainte au mariage par des actionnaires ?

A. L.-L. : « Absolument pas. J'ai réuni un conseil de surveillance, le 12 janvier, et j'ai expliqué que Paribas avait de bonnes perspectives à court et moyen terme. Son objectif de rentabilité était très propre. J'ai ajouté que Paribas était capable de mener des opérations de croissance et qu'à mes yeux le mariage était une création de valeur, mais aussi les deux banques, m'avaient donné leur accord ».

« Pourquoi pas plutôt la Société générale qui fait une opération de croissance externe ? »

A. L.-L. : « Non, ce n'est ni l'esprit ni la réalité de l'opération. C'est une opération de fusion. Nous sommes tous les deux une opération de croissance externe ».

D. B. : « Il ne peut pas y avoir aujourd'hui d'opération de croissance externe hostile dans nos métiers. C'est une opération entièrement concertée, qui prend la forme d'une fusion ».

« Nous sommes dans la partie facile et nous n'avons pas vu les problèmes véritables. Ce qui est essentiel, c'est que l'opération soit très bien, sur un petit nuage. En prévision de difficultés à venir, j'ai dit à mes troupes : chacun doit imaginer qu'il descend d'un demi-étage et se dit : qu'il faut mieux collaborer que de se battre. C'est la seule façon de réussir. Les équipes des deux banques ont commencé à travailler ensemble. Quant aux questions de personnes, décisives pour les fusions, Daniel Bouton et moi étions prêts à faire l'un ou l'autre des évolutions personnelles nécessaires : Daniel en acceptant le schéma dans lequel je prends la présidence et moi

en acceptant le schéma dans lequel je prends la présidence et moi

mais nous rattrapons les crédits aux grandes entreprises, le financement d'acquisitions et la croissance sur les marchés financiers. Le mariage nous permet de nous affecter aux opérations du marché, dont une fraction seulement est très volatile ».

« Il a été une année horrible, avec les crises asiatique et russe, et la rentabilité de la banque d'investissement a été nulle. Mais il est improbable que le mariage se reproduise chaque année. En outre, il nous plus facile dans un métier de redresser la rentabilité à deux que seul ».

A. L.-L. : « La banque d'investissement aujourd'hui est difficile mais nous y sommes positionnés en Europe, nous des savoir-faire qui sont très utiles pour l'avenir ».

Concrètement, cela se traduira-t-il par des réductions d'effectifs importantes ? Certains parlent de 20 % dans les activités de marché ».

D. B. : « La banque d'investissement, il y aura forcément des réductions. Il y en a déjà en cours, notamment en Asie à la suite de la crise financière dans cette région. Mais nous sommes en Europe pour tenir compte de l'euro et du ralentissement dans les activités sur la scène des pays émergents ».

A. L.-L. : « Il nous semble qu'il y a plus de complémentarité que de doublons. Cette fusion nous permettra-t-elle de rivaliser avec les grandes banques américaines ? N'avez-vous pas toujours une présence faible aux États-Unis ? »

A. L.-L. : « Nous avons une vraie présence aux États-Unis : trois

Nous sommes dans la partie facile et nous n'avons pas encore vu les problèmes véritables »

mille personnes à la Société générale, un millier chez Paribas. Il n'est pas question de notre intention de faire concurrence aux grandes maisons américaines dans leurs activités domestiques. Nous voulons être, à partir de nos bases européennes, un acteur qui comptera dans la scène mondiale. D. B. : « A condition que nous connaissions bien ce que les grands établissements américains nous proposent être compétitifs ».

« Le moteur de votre rapprochement, est-ce uniquement la banque d'investissement ou la banque de détail ? »

A. L.-L. : « La seule motivation, c'est la création de valeur. Nous construisons une nouvelle banque en additionnant les deux banques dans la production de produits et services financiers ».

D. B. : « Il y a dix ans, les banques universelles fabriquaient, géraient et vendaient la totalité des produits à partir d'un même lieu, le plus souvent d'une très grosse agence. Ce modèle est en train de changer. L'agence n'est plus qu'un point de contact : n'est plus le seul : les développements du Minitel, du téléphone, d'Internet, bouleversent la donne. Le fait de pouvoir faire bénéficier le fonds de

commerce des cinq millions de clients de la Société générale et les plateformes de nos clients, comme Cortal ou Banque Directe, développées par Paribas, peut être très constructif. Nous devons pouvoir gagner de l'argent beaucoup plus vite ».

« Comment allez-vous organiser le croisement de nos activités, où nous par exemple Cetelem et Francebanque, en évitant les réductions d'effectifs en France ? »

A. L.-L. : « C'est très simple : nous avons la chance, nos groupes sont tous les deux en croissance. En outre, nous avons un flux important de départs naturels en France et qui ne s'accroît pas à partir de 2003. Tout cela nous donne des marges de manœuvre face à d'éventuelles suppressions de postes qui ne devraient pas être considérables ».

D. B. : « 23 % des effectifs du réseau de la Société générale seront partis à la retraite en 2002 et 2007 : c'est énorme. Il y aura ponctuellement des problèmes de recrutement ».

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

Strafor Facom troque le meuble contre la distribution automobile

Une plus-value de 400 millions de francs

MALGRÉ LA SORTIE du capital de Wyser-Pratte de Verneuil Finance, qui réclamaient la cession du groupe, la question de l'avenir de Strafor Facom restait posée. Huit mois après avoir pris la présidence, Paul-Marie Chavanne tranche le problème, en réunissant le groupe aux orientations de son prédécesseur, Henri Lachmann. Le groupe a annoncé, mercredi 1^{er} février, son désengagement de l'activité meuble pour prendre le contrôle de la société Autodistribution, spécialisée dans la distribution de pièces automobiles pour la réparation automobile et la maintenance industrielle. Un univers que connaît bien M. Chavanne, ancien directeur général adjoint de Citroën.

Cette mutation stratégique met un terme à vingt-sept ans de partenariat avec l'américain Steelcase. Les deux groupes avaient créé une filiale à 50-50, Strafor, dans le mobilier de bureau. Le groupe américain s'est porté acquéreur de la participation française dans cette activité, désormais redressée. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Elle devrait, toutefois, traduire une plus-value de 400 millions de francs (60,9 millions d'euros) pour Strafor Facom.

UN NOM À TROUVER

Dans la foulée, le groupe français engage la cession de Clestra (cloisons amovibles), acquis il y a trois ans à la peine. Le groupe conservera momentanément sa filiale italienne de meubles, Cassina, en attendant de se faire contribuer par la cession de la participation de la société M. Chavanne.

Grâce à ces cessions, Strafor Facom a pu résoudre le problème de l'acquisition d'Autodistribution. La firme, qui chiffre 5,3 milliards de francs de chiffre d'affaires, est valorisée au prix de 3,4 milliards de

francs environ. Strafor Facom paiera 2,2 milliards de francs en numéraire. Le solde sera financé par une émission de 2,6 millions d'actions Strafor Facom, réservée aux actionnaires d'Autodistribution. Si l'opération est approuvée par l'assemblée générale des actionnaires, elle permettra de stabiliser le capital du groupe, très fragile ces dernières années. Grâce à ce dispositif, les propriétaires d'Autodistribution, par un pacte, détiendront 20 % du capital et deviendront le premier actionnaire du groupe, loin devant les salariés (3,8 %), le reste étant détenu par le public.

A la suite de cette acquisition, qui devrait être achevée vers la fin mai, le groupe prendra un nouveau nom. Ses activités se déclinent autour de trois pôles : l'outillage à main, spécialité de Facom ; les équipements de garage avec la filiale allemande du groupe Autodistribution ; la distribution de pièces et d'outillage pour l'industrie et la réparation automobile, dernier possédant aussi des centres de réparation automobile (Maxauto, Asto). « Autodistribution nous permet d'entrer dans un secteur sûr, à des positions fortes », dit-il. « L'environnement du marché des fournitures automobiles. Nous avons les moyens d'être un acteur important dans un secteur en pleine concentration, et de soutenir notre croissance future », explique M. Chavanne.

Le nouvel ensemble devrait représenter plus de 10 milliards de francs de chiffre d'affaires cette année, contre 8,3 milliards en 1998. Son résultat net avoisinerait 400 millions de francs, contre 250 millions en 1998. Le résultat par action progresserait de 15 %, à la suite de l'augmentation de capital. La Bourse a apprécié la simplification de la stratégie et les objectifs de résultats : mercredi, le titre a gagné 6,76 % à 69,49 francs.

Martine Orange

Les négociations salariales patinent dans la métallurgie allemande

LES JOUTES SALARIALES allemandes auraient connu leur tourment, mercredi 3 février. Après quatre jours de grèves d'avertissement orchestrées par le syndicat IG Metall, les partenaires sociaux du Land de Bade-Wurtemberg se réunissent pour une nouvelle fois, dans la banlieue de Stuttgart. Leurs discussions n'ont pas permis d'avancer décisives. La fédération des employeurs, Gesamtmetall, a réhaussé de 0,3 point sa proposition initiale (+2 %). Initiative qu'IG Metall a refusée, la qualifiant de « ridicule » et « non négociable ». Le même jour, 150 métallurgistes débrayaient dans près de 100 entreprises réparatrices dans tout le pays.

Lancées voici quelques semaines, les négociations salariales risquent d'être une nouvelle escalade. Les grèves d'avertissement ont commencé vendredi 29 janvier. Mardi, tandis que des dizaines de milliers de métallurgistes débrayaient dans près de 400 entreprises, IG Metall a lancé un ultimatum aux patrons, exigeant une avancée avant le début du carnaval, le 1^{er} février. Cette échéance est très symbolique, quand on sait que le carnaval est une fête de la joie, de la fête, de la fête.

Ces festivités, ponctuées de jours de congé, dans nombre de régions dominées par la métallurgie, comme la Rhénanie du Nord-Westphalie - Land de la capitale du carnaval, Cologne -, plus de 120 000 personnes ont participé aux défilés mercredi. « Nos collègues n'ont aucune envie d'un marathon de négociations », finit-il par dire. « Le patronat fait une offre raisonnable d'ici le 11 février, soit cela se cogner après le carnaval », a menacé Zwickel, chef d'IG Metall.

Alors que le syndicat réclame une hausse de 6,5 %, le patronat accorde aujourd'hui 2,3 %, ac-

compagné, selon les entreprises, d'un supplément de 0,5 %. En outre, Gesamtmetall souhaite conditionner les primes à la performance financière des sociétés. L'idée a été catégoriquement rejetée par IG Metall, qui y voit une violation des conventions collectives négociées dans chaque branche. Ces dernières années, nombreux sont les dirigeants du monde économique à avoir demandé un assouplissement de ces accords.

LA BRANCHE QUI DOMINE LE LA

Ménées en même temps dans l'ensemble des Länder, les discussions au sein de la métallurgie, qui représente 3,4 millions de salariés, servent de baromètre pour les autres branches. Après plusieurs années de modération, la puissante centrale IG Metall, présente dans la machine-outil, l'électronique et l'automobile, entend marquer le coup pour faire bénéficier les salariés de bonnes performances des entreprises allemandes. Selon le syndicat, le revenu net a baissé depuis 1993, alors que les profits des principaux groupes augmentaient d'un cinquième en moyenne, certains battant des records en 1998.

Traditionnellement absent de ce type de lutte sociale, le gouvernement a suivi de moins en moins la réponse aux pressions patronales. Le chancelier Gerhard Schröder a même ne pas craint que l'alliance pour l'emploi, qu'il tente de mettre en place avec les partenaires sociaux afin de réduire le chômage, soit en question par les négociations salariales. Selon le chancelier, les deux parties ont toujours trouvé un accord raisonnable.

Philippe Ricard

le nouvel Observateur SANG CONTAMINÉ TROIS ANCIENS MINISTRES EN PROCÈS CONDAMNABLES?



Les Françaises sont des mutantes par Françoise Giroud

Les photographes défendent le droit à l'information face au droit à l'image

L'Association nationale des journalistes reporters-photographes et cinéastes s'inquiète du nombre croissant de procès intentés - et gagnés - par des particuliers qui réclament des dommages et intérêts après s'être reconnus dans la presse

LA PHOTOGRAPHIE de la vie quotidienne a-t-elle encore droit à la liberté d'expression ? Les images prises dans l'espace public - la rue, les transports - peuvent-elles être publiées sans encombre ? Il y a quinze ans, la question ne se posait même pas. Mais tel est le cas aujourd'hui, tant les procès intentés par des particuliers, qui se reconnaissent sur un cliché, augmentent « de façon exponentielle » depuis cinq ans, selon l'Association nationale des journalistes reporters-photographes et cinéastes (ANJRPC).

L'ANJRPC a tiré la sonnette d'alarme lors d'une manifestation d'information, vendredi 19 janvier. De cas isolés, on est passé à des centaines de procès. Le simple fait de reconnaître clairement son visage dans un journal sans avoir donné son autorisation, même si la publication n'est pas préjudiciable, suffit pour demander quelques milliers de francs de dommages et intérêts au nom du droit à l'image.

« Il y a dix ans, ces personnes n'attaquaient pas », dit un juge. Un manifestant est photographié en tête de manifestation avec le visage bariolé d'un « Non à Le Pen » : sa famille réclame 200 000 francs à un magazine ; une bouquiniste parisienne, un mime grimpé dans la tour Eiffel, ont revendiqué leur droit à l'image. Quatre jeunes filles ont obtenu des dommages et intérêts de 10 000 francs chacune. Lors de la Coupe du monde de football, le photographe Christian D'Amico a été poursuivi par une jeune fille : « Laisse photographier, on passera après au tir-à-cœur », dit un juge. Les juges sont montrés du doigt : le droit à l'image est une notion jurisprudentielle, dérivée de l'article 9 du code civil stipulant que chacun a droit au respect de sa vie privée. « Distinguer et mettre en valeur une personne, sans son consentement, est une faute incontestable, en opposition aux droits fondamentaux de la personne », dit un juge. C'est a priori tout ce que les juges ont donné lieu à des décisions contraires en fonction du motif de personnes présentes sur la photo et du lien entre la publication et l'information dérivée. « Bref, c'est une erreur », dit-on à l'ANJRPC, qui ajoute

que, même lorsque le droit à l'image est écarté par le juge - c'était le cas pour un groupe de parieurs sur un champ de courses -, l'agence et le photographe doivent déboursier 20 000 francs d'avocat : « C'est prohibitif quand on sait qu'un photographe gagne en moyenne 10 000 francs par mois ».

L'EXEMPLE DES STARS
La France n'est pas le pays le plus répressif en matière de droit à l'image, dit l'ANJRPC. Pour plusieurs raisons. Il y a le phénomène du paparazzi, entretenu par le journal *Voici* avec ses près de 10 millions de francs de dommages et intérêts versés à des personnalités (Le Monde du 20 mars 1998). Pourquoi des anonymes, pris de vertige par les centaines de milliers de francs gagnés par ces stars, ne saisiraient-ils pas également les tribunaux ? Il y a ensuite l'affaire Diana, qui a jeté la discrédit, sans distinction, sur les photographes. Sans oublier, depuis la affaire du Baiser de l'Alsace, la commercialisation - par des agences, par des journaux, par des magazines - de photos

légende. Les journaux ont signé des décharges aux photographes, qui font de même avec les personnes photographiées : en pratique, c'est devenu une formalité, la décharge devant être renouvelée pour chaque publication. Ces pratiques bouleversent le travail des photographes. Certains vont même jusqu'à ne plus publier dans la presse.

L'ANJRPC regrette aussi le manque de solidarité des agences et journaux avec les photographes : « Beaucoup baissent les bras. Plutôt que de se battre et revendiquer le droit à l'information, chacun accuse l'autre ; des journaux accusent les agences, les agences accusent les journaux ». C'est pourquoi la photographie qui trône sur la page 1 de *Le Monde* du 20 mars 1998, un Christian Ducas, un des responsables de l'ANJRPC. Or, ces conflits marquent bien une opposition entre le droit à l'image et le droit à l'information, garanti dans la Constitution. La balance penche plutôt pour le premier. « Combien d'années la France a-t-elle été quand on a voulu à une privatisation de l'espace public ? », demande Patrick Berti.

Michel Guerrin

Deux affaires exemplaires

L'INQUIÉTUDE de l'Association nationale des journalistes reporters-photographes et cinéastes (ANJRPC) devant la recrudescence de procès mettant en jeu le droit à l'image est illustrée par deux affaires, qui, selon l'ANJRPC, « portent un coup supplémentaire au droit à l'information ».

Suite à l'assassinat terroriste du *Saint-Michel* à Paris, le 12 juillet 1995, une victime s'estime choquée par la publication d'une photo la représentant de dos, la robe ouverte. Le parquet de Paris avait lancé une enquête préliminaire sur une infraction pénale visant deux journaux et quatre personnes en exhibant un cliché de la victime. « La publication de photographies [...] ayant pour objet la reproduction des circonstances d'un crime ou d'un délit », le 10 septembre 1996, le tribunal correctionnel de Paris relaxait les journaux et les personnes, ce décret était incompatible avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La deuxième affaire est celle de l'assassinat de Corse du préfet Claude Erignac. La famille a porté plainte pour la publication d'une photo la représentant gisant dans une rue d'Ajaccio, publiée par *Paris Match* et *Le Monde*. La cour d'appel de Paris, le 24 février 1999, a estimé que la publication de cette image « constitue une profonde atteinte aux sentiments d'affection (de la famille proche), portant atteinte à la vie privée ». Cette décision émeut l'ANJRPC : « Cette image est au cœur de l'information et dépasse les intérêts privés ». Un juge, familiarisé avec les affaires de la vie privée, va dans leur sens : « Je ne peux suivre le tribunal, car M. Erignac est un symbole de l'Etat qui dépasse le droit de la personne ».

M. G.

Bruxelles accentue sa pression sur les télévisions publiques

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant
Pressée par les télévisions européennes dénonçant les atteintes à la libre concurrence, la Commission européenne enquête sur le financement des chaînes publiques. Après avoir instruit le cas de la télévision publique portugaise, elle vient de formellement réclamer aux autorités françaises, espagnoles et allemandes des informations sur la nature juridique et le montant des aides accordées, ainsi que sur la définition des missions de service public qu'elles sont censées prendre en charge.

L'« injonction d'information », à laquelle les pays interrogés ont un mois pour répondre, est d'ordre juridique : il s'agit de déterminer si les chaînes publiques peuvent être considérées comme préexistantes au traité de Rome (et au traité d'adhésion, pour l'Espagne). La Commission peut inviter les pays membres à adapter le dispositif en place afin de tenir compte des changements de leur paysage audiovisuel, et notamment de la libéralisation dont ils ont été les auteurs. Elle peut demander plus de transparence - mise en place d'une comptabilité analytique identifiant les missions de service public, leur coût, où va l'argent de la redevance. Mais il s'agit d'indications pour l'avenir, aucune sanction ne pouvant frapper la gestion passée.


MULTIPLIÉES
La suite de la procédure serait différente si les investigations de Bruxelles, au vu des informations, concluaient que les aides fournies aux chaînes publiques ne sont pas considérées comme préexistantes au traité. La Commission devrait alors évaluer si les moyens fournis sont bien proportionnés aux missions exigées par l'Etat et effectuées par les chaînes. En cas contraire, les administrations

pourraient être condamnées à rembourser les aides indûment versées. Huit plaintes ont été déposées par des médias privés (dont TF1) pour protester contre l'usage d'une partie de la redevance qui font les chaînes publiques pour proposer des contrats de publicité plus avantageux que la concurrence, pénalisant ainsi les privés, dont la publicité est la seule ressource. Afin de régler un litige, la direction générale de la concurrence (DG4) de la Commission a proposé, en 1998, des critères de service public et de financement. Les ministres de la culture de quinze ont accepté de s'engager dans cette voie, estimant que, selon le traité d'Amsterdam, il revient à chaque Etat de définir le cahier de charges des chaînes publiques et le mode de financement (Le Monde du 21 novembre 1998).

La Commission a dû revenir à une analyse par cas des plaintes déposées. Les télévisions commerciales ne relâchent leur pression : la Commission avait pris une décision favorable dans le cas de la chaîne publique portugaise (RTP), mais le plaignant a introduit un recours devant le Tribunal européen de première instance (TPI). Et les requérants français et espagnols ont attaqué la Commission devant le TPI, pour carence. L'« injonction d'information » adressée à Paris, Berlin et Madrid, est donc un « acte fort », même si Karel Van Miert, commissaire chargé de la politique de concurrence, affirme être soucieux du maintien d'un service public audiovisuel. « Avec un vrai service public, les missions seraient renforcées pour mettre fin à la dérive des chaînes publiques, qui ressemblent de plus en plus à des télévisions commerciales », précise son entourage.

Philippe Lemaître

1780. John Jameson crée le whiskey Jameson... Et, pour une fois, les Irlandais tombèrent tous d'accord. Son mode d'élaboration était le bon !



JAMESON L'IRLANDAIS...
Depuis 1780

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE
● **ENI-CAZPROM** : le groupe pétrolier italien et son homologue gazier russe ont signé mercredi 4 février un accord préliminaire pour construire un gazoduc de 400 kilomètres entre la Russie et la Turquie à travers la mer Noire. Les deux firmes participeront à parité à cet investissement de 3 milliards de dollars (2,58 milliards d'euros).

● **THOMSON-CSF** : le groupe français d'électronique de défense a réduit sa part dans son homologue espagnol Indra de 25 % à 10,5 %, en cédant des actions à deux banques, Caja Madrid et Zaragozano. Cette opération était préalable à la privatisation d'Indra, dont le reste du capital, actuellement détenu par l'Etat, doit être mis en Bourse.

● **CENTRES D'APPEL** : CS Communications & Systems (ex-Compagnie Signaux) et Alcatel ont annoncé, jeudi 4 février, une alliance commerciale pour l'équipement des centres d'appels (Le Monde du 4 février). Ce marché, où les deux groupes français affrontent l'américain Lucent et l'allemand Siemens, est évalué à 2 milliards de francs par an (305 millions d'euros).

● **BMW** : Eberhard von Kuenheim, président du conseil de surveillance du constructeur allemand, voudrait remplacer le président du directoire, Bernd Pischetsrieder, par un allemand, selon Stern et Handelsblat du jeudi 4 février. La décision pourrait être prise vendredi.

● **TIME WARNER** : le premier groupe mondial de communication a annoncé, mercredi 3 février, un bénéfice net de 331 millions de dollars (284,7 millions d'euros) pour 1998, en baisse de 46,5 %. Le chiffre d'affaires a augmenté de 11 % à 26,5 milliards de dollars (23 milliards d'euros).

● **AIR FRANCE** : le personnel maintenance, en grève depuis plus de trois semaines à Roissy et Orly, poursuivait mercredi 4 février des protestations contre l'accord-cadre sur les heures.

● **SNCF** : la grève des cheminots doit réunir la direction et les syndicats autour d'un projet

d'accord sur la réduction du temps de travail, se tiendra le 11 février.

FINANCE
● **TARGET** : les banques françaises pénalisées, le 11 janvier, par la panne du système Target (paiements transfrontaliers en euros) en France, est l'examen de la Banque de France. Les compensations ne seraient accordées qu'aux banques qui fournissent la preuve qu'elles ont subi un préjudice, souligne la Banque de France à l'AFP.

● **ROYAL AND SUN ALLIANCE** : un tribunal britannique a commencé, jeudi 4 février, l'examen d'une demande de 25 millions de livres (36 millions d'euros) de dommages et intérêts à l'assureur britannique, par 5 000 employés licenciés après la fusion dont est né le groupe en 1998.

● **CAISSES D'ÉPARGNE** : le conseil de surveillance du Centre national d'épargne a proposé, jeudi 4 février, à la Caisse d'épargne Provence-Alpes-Corse-La Réunion, pour prendre la présidence du directoire, dans lequel siègerait Alain Lemaire et Jean Sebezyan.

● **CRÉDIT AGRICOLE** : selon le quotidien Indosuez, la banque française a fermé son compte à la Bourse de Paris au premier trimestre de 1998.

RÉSULTATS

● **ABB** : le groupe helvético-suédois, numéro 1 mondial de l'électromécanique, a annoncé jeudi 4 février, un bénéfice net de 1,305 milliards de dollars (1,154 milliards d'euros) pour 1998. Asea Brown Boveri (ABB) va créer une action unique pour placer les titres de la ABB (Suède) et ABB AG (Suisse).

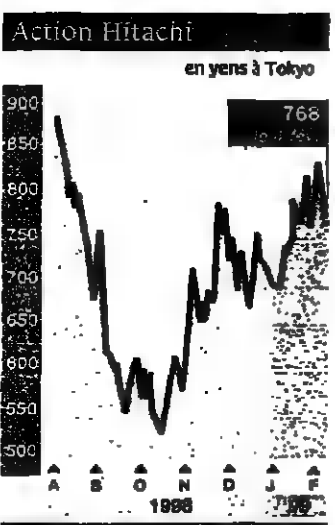
● **ICI** : le groupe britannique a annoncé jeudi un recul de 16,6 % de son bénéfice avant impôts et éléments exceptionnels pour 1998, à 321 millions de livres (465,2 millions d'euros).

● **NIPPON STEEL** : le groupe sidérurgique japonais, numéro 1 mondial, a revu à la baisse, jeudi 4 février, ses prévisions de résultats de 75 milliards de yens à 60 milliards de yens (227 millions d'euros), en raison d'une faible demande d'acier.

VALEUR DU JOUR

Les pertes d'Hitachi plus fortes que prévu

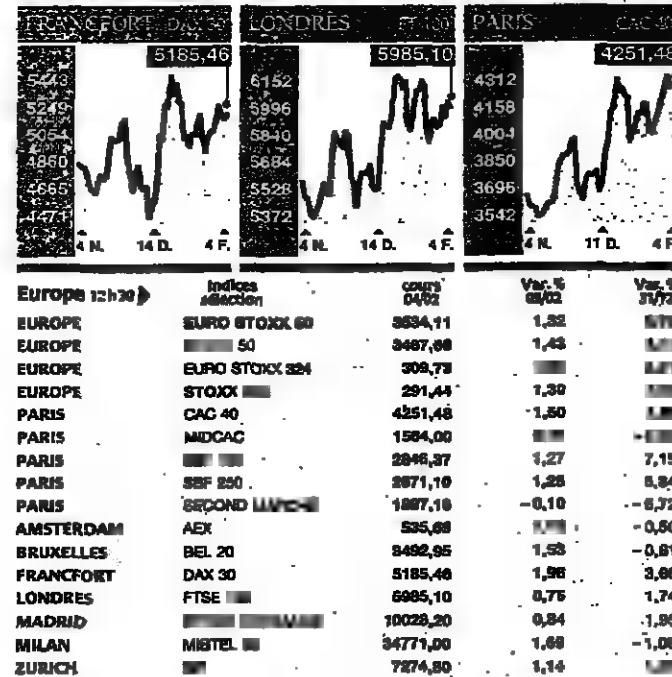
HITACHI, le plus important fabricant japonais d'électronique, a indiqué, jeudi 4 février, qu'il s'apprêtait à enregistrer des pertes de 375 milliards de yens (2,9 milliards d'euros) pour son exercice annuel se terminant le 31 mars. Jeudi, à la Bourse de Tokyo, l'action Hitachi a terminé en recul de 3,79 % à 768 yens. Le 4 novembre, le groupe avait déclaré qu'il accusait un résultat négatif de 250 milliards de yens, premier depuis 1949, née où il s'est inscrit en Bourse. Hitachi a précisé jeudi qu'il provisionnerait en une seule fois, à hauteur de 1,4 milliard de yens (1,4 milliard d'euros), les charges de restructuration au Japon et à l'étranger de sa maison mère. En septembre, le géant japonais a décliné le regroupement de deux de ses unités, Etats-Unis, entraînant la suppression de 10 000 emplois et la fermeture d'une usine au Texas ; il va cesser la fabrication d'ordinateurs personnels. Etats-Unis : restructurer ses opérations européennes dans les composants. Le groupe doit réduire drastiquement les coûts d'exploitation dans le domaine des semi-conducteurs. Le déclin des prix des DRAM, mémoires dynamiques à accès aléatoire, est l'un des facteurs de la baisse. Les seuls deux fabricants de semi-conducteurs (Fujitsu et Mitsubishi Electric) espèrent éviter les pertes dans cette activité. Une étude récente du cabinet Dataquest a montré que le chiffre d'affaires



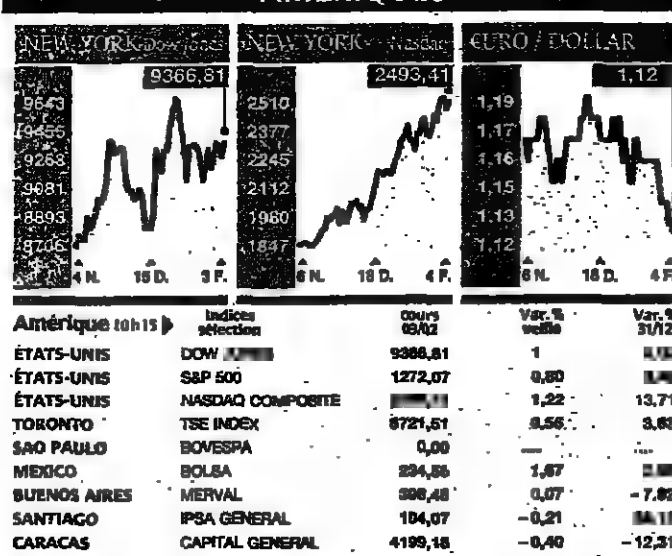
faire des dix premiers fabricants mondiaux a reculé de 18 % en 1998, à 1,3 milliard de yens pour le groupe japonais NEC. Hitachi, qui est le plus souffrant, a par ailleurs supporté toute une série de charges imprévues : 55 milliards de yens pour la compensation d'une réforme de la loi japonaise, 23 milliards de yens pour déprécier dans la valeur ses participations bancaires et 32 milliards de yens pour renflouer des fonds de retraite. La baisse du yen, au-delà de ses prévisions de 125 yens pour un dollar, a également affecté Hitachi. Le cours s'est échangé à une moyenne de 118 yens, réduisant la valeur, en monnaie nippone, des exportations d'Hitachi.

Joël Maréchal (avec Bloomberg)

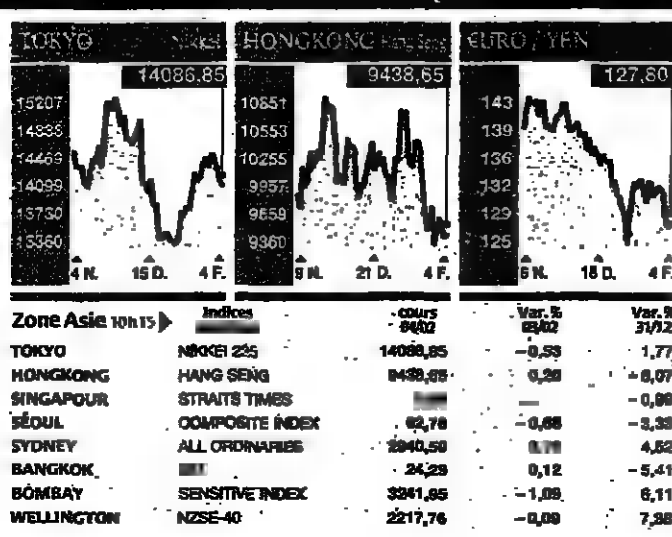
EUROPE



AMÉRIQUES



ASIE - PACIFIQUE



SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 s'inscrivait en hausse, jeudi 4 février, au fin de matinée. Il gagnait 1,22 %, à 4 239,90 points, soutenu par la progression du marché allemand et par le nouveau repli de l'euro face au dollar, favorable aux exportations européennes. La veille, la Bourse avait reculé 1,29 %, à 4 184,41 points.

FRANCFORT

L'INDICE DAX 30 a gagné 1,57 % à l'ouverture de la séance du jeudi 4 février. Le marché a été rassuré par la bonne tenue de Wall Street la veille au soir. Mercredi, l'indice Dax avait abandonné 1,45 %, à 5 090,07 points, traduisant un mouvement pris par le marché sur les valeurs automobiles.

LONDRES

L'INDICE FT 100 a terminé la séance du mercredi 3 février sur une baisse de 1,21 %, à 940,30 points. Les investisseurs ont déçu la décision de la Réserve fédérale américaine qui n'a pas bougé les directeurs. Ils ont redouté que la Banque d'Angleterre ne suive l'exemple lors de sa réunion de jeudi 4 février, alors qu'ils ont largement anticipé une détente d'un quart de point.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI a reculé de 0,5 %, à 14 086,85 points, jeudi 4 février. Le marché a toujours

rendement des emprunts d'Etat et par la force du yen face au dollar.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES a gagné 1 %, à 9 366,81 points, mercredi 3 février. Les investisseurs ont souligné par la décision de la Réserve fédérale de ne pas modifier les taux d'intérêt les valeurs de croissance. L'indice Nasdaq a progressé plus rapidement (+1,22 %), à 2 493,41 points.

TAUX

MERCREDI 3 FÉVRIER, à l'issue de la première séance de l'année 1999, la Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé de ne pas modifier ses taux à court terme dont le niveau est fixé à 4,75 % depuis la réunion du 17 novembre 1998. La banque centrale américaine a souligné la croissance soutenue de l'économie (5,6 % au quatrième trimestre 1998) ou l'inflation financière due à la baisse des marchés. (U.S. Greenspan, le président de la Fed, n'a pas voulu casser la dynamique qui porte l'économie américaine depuis huit mois, relevant que la baisse des marchés, l'absence de nombreux observateurs estiment qu'une baisse des taux semble exclue, il n'y a pas de choc extérieur déstabilisant la fin de l'année mondiale. La Fed pourrait donc s'installer durablement dans l'immobilité. Le marché obligataire, la décision de la Fed n'a pas spécialement rassuré les investisseurs : le rendement des bons du Trésor à 30 ans a progressé pour dépasser le niveau de 5,25 %, à 5,29 % la veille.

ÉCONOMIE

Bruxelles demande plus de rigueur à l'Italie

LA COMMISSION EUROPÉENNE a révisé son programme budgétaire, compte tenu des perspectives de ralentissement économique dans le pays, a annoncé un porte-parole. Ce programme prévoit de ramener le déficit public à 1 % du produit intérieur brut à la fin de l'année 2001. La Commission estime que les prévisions de la croissance italienne (2,5 % en 1999, 2,8 % en 2000 et 2,9 % en 2001) de mai 1998 sont trop optimistes et qu'il faut donc réactualiser le programme de stabilité, en se fondant sur des perspectives plus réalistes. La Commission a durci sa politique budgétaire et prend des mesures correctives pour pouvoir respecter l'objectif de 1 % du PIB en 2001, maintenir l'excédent primaire au minimum 5,5 % du produit intérieur brut jusqu'en 2007. Le ramener à 100 % du PIB d'ici à 2003. La Commission a adressé mercredi un communiqué au Royaume-Uni pour son programme de convergence économique à l'horizon 2003-2004, a indiqué un porte-parole. Ce programme prévoit notamment un ajustement budgétaire et une réduction des dépenses proches de l'équilibre. « Ceci est un motif de satisfaction », a souligné le porte-parole de la Commission, Frank Child.

FRANCE : le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a affirmé mercredi à l'Assemblée nationale que le gouvernement « réfléchissait » à des mesures de réduction des dépenses, mais que « toute hypothèse » ou loi de finances, de plus pure spéculation (lire page 6).

ESPAGNE : le nombre de demandeurs d'emploi en Espagne a augmenté à 11,03 % de la population active en janvier contre 10,91 % en décembre 1998, a indiqué mercredi le ministère du travail.

ROYAUME-UNI : les ventes de détail au Royaume-Uni ont reculé en janvier contrairement aux attentes, la dernière enquête sur le secteur a montré la principale organisation patronale britannique, la CBI, a réaffirmé l'industrie britannique, qui réclame une baisse d'un demi-point de l'intérêt.

ALLEMAGNE : le chancelier allemand Gerhard Schröder a annoncé mercredi qu'un maintien du nombre de chômeurs constituerait un succès et la situation économique internationale se dégraderait, sur chaîne de télévision publique ARD.

Le patron du syndicat métallurgie IG Metall, Klaus Fuchs, a jugé « tout simplement ridicule » le relèvement, mercredi, de 0,3 point de l'offre du patronat sur l'augmentation du salaire (lire page 20).

RUSSIE : l'adhésion à l'Union européenne de la Russie coûterait annuellement entre 3,1 et 3,9 milliards de francs suisses (1,94 milliard à 2,44 milliards d'euros), selon un rapport publié mercredi par le Conseil fédéral suisse.

RUSSIE : le produit intérieur brut en Russie a chuté de 4,6 % en 1998, a indiqué jeudi le comité d'Etat des statistiques cité par l'agence Interfax.

INDONÉSIE : avec 168 millions de dollars (148,7 millions d'euros), l'Indonésie a été, en 1998, le premier bénéficiaire de l'aide alimentaire mondiale, a relevé le service économique de l'ambassade de France à Jakarta.

CHILI : le Chili a bien protégé sa croissance de la crise des émergents, les perspectives restent sujettes à risques si la région empire, a affirmé le Fonds monétaire international son bilan annuel sur l'économie des pays publiés mercredi.

BRÉSIL : le directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), Stanley Fischer, qui négocie l'accord conclu avec le Brésil, a annoncé de prolonger d'un jour son séjour au Brésil pour donner le temps d'analyser les données intervenues de ce pays après le début de la crise financière.

Le président du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, a nié vivement, mercredi à Brasília, que la nomination d'un ancien collaborateur du financier américain George Soros à la tête de la banque centrale du Brésil ait été « dictée » par le FMI.

AUSTRALIE : le chef de la diplomatie australienne, Alexander Downer, a annoncé que l'Australie et d'autres pays feraient de la stabilité financière des pays du G7 ne comptent que pour réorganiser le système financier international, au quotidien économique allemand Handelsblatt.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15646
DEUTSCHEMARK	1,93628	DEUTSCHEMARK	3,33333
LIRE ITALIENNE	2,03607	LIRE ITALIENNE	1,93628
PESETA ESPAG.	166,639	PESETA ESPAG.	1,93628
ESCUDO PORT.	200,482	ESCUDO PORT.	1,93628
SCHILLING AUTR.	13,7603	SCHILLING AUTR.	1,93628
PUNT ISLANDAISE	3,33333	PUNT ISLANDAISE	1,93628
FINLANDAIS	5,94573	FINLANDAIS	1,93628
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,93628

Cours de change croisés

	12h30	15h30	18h30	21h30
DOLLAR	118,4000	118,4000	118,4000	118,4000
YEN	166,639	166,639	166,639	166,639
EURO	1,93628	1,93628	1,93628	1,93628
FRANC	6,55957	6,55957	6,55957	6,55957
LIVRE	0,61017	0,61017	0,61017	0,61017
FRANC SUISSE	1,49310	1,49310	1,49310	1,49310

Taux d'intérêt (%)

Taux court	Taux long	Taux court	Taux long
FRANCE	4,75	FRANCE	4,75
ALLEMAGNE	4,75	ALLEMAGNE	4,75
ITALIE	4,75	ITALIE	4,75
ROYAUME-UNI	4,75	ROYAUME-UNI	4,75
ESPAGNE	4,75	ESPAGNE	4,75
JAPON	4,75	JAPON	4,75
ÉTATS-UNIS	4,75	ÉTATS-UNIS	4,75
SUISSE	4,75	SUISSE	4,75
PAYS-BAS	4,75	PAYS-BAS	4,75

Matières premières

En dollars	En euros	En dollars	En euros
MÉTALLS (LONDRES)	144,0	STONNE	0,31
CUIVRE 3 MOIS	151,0	ALUMINIUM 3 MOIS	0,31
PLOMB 3 MOIS	497	PLOMB 3 MOIS	0,31
ÉTAIN 3 MOIS	910	ÉTAIN 3 MOIS	0,31
ZINC 3 MOIS	80	ZINC 3 MOIS	0,31
NICKEL 3 MOIS	0,48	NICKEL 3 MOIS	0,31
MÉTALLS (NEW YORK)	144,0	STONNE	0,31
PLATINE A TERME	1,1	PLATINE A TERME	0,31
GRAINES DENRÉES	1,1	GRAINES DENRÉES	0,31
BLÉ (CHICAGO)	0,16	BLÉ (CHICAGO)	0,31
MAIS (CHICAGO)	0,38	MAIS (CHICAGO)	0,31
SOJA (CHICAGO)	0,52	SOJA (CHICAGO)	0,31
SOFIT	0,06	SOFIT	0,31
CACAO (NEW YORK)	0,06	CACAO (NEW YORK)	0,31
CAFÉ (LONDRES)	0,06	CAFÉ (LONDRES)	0,31
SUCRE BLANC (PARIS)	0,06	SUCRE BLANC (PARIS)	0,31

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS FRANÇAISES

- **Michelin** grimpaît jeudi à 3,83 % à 35,55 euros. Après le rapprochement entre Goodyear et Sumitomo, les opérateurs s'attendent à ce que Michelin s'allie au contrôle du pneu japonais Yokohama, pour renforcer son leadership mondial.
- Le **Sofaro** Facom progressait jeudi matin à 5,8 % à 74,4 euros. Le groupe a annoncé mercredi son désengagement dans le mobilier de bureau et le rachat d'Autodistribution, leader européen de la distribution de pièces d'outillage. *(lire page 18).*
- **Carrefour** gagnait 1,54 % à 588 euros. Les investisseurs ont apprécié la séance jeudi à 4 euros. Le premier distributeur français a publié mercredi son bilan d'affaires au janvier en hausse à 13,6 % dans les ventes à l'étranger reculant de 5,8 %.
- **France Télécom** gagnait de 1,11 % à 81,6 euros jeudi matin. Le conseil de la régulation a interdit à l'opérateur de télécommunications d'augmenter de 15 % la redevance de NC Participations (filiale de Canal Plus) pour la location de ses réseaux câblés. L'action Cnao Plus progressait de 1,11 % à 230 euros. *(lire page 16).*
- **Leclerc** et **Hachette** ont enregistré progressivement, jeudi, l'ouverture, et respectivement 0,51 % et 0,39 % à 22 euros et 37,82 euros. Hachette Flippachi a repris le contrôle du troisième éditeur italien Le Monde Rusconi.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 4 FÉVRIER
Liquidation : 19 février

Cours relevés à 12h30

France ▶	Prévision en Euros	Cours en Francs	Cours en Francs	% Var. valeur	Cotation (en Francs)
B.L.M.P. (L.T.P.)	147,70	140,00	140,00	0,51	138,10
CLIFFORDWASS(TP)	140,30	140,00	916,24	0,24	138,10
RENAULT (T.P.)	139,00	140,00	140,00	0,72	138,10
S.A. MATHIEU	176,60	177,70	180,00	2,33	140
THOMSON S.A.T.P.	140	140	140	1,42	138,10
ACCOR	140	140	1307,45	2,85	138,10
ALCANTARA	140	140	140,00	0,14	138,10
AIR LIQUIDE	140	140,00	140,00	0,14	138,10
ALCANTARA	140	140,00	140,00	0,14	138,10
ALCANTARA	140	140,00	140,00	0,14	138,10
ALTRON TECHNOL.	261,90	261,90	261,90	1,27	220
ATOS	208	208	208	1,08	202
AXA	120	120	827,01	0,26	120
B.P. (T.P.)	122	122	849,57	0,72	120
BETAR HOT. VILL.	101,50	102	889,74	1,44	115
BOULEVARD FAUR.	97,90	97,90	374,22	1,55	65,00

BIS	93	89,65	898,95	-2,83	79,19	GUILBERT	17
B.N.P.	76,80	76,80	611,57	-2,94	75,80	GUYENNE GASCOGNE	17
BOLMORE	177	172	1128,20	-0,56	167,19	HACHETTE FILANCE	23
BORGKAMP	296,38	296,38	1.051,37	-0,51	272	HANS ADVERTISING	23
BOUYGUES	239	239	1.922,46	-0,20	239	INETA	17
BOUYGUES OFFS.	215	220,00	146,28	-0,35	215	IMBUMBULES DE POCE	17
BULLI	5,58	5,58	38,70	-1,23	5,58	IMBUMBULES ENTER.	2
BUNYAN	670	670	178,00	-0,20	670	INTERCOM	2
CAF GEMIN	173	173,00	1120,21	-0,40	161	INTERVAL	2
CARBONE LOIRAHNE	36,30	35,70	245,50	-1,49	34,50	INTERTECHNIQUE	17
CASINO DE PARIS	173	173	41,61	-0,19	173	LAURENCE	17
CASINO GUICHARD	91	92,70	895,38	-0,57	85,40	ISAN LEFEBVRE	17
CASINO GUICHARD	67,48	67,48	377,18	-0,08	54,00	KLEBERRE	17
CASINOVALA D'ULX	200,20	200,20	1.934,50	-0,01	199,20	LAURENCE	17
C.C.F.	78,50	81,30	1.551,90	+ 2,82	80,00	LAFAJCE	17
CEGID ILY	159,50	159,50	194,29	-0,26	165	LACADIERE	17
CEORUS EUROPE REIM	6,82	6,82	41,61	-0,19	6,78	LAURENCE	17
CGP	54,95	56,00	263,37	-2,19	48,00	LEBON (CE)	17
CHARGEURS	40	40	292,38	-0,38	47	LEGRAND	6
CHATEL DALL'OZ	44,80	44,80	41,61	-0,19	44,80	LEBON (CE)	17
CHRISTIAN DIOB	113	113	747,70	-0,08	118	LEBON INDUST.	17
CIC ACTIONS A.	61,60	78	81,62	-0,08	78	LEONDIUS	17
CLIMENTS FRANCAIS	47,50	47,50	81,61	-0,04	47,50	L'ORAL	17
CLARINE	67,50	67,50	489,20	-0,01	67,50	LORENCE HEN.	17
COB MEDITERANEE	91,75	90,90	389,91	-1,03	81,5	MARINE WENDEL	20
COP ASSURANCES	35	35	185,98	-0,01	35	METALBEO	17
COP	32,30	32,30	1.051,37	-0,51	32,30	METALBEO	17
COLAS	103	103	121,52	-0,10	173,00	MINUTEPUS SA	30
COMPTON ENTERP.	2,09	2,09	14,10	-2,07	2,05	MOORE	17
COR	35,61	35,61	1.051,37	-0,51	35,61	NORBERT DENTRES	25
CRED.FRANCE	13,50	13,50	91,18	-2,05	13	NORD EST	25
CFF(FERRAILLES)	26,00	26,00	188	-0,03	25,81	NORD EST	25
CREDIT LYONNAIS	40,00	40,00	386,40	-1,02	34,45	NORDON (CH)	17
C.S. SIGNAL	72,50	72,50	72,50	-0,01	72,50	ORANGE	17
DANWAT	65,50	65,50	437,02	-0,22	64	OLUPAR	17
DANONE	249,50	250	1039,00	-0,56	216,50	PARBUS	17
DASSAULT	163,50	163,50	1.051,37	-0,51	163,50	PELICOT	17
DASSAULT SYSTEME	38,10	41,00	223,47	-0,62	34,00	PECHNEY AC-ORD	25
DE BIECHER	41,50	41,50	274,85	-0,06	40	PERNOID-RICARD	17
DEVALUATION	10,78	10,78	61,62	-0,01	10,78	PELICOT	17
DESJARDIN L.	9,76	9,76	10,78	-0,01	10,01	PLASTIC PONTRE	17
DESA FRANCE	132	132	881,81	+1,81	139	PLASTIC COM (LY)	7
DEK (DOLLUS IND.)	6,98	7,00	40,01	-2,58	6,72	PRANGE	17
DEP	39,29	39,29	1.051,37	-0,51	39,29	PUBLICIS	17
DIA	100	100	658,58	-1,08	104,20	PUBLICIS S	19
EFFAGE	60	60	395,21	-0,41	60	REYER CONTREAU	14
ELF AQUITAINE	97,75	97,75	1.051,37	-0,51	97,75	SEAL	17
ERIDANIA	25,20	25,20	179,48	-0,24	25,20	REXEL	17
ERIDANIA BECHIN	140,20	140,20	906,85	-1,49	135	RHOIZA	17
ESSILOR INT	34,9	34,9	2008,97	-0,85	36	ROCHE POULEYCA	17
ESSOR INTL ADP	317	317	317	-0,01	317	ROCHE POULEYCA	17
ESSO	71,80	72	472,28	-0,18	71	ROCHETTE (CA)	17
EURAFRANCE	512	512	3088,06	+0,19	521,30	ROYAL CANIN	6
EURO	1,41	1,41	1,41	-0,01	1,41	RUPE HAPPAUS (LS)	6
EUROPE 1	20	20	1448,70	-2,17	195	SADE (NOY)	17
EUTRONTREL	1,09	1,08	7,08	-0,91	1,06	SAGA SA	6
FIMALCAS SA	101	92,46	637,14	-3,59	100	SAINT-GOBBAN	17
FIMAT	18,01	18,01	115,14	-1,81	18,01	SALVAT (NT)	17
FIVES-LILLE	65,35	65	413,26	-3,81	62,20	SANOFI	19
FRANCE TELECOM	80,70	80,80	338,26	+0,86	80	SAUPROUT (NS)	50
FRAMAGGES BELCO	670	670	1.051,37	-0,28	653,30	SCHNEIDER SA	17
GALERIES LAFAYET	68	68	550,67	-1,36	68	SCIL	6
GASCOGNE	75,80	75,80	488,02	-0,38	75	S.E.B.	6
GAUMONT E	89	89,99	418,28	-0,79	89	SEFINEP CA	17
GAZ ET EAUX	43,18	43,18	149,76	-0,01	43,18	SETTA	17
GECHNA	103	102,99	677,38	-0,48	101	SELECTIONNANT	6
GEOPHYSCHE	42,50	42,50	57,36	-0,47	42,50	SFIRM	17
GRANDISSON	28,40	28,40	181,37	-0,77	27,80	SGE	17
GRUPPO ADRIANO SA	69,20	69,20	1.051,37	-0,51	69,20	SGE	17
CPE WALFOND ACT	43,30	43,07	282,13	-0,06	43,00	SILIC CA	15
GRIZANNIER ILY	17	17	118,10	+2,78	18	SMACD	17
GRUPPO GEM	69,20	69,20	1.051,37	-0,51	69,20	SGE	17
GRUPPO LOUJUE	74,56	74,56	481,14	+1,47	65,80	SIGS ROSSIGNOL	10

[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 4 FÉVRIER

Cours relevés ■ 12h30

[illegible]

SECOND MARCH

JEUDI 4 FÉVRIER

Une sélection. Cours relevés à 12

[illegible]

SICAV
FCP

Une sélection.

Fin de la clôture le 3 février[illegible][illegible][illegible]

Les dangereuses

LÉGENDE
★ Hors frais, ★★ À titre indicatif

2000

SCIENCES Le Parlement de Reykjavik a donné récemment à la société privée DeCode Genetics l'accès exclusif, pour douze ans, aux données génétiques et généalogiques des habitants d'Islande.

● **POLITIQUES ET INDUSTRIELS** attendent de ce « fichier » sans précédent, qui sera essentiellement sur la recherche des gènes impliqués dans les mala-

dies humaines, de substantielles retombées médicales et économiques. ● **LES CARACTÉRISTIQUES** très particulières et l'homogénéité génétique des Islandais ont déjà permis plu-

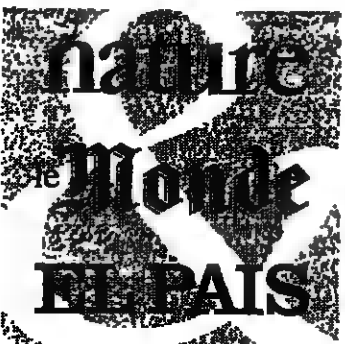
sieurs découvertes, telle la localisation d'un gène intervenant dans le développement du cancer du sein. ● **CETTE VOIE DE RECHERCHE** porte aussi la multiplication des

génétiques. Et avec eux, diverses discriminations, pratiquées par les compagnies d'assurance ou de sélections à l'embauche, sur la base de caractéristiques biologiques.

Les promesses et les risques de l'étude génétique des Islandais

L'exploitation par une société privée du fichier médical et généalogique des habitants de l'île fournit déjà quelques résultats scientifiques intéressants. Mais les tests biologiques font craindre d'inquiétantes dérives aux Etats-Unis et en Europe

LE 17 DÉCEMBRE 1998, après trente-neuf heures de débats, le Parlement de Reykjavik a donné à la société DeCode Genetics l'accès exclusif, pour douze ans, aux données génétiques et généalogiques des habitants d'Islande. Pour la première fois au monde, le patrimoine génétique d'une nation entière va être décodé par une entreprise privée - ce qui, dans le pays, suscite une vive émotion sur l'exploitation commerciale des données génétiques humaines (Le Monde du



décembre 1998). Pourquoi l'Islande ? Pourquoi l'Espagne ou la France ? Parce que la population islandaise est peu nombreuse, bien caractérisée et génétiquement homogène. Ces trois facteurs importants pour les scientifiques qui cherchent à comprendre les maladies. Une communauté qui les réunit tous les trois est

celle de l'Islande un terrain de jeu pour les chercheurs. L'île n'est habitée que depuis l'an 870 environ, et la plupart des habitants actuels sont des premiers colons. Sur l'ensemble de leur histoire, les Islandais n'ont jamais été, pense-t-on, plus de 800 000. Ils sont 270 000 aujourd'hui - l'équivalent d'une petite ville de province en Europe ou aux Etats-Unis. Outre leur petit nombre, ils sont très homogènes : la société DeCode a pu réunir facilement des données sur déjà 100 000 Islandais, morts ou vivants.

LA BIZARRE AMPLIFIÉE Enfin, l'homogénéité génétique de la population islandaise constitue un atout primordial pour les spécialistes de l'hérédité. Par homogénéité, il faut entendre le fait que deux personnes prises au hasard dans cette population auront plus d'antécédents génétiques semblables que deux autres, prises également au hasard, dans une population plus grande aux origines composites. Ce phénomène facilite le repérage des gènes responsables des maladies, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir des statistiques et des calculs probabilistes compliqués pouvant donner lieu à débat.

Ce point est essentiel. En effet, lorsqu'on cherche dans de nombreuses populations les « marqueurs » génétiques liés à certaines affections complexes - comme les

La traque des gènes humains

De la famille au gène

CHROMOSOME HUMAIN

D'UNE MALADIE

Quand il n'y a pas de lien plus simple, les gènes impliqués dans une maladie humaine, il est très utile de disposer de plusieurs membres d'une même famille, affectés par cette maladie, sur plusieurs générations.

En comparant les marqueurs moléculaires des individus malades et chez les individus sains, on peut cerner le gène responsable plus en plus étroitement, jusqu'à réussir à l'identifier. Plus grand est le nombre de marqueurs utilisés, meilleure est la précision dans la localisation du gène.

D'autres manières de retrouver des gènes

Les gènes qui ont une fonction importante sont souvent similaires d'une espèce à l'autre. Quand on a identifié un gène chez la souris ou le rat, on peut utiliser les données de la souris pour « pêcher » le gène correspondant dans l'espèce humaine.

ladies cardio-vasculaires ou la schizophrénie - il est difficile de savoir s'il convient de chercher un seul gène, ou deux, ou trois. Plus les gènes hérités, plus les symptômes de l'affection, ou même son apparition, peuvent être influencés par divers facteurs héréditaires, ce qui complique d'autant la compréhension de la maladie. De la

même manière - pour user d'une comparaison policière - le repérage depuis un hélicoptère d'une voiture rouge garée sur un parking est bien plus aisée pour les représentants de l'ordre si les autres véhicules sont jaunes que s'ils peuvent être aussi bien verts que bleus, violets, ou rouges.

Voilà pourquoi les généticiens préfèrent travailler sur des communautés de petite taille, consanguines, avec des antécédents génétiques uniformes, dans lesquelles certaines affections dominent de façon inaccoutumée. C'est le cas, par exemple, de la maladie de Tay-Sachs, trouble neurodégénératif particulièrement fréquent parmi les communautés juives d'Europe de l'Est ; c'est aussi celui de la maladie de Huntington (absence de perception des couleurs) sur l'île de Pingelap, dans l'océan Pacifique.

Les données généalogiques de l'homogénéité génétique des Islandais ont déjà permis plusieurs découvertes, qu'il aurait été très difficile de faire dans des populations plus nombreuses et plus composites. Les travaux de l'Institut du cancer, par exemple, ont été circonscrits à la recherche du gène BRCA 2, impliqué dans l'apparition du cancer du sein. Cela a permis à un consortium européen de battre un groupe américain dans la recherche au clonage du gène.

D'autres travaux, menés sur la population islandaise, ont apporté la preuve d'une incidence génétique (dont on ignorait même l'existence) dans l'apparition de certaines maladies. Ainsi l'endométriose, une importante stérilité féminine, était-elle considérée comme une affection sporadique jusqu'à ce que les chercheurs de DeCode Genetics, grâce à leur base de données généalogiques, établissent l'existence d'un lien héréditaire fort entre les femmes qui en étaient atteintes.

C. V.

Une passion pour la généalogie

L'Islande n'est pas seulement l'un des pays les plus homogènes, physiquement et génétiquement, mais aussi le plus des îles au monde. C'est aussi celui où les noms de famille, composés de la taille de la population, sont les plus longs. C'est que la passion des Islandais pour la généalogie transparaît dans la conservation du système patronymique. Ainsi, la ministre de la Santé islandaise, Ingibjörg Palmadóttir est, littéralement, « la fille de Palmi », son frère (lui-même membre du Parlement islandais) se nommant Isófur Guðfi Palmason - ou « Fils de Palmi ».

Par ailleurs, connaître sa filiation fut de tout temps important pour faire valoir ses droits à la propriété et à la succession, ou pour s'assurer que l'on n'épouse pas un proche parent (mariage fortement désapprouvé dans la société islandaise). Les données généalogiques remontent ainsi à plusieurs siècles, jusqu'aux premiers Vikings.

dant y est présent à une fréquence particulièrement basse : le tiers de celle enregistrée dans l'ensemble des populations. En revanche, plusieurs maladies sont endémiques dans le pays. C'est le cas d'une forme particulière d'accident vasculaire cérébral, que l'on sait associée à une unique mutation dans le gène gouvernant la synthèse d'une protéine, la cystatine C. Il y a très longtemps s'est sans doute établi l'Islande un porteur de cette mutation. Cette dernière a pu, en dépit d'un fort handicap sélectif, survivre et se propager.

Ainsi vont les communautés isolées des îles : une bizarrerie génétique, qui serait éliminée par la sélection naturelle au sein d'une population importante, peut au contraire s'y amplifier.

Henry Gee

Une fortune pour une poignée de gènes

LA SOCIÉTÉ DeCode Genetics, qui règne sur le patrimoine génétique des Islandais, a déjà consacré à ses travaux de recherche plus de 100 millions de francs (près de 61 millions d'euros). Hoffmann-La Roche, importante firme pharmaceutique basée en Suisse, s'est engagée à lui verser, sur cinq ans, 100 millions de dollars (106 millions de francs, 161 millions d'euros), en échange de quoi elle obtiendra l'exploitation exclusive des données recueillies sur une douzaine de maladies graves (schizophrénie, maladie d'Alzheimer, affections cardio-vasculaires, emphyseme, etc.). Une fortune pour une poignée de gènes ? Oui. Car, s'ils existent, ces derniers pourraient rapporter plus que tout autre.

Telle est, aujourd'hui, la puissance potentielle de la génomique : permettre d'élaborer, demain, de nouvelles cibles thérapeutiques. Pour arriver là, il a fallu, tout d'abord, engager le gigantesque programme de recherche international Génome humain (initié par les Etats-Unis en 1989), afin de cartographier au mieux les 100 000 gènes que contiennent nos chromosomes et établir la séquence (la structure biochimique) de certains

d'entre eux. Mais l'inventaire et le séquençage ne sont que les premières étapes de cette épopée moléculaire. Pour aller plus loin dans la connaissance du vivant, il faut ensuite comprendre la fonction des gènes et des protéines dont ils gouvernent la synthèse. C'est là le but ultime de la génomique, à partir duquel pourront être mis au point de nouveaux médicaments. D'où l'intérêt, considérable, que portent les firmes pharmaceutiques à la recherche méthodique des gènes impliqués dans les maladies humaines.

ARRÊTER LES CIBLES THÉRAPEUTIQUES Actuellement, la plupart des médicaments agissent sur des cibles ubiquitaires (enzymes, récepteurs, canaux ioniques), elles-mêmes impliquées dans le développement de multiples maladies. Pour soigner, il faut viser large et frapper fort. Si l'on parvient à cibler plus précisément les mécanismes moléculaires d'une maladie, il deviendra possible de sélectionner précisément ses cibles thérapeutiques. On pourra ainsi frapper moins fort et plus juste, réduire les effets secondaires dus aux médicaments traditionnels.

Pour l'essentiel, cette démarche n'en est qu'à ses balbutiements. Les gènes responsables de la myopathie Duchenne ou de la mucoviscidose ont beau avoir été identifiés, aucun traitement n'a pu encore être mis au

point, malgré de gros efforts de recherche, pour lutter efficacement contre ces maladies graves. Mais les spécialistes sont formels : les médicaments du futur passeront par la connaissance intime des gènes impliqués, et pas en de loin, dans la plupart des maladies humaines.

Ainsi l'industrie pharmaceutique, qui a vécu longtemps à l'ère de la chimie, est-elle insensiblement entrée dans celle de la biologie. Dans ce secteur en pleine expansion, l'avenir est à ceux qui auront su passer de la génomique à la connaissance des gènes impliqués et les centres médicaux.

C'est, fleur de la biotechnologie française spécialisée dans l'étude du génome humain, peut-être le plus fier d'avoir reconstruit, il y a moins d'un an, un accord de collaboration en recherche et développement avec Synthelabo, pour la découverte de gènes associés au cancer, la prostate. Et, plus récemment encore, d'avoir inauguré à Dublin un laboratoire commun avec le service de recherche clinique Royal College of Surgeons in Ireland (RCSI), pour découvrir les différents gènes impliqués dans le développement des maladies cardiovasculaires et de leurs complications.

C. V.

Les dangereuses tentations de l'eugénisme social

L'AVENIR RETIENDRA peut-être le 11 novembre 1997 comme une date importante dans l'histoire de la biologie humaine. Ce jour-là, en tout cas, l'Unesco a adopté une « Déclaration » le génome humain, les droits de l'homme, sur laquelle travaillait son Comité international de bioéthique (CIB) depuis plusieurs années. Censée ériger un rempart contre les abus, multiples, que peut engendrer l'utilisation des données génétiques humaines, la charte de vingt-cinq articles proclame notamment

« chaque individu a droit au respect de sa dignité et de ses droits, quelles que soient ses caractéristiques génétiques ». Pour plus de précaution, elle précise que devaient être prohibées « les discriminations fondées sur les caractéristiques génétiques ». Un point essentiel, qui s'adressait tout aux compagnies d'assurances qu'aux éventuels partisans d'une sélection à l'embauche à partir de critères génétiques.

Mais de deux ans plus tard, la situation a singulièrement évolué dans le monde opposé à celui préconisé par le CIB. En effet, qui conteste la sélection (sur la vie ou la santé), la sélection par la génétique est devenue une réalité. Le problème est particulièrement aigu aux Etats-Unis, où 40 millions de personnes (environ 15 % de la population) ne bénéficient d'aucune protection médicale.

RÈGLEMENTATIONS HÉTÉROGÈNES Lorsque se généralisera le dépistage génétique, le client potentiel d'une assurance-maladie privée verra-t-il proposer une batterie de tests ? Les résultats dicteront le niveau de cotisation ? Les Etats-Unis n'en sont qu'à l'étape de la réflexion. Ils s'en approchent. Dans la confusion d'autant plus grande que les réglementations, quand elles existent, sont très hétérogènes. Environ la moitié des Etats ont,

certaines, voté des lois interdisant la discrimination génétique sur le lieu de travail ou dans le cadre des assurances. Mais ces textes n'ont pas toujours une portée relative. Dans le New Jersey, par exemple, la discrimination génétique sur le lieu de travail ou pour la protection de la santé est interdite. En Californie, la loi interdit seulement les tests de santé. Mais dans l'Etat de l'Ohio, la loi, stricte en apparence, ne protège que l'emploi et l'assurance, sans empêcher l'exploitation de tests génétiques directs. En d'autres termes, une information génétique acquise indirectement, comme les analyses sanguines des nouveau-nés américains pour la détection de la phénylcétonurie, n'est pas couverte par la loi de l'Ohio.

précise Wendy McGowdwin, directrice exécutive de l'Organisation de bioéthique Council for Responsible Genetics (Cambridge, Massachusetts) dans un dossier consacré par la revue mensuelle Biofutur (septembre 1998) aux tests génétiques. La tentation, déjà bien implantée aux Etats-Unis, va-t-elle gagner l'Europe ? Les premiers signes sont ceux de Grande-Bretagne, où les assurances réfléchissent sérieusement à l'intérêt que représenteraient pour elles les résultats de certains tests biologiques.

SÉLECTION À L'EMBAUCHE

Regroupés au sein de la puissante Association of British Insurers (ABI), ils ont même proposé au gouvernement - qui leur a prêté une oreille attentive - une règle du jeu la subtilité toute britannique. En trois points : l'assureur ne peut pas obliger un client à soumettre à des tests génétiques ; un client qui, toutefois, a effectué ces tests, a pour obligation d'en communiquer les résultats à son assureur avant la signature de tout nouveau contrat ; si celui-ci excède un certain montant (estimé à 1 million de francs, près de 152 000 euros), l'assureur est libre, au vu de mauvais résultats (la pré-

disposition à une maladie grave), d'augmenter la prime d'assurance. Voire de refuser de couvrir son client.

Plus inquiétant encore : comment empêcher, à l'embauche, que la médecine prédictive dépeuple sa batterie de tests, que se développe dans les entreprises une sélection des embauchés, visant à éliminer certains postes les personnes atteintes de telle ou telle prédisposition génétique ? Là encore, la crainte n'a rien d'injustifié. Elle a même connu, en France, une première illustration, avec les travaux que consacre la médecine prédictive appliquée au travail à l'Institut national de la recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS).

Ces travaux, approuvés par le Comité national d'éthique que par le Conseil consultatif national du patronat français (CNPF, Le Monde du 7 janvier 1998), ont un objectif de prévention bien pré-

cis : déterminer les bases biologiques des prédispositions à certaines affections, pour éviter aux personnes qui seraient porteuses d'être exposées à un risque supplémentaire dans un environnement professionnel éventuellement pathogène. L'intérêt, apparemment, est donc louable. Mais comment éviter, le redoutent certaines organisations syndicales (CFE-CGC), que les choix en matière de santé au travail s'orientent par la suite vers « des politiques de sélection génétique » ?

La question reste ouverte. Au moins jusqu'à la remise en chantier, prévue l'année, des lois nationales sur la bioéthique.

Catherine Vincent

* Page réalisée par les rédactions du Monde, d'Elle et de la revue scientifique internationale Nature. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize

صوتنا من الامل

Le CIO se donne trois mois pour créer son agence antidopage

Le Comité international olympique a fait marche arrière face aux ministres des sports européens. Il se laisse un délai pour des consultations avec les gouvernements mais reste ferme sur l'instauration d'une sanction commune

La deuxième journée de la conférence mondiale sur le dopage a été marquée, mercredi 3 février, par un recul du CIO sur la question de l'agence antidopage. Alors que, mardi, les ministres européens des sports avaient

primé leur désaccord sur la composition, le CIO a choisi de se laisser trois mois supplémentaires pour des consultations rapides avec les gouvernements. L'autre fait majeur de la journée est la mon-

tée au créneau de présidents de fédérations internationales qui sont souvent opposés à l'harmonisation des sanctions pour les sportifs convaincus de dopage, notamment par crainte de procès contre les sanctions. Le CIO

a finalement décidé de maintenir son projet de suspension minimale de deux ans pour tous les sports. Les fédérations internationales pourront toutefois moduler cette sanction selon les circonstances, était-il précisé.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial
Marche arrière toute. En l'espace d'une journée, l'agence indépendante chargée de la lutte contre le dopage n'a plus rien du visage qu'elle promettaient d'être. Les ministres européens des sports ont vu pour Juan Antonio Samaranch, le président du comité international olympique (CIO) qui avait l'intention de s'auto-proclamer président de l'agence, a dû battre en retraite avant d'avoir livré bataille. C'est Richard

rapides avec les gouvernements afin de définir la structure. La présence de représentants de l'industrie pharmaceutique et des sponsors avait déjà été évoquée la veille. Le CIO devra donc composer et faire de la concertation un instrument de décision. C'est ce que Tony Banks, ministre britannique des sports, s'est efforcé de rappeler aux instances sportives mercredi 3 février. Il a d'après-midi aux représentants

a-t-il souligné. L'autre grande question du jour portait sur l'harmonisation des sanctions pour les athlètes pris en flagrant délit de dopage. Il en a encore, M. Samaranch a dû se rendre à l'évidence : son projet visant à imposer une suspension unique de deux ans (pour la première infraction), et ce quelle que soit la discipline pratiquée, ne sera certainement pas le jour.

tion internationale de football (FIFA), le Suisse Blatter. Son homologue du cyclisme, Hein Verbruggen, abondait : « Si on veut une suspension minimum de deux ans, il est sûr que l'on va courir le tribunal civil ou tribunal pénal ». Indiquant le président de l'Union internationale du cyclisme (UCI) faisant référence aux nombreux procès qui ont eu lieu dans le monde de l'athlétisme à la période de la première sanction. Il a quatre ans. « Demandez à M. Verbruggen (président de la Fédération internationale d'athlétisme) pourquoi il ne veut pas de deux ans si on veut être si sévère ? », a lancé M. Verbruggen.

Quitte à adopter un barème unique pour tous les sports, un certain nombre de dirigeants du sport mondial militaient plutôt pour une suspension minimale d'un an, soit la moitié de ce que proposait initialement le CIO. Cette solution, qui réduisait les risques d'atteinte au tour du vaill, arrangerait prioritairement les disciplines développant une activité professionnelle. Mais seule l'avocat suisse Uwe Oswald, président de la Fédération internationale des sociétés d'aviron (FISA), a apporté un étonnant soutien à M. Blatter et Verbruggen. « La sanction fixe est une illusion », a-t-il dit. Elle doit être juste, équilibrée et proportionnée à la faute. Une sanction modérée, ce n'est pas synonyme de laxisme, mais de sagesse », a-t-il plaidé. Le CIO maintenait toutefois le jeudi matin. L'autre point majeur de la conférence finale indiquait qu'il fixait à deux ans la période de suspension minimale à la première infraction. Chaque fédération internationale pourra cependant moduler cette sanction en vertu des circonstances particulières par les instances compétentes, était-il précisé.

Yves Bordenave

Des réfractaires dans les rangs mêmes du CIO

Plusieurs membres du Comité international olympique (CIO) ont fait savoir à Juan Antonio Samaranch qu'ils s'opposaient fermement à la proposition formulée par ce dernier le 24 janvier à la suite du scandale de Salt Lake City. Afin de limiter les risques de corruption, le CIO avait indiqué qu'il comptait supprimer le droit de vote aux 114 membres du CIO au moment de la désignation des villes candidates aux Jeux olympiques. Cette disposition sera proposée lors de la session extraordinaire du CIO, les 17 et 18 mars à Lausanne.

« Quelques pommes pourries dans un panier ne signifient pas que toutes le sont. (...) Le choix final doit rester à la session plénière », a indiqué un porte-parole du groupe de réfractaires, l'italien Mario Pescante. La présence de ce dernier à la Conférence sur le dopage peut surprendre. Il y a quelques mois en effet, M. Pescante a dû quitter son fauteuil de président du Comité olympique italien en raison de son implication dans l'affaire du dopage de Rome. Il n'a pas démissionné, en revanche, de son poste de membre du CIO.

Pound, membre du comité exécutif du CIO, responsable de la commission marketing et animateur du groupe de travail chargé de définir l'agence internationale qui a sonné le réveil.

« Le groupe de travail rassemble des idées afin de stimuler la réflexion », a-t-il indiqué. Après le « coup d'Etat » de l'Etat orchestré mardi par les ministres européens des sports (Le Monde du 4 février), d'autres voix se sont élevées mercredi à Lausanne. Le Palais des Nations a rejeté le projet le 27 novembre. L'agence n'a bien le jour, jeudi matin, a annoncé dans la soirée finale qu'il se laissait trois mois pour des consul-

des États de l'Union européenne. « Le CIO doit reconsidérer sa position », l'agence internationale. Il doit notamment préserver la garantie de transparence et d'indépendance », a-t-il indiqué. Pour les quinze États européens, comme pour les représentants américains, le comité olympique norvégien certains athlètes, une condition d'être crédible. « L'homme qui a respecté par les athlètes », a lancé l'italien Cichlow, kayakiste canadien, aujourd'hui membre de la commission des athlètes. « Cet homme doit incarner le sérieux. Il a tout cynisme du scepticisme »

COMMENTAIRE AU CŒUR DU MENSONGE

Il y a quelques mois, le président du Comité international olympique (CIO), Juan Antonio Samaranch, plaquait en faveur d'une réduction de la liste des produits dopants. Et le voilà qui se prend la tête d'une déception. Pendant des années, le même homme a refusé de croire que les membres de l'assemblée olympique pouvaient se laisser corrompre. Et le voilà qui fustige, exclut et invite à la démission les brebis galeuses. « Nous étions au début de ces pratiques mais ne nous pouvions rien faire », dit-il. Les couloirs du CIO. La lutte contre le dopage et la corruption ne semble plus être du domaine

d'une institution dépassée, parfois comique. Juan Antonio Samaranch le reconnaît, qui confiait au monde : « Il est faux de croire que nous sommes les maîtres du sport ». Empêché par ses contradictions, paralysé par ses contradictions, il se livre pour la conquête du pouvoir et des millions de dollars qui sont les deux maîtres du sport. C'est la trahison de la justice et des gouvernements. C'est la multiplication des scandales de police. C'est des auditions par les magistrats instructeurs. C'est la loi du Tour du monde 1998 qui a levé le voile sur l'utilisation massive et systématique des produits interdits par le peloton. C'est la prise de position commune des instances européennes des sports, l'initiative de M. George Burri, qui a conduit le CIO à ouvrir le débat sur le dopage. C'est la naissance d'une enquête du

FBI sur le scandale de l'attribution des JO d'hiver 2002 à Salt Lake City - ouverte entre-temps - qui a contraint Juan Antonio Samaranch à faire la lumière. Gardien de la tradition olympique depuis 1984, le CIO a fini par devenir le symbole des plus déplorables habitudes du monde du sport, parmi lesquelles le manque de transparence n'est pas la moindre. Malgré interventions de la justice, qui a joué à Lausanne n'a grand-chose à voir avec la morale des sportifs : elle se joue ailleurs, dans le bureau des instances du cyclisme professionnel, celui des présidents de club de football ou des managers des équipes nationales de rugby, ou qui se joue actuellement à Lausanne simplement à voir avec la survie de l'institution CIO.

Michaël Dalloni

Football : huit clubs de division 1 en quarts de finale de la Coupe de la Ligue

RENNES, Montpellier, Auxerre et Toulouse sont qualifiés, mercredi 3 février, pour les quarts de finale de la Coupe de la Ligue. Les huit clubs de division 1 qui s'affronteront le 7 mars. Le tirage au sort des rencontres devait être effectué jeudi 4 février en soirée. Si Rennes et Toulouse se sont largement imposés, contre respectivement Troyes (4-0) et Nice (2-0) - deux clubs de D2 - Montpellier ont dû se contenter d'un petit but d'écart sur deux clubs de division 1. Les Bourguignons ont gagné 2-1 à Amiens, les Montpelliérains s'imposent 3-0 à Metz. L'équipe de France le meilleur joueur national Roger Leenhardt a communiqué, jeudi 4 février, la liste des 18 joueurs retenus pour le match amical Angleterre-France du 10 février, à Wembley. Gardiens : but : Barthez (Monaco), Stéphane Porato (Marseille), Défenseurs : Laurent Blanc (Marseille), Vincent Candela (AS Rome), Marcel Desailly (Chelsea), Frank Leboeuf (Chelsea), Lizarazu (Bayern Munich), Lilian Thuram (Parma), Milieux : terrain : Alain Boghossian (Parma), Nicolas Deschamps (Juventus), Youri Djorkaeff (Inter Milan), Emmanuel Petit (Arsenal), Patrick Vieira (Arsenal), Zinedine Zidane (Juventus Turin), Attaquants : Nicolas Anelka (Arsenal), Christophe Dugary (Marseille), Lilian Laslandes (Bordeaux), Robert Pirlo (Marseille), posant 1-0 à Châteauroux.

Un supporter de 24 ans, soupçonné d'être impliqué dans incidents lors du match, samedi 30 janvier, entre Chelsea et Nice, a été interpellé et placé en garde à vue à Nice, mercredi 3 février. La Ligue nationale de football devait examiner, jeudi 4 février, le dossier de cette rencontre.

DÉPÊCHES

BASKET-BALL : Villeurbanne s'est imposé, à domicile, mercredi 3 février, aux Croates du KK Zadar (69-61) lors de la quatrième journée de la deuxième phase de l'Euroleague messieurs. **CYCLISME :** le Français David Lafèvre (Casino) a signé, mercredi 3 février, la première victoire de sa carrière professionnelle et la première victoire française de la saison en enlevant, à Aubagne (Bouches-du-Rhône), la première des quatre étapes de l'Étoile de Bessèges.

LITTÉRAIRE : sept tirages de 10 effectués mercredi 3 février. Premier tirage : 11, 16, 23, 28, 32, 39 ; complémentaires : 22. Rapports pour 6 numéros : 155 545 F (527 251,78 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 175 175 F (26 722,78 €) ; 5 numéros : 4 900 F (747 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 282 F (43 €) ; 4 numéros : 141 F (21,49 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 32 F (4,88 €) ; 3 numéros : 16 F (2,44 €). Tirage : 12, 15, 20, 21, 38, 45 ; complémentaires : 11. Rapports pour 6 numéros : 13 805 175 F (2 257 034 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 13 805 175 F (2 257 034 €) ; 5 numéros : 6 554 F (982,53 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 151 F (23 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 11 F (4,47 €) ; 3 numéros : 15 F (2,29 €).

Nicolas Burtin ne veut pas laisser un genou blessé freiner son ardeur de descendeur

VAIL (Etats-Unis)
de notre envoyé spécial
Il y a du Don Quichotte dans ses yeux sombres. Et, quand il parle, d'une voix posée, Nicolas Burtin, vingt-sept ans, monte des montagnes enneigées, mouline à vent, grimpe droit au piteux état, torturé par une récente opération avec distension du ligament antérieur ?

Qu'importe, le descendeur Megève (Haute-Savoie) n'aura pas hésité longtemps. S'il n'est pas Vail (Etats-Unis), c'est pour disputer le championnat du monde de ski alpin. L'intention d'y briller pour regarder Autrichiens et Norvégiens se battre pour médailles. Samedi 6 février, il prendra donc le départ de l'épreuve reine de la compétition, avec le jeune Antoine Denéziat, en haut de la piste de Beaver Creek.

« J'aurais très bien pu arrêter ma saison après ma première chute, à Bormio, en Italie, affirme-t-il. J'ai l'habitude des blessures et, forçant, je savais que je pourrais rétablir le jeu de mon genou. Je suis allé à Kitzbühel pour savoir ce que je valais. C'était peut-être une erreur car cela s'est plutôt mal passé dans la grande descente du Hahnenkamm. »

Nicolas Burtin a une stratégie de plaisir. Il aime skier, donc il aime la nouvelle pour les descendeurs français qui perdent leurs fils à une après l'autre (Luc Alphand est à la retraite, Jean-Luc Eury au repos forcé). Le Mégevan veut assurer l'intérêt.

« QUELQUE CHOSE D'INATTENDU »
« Bormio, pour moi, c'est une question de confiance. Je ne voulais pas accepter une nouvelle responsabilité, dit-il. Cela ne me convenait pas, j'étais embêté et je n'arrivais pas à apprivoiser la pression. Maintenant, c'est différent. Depuis quelques jours, je me sens bien, vraiment très, très bien. »

Très, très bien mais pas aussi bien que la coalition auto-norvégienne menée par Hermann Maier et Lasse Kjus qui est en passe de faire de la descente une science exacte. « Je pense que je peux faire quelque chose d'inattendu », lance le Français. Lors du premier entraînement sur la piste Birds of Prey (« Oiseaux de proie »), mercredi 3 février, son genou fonctionnait à 70 % et il faut absolument éviter les bêtises

avant l'épreuve, a-t-il expliqué. Cette piste présente un mur costaud et, quand on prend la bosse, il faut vraiment travailler la réception. L'entraîneur suisse de l'équipe de France masculine, Didier Bonvin, plus réaliste, lui : « S'il terminait les premières, ce serait déjà une bonne performance quand on prend en compte son physique. Une huitième place serait excellente. » Mais Nicolas Burtin a-t-il : « Je suis prêt à prendre les risques pour me rapprocher des meilleurs. Tous les risques ? » Oui. C'est clair pour moi. S'il faut que je tire un coup sur moi-même, j'en ai besoin.

Triplé des Autrichiennes dans le super-G
Avec de s'attaquer à la descente, dimanche 7 février, les Autrichiennes ont démontré lors du super-G qu'elles étaient bien les reines des épreuves de vitesse en emportant, mercredi 3 février, les trois places. Alexandra Meisnitzer, 25 ans, la grande favorite, a gagné la première médaille d'or de sa carrière devant ses compatriotes Renate Oksch et Michaela Dorfmeister. Après deux médailles aux Jeux olympiques de Nagano en 1998 (l'argent en slalom géant et le bronze en super-G) et riche d'un palmarès en Coupe du monde de cinq super-G et de quatre géants, elle a imposé à l'issue d'une course parfaite. « Je ne me suis jamais aussi bien sentie. Je n'ai jamais été aussi décontractée », a-t-elle expliqué à l'arrivée.

Les trois Françaises alignées dans la compétition n'ont jamais été en mesure d'inquiéter les Autrichiennes. Florence Baudin a fini dixième, Lucie Montillet quinzième et Mélanie Maurin seizième.

son auteur. Les aspects du ski en un seul parti, les parties plates au début, des virages serrés ainsi que des virages surprenants au fin, a-t-il dit, seul un skieur parfait s'imposait.

« LES LOURDS AVANTAGES »
« Deux petites choses m'importent, révèle Nicolas Burtin. D'une part, le grand plat du super-G, les skieurs lourds qui éprouvent souvent des difficultés pour négocier leurs virages à grande vitesse. Et d'autre part, il y a beaucoup trop de portes, ce qui entraine une réduction de vitesse sur certains passages. Heureusement, la fin est ouverte. »

Paul Miquel

Le Monde
interactif

<http://www.lemonde.fr>

Toute l'information
au quotidien.

Football : huit clubs de division I en quarts de finale de la Coupe de la Ligue

Le marathon des parents d'enfants multiples

Avec les progrès des traitements de la stérilité, le nombre de naissances de jumeaux, triplés, quadruplés ou quintuplés a explosé en France. Non sans problèmes pour leurs familles

DIJON. Le 14 janvier 1999, les seuls sextuplés français ont soufflé leurs seize bougies. Ils ont grandi dans leur maison de Dijon. Leur mère, Marie-Claude Adam, a refusé depuis leur naissance de s'émouvoir devant sa famille du commun. Elle se contente de dire que « les êtres humains ne sont pas constitués pour avoir des portées », elle a regretté d'avoir fait « l'élevage » et répété que « si c'était à refaire [elle] ne le refait pas. C'était trop dur ».

Les six enfants ont fleuri dans la presse américaine pour saluer la naissance de septuplés, en novembre 1996, dans l'Iowa, d'octuplés, un mois plus tard, au Texas. Mais de ce côté-ci de l'Atlantique, les propos de Marie-Claude Adam ne sont pas isolés. De nombreuses familles qui ont, aussi, des jumeaux, des triplés, des quadruplés, des quintuplés, ont été moins enthousiastes à l'annonce de ces naissances multiples.

« Sauf d'expérience scientifique, pour voir si on peut devenir une machine à petits embryons, je ne vois pas pourquoi une équipe médicale ne tente de tels records », estime une femme qui a attendu triplés

mais a accouché de jumeaux après une réduction embryonnaire. « C'est un scandale », dit Le Page, médecin, mère de trois enfants. « Les jumeaux et plus », de Paris. Personne n'a pensé à l'avenir de ces enfants qui sont de grands prématurés. Sans parler des parents qui ont eu du mal à faire face ».

Les professionnels de la fertilité partagent la même analyse : « Il y a un consensus en France pour ne pas dépasser le nombre de trois enfants, les risques de prématurité et

« J'ai souvent l'impression que ce n'est pas possible. C'est surhumain, ce que me demandent les enfants »

Des jumeaux aux quintuplés

JUMEUX. En France, le taux d'accouchement gémellaire a été multiplié par 1,5 entre 1972 et 1994, passant de 8 pour mille accouchements à 13,6 pour mille. Il ne cesse d'augmenter depuis le milieu des années 80. Plus de 19 000 jumeaux sont nés en 1995, contre 15 860 en 1985.

TRIPLES. Entre 1972 et 1989, le nombre de triplés a été multiplié par 5, pour culminer à 1 002 accouchements (1 002 enfants) en 1989. Depuis il a cessé de baisser, mais le taux de naissance de triplés après traitement de la stérilité reste tout de même quatre fois plus élevé que celui de triplés nés à l'issue d'une grossesse naturelle.

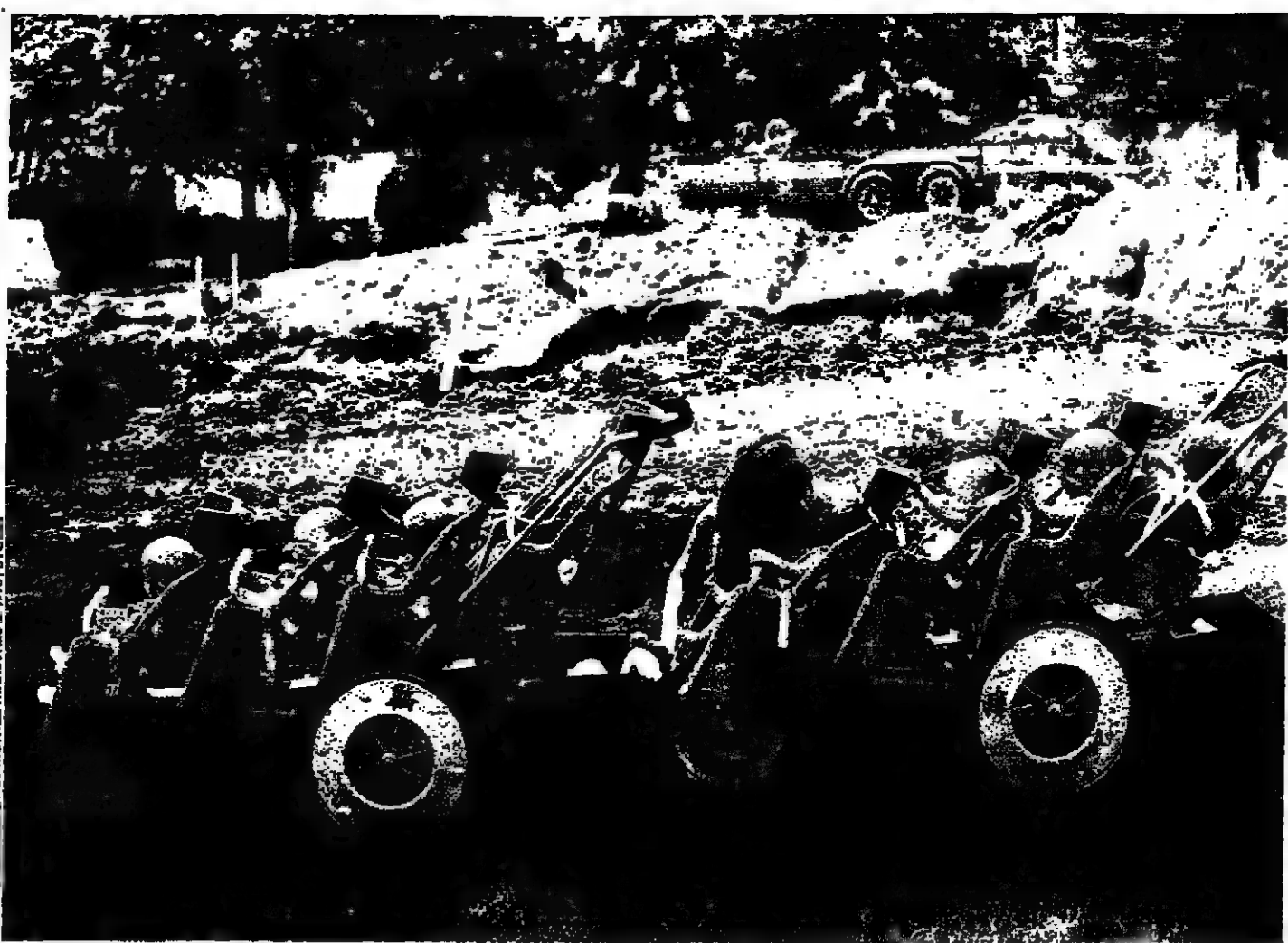
QUADRUPLES, QUINTUPLES. On recensait entre dix et vingt mères de quadruplés chaque année au cours de la décennie 80, une dizaine au début des années 90 et plus que cinq en moyenne à partir de 1995. Les quintuplés nés à Toulouse le 22 octobre 1998 sont les premiers en France depuis 1990.

« Mon gynéco a dit : "Merde, y en a trois !" »

EN QUINZE MOIS, Claire Rémy Jolain sont passés de zéro à quatre enfants. Christophe, leur aîné, marchait tout juste lorsque ses trois frères et sœurs, Elodie, Mathieu et François, sont nés. « On avait mal à avoir des enfants », dit Claire. « On a fait un premier traitement qui a bien marché pour Christophe, un second qui a eu des résultats... du bonheur ». Les « résultats » sont blonds, pleins de vie et viennent de leur cinquième année, en trois fois, pour que chacun ait son gâteau et ses copains.

L'annonce de l'arrivée des triplés a été quelque peu brutale. « Mon gynéco a dit : "Merde, y en a trois !" », dit Claire. « Il m'a laissé partir comme ça, seule, au bord de la crise de nerfs », dit Claire. La naissance a été un événement, attendu par les habitants de l'immeuble, par la famille la plus éloignée. Aujourd'hui, même le boucher se souvient de l'anniversaire des triplés.

La suite n'a alléé très vite, au rythme de dix-huit heures par jour et de milliers de couches par mois. « Au bout de deux ans, on dit : tiens, c'est vrai, j'ai eu des enfants. J'avais le plein de temps d'en profiter », dit Claire. Claire, qui, dans une vie antérieure, avait été ingénieure commerciale chez France Télécom. L'appartement des triplés devient trop exigu, les parents doivent dormir sur le canapé du salon, ce qui empêche la famille de venir les aider la nuit. Et, les francs la nuit en moyenne pour une baby-sitter confirmée, rares sont les familles qui peuvent s'offrir un tel luxe.



De l'autre côté de l'Atlantique, quintuplés et sextuplés sont salués avec force superlatifs. Ainsi des sept McCaughey nés en 1998 dans l'Iowa.

Ces familles nombreuses ne sont pas de tout repos. La cathédrale de biberons et de changements de couches, les nuits agitées, les repas qui ont défilé, sont épuisants. « La nuit, vous devenez agressif, c'est affreux pour les gamins. Un jour j'ai voulu balancer mes enfants par la fenêtre. Si mon mari n'avait pas été là, je ne sais pas ce qui m'aurait fait », raconte une mère à une équipe de l'Inserm qui a suivi pendant sept ans une dizaine de familles de triplés, sans handicap. Toutes s'en veulent de ne pas avoir le temps de s'occuper de leurs enfants, mais les problèmes de logement, la fatigue et l'isolement social sont trop importants.

Aux États-Unis, les triplés, les quadruplés et les quintuplés sont traités pour la fatigue physique

s'ajoutent des difficultés psychologiques. « J'ai souvent l'impression que ce n'est pas possible. C'est surhumain ce que me demandent les enfants », explique l'une. « Je crève du matin au soir, reprend une autre. L'essai de ne plus frapper (-), après le regret, j'ai arrêté ». L'équipe de l'Inserm estime qu'une aide serait précieuse et demande que des places en halte-garderie ou en crèche soient réservées pour permettre aux parents de souffler.

A quatre ans, le frère du triplé est encore loin. Un nombre important de mères est toujours traité pour dépression, submergées par « le gang » ou « la marée ». Pour la première fois depuis le début de l'enquête, près de la moitié d'entre elles regrettent d'avoir eu des enfants. « Une année, je me suis dit que, si les traitements n'avaient pas marché, ça

n'aurait pas été grave », dit une mère. L'Inserm conclut à la nécessité d'améliorer les techniques de fécondation pour que le nombre de naissances triples diminue.

Micheline Garel, qui a dirigé l'enquête, vient de terminer les entretiens avec les mères des enfants qui ont aujourd'hui sept ans et de publier la synthèse prochainement. « Ça va un petit peu mieux maintenant. Les tâches ménagères sont moins importantes, les éducatrices valorisent les mères. C'est la première fois que j'ai des témoignages positifs », conclut-elle.

Les familles de multiples arrivées aux conclusions du fait de leur expérience. Réunies au sein de la fédération « Jumeaux et plus » ou en contact par le biais d'un Internet, elles ont élaboré une plate-forme de revendications qu'elles tentent de faire connaître auprès des pouvoirs publics. « Elever deux, trois, quatre, cinq enfants du même âge coûte plus cher qu'en élever deux, trois, quatre ou cinq d'âges différents », martèle-t-on chez les membres du site Webencyclopédie des jumeaux, triplés et plus. Logement, voiture, équipement,

tout est à changer d'un coup. « Nous sommes confrontés à une simultanéité des charges », explique Stéphane Daval, président de la fédération nationale jumeaux et plus et lui-même père de jumeaux. C'est-à-dire qu'à la naissance de triplés les parents doivent s'équiper de trois à quatre barreaux et lorsque les jumeaux rentrent au collège, il faut leur acheter un double lit supplémentaire.

Selon un calcul établi par l'association de la Marne, l'investissement pour la naissance d'un enfant serait de 4 410 francs, il monterait à 10 150 francs pour des jumeaux et passerait à 16 060 francs pour des triplés. La fédération, qui regroupe environ huit mille cinq cents familles, a donc mis en place un système de vente et d'achat d'équipement d'occasion entre les familles et obtenu des prix auprès de grossistes. Elle demande aussi que le dispositif d'aides sociales soit mieux adapté à leur situation particulière. Pierre-Louis Rémy, élu interministériel à la famille, a saisi les commissions des affaires sociales et estime que « certains points pourraient être revus ».

MIRIAM AULAGNON

A quoi ont-elles droit ?

Les familles ayant des jumeaux, triplés ou plus bénéficient des mêmes prestations familiales que les autres familles. Leur spécificité est prise en compte pour les congés maternité, qui sont portés pour des jumeaux, à 12 semaines avant la naissance et à 22 après, et, pour des triplés, à 22 semaines avant la naissance et à 24 après.

Chaque allocation pour jeune enfant (AJE) versée sous condition de ressources du cinquième mois de grossesse jusqu'aux trois ans des enfants, en cas de naissances multiples, la famille a droit à autant d'allocations que d'enfants nés. L'allocation parentale d'éducation (APE) est accordée aux parents de triplés durant six années, au lieu de trois pour les autres familles. Mais les entreprises ne peuvent pas reprendre le salarié après ce congé parental d'éducation qui durant trois ans, ce qui oblige un certain nombre de parents de triplés à démissionner. Enfin, les caisses d'allocations familiales peuvent prendre en charge, sous conditions variables selon les départements, une partie du coût des aides-ménagères ou des travailleurs sociaux auxquelles ont recours les familles de multiples.

ÉCONOMISEZ 60% SUR VOS APPELS VERS LES PORTABLES !

Vos appels à prix irrésistibles.

24 heures/24

7 jours/7

1,05 F TTC/min

NOUVEAUX TARIFS

RENSEIGNEZ-VOUS AU : **01 53 53 75 18**

Avec One.Tel, économisez tous vos appels : internationaux, et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aux, un abonnement, installation, minimum de consommation, paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 75 18 devant le numéro de votre correspondant.

One.Tel 100% Télécoms.

M. A.

Dégradation en montagne

VENDREDI. Un épisode temps gris et faiblement pluvieux rapidement en France. Il s'attarde un peu plus sur les montagnes, donnant de petites chutes de neige. Il est suivi d'éclaircies. Les régions méditerranéennes ont un ciel plutôt dégagé, mais mistral et tramontane soufflent fort. Températures douces.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. - Le ciel se partage entre nuages et soleil. Sur le littoral de la Manche, le vent de nord-ouest souffle par rafales jusqu'à 60 ou 70 km/h. Il fera de 11 à 13 degrés.

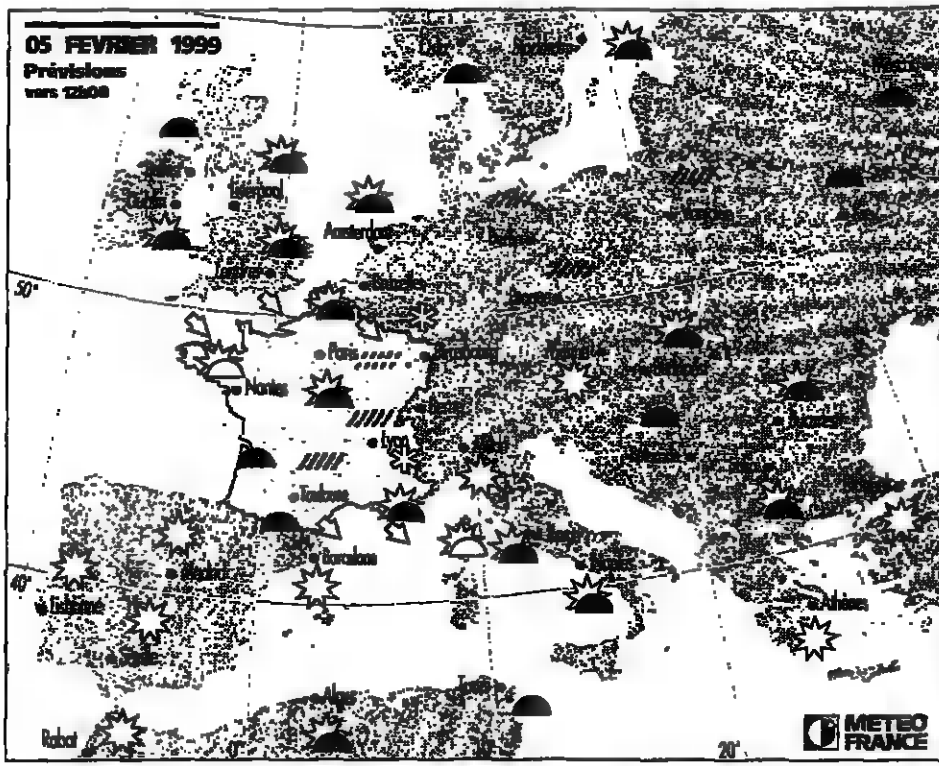
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - En Ile-de-France et dans le Centre, le temps est agréable. Dans les autres régions, les nuages ne laissent qu'une place réduite aux éclaircies et peuvent parfois donner un petit peu de pluie. Le vent d'ouest se fait sentir, atteignant par rafales 60 km/h au nord de la Seine, 80 km/h dans le pas de Calais. Il fera de 11 à 13 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, la moitié sud de la Bretagne. - En Franche-Comté, la matinée est pluvieuse, puis le temps s'améliore progressivement. En Bourgogne, le vent de nord-ouest se fait sentir. Dans les autres régions, les nuages sont plus fréquents sur le relief, ils produisent une forme de neige dès 700 m d'altitude. Il fera de 5 à 8 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans le Poitou et Charentes, le vent alterne avec quelques passages nuageux. Il fera de 12 à 13 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages et la pluie touchent toutes les régions. En montagne, il neige au-dessus de 1300 m le matin, 800 m l'après-midi. Il fera de 7 à 9 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil est de la partie. Mistral et tramontane soufflent fort, avec des rafales comprises entre 80 et 100 km/h. Il fera de 14 à 17 degrés.

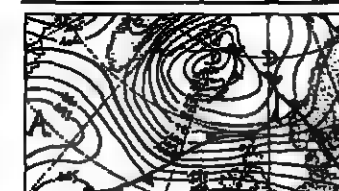


PRÉVISIONS POUR LE 05 FEVRIER 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

Ville	Min	Max	État
PARIS	10	15	N
LYON	10	15	N
MARSEILLE	15	20	S
NANTES	10	15	N
BRETAGNE	10	15	N
ALSACE	10	15	N
LOTTRE	10	15	N
CHAMPAGNE	10	15	N
FRANCHE-COMTE	10	15	N
BOURGOGNE	10	15	N
POITOU-CHARENTES	10	15	N
AQUITAINE	10	15	N
MIDI-PYRENEES	10	15	N
LANGUE-DOC-ROUSSILLON	10	15	N
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	10	15	N
CORSE	10	15	N

-300	C	VENISE	0/11	S	LE CAIRE	10/16	N
-415	S	VIENNE	2/5	S	MARRAKECH	4/16	S
-509	N	ABIDJAN			NAIROBI	15/28	S
-526	N	BRASILIA	18/30	S	PRETORIA	19/30	N
-526	N	BUENOS AIRES	15/27	S	RIYAD	1/17	S
-2716	S	FRANKFURT	21/27	N	TUNIS	11/15	S
-515	S	FRANKFURT	21/27	N	ADDIS ABABA		
-145	S	LIMA	17/19	P	BANGKOK	18/21	P
-100	P	LOS ANGELES	10/15	S	BOMBAY	18/29	P
7714	N		8/23	P	DAKART	17/20	P
-35	C	MONTREAL	1/6	S	DUBAI	17/20	P
677	S	NEW YORK	1/6	S	HANOI	1/20	N
-100	P	PARIS	5/11	C	HONGKONG	11/19	N
9714	N	SANTIAGO DE CHILE	14/30	S	JERUSALEM	10/17	P
-544	N	TORONTO	-5/1	N	NEW DELHI	-5/7	S
-80	S	WASHINGTON	1/6	N	PEKIN	-7/5	S
-91	N	ATLANTA	8/13	N	SEOUL	2/24	P
1013	S	CAIRO	19/23	C	STAMBOUL	21/25	C
-100	P	KINSHASA	22/32	N	TEHRAN	21/25	C



Situation le 4 février à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

NANCY

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

ARCHITECTURE La ville de Nancy ouvre au public, le 6 février, un Musée des beaux-arts rénové et agrandi, après trois ans de travaux et neuf ans après le début d'archi-

tecture. La surface, mais aussi l'importance des collections, ont doublé. Le musée neuf, conçu par l'architecte Laurent Beaudouin, prend la suite, à angle droit, d'un des pavillons du

XVIII^e et s'ancre dans une aile construite en 1936. LA CONSERVATRICE, Béatrice Salmon, a dirigé l'ac-

crochage des collections, sortant des réserves des tableaux oubliés ou du mode, obtenant des dépôts ou des achats, ce qui porte les « nouveautés » à 40 % des expositions. LA COLLECTION de verrerie achetée aux Cristalleries Daum est

un joyau de ce musée. Les relations entre la ville et l'entreprise prestigieuse, victime de difficultés financières dans les années 80, ont souvent pris un tour passionnel.

Nancy accueille place Stanislas son nouveau Musée des beaux-arts

Grand chantier de la métropole lorraine depuis plusieurs années, le Musée municipal s'apprête à recevoir le public à partir du 6 février. Mariant architecture contemporaine et patrimoine, archéologie et Art nouveau, cette rénovation a été l'occasion de repenser la collection

NANCY

de notre envoyée spéciale. Sans précédent les expositions qui, en avril, salueront d'une fin de siècle à l'autre, l'Art nouveau (Le Musée du 24-25 janvier), Nancy a été dix ans durant son « grand chantier ». La ville offre au public, le 6 février, un Musée des Beaux-Arts recomposé, qui a doublé sa surface et ses collections. Au cours de trois années de travaux, neuf ans après le concours d'architecture, les abords de la place Stanislas peuvent à nouveau jouer aux quatre coins. Avant de vibrer sous les lacs et les fontaines du style 1900 et d'étonner Paris, Nancy a été son âme italienne et son sens de l'urbanisme qui lui avaient enseigné à la fois l'ordre et l'ornement. Orthogonal adouci aux lignes desque du baroque. Charles de Lorraine (de 1738 à 1766), Stanislas Leczynski laissait à la ville une dot que l'Unesco, prompt à protéger ce qui n'est pas vraiment menacé, a inscrite sur sa liste du patrimoine mondial.

Les grilles de la place Stanislas, œuvre du ferronnier Jean Lamour, sont au cœur du blason de Nancy et elles structurent la pensée d'une ville qui se parcourt à travers une succession de portes. Celles des pièces posées en 1738 sur un sur un damier invisible, les murs de triomphe, les portiques, les charnières évoquent l'union de fragments assemblés par un secret. Une grande serrurerie générale. Ville-frontière, Nancy orne ses façades de dresse des résilles pour masquer ses défenses : les fameuses grilles et fontaines étaient destinées à estomper la vue des bastions.

Aujourd'hui, elles assurent l'unité de la place, qu'il arrive au-delà : départ de rues à deux des angles du quadrilatère ; entrée d'un grand parc pour le troisième ; jardin du musée pour le quatrième. C'est ainsi si le choix d'une architecture (celle de l'équipe conduite par Laurent Beaudouin) pour l'extension était une décision importante.

Renseignements

■ Ouverture : Musée des beaux-arts de Nancy, 3, place Stanislas, 54000 Nancy. Tél. : 03-83-85-30-72. Ouvert tous les jours sauf le mardi, de 10 h 30 à 18 heures. Entrée : 30 € (4,64 €), tarif réduit 15 € (2,32 €). Le billet est valable pour la journée. Le musée combine avec le musée de l'École de Nancy, 40 F (6,19 €). ■ Services : le musée recevait dix-huit visiteurs par an en moyenne. Un service de prêt plus développé et un atelier pour les enfants sont à disposition, ainsi qu'un auditorium de cent cinquante places et une librairie qui ne vendra pas d'objets cadeaux. ■ Catalogue : un ouvrage Regards reproduit un commentaire, sous la direction de Béatrice Salmon, une centaine de chefs-d'œuvre du XVIII^e au XX^e siècle conservés au musée. 240 pages, 120 F (18,58 €). ■ Architectes : l'équipe conduite par Laurent Beaudouin comprend Beaudouin, Jean-Luc et Eric André, et Sylvain Giacomazzi. ■ Surfaces : la surface totale du musée a doublé, passant à plus de 9 000 m². Les salles d'exposition occupent plus de 4 000 m². ■ Financement : le montant de l'investissement engagé par la Ville (fouilles, construction, aménagement...) s'élève à 117 millions de francs taxes comprises (soit 11 millions d'euros). La participation de l'État est de 11 millions de francs (5,57 millions d'euros), soit 40 % du montant total des travaux et honoraires ; celle du conseil général de Meurthe-et-Moselle, de 7,6 millions de francs (1,18 million d'euros).

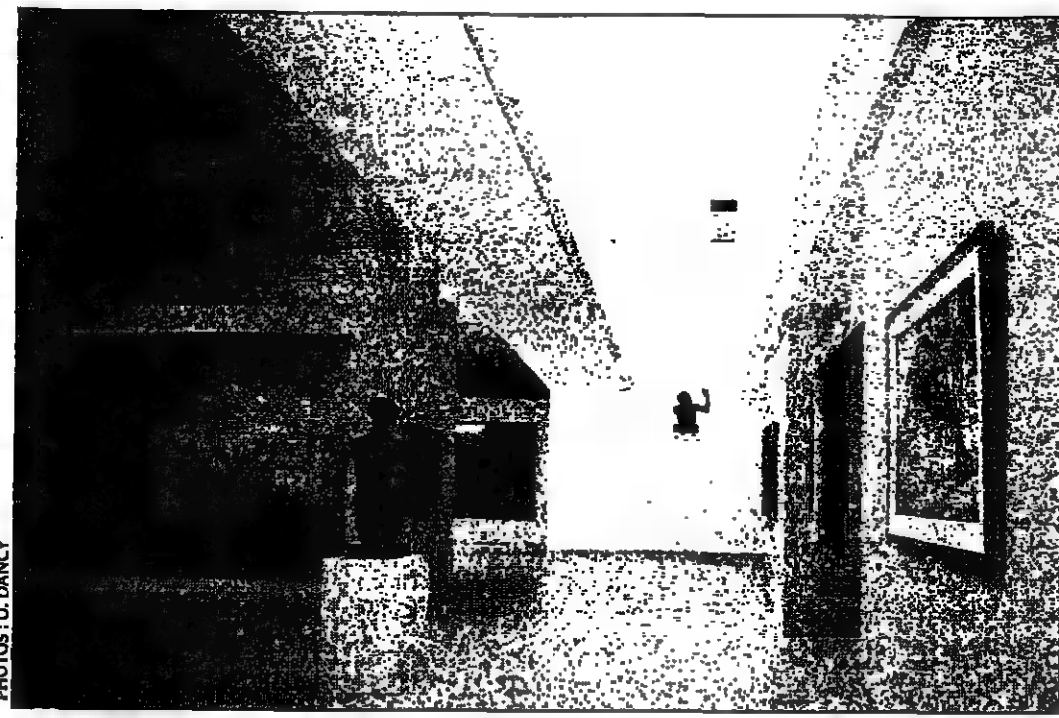
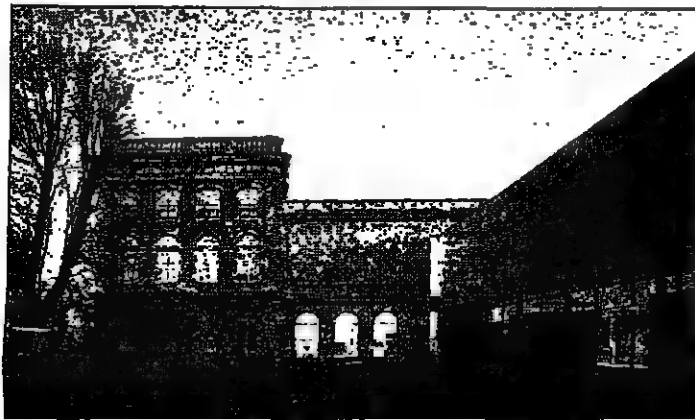


PHOTO G. DANCY



Traversée de lumière naturelle, l'aile nouvelle du Musée des beaux-arts de Nancy, ouverte en 1998, s'inscrit au rez-de-chaussée de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, et permet de confronter divers courants esthétiques (ci-dessus). Dans le jardin, les trois époques architecturales du musée (ci-contre).

à une époque où l'on aime les volumes sobres et les lignes épurées. Architecture contemporaine au sens classique, « moderne sans céder à la mode », comme la dit l'architecte chef de file du projet, Laurent Beaudouin. Nancéien, complétant le diplôme obtenu à l'école de New York, cet architecte de quarante-quatre ans, qui se réclame volontiers du portugais Álvaro Siza, a un modernisme convaincu et fidèle. Les principes corbusiens ne lui font pas peur. Son souci de « rendre hommage à la gravité » déployé à l'intérieur, la rampe en pente douce est une citation, mais elle permettra au visiteur un temps d'attente entre les collections d'art moderne et les salles Renaissance du niveau supérieur. Porte-à-faux, parois

sobriété en façade, volumes sobres et les lignes épurées. Architecture contemporaine au sens classique, « moderne sans céder à la mode », comme la dit l'architecte chef de file du projet, Laurent Beaudouin. Nancéien, complétant le diplôme obtenu à l'école de New York, cet architecte de quarante-quatre ans, qui se réclame volontiers du portugais Álvaro Siza, a un modernisme convaincu et fidèle. Les principes corbusiens ne lui font pas peur. Son souci de « rendre hommage à la gravité » déployé à l'intérieur, la rampe en pente douce est une citation, mais elle permettra au visiteur un temps d'attente entre les collections d'art moderne et les salles Renaissance du niveau supérieur. Porte-à-faux, parois

dans un jeu d'asymétries à grande échelle, le cubisme architectural exige des usages au point techniques poussés. « Nous n'avons pas cessé de travailler à ce projet, affirme l'architecte - pendant 10 ans, après le concours, en attendant que le chantier puisse commencer - et il a été réalisé comme il avait été dessiné. » Dans cette aventure de neuf années, se conjuguent mobilisation locale et participation de l'État. Compétences réunies côté maître, équipe motivée à la mairie autour du maire, André Rossinot (UDF-Rad.), dans une ville « très florentine qui aime débattre de la culture », comme il dit un fonctionnaire municipal, où une nombreuse population étudiante encourage une dynamique de la curiosité.

Si les fouilles archéologiques ont permis les travaux, les permis

découverte et la mise en valeur - façon Louvre - d'un mur d'enceinte d'une barbacane médiévale. Le visiteur passera ainsi du solide bastion à la fragilité de la collection Daum, ornementale de la collection Daum, et après l'Art nouveau qui fit la fortune des entreprises nancéiennes.

Réunies par la conservatrice, Béatrice Salmon, par affinités de styles et de coloris, posées sur des tables d'ardoise sombre, derrière de hautes glaces assemblées sans armature apparente, la collection de verreries, scénographiée par Philippe Renaud, semble en suspension sous la lumière vive.

Mais c'est ici l'épilogue d'une visite qui a commencé place Stanislas, par le pavillon du XVIII^e, vestibule restauré avec stucs, marbres peints, grand escalier. Des salles de grand format, une scène héroïque des guerres révolutionnaires, familière aux Nancéiens, puis un Delacroix, La Bataille de Nancy, la mort de Charles le Téméraire, dragon terrassé échouant à la Lorraine. Peinture d'histoire, histoire de la peinture, ces deux toiles évoquent l'origine des musées, recevant de la Convention, puis du Consulat (la liste de Chaptal), une part des butins de la Révolution soucieuse d'enseigner le peuple et les provinces.

Conservatrice au Musée d'art moderne au Centre Georges-Pompidou, Béatrice Salmon a nommé à Nancy en 1997 et c'est elle qui a dirigé la restauration et l'ac-

crochage des collections, faisant émerger des réserves des tableaux oubliés ou passés de mode, et obtenant des dépôts ou des achats pour les maillons manquants, qui porte les « nouveautés » à 40 % des collections aujourd'hui exposées. En bonne harmonie avec l'architecte, l'œil de Béatrice Salmon a voulu faire « que chacun puisse construire son propre regard », en particulier dans les salles consacrées à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

Comme le Musée d'Orsay en organisa l'exemple, cette démarche pédagogique autorise les peintres du Salon à côtoyer leurs adversaires d'alors, ceux qui s'en allaient peindre le motif et, soucieux de lumière et de nature, allaient inventer l'impressionnisme. De part et d'autre d'un cheminement central, c'est la confrontation de subtils et d'intérieurs intimistes (Bonnard, Vallotton à Honfleur, Monet à Etretat) de compositions moralisantes en style quasi-photographique de ce cortège de dames en grand deuil d'Émile Friant.

Plus dans le XX^e siècle, de nombreux prêts rééquilibrent les périodes des artistes, le Musée de Nancy étant déjà dépositaire de pièces importantes, Picasso majeur des dernières années de sa création.

A l'étage, la peinture de la Renaissance et des siècles classiques reprendra son cours, avec un bond de la chronologie. Italie renaissance (avec un étonnant Christ en jeune homme, Le Sauveur du monde, attribué à l'atelier de Léonard de Vinci), écoles du Nord, peinture française de l'âge classique, enfin collections XVIII^e de retour dans le pavillon de la même époque. Une force de leur faiblesse, les rassemblements évoquent plus l'exposition temporaire, volontariste par nature, que la fatalité muséale.

En bonne harmonie avec l'architecte, l'œil de la conservatrice a voulu faire « que chacun puisse construire son propre regard »

« Une collection qui n'est pas restée comme une référence absolue nous autorisait des rapprochements moins scolaires », explique Béatrice Salmon qui s'appuie parfois sur des critères non écrits. Le tout, très fluide, s'appuie sur des dispositifs d'éclairage variés : éclairage zénithal indirect, lumière artificielle, percements latéraux corrigés par des stores. Le plus simple aujourd'hui étant de fermer la boîte de calculer l'éclairage à l'ordinateur, un archaïsme - ouvertures sur l'extérieur ou diversité d'ambiances - a son charme.

Ce qui surprendra, en bien le plus souvent, c'est le choix de couleurs fortes pour habiller les salles (avec l'appart de la coloriste Martine Duris), qui renoue une tradition : un bleu profond pour la Renaissance, un vert anglais pour le Nord, un rouille plutôt vif, un brun sourd. Des tonalités que les paravents en général à combattre, sauf peut-être pour quelques-unes, ce jaune éclatant qui, le soir, vu de la place, fait briller le pavillon XVIII^e de tous ses feux.

MATTHEW Champenois

Comment la Ville a « sauvé » le patrimoine Daum

NANCY

de notre correspondant

Le nom de Daum est lié, depuis la fin du siècle dernier, à l'éclat de l'École de Nancy. Depuis qu'en 1875, Jean Daum, petit notaire à Biche (Meurthe-et-Moselle) qui ne possédait rien au cristal, a créé une verrerie en difficulté avec deux fils, Auguste et Antonin. Le trésor de Daum est abrité par le Musée des Beaux-Arts, place Stanislas : 384 pièces sauvées de la dispersion par la Ville en 1983. Cette mémoire industrielle et artistique se situe en pâte de verre et soufflée, moulée, cisalée, à la main, l'acide, semée d'inclusions de poussière d'or, rehaussées d'applications. La collection de sa richesse à des entrepreneurs qui ont conservé un exemplaire de tout ce qu'ils ont produit.

En 1982, Daum a pourtant dû vendre quelques pièces exceptionnelles, espérant, en vain, échapper à ses difficultés financières. Le retour coûteux de des artistes contemporains comme Danièle Césari, à des designers en vogue comme Garouste et Bonnetti, n'avait pas suffi à redresser la barre. Au fil des années, les maîtres d'œuvre et les Japonais,

amoureux de l'école de Nancy et ses thèmes floraux, se battaient à coups de millions d'euros pour acheter vases, lampes et coupes. En 1984, M^{re} Tajan dispersait depuis l'Hôtel de la Ville de Tokyo, en duplex avec la tour Eiffel, 128 pièces qui, pour l'essentiel, prenaient le chemin de l'Archipel.

CATHÉDRALE EN CHANTIER

Nancy risquait de voir disparaître le patrimoine de Daum. Les héritiers souhaitaient alors que le nom de l'entreprise soit sauvé à Nancy et c'est leur initiative que la Ville racheta 150 pièces confiées au Musée des Beaux-Arts. « Toutes les œuvres des verreries historiques exceptionnelles, explique Béatrice Salmon, la conservatrice, il y a des ébauches, des pièces oubliées et quelques authentiques chefs-d'œuvre. C'est une collection très complète qui présente l'évolution de l'entreprise et présente un grand intérêt scientifique. »

À Vannes-le-Châtel, village situé à une quarantaine de kilomètres de Nancy, M^{re} Tajan l'unité de production, qui emploie 100 personnes. Le site est aujourd'hui en chantier. La « cathédrale », grande halle représentative de l'archi-

tecture du siècle dernier, sera réhabilitée par la Ville et un programme de logements sera construit. À Nancy, il ne subsiste qu'une vitrine du savoir-faire verrier, employant une trentaine d'ouvriers travaillant sur la pâte Daum.

La relation de Daum à Nancy a pu prendre un tour passionnel. Avec ses hauts et ses bas. En 1995, la cristallerie a été rachetée pour un franc symbolique par le groupe Sagem, spécialiste de l'électronique de défense. M^{re} Tajan d'image de marque. Aujourd'hui, Daum, la Sagem et Nancy, les relations sont idylliques. L'industriel participe au centenaire en cofinanciant un film et a fait don au musée de 100 pièces récentes. Mais on est passé tout près de la rupture lorsque, en janvier 1997, la Sagem a voulu « mettre en sécurité » la moitié de la collection Daum en la déménageant discrètement vers un lieu de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). L'affaire avait mis la ville en émoi et le maire dans l'embarras. Il a fallu à André Rossinot, trésorier de la diplomatie pour renouer les liens avec la Sagem à la veille de la célébration du centenaire.

Monique Rami

cité de la musique
du 11 au 14 février - Riff
François Raffinot, compositeur
Ensemble Intercontemporain
Pascal Roph , direction
Musique de György Ligeti et Philippe Hurel
144 86 44 84
Porte de Paris

Paco Ibañez, résistant toujours

Trente ans après « A galopar », le chanteur espagnol combat encore une société « qui se détériore » et confie ses pochettes de disques à des artistes

EN 1969, armé d'un ro-caille d'une guitare vagabonde, un type plutôt mal entonnait la cour de la Sorbonne, où l'on fêtait le premier de l'occupation par les étudiants, un poème de Miguel Hernández. *A galopar*, invitant le peuple espagnol à prendre possession de ses oliveraies, de ses oliveraies, de ses oliveraies.

« OUI REGARDER L'AFFICHE... » En 1994, Paco Ibañez, poète espagnol José Agustín Goytisolo avait chargé l'un de leurs amis, le graphiste polonais Jurek Janiszewski, créateur du sigle « Solidar-nosk », de dessiner l'affiche de leur spectacle commun, *La Voz y la Palabra*, « la voix et la parole », donné à Madrid et à Barcelone. Deux taches rouges, ovales, « il puls, un soir, s'est dit qu'on avait besoin d'une table pour lier des artistes. Jurek a repris l'affiche, il a dessiné un pied. » A Paris, dans le salon où le chanteur reçoit la maquette en carton de cette « table qui chante », rouge et noire, évidemment. Qui la construira ? Lui, pour l'instant. Ce fils d'ébéniste anarchiste lui-même ébéniste opposant, heureux d'avoir installé un atelier dans un appartement de Barcelone. « Je ne peux pas vivre, dit-il, à toucher la matière. »

L'affiche de l'art populaire par excellence. « La personne qui re-garde l'affiche m'entend déjà chanter, poursuit Paco Ibañez. A regarder celles qui trônent aujourd'hui sur les murs, on voit à quel point la société se détériore : appelle la curiosité des gens par l'ordinaire, le vide. La vie ne change plus. » Dans les pommes reines disparaissent les profits des seules golden, où les films la laissent sont découpés en rondelles par la publicité. Le plus terrible, aujourd'hui, c'est l'absence de résistance. Finalement, ce sont quand même les gens qui décident, non ?

Les artistes ne sont pas les seuls à combattre. Les artistes ne sont pas les seuls à combattre. Les artistes ne sont pas les seuls à combattre.



Paco Ibañez en concert

ment, nous sommes dans le Ver-cors. Bourru dédicat, Ibañez a fait paysan de lui à quatorze ans, une ferme du Pays basque, celle de son oncle, au village d'Adu-na, dans une ambiance de cris des poules, des cochons, du beuglement de vaches. Il en a gardé des visions de certiers, de noisetiers, de tagnes. C'est aussi le nom de son ancrage au terroir que l'ont Ibañez a organisé sa résistance, depuis Paris ou au Teatro de la Comedia de Madrid, où il chante *La Mauvaise Réputation* de Barbara en 1970, affrontant les sbires de la dictature franquiste.

UNE SCULPTURE D'OTÉIZA Le carré Ibañez n'est pas dis-sous, dit Ibañez. Mais les mots en -isme ont perdu, au profit peut-être des valeurs éthiques, aussi invariables que le poids de la pesanteur, et du plaisir, de l'ennemi.

Au salon, une maquette co-

tole « la table qui chante » de Jurek Janiszewski, celle de la pochette d'*Oritzen* (« le souvenir »), le dernier disque de Ibañez, conçu en basque avec le chanteur Imanol. Elle se décline, se mue en cube léger. C'est une sculpture de Jorge Oteiza, un très grand sculpteur basque. [Aujourd'hui, il y a quatre-vingt-dix ans, Oteiza écrit des poèmes dans son village de Zarauz, après avoir achevé ses études de métaphysiques.] Chaque personne qui achètera ce disque possèdera un tableau à la maison. Chère, impraticable, anticommerciale, la pochette ? C'est ça ou rien, réplique Paco Ibañez.

Véronique Mortagne Trianon, 11, boulevard Roche-chouart, Paris 18^e. Anvers, 20 h 30, les 5 et 6 février ; 17 heures, le 7 février. Tél. : 01-44-92-78-05. 140 € chez Mus-disc.

DÉPÊCHES

■ CINÉMA : le CNC occupé mercredi 4 février par les militants du Syndicat national des techniciens réalisateurs (CGT). Cette action au sein du national du cinéma visait à exiger du gouvernement qu'il refuse l'agrément au protocole d'accord du 20 janvier concernant les intermittents du spectacle.

■ Avec onze nominations, *Place Vendôme*, Nicole Garcia, avec Catherine Deneuve, arrive en tête des favoris pour le César du meilleur film 98, qui doit être décerné le 11 mars. Ce film précède *Celui qui m'aime prendra le train*, de Patrice Chéreau, *Taxi*, de Gérard Pires, *La Vie rêvée des anges*, d'Erick Zonta, *Le Dîner*, de cons. Les réalisateurs de ces films sont aussi sélectionnés pour le César du meilleur réalisateur. En lice pour le César de la meilleure actrice figurent : Elodie Bouchez (*La Vie rêvée des anges*), Catherine Deneuve (*Place Vendôme*), Huppert (*L'Ecole de la chair*), Sandrine Bonnaire (*A vendre*), Marie Trintignant (*Comme l'air*).

■ ART : l'Allemagne restituer à l'Italie un tableau du XVII^e siècle, volé en 1943 dans l'ambassade d'Italie, à Berlin, et exposé depuis plusieurs années au musée de Githorn. Le tableau, *La Vierge de Constantine*, du peintre Johannes Lingelbach (1622-1674), fait partie d'un lot de dix-huit œuvres disparues pendant la seconde guerre mondiale et retrouvées depuis. Leur restitution à l'Allemagne est en cours de négociation avec le ministère allemand des Affaires étrangères, a précisé M. Mucci. Les œuvres les plus importantes, dont l'Italie s'efforce d'obtenir la restitution, sont pour la plupart exposées dans les musées allemands de la Fondation des cultures de Prusse, mais aussi dans des musées de Wurzburg et de Bamberg.

La grève des étudiants en architecture continue

LES ÉTUDIANTS de huit écoles d'architecture, vingt-deux que compte la France, continuaient, mercredi 3 février, une grève diversifiée. Montpellier (à 80 %) et Marseille ou, dans un moindre mesure, Rouen ont rejoint les écoles de la région parisienne, qui ont lancé le mouvement : La Villette (25 % de grévistes), Belleville (50 %), Conflans (100 %), La Défense (100 %), Versailles (100 %), d'autres écoles (Villeneuve, La Seine), préparent des assemblées générales pour savoir si elles rejoignent une grève qui s'est donnée le 12 février, jour du rendez-vous que les étudiants ont obtenu de la ministre, Catherine Trautmann.

Lundi 1^{er} février, une quinzaine d'étudiants avaient estimé que François Barré, directeur de l'architecture du patrimoine (DAP), et les représentants du ministère en charge du dossier de l'enseignement (*Le Monde* du 3 février) ne pourraient leur apporter une réponse politique à leurs préoccupations. S'efforçant de répondre au catalogue de revendications des étudiants, les services de DAP ont diffusé un bulletin, *Ecole Info* (n° 1), initiative tardive qui n'a pas convaincu les étudiants grévistes.

LE DÉNUÈMENT DES ÉCOLES Mardi 4 février, ces derniers ont publié un premier communiqué à tout le moins ambitieux, qui élargit les préoccupations à la quasi-totalité des questions sociales :

« L'architecture ne devient pas un enseignement en particulier, une pratique, une politique culturelle, une politique de l'aménagement du territoire, de la ville, du cadre de vie. » Présentant leur action comme un mouvement spontané en train d'établir sa représentativité, les étudiants, de Paris-Belleville à Paris-La Villette notamment, continuent de valoir des revendications hétéroclites, les unes fondées, les autres généralistes des écoles, d'autres plus lucratives. Ils redoutent ainsi l'établissement d'une « licence d'exercice » - licence qui, dans plusieurs pays, sanctionne la fin des études par un brevet professionnel - malgré les démentis du ministère.

Cependant, conscients du caractère confus de leurs premières demandes - et contradiction sur certains points - les intentions affirmées des promoteurs de la réforme en cours -, les élèves ont une « coordination du mouvement des étudiants en architecture », une « nouvelle plateforme de revendications ». Changeant de vocabulaire, la coordination demande ainsi « l'abrogation de l'article 15 du titre III du décret n°97-1996 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture concernant les dispositions diverses des transloires du DPLG » : en français courant, cela signifie que les étudiants de dernière année (2000 sur 1300 à Belleville), auxquels il a été demandé d'achever leur diplôme d'ici à septembre 2000, selon les élèves, ni les moyens ni l'encadrement nécessaires aient prévus.

Paradoxalement, la réforme engagée en 1997, bien acceptée par les étudiants. Ce sont les moyens matériels, humains, la lenteur de la mise en place des passerelles avec l'université, mais aussi la réduction de huit à six du nombre d'écoles parisiennes, qui dominent les inquiétudes exprimées.

INQUIÉTUDES PROFONDES

Elles greffent à cela des revendications plus catégoriques, sur lesquelles l'ordre national des architectes, très fragilisé, aurait, selon plusieurs étudiants, tenté de greffer.

Un flagrant déficit d'information, reconnu d'ailleurs par M. Barré, semble être une des raisons du mouvement. Mais le conflit paraît relever d'inquiétudes plus profondes, notamment la situation dégradée de l'architecture en France, et l'avenir incertain de ces futurs professionnels dans une Europe dont ils redoutent les effets, à tort ou à raison.

Friedrich Edelmann

« Le Fils adoptif » triomphe au festival Premiers plans d'Angers

ANGERS de notre époque spéciale. On arrive à Angers, c'est déjà commencé, on s'ennuie. Mais les projections de courts-métrages réalisés par les élèves des écoles de cinéma d'Europe. Avec surtout, Claude-Eric Poltroux, le réceptivité enthousiaste et attentive du public. Le reste, c'est-à-dire essentiellement la programmation - premiers longs-métrages en compétition, travaux d'écoles, rétrospectives, colloques cinéphiliques et professionnels, avant-premières - dépend des possibilités de chaque année.

SPLENDIDE KIRGHIZE

Le cru Kirghize révèle étonnamment goûteux. La compétition, pour laquelle les organisateurs ont pris le judicieux parti de sélectionner des bons films - même déjà présentés dans d'autres manifestations - plutôt que de jouer le premier prix tout court, est dominée par la splendide *Le Fils adoptif*, du Kirghize Aktan Abdalkalykov, déjà récompensé à Locarno et qui sortira en France le 10 février.

Si le jury présidé par Lucian Pintilie a préféré reconnaître le sympathique mais artificiel *Orphans*, de Peter Mullan (l'acteur de *My Name is Joe*, de Ken Loach),

bruyamment, voisinent des adultes, beaucoup de films, au festival Premiers plans dont, du 22 au 31 janvier, la onzième édition confirme avec éclat la majeure son inventeur, Claude-Eric Poltroux : la réceptivité enthousiaste et attentive du public. Le reste, c'est-à-dire essentiellement la programmation - premiers longs-métrages en compétition, travaux d'écoles, rétrospectives, colloques cinéphiliques et professionnels, avant-premières - dépend des possibilités de chaque année.

Le cru Kirghize révèle étonnamment goûteux. La compétition, pour laquelle les organisateurs ont pris le judicieux parti de sélectionner des bons films - même déjà présentés dans d'autres manifestations - plutôt que de jouer le premier prix tout court, est dominée par la splendide *Le Fils adoptif*, du Kirghize Aktan Abdalkalykov, déjà récompensé à Locarno et qui sortira en France le 10 février.

Si le jury présidé par Lucian Pintilie a préféré reconnaître le sympathique mais artificiel *Orphans*, de Peter Mullan (l'acteur de *My Name is Joe*, de Ken Loach),

le film venu d'Asie centrale mais produit par une équipe française, Noé, rafle de nombreux prix, celui du public. Le palmarès distingue aussi le remarquable - déjà remarqué à Venise - *Opiti*, de Fakhri Mirza Garzoni, et le très beau *La Petite Ville*, découvert à Nantes, du Turc Nuri Bilge Ceylan. Encore que *Vivre au paradis*, de Bouzlem Guerdjou (récompensé à Carthage), *L'Arbre aux cerises*, de l'Espagnol Marc Recha, et *Court et bref*, de l'Allemand Fatih Akin (tous deux à Venise à Locarno), ou *Rosie*, de la Belge Fanny Toyé (authentique découverte angevine), au bon droit de leur eux aussi primés.

La création d'un festival public, de la découverte du méconu Bill Douglas à la possibilité d'assister à une rétrospective - vingt titres plus une table ronde animée par l'homme par Macha Méril - de l'indispensable Fassbinder en passant par un programme « Gosses d'Europe » de Chabrol et Truffaut, Eric Loach et les frères Lindqvist, une suggestive géographie.

LA CRÉATION DE DEMAIN

L'originalité de ce festival porte sur la création de demain, représentée - outre les désormais fameuses lectures publiques de scénarios - par les films d'écoles. Parmi ceux-ci, nombreux et souvent de bonne qualité, on remarque particulièrement deux moyens-métrages français : *Le Dernier des Français*, de Jean-Michel Froidon, et *Promène-toi donc*, de la marque l'entrée dans la lumière d'un étonnant auteur-réalisateur-interprète, Emmanuel Mouret, incarnant un personnage à quel part entre le réalisme et le rêve. L'autre, *La Puce*, confirme le talent d'Emmanuelle Bercot, primée à Cannes en 1997 pour *Vacances* et qui, avec le renfort d'une épatante jeune comédienne, Ysilde Le Besco, évoque avec courtoisie la plus tendre des « premières fois » qui fascinent François Truffaut. Impossible d'être davantage dans l'esprit des plans.

Jean-Michel Froidon

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Jacques Goldman

À LA LECTURE de mon article intitulé « Jean-Jacques Goldman », Pascal Obispo, les pompiers du succès (nos éditions du 7 février 1998), nous avons reçu de Jean-Jacques Goldman une mise au point ainsi rédigée :

« L'album Gang connaît une réussite mitigée : il n'est pas un million d'exemplaires de Rouge, son double en public Du New Morning au Zénith suit la même courbe : 115 000 (ventes de Rouge) ; 115 000 (Du New Morning) ; 115 000 (Zénith). L'album Du New Morning est sorti après l'album D'eux. Les douze chansons de Goldman... inexact (une chanson signée Erick Benz), une autre Kapler).

dynamique patron de Columbia France label, Sony... est inexact (Olivier Montfort est arrivé chez Sony le 11 mars 1993).

L'initiative de travailler avec Céline Dion ne vient pas de la multinationale Sony, mais de moi.

Goldman vient de vendre plus d'un million d'exemplaires de Rouge, son double en public Du New Morning au Zénith suit la même courbe : 115 000 (ventes de Rouge) ; 115 000 (Du New Morning) ; 115 000 (Zénith). L'album Du New Morning est sorti après l'album D'eux. Les douze chansons de Goldman... inexact (une chanson signée Erick Benz), une autre Kapler).

Il est inexact de dire que Céline Dion était absolument inconnue lorsque je lui ai demandé de composer pour elle. Elle l'était au cours d'une interview télévisée. Mais j'ai écrit vous-même qu'à cette époque « sa carrière stagne en France, le public a boudé ses chansons en anglais ». C'est ce que je voulais dire : que le fond de mon article « unir le riche au riche » par « stratégie commerciale » est inexact.

J'ai entendu dire que vous citez les moins connus pour lesquels nous travaillons. C'est tout à fait exact. Je suppose le monde si cupide, si laid, je suis chaque jour et c'est heureusement inexact.

EN RÉGIONS

Renseignements publicitaires : 01.42.17.39.65 Fax : 01.42.17.39.65

villa gillet

hors les murs à l'IUFM 4, rue Chazière - 69011 - Lyon

Conférence de François Bon « De l'héritage » mercredi 10 février à 19h30

Conférence d'Alain Prochiantz « Transmission et formes : héritage, histoires » jeudi 11 février à 19h30

Tarifs/Rés. : 04.78.27.02.48

JEUDI 11 FÉVRIER 20H30

OOLEYA MINT AMARTICHITT

la tradition des femmes iggaws de Mauritanie
poétesse du désert
la nouvelle voix étoilée de l'univers griot Mauritanien

LOCATION 01 42 74 77 • PL. DU CHÂTELET PARIS 95

TELEVIS

chaque samedi

TELEVISIONS - VID

EN VUE

Le municipal de Beverly Hills, en Californie, procure aux fourreurs d'attacher une étiquette à leurs produits : « Les animaux ne peuvent pas être tués par électrocution, matraquage, fracture du cou, empoisonnement, coups de pied, noyade ou pris dans des pièges à mâchoires d'acier ».

Mardi 3, en Arizona, jeudi 4, en Oklahoma, Darick Gerlaugh et son équipe ont été exécutés par injection.

Il fut un temps où il buvait beaucoup, mais depuis onze ans, il n'a plus touché une goutte d'alcool. Confait au Figaro, mercredi 1 février, George Bush au sujet de son fils, gouverneur du Texas, « très intéressé » par l'élection présidentielle, mais qui hésite à présenter pour ne pas propulser sa famille sur la scène médiatique.

Cuong Tran, ancien mafieux, « jambié » par un adversaire, colérique opérant en roulotte motorisée le quartier chinois de San Francisco, a jeté un porte-monnaie au visage d'une de ses victimes, en découvrant qu'il était vide.

Samy, 18 ans, a été condamné, mercredi 3 février, à deux mois de prison par le tribunal correctionnel de Châteauroux pour outrage verbal à Françoise Cottemme, magistral instructeur. « Mécritant » : il est allé trop loin.

Les policiers nigériens en faction à l'embarcadere d'Okotipupa ont découvert, mercredi 1 février, un pied humain et du poison séché pour la fabrication de *juju* (gris-gris) en l'honneur de Damilola.

Le 1 janvier, cinq militaires français affrontant le froid et les vents polaires, atteignent le pôle sud, au 35^e régiment d'infanterie de Beaufort partent dans l'hiver canadien, pour l'exercice « Pieds gelés ».

Les soldats russes 12^e division basés en Sibérie, chargés de la maintenance nucléaire, impayés depuis six mois, surveillent l'arrivée du facteur.

En dévorant encore les journaux sa chambre à l'asile psychiatrique Ankang de Pékin, Wangding, chinois, surnommé « le fou de Tiananmen », peut guérir de la « monomanie politique » pour laquelle il est enfermé depuis sept ans.

Des spécialistes des phénomènes paranormaux ont enregistré à 4 h 48 du matin le 13 décembre 1999 une caméra de surveillance dans un manoir hanté à Leicester pour savoir s'il s'agit d'« esprits » ou d'un plastique emporté par le vent.

Christiane Colonnaud

« Critique » rend hommage à Claude Lévi-Strauss

La revue fondée par Georges Bataille consacre un numéro spécial à l'anthropologue, présenté comme un « philosophe-artiste » et, avant tout, comme un écrivain



NUMÉROS doubles. La Critique, fondée et dirigée par Georges Bataille en 1947, la consacre à sa mort à Jean Piel, remplace depuis 1995 ans Philippe Roger, mais des numéros qui date. Certains ont valeur de manifeste. Le numéro 620-621 (janvier-février 1999), intitulé Claude Lévi-Strauss, est un des plus forts et des plus chaleureux de l'histoire de la revue. Le titre qui correspondrait le mieux à la vocation de l'ensemble est celui de l'éditorial, « Pour Claude Lévi-Strauss », où Philippe Roger annonce « le portrait de l'anthropologue en « philosophe-artiste ».

Il s'agit d'un opéra en trois actes : l'itinéraire Lévi-Strauss (retracé par Marc Augé, Annie Cohen-Solal, Jean Jamin et Michel Abélès) ; sa création en concepts et de méthode (Françoise Héritier, Emmanuel Tény, Jean Petitot, Nathalie Roudinesco, Pascal Quignard) ; Y reviennent toujours, droiture, le « l'extrême », l'ironie doublant la réserve et, fondamentalement, le sentiment d'être d'abord en face d'un écrivain.

des plus importants du 20^e siècle. Il est entré en 1947. Ainsi présenté, mais de gratitude à Lévi-Strauss, mais de morale et humaine rendue au plus moderne de l'expression classique, au meilleur stylisme des philosophes de forma-

tion, à celui qui a appris à penser à tous les horizons ; ainsi évoquées, cette revue et sa remise à celui qui en 1947 semblait relever d'une « critique » académique qui devrait échapper au public. Il s'agit de Critique, il s'agit de Lévi-Strauss. Nul qui l'ont entendu le 25 janvier n'oubliera l'improvisation bouleversante par laquelle, huit minutes, parlant d'une voix très timbrée du grand âge, il remercia les éditeurs de Critique, Philippe Roger et Marc Augé (« Le Monde » du 29 janvier).

Ce savant précieux donc un

écrivain. Cet écrivain n'a fait lever autour de lui, à partir de ses propres travaux, qu'une intelligence généreuse dont le numéro témoigne. C'est tout, même rare. Toutes les questions que soulevait l'ouvrage Critique d'une extrême actualité, et souvent, d'une vivacité qui console. Non sans rappel aux fondamentaux (Françoise Héritier) sans quelque brève polémique très rafraîchissante (Michel Deguy), non sans mystère (Pascal Quignard), et toujours à hauteur de cet auteur dont mille premiers exemplaires des Structure démentaires de la parenté lui ont été envoyés à s'écouler dans le

jeunes gens qui commencent à désespérer du débat, de la force de l'ironie de la possibilité d'essayer de savoir, de la possibilité de la complaisance, de la facilité, de la mesure de la modestie de l'inspiration ; allez, il veut, directement aux citations, il n'en est aucune de faible dans cet ensemble, et demandez-vous quel fut ce moment où il a écrit quelque chose pour donner à la complexité, à la pensée, à l'inquiétude, à la beauté : « J'ai mangé des lézards, des serpents et des sauterelles, ces nourritures dont l'idée soulève le cœur, je m'approchais de l'émotion du néophyte convaincu que j'allais créer un lien universel et moi. »

Francis Marnand

DANS LA PRESSE

LCI

Pierre-Luc Séguillon

Il peut-être temps que Llo-Jospin mesure la fosse immense qui s'est creusée entre son ministère et l'éducation nationale : le million de fonctionnaires que Claude Allègre a chargé de gouverner. Il peut-être temps qu'il prenne conscience qu'il n'est plus, pour sauver son vieux ami d'un naufrage programmé, de l'encourager presque quotidiennement, à dépecher à ses côtés quelque conseiller en communication ou à demander aux membres de son gouvernement d'apporter à leur collègue un vibrant et public soutien (...). Jamais, Claude Allègre ne pourra fermer la blessure initiale qu'il a causée aux enseignants en préten-

dant réformer l'école contre ceux-là mêmes qui la font et la portent et les désignant à la vindicte publique. Jamais les professeurs, quand bien même beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui convaincus de la pertinence de certaines réformes lancées par leur ministre, ne pardonneront à Claude Allègre l'agression qu'il a perpétrée à leur encontre (...). Le bouillonnant et bruyant Allègre est un brillant chercheur. En avoir le ministre de l'éducation nationale est peut-être une erreur de casting.

RFI

Jacques Rozencblum

Yasser Arafat fête mercredi le 40^e anniversaire de son accession à la tête de l'OLP, le jour même de son arrivée à Washington. Hasard ? calendrier ? Peut-

être, un hasard tout à fait symbolique : l'entente cordiale qui règne désormais entre les États-Unis et l'Autorité palestinienne. Ce qui frappe même, c'est la différence de traitement que les Américains réservent à Yasser Arafat à Benjamin Netanyahu. Le premier reçu aujourd'hui à la Maison-Blanche, il est devenu un héros. Bill Clinton a reçu le leader palestinien pas moins de neuf fois en deux ans, c'est-à-dire plus que n'importe quel autre allié de Washington. Les Israéliens ont bien tenté de torpiller la rencontre, mais rien n'y fait.

RTL

Michèle Cottin

L'actualité fournit chaque jour une foule d'illustrations : comme le bon sens, l'hypocrisie

la chose la mieux partagée. L'hypocrisie ou qui lui ressemble le plus, une certaine « d'écarter » qui dérange, pas appeler un chat un chat. La sécurité à l'école, le dopage, on pourrait trouver, sans chercher loin, d'autres exemples de la tendance générale à se cacher derrière son petit doigt. Ainsi, le gouvernement jospin se gargarise en parlant de rayonnement international de la France, mais il ne donne pas un franc plus pour le développement de l'AFR l'agence de presse qui, justement sur cinq continents la présence de la France, ainsi, les sénateurs refusent-ils à parité, non bien sûr, du bien des femmes. Et ainsi Jacques Chirac fait-il découvrir la grande confusion, l'opposition alors qu'il a mal contribué à y régner à désordre.

www.bol.fr

Bertelsmann et Havas lancent une nouvelle librairie électronique française



la région Rhône-Alpes, dispose d'un catalogue de 400 000 titres, qui représente l'essentiel des ouvrages français disponibles.

Dans son principe, la nouvelle boutique n'a rien de révolutionnaire : les clients font leur choix sur

web, paient par crédit et reçoivent leur achat à domicile. Pour se distinguer des concurrents déjà présents sur le Web, France compte ouvrir une librairie en ligne pour le Royaume-Uni et le Pays-Bas, ainsi que des partenariats locaux, de s'attaquer à l'Espagne.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

MANDELA

Le discours de l'état de la nation du président Nelson Mandela, qui doit se retirer en 2000, est diffusé en direct vendredi 1 février, sur le site Web officiel du gouvernement sud-africain. (Reuters).

HAUT DÉBIT, EN FRANCE...

France 1 Ouest a lancé à Rennes un service expérimental de télévision (informations, reportages, Internet baptisé TéléWeb, auprès de 500 abonnés disposant d'une connexion à haut débit grâce au système ADSL, qui le réseau téléphonique ordinaire.

ET EN GRANDE-BRETAGNE

British Telecom a annoncé que son réseau à haut débit BeTNet était opérationnel, et que son exploitation commerciale commencerait dans les prochains mois. Il permettra de connecter l'Internet et de recevoir des programmes vidéo et des communications téléphoniques. BT compte par ailleurs investir 5 milliards de livres sterling (7,2 milliards d'euros) dans ses services multimédias dans les cinq prochaines années. (AFP).

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE

Où, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 582 F 6 MOIS - 1086 F 1 AN - 1980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 1980 F

Je joins mon règlement soit :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

M. Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

	Belgique - Pays-Bas - Luxembourg - Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 an	2180 F	2880 F	3170 F
3 mois	582 F	790 F	850 F

Pour tout renseignement, contactez : le service à la clientèle, au 01 40 17 48 90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension contactez : le service abonnements, au 01 40 17 48 90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Service Abonnements - 34, avenue du Général-Leclerc 92440 Châtillon Cedex.

Mama, Mariane, même combat

par Alain Jullien

COMMENT vous le dire sans vous offenser ? Comment écrire des parents qu'on ne connaît pas, qu'on ne devine que par image interpolée ? Comment s'adresser à la mère, au père, d'une jeune Africaine dont la parole vous accroche, après-midi, sur France 3, dans un reportage de « Saga-Cités » ? Disons-le d'emblée : j'ai une fille épaule. N'avez pas honte de Mama. Soyez fiers, au contraire, de son intelligence ! Elle a brisé un tabou ? Tant mieux ! Les tabous sont chaînes. Mais doute lui en voulez-vous un peu de ne pas avoir tout raconté. Cela ne se fait pas, chez vous, au Sénégal et au Niger, de s'épancher devant l'étranger, de s'épancher devant l'étranger. Oui, mais tout le monde le mariage que vous avez tenté de lui imposer en France, vous couvrez. Pour bien. Pour honneur. En croyant faire le bien. Le gré ou le force.

D'autres mères, appartenant à une communauté, ont mis les points sur les « i » : « Toute jeune fille, à son âge, doit marier. Sinon, c'est très mal vu, au sein de la famille ». Si n'est mariée, personne ne la respecte. Tu peux devenir prostituée, attraper toutes les maladies. Tous les hommes peuvent t'aborder et te dire : je veux coucher avec toi. Pour le mariage, c'est ça : le respect. »

Mama a fui les préjugés. Elle s'est révoltée. Elle a refusé son mariage. Elle a rêvé d'un mariage d'amour librement conçu. Elle a quitté votre pays quand elle a compris qu'elle n'arriverait pas à vous convaincre que le regard des autres perpétue les pires aliénations quand il prend force de loi. Elle parlait de vous, d'ailleurs, avec un infini respect. Il y avait une tristesse, dans sa voix douce, mais pas l'ombre d'un ressentiment.

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Le fou de Pékin

par Pierre Georges

L'INTERNEMENT en asile psychiatrique des dissidents politiques n'est pas chose nouvelle. Mais c'est bien la première fois que le présumé d'autorité dictatoriale trouve son nom. De Pékin, ce jeudi matin, une dépêche AFP nous apprend que pour les autorités chinoises, la science la plus répressive médicale vient de faire un grand bond en avant.

Le diagnostic a été posé : Wang Wanxing, 45 ans, le fils de Tiananmen, est, en fait, un malade, dit s'être bécoté à un refus des responsables de l'hôpital. Ceux-ci se retranchent derrière le secret médical-répression pour réserver des informations à la famille. Une information du directeur adjoint a consenti à dire ce qu'il y a : « Tout le monde sait que c'est un malade mental », CQFD, là-dessus.

Histoire de répression Tiananmen, il en est fou. Dans sa chambre-cellule, le « monomane politique » continue à délirer. Il écrit des lettres ouvertes aux dirigeants chinois. Il invoque la signature, au mois d'octobre, par la Chine du traité de l'ONU sur les droits de l'homme.

Il plaide la « monomanie politique ». « Je ne comprends pas pourquoi vous avez signé ce traité puis jetez en prison les gens qui avaient voulu simplement former un parti », dit-il.

Près de sept ans ont passé. Wang Wanxing, soigné à la chlorpromazine, neuroleptique puissant et un remède

souverain contre la dissidence. Et sa femme se bat pour obtenir la guérison, c'est à dire la libération du malade. Elle fait le siège de l'hôpital. « Mais, dit-elle à l'AFP, d'après les autorités, mon mari est atteint de « monomanie politique ». Quand je demande « qu'est-ce que ça veut dire, on me répond qu'il faut être fou pour vouloir manifester place Tiananmen », CQFD.

Le diagnostic a été posé au correspondant de l'agence. Patrick Baert tentant d'obtenir des informations sur l'état du malade, dit s'être bécoté à un refus des responsables de l'hôpital. Ceux-ci se retranchent derrière le secret médical-répression pour réserver des informations à la famille. Une information du directeur adjoint a consenti à dire ce qu'il y a : « Tout le monde sait que c'est un malade mental », CQFD, là-dessus.

Histoire de répression Tiananmen, il en est fou. Dans sa chambre-cellule, le « monomane politique » continue à délirer. Il écrit des lettres ouvertes aux dirigeants chinois. Il invoque la signature, au mois d'octobre, par la Chine du traité de l'ONU sur les droits de l'homme.

Il plaide la « monomanie politique ». « Je ne comprends pas pourquoi vous avez signé ce traité puis jetez en prison les gens qui avaient voulu simplement former un parti », dit-il.

Près de sept ans ont passé. Wang Wanxing, soigné à la chlorpromazine, neuroleptique puissant et un remède

souverain contre la dissidence. Et sa femme se bat pour obtenir la guérison, c'est à dire la libération du malade. Elle fait le siège de l'hôpital. « Mais, dit-elle à l'AFP, d'après les autorités, mon mari est atteint de « monomanie politique ». Quand je demande « qu'est-ce que ça veut dire, on me répond qu'il faut être fou pour vouloir manifester place Tiananmen », CQFD.

Le diagnostic a été posé au correspondant de l'agence. Patrick Baert tentant d'obtenir des informations sur l'état du malade, dit s'être bécoté à un refus des responsables de l'hôpital. Ceux-ci se retranchent derrière le secret médical-répression pour réserver des informations à la famille. Une information du directeur adjoint a consenti à dire ce qu'il y a : « Tout le monde sait que c'est un malade mental », CQFD, là-dessus.

Histoire de répression Tiananmen, il en est fou. Dans sa chambre-cellule, le « monomane politique » continue à délirer. Il écrit des lettres ouvertes aux dirigeants chinois. Il invoque la signature, au mois d'octobre, par la Chine du traité de l'ONU sur les droits de l'homme.

Il plaide la « monomanie politique ». « Je ne comprends pas pourquoi vous avez signé ce traité puis jetez en prison les gens qui avaient voulu simplement former un parti », dit-il.

Près de sept ans ont passé. Wang Wanxing, soigné à la chlorpromazine, neuroleptique puissant et un remède

De nombreuses organisations manifestent à Paris contre la politique de Claude Allègre

Hormis le SNUIPP-FSU, les syndicats seront pour une bonne part absents du défilé

AURA-T-ON jamais vu une manifestation pour un lycée démocratique et des enseignants de la région de Nantes-la-foie. La plupart de ces organisations manifestent pour la deuxième ou troisième fois en moins de quinze jours. Elles entendent s'affirmer comme une force de pression contre la politique menée par Claude Allègre. La consultation « démocratique » organisée par Philippe Mériaux dans les lycées, la déconcentration « à la hussarde », les mutations, les heures supplémentaires, les heures supplémentaires des enseignants « insultantes », les déclarations « insultantes » de Claude Allègre, ont suscité une exaspération croissante depuis dix-huit mois. Aujourd'hui, les enseignants se rassemblent sur la « réforme » des lycées, un projet jugé d'inspiration « néo-libérale », de « brader » l'école républicaine.

Récemment constitués, ces collectifs traduisent un malaise des enseignants vis-à-vis des organisations syndicales traditionnelles, comme le SNES, pourtant largement majoritaire dans le second degré. Bien que le SNES appelle à manifester jeudi, pour peser sur la réforme des lycées et sur les moyens qui y seront attribués, les autres participants n'accrochent qu'un lien limité à sa mobilisation. Comme le soulignent des membres du Collectif du Nord-parisien, la ville de la manifestation, « le SNES a pris ses précautions », appelant mollement à un rassemblement. En cas de succès il dira « on y était », en cas d'échec, « on n'y était pas ». Pour sa part, Monique Vialatier, directrice de l'association Re-

construire l'école, signataire du collectif pour un lycée démocratique et des enseignants de la région de Nantes-la-foie. La plupart de ces organisations manifestent pour la deuxième ou troisième fois en moins de quinze jours. Elles entendent s'affirmer comme une force de pression contre la politique menée par Claude Allègre. La consultation « démocratique » organisée par Philippe Mériaux dans les lycées, la déconcentration « à la hussarde », les mutations, les heures supplémentaires, les heures supplémentaires des enseignants « insultantes », les déclarations « insultantes » de Claude Allègre, ont suscité une exaspération croissante depuis dix-huit mois. Aujourd'hui, les enseignants se rassemblent sur la « réforme » des lycées, un projet jugé d'inspiration « néo-libérale », de « brader » l'école républicaine.

Récemment constitués, ces collectifs traduisent un malaise des enseignants vis-à-vis des organisations syndicales traditionnelles, comme le SNES, pourtant largement majoritaire dans le second degré. Bien que le SNES appelle à manifester jeudi, pour peser sur la réforme des lycées et sur les moyens qui y seront attribués, les autres participants n'accrochent qu'un lien limité à sa mobilisation. Comme le soulignent des membres du Collectif du Nord-parisien, la ville de la manifestation, « le SNES a pris ses précautions », appelant mollement à un rassemblement. En cas de succès il dira « on y était », en cas d'échec, « on n'y était pas ». Pour sa part, Monique Vialatier, directrice de l'association Re-

construire l'école, signataire du collectif pour un lycée démocratique et des enseignants de la région de Nantes-la-foie. La plupart de ces organisations manifestent pour la deuxième ou troisième fois en moins de quinze jours. Elles entendent s'affirmer comme une force de pression contre la politique menée par Claude Allègre. La consultation « démocratique » organisée par Philippe Mériaux dans les lycées, la déconcentration « à la hussarde », les mutations, les heures supplémentaires, les heures supplémentaires des enseignants « insultantes », les déclarations « insultantes » de Claude Allègre, ont suscité une exaspération croissante depuis dix-huit mois. Aujourd'hui, les enseignants se rassemblent sur la « réforme » des lycées, un projet jugé d'inspiration « néo-libérale », de « brader » l'école républicaine.

construire l'école, signataire du collectif pour un lycée démocratique et des enseignants de la région de Nantes-la-foie. La plupart de ces organisations manifestent pour la deuxième ou troisième fois en moins de quinze jours. Elles entendent s'affirmer comme une force de pression contre la politique menée par Claude Allègre. La consultation « démocratique » organisée par Philippe Mériaux dans les lycées, la déconcentration « à la hussarde », les mutations, les heures supplémentaires, les heures supplémentaires des enseignants « insultantes », les déclarations « insultantes » de Claude Allègre, ont suscité une exaspération croissante depuis dix-huit mois. Aujourd'hui, les enseignants se rassemblent sur la « réforme » des lycées, un projet jugé d'inspiration « néo-libérale », de « brader » l'école républicaine.

Récemment constitués, ces collectifs traduisent un malaise des enseignants vis-à-vis des organisations syndicales traditionnelles, comme le SNES, pourtant largement majoritaire dans le second degré. Bien que le SNES appelle à manifester jeudi, pour peser sur la réforme des lycées et sur les moyens qui y seront attribués, les autres participants n'accrochent qu'un lien limité à sa mobilisation. Comme le soulignent des membres du Collectif du Nord-parisien, la ville de la manifestation, « le SNES a pris ses précautions », appelant mollement à un rassemblement. En cas de succès il dira « on y était », en cas d'échec, « on n'y était pas ». Pour sa part, Monique Vialatier, directrice de l'association Re-

construire l'école, signataire du collectif pour un lycée démocratique et des enseignants de la région de Nantes-la-foie. La plupart de ces organisations manifestent pour la deuxième ou troisième fois en moins de quinze jours. Elles entendent s'affirmer comme une force de pression contre la politique menée par Claude Allègre. La consultation « démocratique » organisée par Philippe Mériaux dans les lycées, la déconcentration « à la hussarde », les mutations, les heures supplémentaires, les heures supplémentaires des enseignants « insultantes », les déclarations « insultantes » de Claude Allègre, ont suscité une exaspération croissante depuis dix-huit mois. Aujourd'hui, les enseignants se rassemblent sur la « réforme » des lycées, un projet jugé d'inspiration « néo-libérale », de « brader » l'école républicaine.

« mouvement du 93 », une coordination d'une soixantaine d'établissements entendent notamment protester contre la réforme de l'application du plan d'urgence décidé en avril 98 en faveur du département. Contrairement aux deux collectifs précédents, les revendications sont davantage axées sur les moyens et la précarité grandissante de l'emploi dans l'éducation nationale. Tout en étant opposé à la politique menée par Claude Allègre, elle n'a pas mis la démission du ministre en l'un de ses revendications.

Reconstruire l'école. Quelques professeurs de philosophie, défenseurs des savoirs, ont initié un Comité de l'école de la République, le 24 janvier 1998, à la Sorbonne, puis lancent une pétition pour des « Etats-général de l'éducation », qui recueille selon eux, 2 000 signatures. Reconstruire l'école veut « faire valoir l'expérience du terrain », s'oppose à « la mafia des experts des sciences de l'éducation ».

Le Manifeste pour un lycée démocratique. Les vingt-six enseignants, dont plus de la moitié des classes préparatoires, à l'origine du texte du Manifeste, ont l'habitude de se retrouver dans les lycées dans la semaine du 1^{er} février. Désireux de dépasser « d'anciens clivages », comme celui opposant pédagogie et savoirs, ces professeurs rejettent « l'ancien lycée » qui risque, selon eux, d'accroître les inégalités entre les élèves et les enseignants.

Sébastien Blanchard et Raphaël Gurrey

La natalité repart en France, selon l'Insee

LA NATALITÉ française est repartie à la hausse en 1998. Avec 740 300 naissances, elle a retrouvé le niveau de 1992 (743 700 naissances), indique le bilan démographique publié par l'Insee jeudi 4 février. L'indicateur conjoncturel de fécondité - somme des taux de fécondité par âge observés une année donnée -, a atteint 1,75 enfant par femme en 1998, chiffre le plus élevé de ces sept dernières années : la France se place parmi les premiers pays européens, devant l'Irlande, le Danemark, la Finlande, le même niveau que le Royaume-Uni et le Luxembourg. L'Insee souligne avec prudence le lien statistique entre le haut moral des Français et l'embellie de la natalité. Ni la baisse de la nuptialité - malgré une reprise conjoncturelle en 1996 -, ni la hausse des ruptures d'unions - sont associées à une baisse de la fécondité (la part des naissances hors mariage atteint 40 %). Au 1^{er} janvier, la France métropolitaine comptait 61 millions d'habitants.

Corse : M. Chevènement en appelle à la « discrétion » des enquêteurs

La publication, dans le journal « Le Monde » (3 février), d'informations indiquant que les policiers auraient « ciblé » les probables auteurs de l'assassinat du préfet de région Corse, Claude Erignac, a suscité de nombreuses réactions. « Ceux qui trahissent le secret de cette enquête prennent une lourde responsabilité. L'intérêt de l'enquête commande la discrétion », a déclaré mercredi le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Plus tard, une source officielle proche de l'enquête au ministère de l'Intérieur indiquait à l'AFP que la « divulgation d'informations sur la presse n'a aucune incidence sur la conduite de la poursuite ».

Le président de l'Association des hauts-fonctionnaires de la police nationale, Alain Tourne, a « dénoncé » avec force la « divulgation de services » [de cette divulgation d'informations] entraîne, au détriment de la cohérence et de l'efficacité d'investigations dont on ne peut se passer, un « préjudice » particulièrement grave.

DÉPÊCHES ■ PARIS : Le Conseil d'Etat a rejeté, mercredi 3 février, la demande de sursis à l'exécution déposée par la Ville de Paris contre une décision du tribunal administratif de Paris du 25 novembre 1998 autorisant un militant écologiste à se substituer à la Ville pour déposer plainte dans une affaire concernant 200 emplois fictifs supposés à la mairie de Paris. ■ FOOTBALL : Luc Borne, le gardien de but remplaçant de l'Olympique lyonnais, est décédé, mercredi 3 février, dans un accident de voiture à Molphey (Côte-d'Or). Agé de 35 ans, il était père de deux enfants. Il avait débuté sa carrière à Toulon et avait évolué dans les rangs du PSG et de Caen. ■ AUTOMOBILE : la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a annoncé, mercredi 3 février, que la chambre d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale lui a décerné la raison de BAR, la nouvelle écurie britannique de formule 1 dirigée par Craig Pollock, et où évoluera le Canadien Jacques Villeneuve, champion du monde 1997. Les deux monoplace engagées par BAR devront être de la même couleur.

Les chasseurs refusent de céder

TOULOUSE ■ Le correspondant régional de l'AFP continue à chasser, nous chasseurs. Bernard Mériaux, vice-président de l'Union fédérale des chasseurs, a clairement appelé les chasseurs d'oiseaux migrateurs à ne pas tenir compte des décisions des tribunaux administratifs qui, dans plusieurs départements, ont interdit que cette chasse se prolonge jusqu'au 28 février, conformément à la législation européenne (Le Monde du 3 février). Cette décision a intervenu à l'issue d'une réunion que les présidents des fédérations de chasse de France ont tenu, mercredi 3 février, à Toulouse. « Les parlementaires français ont voté une loi qui permet de chasser jusqu'à la fin février », a-t-il ajouté, contestant la directive européenne du pouvoir d'imposer une telle fermeture fin janvier. Les présidents de la trentaine de fédérations réunies ont fait l'écho de la « révolte » grandissante des chasseurs du Sud. « Les

gars veulent mettre le feu », a dit M. Saint, président de la fédération de Gers, où l'interdiction a été prononcée. Pour Pierre Fuzies, responsable des chasseurs de la Haute-Garonne, conseiller régional (CNPT) de Midi-Pyrénées, « il n'est pas question, dans l'immédiat, de manifestation ni de liste aux élections européennes ». « Nous essayons de freiner », a-t-il dit. Les présidents de fédération souhaiteraient qu'une délégation parlementaire se rende à Bruxelles pour trouver un compromis. Le prochain week-end, ils iront sur le terrain, « se réuniront », disent-ils, leurs troupes malgré la loi. La République et d'autres », considère M. Fuzies.

Jean-Paul L...

Hachette acquiert 90 % de Rusconi

HACHETTE FILIPACCHI MÉDIAS (HFM) intensifie sa stratégie d'internationalisation. Après avoir pris le contrôle du japonais Fujigahon en décembre 1998, le groupe français acquiert 90 % de Rusconi, l'éditeur italien de magazines, auquel il était déjà associé, notamment dans l'imprimerie Rotocalografica. HFM, qui avait déjà acquis 10 % de l'éditeur italien en novembre 1998, a annoncé mercredi 3 février l'acquisition de 80 % supplémentaires à un prix légèrement inférieur au chiffre d'affaires (1,22 milliards de francs, 172 millions d'euros). Bernard Mellano, administrateur du groupe italien au titre d'HFM depuis trois mois, a été nommé PDG en remplacement d'Alberto Rusconi, qui devient président d'honneur. Créée en 1957 par Edilio Rus-

coni, le groupe italien publie 31 magazines, dont l'hebdomadaire féminin à fort tirage Gioia (297 000 exemplaires) et le magazine « people », Gente (758 000 exemplaires). Il se classe en troisième position de la presse magazine transalpine, après Mondadori et Rizzoli.

STRATÉGIE INTERNATIONALE ■ HFM, filiale du groupe Lagardère, publie 31 magazines dans 30 pays. Il est le premier éditeur étranger aux Etats-Unis, en Espagne, au Japon et en Italie. Avec cette nouvelle opération, le groupe français, présidé par Gérard R. Roquemare, devrait doubler sa stratégie internationale, près de deux fois de son chiffre d'affaires qui atteindra l'ordre de 15 milliards d'euros (2,32 milliards d'euros) en 1999.

Les mille et un délices d'une aventure orientale



Jean-Christophe Rufin
L'Abyssin

folio

LITTERATURES

ESSAIS

VENDREDI 5 FÉVRIER ■

Le Feuilleton
de Pierre Lepape
page 11



MORGAN SPORTS
page IV



**MIKLOS
SZENTKUTHY**
page V



KANT
La Chronique
de Roger-Pol Droit
page VI

ALAIN FINKIELKRAUT
page VI

SANG CONTAMINÉ

A quelques jours de l'ouverture d'un nouveau procès, trois ouvrages reviennent sur la responsabilité des autorités politiques
page VI

Ponge en abîme

■ L'œuvre tout entière
de cet écrivain habité
par la ■ Rage de
l'expression ■
■ propose à chacun
(...) un voyage dans
l'épaisseur des choses,
■ invasion
de qualités,
une révolution
■ ■ une subversion...

Trop de bruit. Trop bavardage, d'agitation inutile. Trop de mots pour peu de chose, masquant une volonté de censure et d'insure. Trop d'approximations, de clichés, de creux, de relâchement, de mépris, ou mauvaise poésie, de délirios ou de fausses paroles ravant des idées. Le monde humain se résume dans une énorme préntention de subjectivité molle. Ponge, comme un médecin horrifié, part de là : c'est-à-dire d'un **dehors** pour la **brutalité** de son temps (celui d'après la guerre de 14). Logiquement, il sera compagnon de **certains** surréalistes, mais une longue aventure, la plus souvent clandestine, n'appartient qu'à lui. L'expression qu'il répétait le plus : **« L'expression qui répétait la conversation ? « Sortir du manger. »**

Ça **va**, un **travail** c'est tout ce que ça fait saire, et l'envie de se taire ou de se supprimer risque donc d'apparaître comme la seule

issue. Mais **non**, il s'agit alors du revers de la **même** médaille nihiliste. En réalité, il faut fonder une **poésie** radicale, une affirmation répétée et sans illusions. Le **poète** muet fait signe, il est scandaleusement négligé par les discours, la vie quotidienne du moindre objet ou animal est une source de **communication** infinie. L'homme péroré, la **nature** suit son cours dans ses mille variétés musicales. Nous sommes sans **parole** en retard par rapport à elle, il nous inquiète **non** que magnifique proximité. Il suffit d'écouter, de la regarder mieux, de s'apprendre soi-même le **musicien** intime.

Je revols ma première lecture d'un texte de Ponge, dans une anthologie de la poésie française. Rien à voir avec les autres pages imprimées, une originalité immédiate, une sensation de relief magique. Voyez, là, tout à suite, un **poème**. « Un chef-d'œuvre bijoutier préhistorique, d'un **matériau** qui est le verre et le vit-vergent, dans le **quel** seul du fluide, se reflète comme la goutte de mercure. Chic ! Un reptile à pattes ! » Un lézard sort du d'un mur, un **poème** s'écrit sur la page : flash. Une forme résonne

dehors, un accord lui répond
dedans. **M** **l** **u** **n** **a** **c** **c** **o** **r** **d** **l** **u** **i** **r** **é** **p** **o** **n** **d**
phie, l'escargot, l'abricot, le cheval,
l'araignée, la crevette, le
d'eau. Pourquoi les ignore-t-on ? Ce
point, pourquoi
nous sans cesse comme le centre
phénomènes ? Parce que
parlons à plat. **M** **l** **u** **n** **a** **v** **a** **i** **t** **r** **a** **i** **s** **o** **n** **n** **e**
de qu'il fallait. **P** **o** **n** **g** **e**
attention, **p** **a** **r** **m** **o** **t**, **p** **u** **i** **s**
relire ». Et Picasso : « Ses
comme **p** **i** **o** **n** **s**, **p** **e** **t** **i** **t** **e**
en t...
Il ne s'agit donc... de descrip...

plus séparés. On peut aimer à la fois Victor et Claudel, ce diable vu, sans révérence, comme « une grosse tortue marine plongeant, à l'autre bout de l'Asie, vers un atoll de champignons noirs, à la chinoise ».

C'est entendu : le monde est absurde, mais il fonctionne, et le langage aussi. L'impasse, c'est le monde absurde et son rabaissement systématique à l'art (fascisme, nihilisme). En 1954 : « Dire un mot de ces salauds qui nous ont fait garder notre ambition ou même le droit d'absolu et la grandeur, qui veulent nous réduire à leurs normes ou congeries ou à des victoires de la littérature... »

En 1941 : « Il s'agit de militer activement (modestement mais efficacement) pour nos "turriers" et contre l'obscurantisme, cet obscurantisme qui risque le naufrage de nos submersibles, qui nous a fait du mal à la fois à l'égard de la bourgeoisie comme le seul moyen d'acquiescer les privilèges. » La passion éthique est une éthique, et, tout naturellement, une politique. Orpueil (extrême), et humilité (vraie) : le contraire de la lâcheté vide. Et c'est ainsi que, dans une histoire humaine en folle, nous nous rendus le mimosa, le lilas, l'œillet, l'hyacinthe, la boue, et jusqu'au sang, lui-même. Nous vivons trop près de la mort, le désir de mort, et Ponge, lui, passionnément inventer une

n'est-ce raison de vivre heureux
 quand même. ■■■■■ bonheur,
 ■■■■ et ■■■■ n'est plus
 une ■■■■ vague ■■■■ fade, une fûte,
 ■■■■ repli ■■■■ un ■■■■ résolu-
 sensuel. La poésie ■■■■ devenue
 spectrale ? ■■■■ non, la revoici
 vibrante, variée, armée, à la
 dramatique et critique. La poésie
 ■■■■ révolutionnaire par définition,
 puisqu'elle ne transige pas ■■■■
 ■■■■ physique. Ainsi, dès 1933,
 quand le ■■■■ ■■■■ ■■■■
 l'Europe : « Je propose à chacun
 l'ouverture ■■■■ trappes intérieures, un
 ■■■■ dans l'épaisseur ■■■■ choses,
 une ■■■■ ■■■■, ■■■■ révo-
 ■■■■ ■■■■ subversion comparable à
 celle qu'opère ■■■■ charnue ou ■■■■
 lorsque, ■■■■ coup ■■■■ pour la pre-
 mière fois, ■■■■ mises au jour des mil-
 liers ■■■■ parcelles, de poillettes, de
 nœuds ■■■■ vers et ■■■■ ■■■■
 jusqu'alors ■■■■ ■■■■. Des ressources
 infinies de l'épaisseur des choses,
 rendues par les ■■■■ ■■■■
 l'épaisseur sémantique des mots ! ■■■■
 je revois ■■■■ soit tomber, autrefois,
 le Thomond.

On n'entend plus les cris
 d'enfants de l'école ■■■■ proche. Je
 ■■■■ d'attirer l'attention de Ponge
 sur ce fragment de Rimbaud : « La main
 d'un maître aime le clavier
 des frères. » Ce jour-là, c'est juste
 un artil placé dire.

Philippe Sollers

**ORHAN
PAMUK**

LA VIE NOUVELLE

roman

traducido de por Munetxer Andac



**“Un jour, j’ai lu un livre,
et toute ma vie en a été changée.”**

SECRET

GALLIMARD

Enjoué et débordant d'humours

Près de onze ans après sa mort, Francis Ponge est à l'honneur avec le premier volume de ses œuvres dans « La Pléiade » et sa correspondance avec Jean Tortel

ŒUVRES COMPLÈTES, tome I de Francis Ponge. Édition **La Pléiade**, direction **Philippe Sollers**, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

CORRESPONDANCE 1944-1981 de Francis Ponge et Jean Tortel. Édition **La Pléiade**, direction **Philippe Sollers** et **Bernard Beck**, Stock, « Poésie », 322 p., 130 F (19,81 F).

Il y a une hygiène, une santé, une forme, une manière de dire, on tout autre livre de Francis Ponge, c'est éprouver, au bout de quelques pages, ce bien-être, ce confort. C'est respirer un air vivifiant, constater qu'il ne souffle guère ailleurs dans la littérature contemporaine. Comme si le monde se trouvait soudain nettoyé, éclairé, rendu à une sorte de printemps perpétuel. Mais attention, aucune naïveté ne sera admise ! Cette pureté n'est jamais d'avance ; elle ne réside pas dans telle ou telle œuvre ou nature, dans le monde : fleur qu'il suffirait de cueillir, de humer, muet comme elle.

Mallarmé a existé, écrit-il, mort, justement, quelques mois avant la naissance de Ponge, 27 mars 1899 à Montpellier, l'homme qui pense à qui parle, car c'est de lui qu'il s'agit, c'est lui qu'il faut contempler, enchanter, consoler, de ses tourments, rendre meilleur, le plaisir par les mots, transite, longuement, attentivement, le langage, c'est-à-dire par l'esprit : esprit sain plutôt que Saint-Esprit. Pour donner à l'homme la joie, la jouissance, pour lui faire éprouver cette pure sensation, une opération délicate, concertée, savante, intelligible, le monde et les choses qui le composent, il faut les recréer, faire, au profit de tous, acte de création, autrement dit de nomination. Ponge, dans les premières pages de son œuvre, jusqu'aux dernières, s'y emploie. *« Rien n'est donné, l'opinion, rectitude, chisme littéraire »,* Ponge *« humaniste. Puisque parler, c'est être homme, il parle pour servir l'humain en parlant. Tout est l'origine avouée de la vocation littéraire »,* écrit-il dans 1944, dans un texte lumineux d'intelligence critique (1).

Mais cette vocation elle-même n'est pas née d'une génération spontanée. Abandonnant la poésie protestante de Louis Segond légendaire par son père, Ponge s'est, très tôt, « converti » au lyrisme, il s'est engagé politiquement, accomplissant une manière de révolution - de la poésie à la franchise réaction pompidouienne de la vieillesse, en passant par le Parti communiste, la CGT

la Résistance -, il resta indubitablement un « patriote de la langue française ». Matérialiste conséquent, disciple de Lucrèce - il refait le geste du *De natura rerum* -, d'Aristote et d'Epicure, il a transformé le rigorisme calviniste en vertu romaine. A partir de cette source fraîche, une généalogie peut s'établir, qu'il a lui-même égrenée. Elle passe par les grands rhétoriciens et Malherbe, « le bon maître », auquel il a consacré un hommage en forme d'autobiographie, en 1951 (*Pour Malherbe*, Gallimard). Il a rejoint et les poètes de la Pléiade hors de son champ de vision, rejoint La Fontaine, Boileau, s'arrête à Rimbaud, Lautréamont, « La poésie doit avoir pour but la vérité pratique », écrit Ducasse dans *Poésie II*. De Mallarmé, il retient le grand projet, mais s'arrête au désenchantement, à l'ivresse du néant. « Je m'aperçois d'une chose : au fond de moi, ce qui me touche, c'est la poésie d'arguments, c'est la modestie. Ceux qui n'ont pas la parole, c'est à ceux-là que je veux la donner », écrit Ponge en 1942.

Au début du *Second Manifeste du surréalisme* (1930), il se rapproche de Breton ; il écrira plus tard : « Grâce soient rendues au surréalisme, surtout pour avoir réouvert les veines de la colère et les res-

sources de l'enthousiasme poétique.

La grandeur est là : après l'essai de Claudel, le surréalisme, c'est la place l'auteur de *Connaissance de l'air* au plus haut, c'est au plus bas en revanche (et il n'y a pas) qu'il a rejoint Saint-John Perse. Une fervente amitié le lie à Jean Paulhan, qui restera son « mentor » jusqu'à la fin. « Que je t'aime ! Tu es tricheur, jamais. Tu ne bluffes jamais. Tu es le seul à notre époque », lui écrit Paulhan en septembre 1957 (2). Mais ses relations avec la poésie, son directeur, sont restées assez nuagées : après la guerre, Ponge rejette les « arguments de la bedaine défilante ».

Est-ce pour se démarquer de la poésie, et pour retrouver les « veines de la révolte » qu'en 1960 il s'engage au groupe qui se forme autour de Philippe Sollers ? L'homme, dit Ponge, est appuyé, sincère : Ponge ouvre le premier numéro de *Tel Quel* - avec « La Figure (sèche) » - et se ferme, avec un « Prologue » de 1924 (« Les pensées, les paroles et les actions ne se commandent ni ne se décommandent l'une l'autre. Elles s'y jouent. Elles s'y trompent. Elles s'y dévorent. Elles est leur radeau... »). Il se tourne vers la jeune génération, s'y reconnaît. Mais pour Sollers et ses amis, plus et mieux qu'un maître, il est un interlocuteur, un « suscitateur ». En témoignent les entretiens radiophoniques de 1967 (*Entretiens de Francis Ponge avec Philippe Sollers*, Gallimard-Seuil, 1970), introduit par la compréhension de la littérature

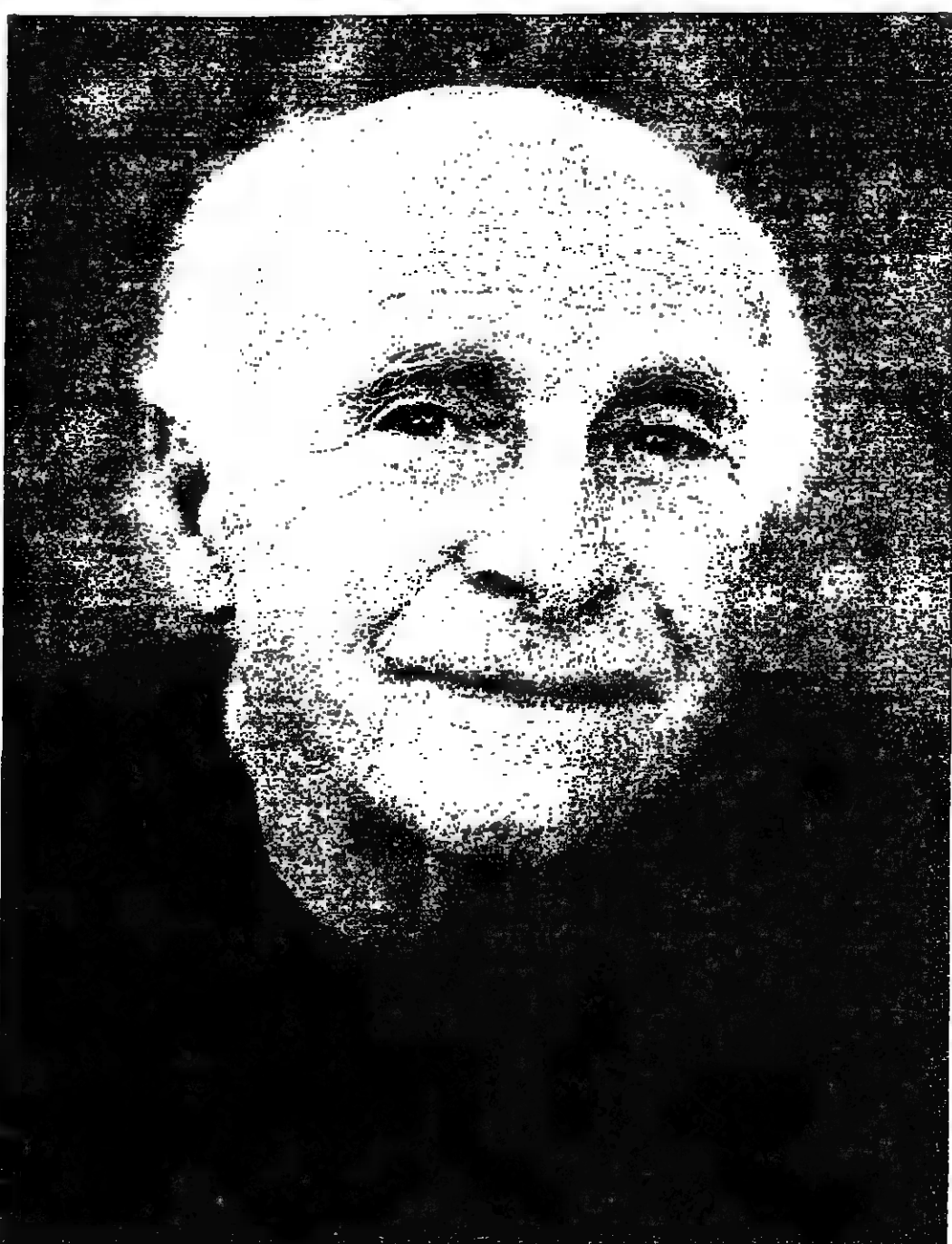
pongiennne. Au-dessus des engouements du *Tel Quel* et de la dérive droitière de Ponge - en mai 61, ils ne sont plus que des mots du même jeu de la poésie politique et idéologique - plane toujours l'ange de la littérature : pour chacun, il mérite qu'on l'aime.

Au cours de ces années qui suivent, en même temps qu'il développe ses « chantiers » littéraires - *La Fabrique*, *Le pré*, *Nique*, *L'Avant-printemps*, *Comment une figure de paroles et pourquoi* -, Ponge, dans ses œuvres, poursuit ses difficultés matérielles, jouit d'une véritable reconnaissance. Il reçoit des commandes publiques (*L'Écrit Beaubourg*, 1977), est reçu dans les universités. Son œuvre est étudiée, commentée, récompensée. En 1975, il participe à la décennie de Césaire qui consacre, significativement, une anthologie : « Ponge, inventeur et classique ». L'année précédente cependant, il a rompu bruyamment avec *Tel Quel*, la suite d'un article de Marcelin Pleynet dans *Art Press*. La correspondance avec Jean Tortel, que publie Bernard Beugnot, éclaire l'incident, fournit les pièces. Les motifs de la colère sont minimes, son style assez flamboyant. Cet échange de lettres avec Tortel, l'un des animateurs de *Cahiers du Sud*, beau grand poète que l'on ignore trop, s'étend des années de l'après-guerre à 1981. Sans constituer un document capital, il montre un Ponge familier, tendre et amical. Après la rupture cependant, l'écrivain salue Lucien Roche, en qui il reconnaît un proche, en poésie comme en révolte contre toute institution et établissement. Ponge meurt le 10 août 1988 dans sa maison de Bar-sur-Loup (Alpes-Maritimes).

Préparé par le maître Bernard Beugnot, le premier des deux volumes de la « Pléiade » couvre la production de Ponge, jusqu'à son dernier ouvrage, *Grand Recueil*, publié en 1991 chez Gallimard, mais contenant des textes parfois anciens. Chaque livre repris est accompagné d'éléments de l'œuvre (brouillons, variantes, leçons retenues, de notes et du commentaire). C'est bien sûr la continuité du grand projet pongien, éléments d'un livre toujours en chantier, qui frappe et enchante. A chaque instant de son œuvre, Ponge s'explique, avec un scrupule admirable. Ce qu'il appellera lui-même « esthétique du tâtonnement », il ne s'agit pas d'un élément marginal, une « œuvre » lointaine. Ponge n'a qu'un seul plan de travail.

« Enjoué, ironique, délicat, cinglant, d'une poésie démesurée, âpre, débordant d'humours » (Uga-gatti), il ne s'agit pas de « désaffubler la poésie ». C'est sa tâche, son génie.

(1) *Situations I*, repris dans *Critiques littéraires* (Folio-Essais, n° 223).
(2) *Correspondance Ponge-Paulhan* (Gallimard, 1970), introduction de la compréhension de la littérature



Un opéra baroque

Le soleil ne se peut regarder fixement. Il est, le plus brillant des objets, le monde n'est pas un objet. Pour l'écrire, il faut donc inventer un autre mot, une autre notion : l'objet. Ponge en donne la définition suivante : « Disparition de l'objet en abîme, fonctionnement verbal. »

Le soleil placé en abîme, l'entreprise la plus ambitieuse et la plus « désespérée ». Ponge, son coup de dés, son pari. Il m'en a parlé plusieurs fois avec beaucoup d'émotion (chose très rare chez lui), mais il s'agissait d'une tentative folle. C'est à mon avis son chef-d'œuvre.

Chacun sait que la Terre, de nous par conséquent là-dessus, qu'elle tourne autour du soleil selon une orbite elliptique dont il n'occupe qu'un des foyers. Se sera-t-on demandé qu'occupe l'autre, l'on se sent plus très éloigné de comprendre.

Le soleil, le plus évident des objets, le même temps le plus mystérieux. Il s'agit d'une énigme en plein jour (si on peut dire).

La Rochefoucauld (cité par Ponge) : « Le soleil ni la mort ne se peuvent regarder fixement. » Il est, le plus brillant des objets, le monde n'est pas un objet. Pour l'écrire, il faut donc inventer un autre mot, une autre notion : l'objet. Ponge en donne la définition suivante : « Disparition de l'objet en abîme, fonctionnement verbal. »

« Le jour est la pulpe d'un fruit dont le soleil serait le noyau. » nous nous dans cette pulpe, nous sommes, nous sommes asymétriques par rapport à son centre. Son rayonnement nous enrobe et nous franchit, va jouer beaucoup plus loin que nous.

Le soleil provoque le ravissement le plus intense, et, en même temps, une angoisse mortelle. Ponge n'oublie pas le mot de Goethe au moment de mourir : « Plus de lumière. » Il y a aussi le vers fameux d'agonie de Hugo : « Je vois un soleil noir d'où rayonne la nuit. »

Le soleil est donc à la fois un OUI et un NON catégoriques. Il est la condition de la vie, la condition de la mort, la condition même du regard, mais il

est aussi un « trou ». C'est l'abîme métaphysique.

Le soleil, donneur de vie, aussi un tyran sadique. « Les corps et la vie même sont qu'une dégradation de l'énergie solaire, vouée à la contemplation et au regret de celle-ci, et - presque aussitôt - à la mort. » La condition humaine est l'ol absolue. « La vie, avec elle, étoile. Nous nous réveillons chaque matin avec la même étoile dans notre lit. L'étoile, elle va et vient dans la maison, notre réveil. Elle est notre aventure, assez fastidieuse. »

Le soleil placé en abîme, un grand texte baroque. Une sorte d'opéra flamboyant. L'audace, ici de reprendre la forme des poèmes cosmologiques grecs, Parménide, Empédocle, des raccourcis rimbaudiens. « Lion, berger d'un troupeau de moutons », « le tollé nocturne ». Personnages : le feu, les étoiles, la nuit. Et puis le délire, au milieu de midi : « O Soleil, monstrueuse amie, putain rousse ! »

Il fallait faire mentir la résignation courante : « Rien de nouveau sous le soleil. » Un acte héroïque, donc. Ph. S.

Bibliographie

La liste des ouvrages consacrés à Ponge au cours de ces dernières années est longue. Signations quelques ouvrages importants, en dehors des entretiens Ponge-Sollers de 1970 cités :
■ *Francis Ponge*, de Jean Thibaud (Gallimard, 1967).
■ *Le Legs de Francis Ponge*, de Henri Manguet (L'Age d'homme, 1974).
■ *Francis Ponge cinq fois*, de Jean Tortel (Fata Morgana, 1984).
■ *Cahier de l'Herne Ponge*, dirigé par Jean-Marie Gleize (1986, bientôt réédité chez Fayard).
■ *Signé Ponge*, de Jacques Derri (Seuil, 1988).
■ *Francis Ponge*, de Jean-Marie Gleize (Seuil, 1988).
■ *Les Contemporains*, 1988. Du même auteur, excellente critique de *Comment une figure de paroles et pourquoi* (GF-Flammarion, n° 111).
■ *Poétique de Francis Ponge*, de Bernard Beugnot (PUF, 1990).
■ *Francis Ponge entre mots et choses*, de Michel Collet (Champ Vallon, 1991).
■ Signations enfin le dernier numéro de *l'Annuaire poétique*, un dossier de vingt-six contributions sur Ponge (n° 153-154, hiver 1998-1999).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

La Pléiade, 1999, 1 312 p., 51,83 F (51,83 F jusqu'au 1^{er} mai, ensuite 390 F (59,45 F en librairie le 1^{er} février).

Le Monde

Les rencontres du MONDE DES LIVRES aux DEUX MAGOTS

Le Monde des Livres vous invite à rencontrer des auteurs d'ouvrages dont il a rendu compte le jeudi 18 février de 17 heures à 19 heures au café « LES DEUX MAGOTS » 6, place Saint-Germain-des-Près - 75006 Paris

Réservation dans la mesure des places disponibles au 01.45.48.73.57



LES DEUX MAGOTS

051 711 011

livraisons

■ **MANUEL DE CHASSE ET DE PÊCHE À L'USAGE DES FILLES**, de Melissa Bank. Sept histoires, sept « tranches » de vie quotidienne, à New York ou sur la côte Est des États-Unis, entre lesquelles on cherchera vainement un solide fil conducteur. Vie, famille, amours : on suit l'héroïne - une jeune femme qui travaille dans l'édition - depuis l'âge de l'adolescence (l'été où son frère, métamorphosé, présente fièrement sa petite amie à ses parents), jusqu'au mariage de sa meilleure amie. Choix de la robe, soldes à Broadway, burger de dinde au Réverend Diner... Le ton de Melissa Bank colle obstinément au réel. C'est là sans doute sa forme d'humour. Mais de là à la comparer à Woody Allen... (Rivages, traduit de l'anglais [États-Unis] par Françoise Cartano, 264 p., 125 F, [19,05]).

■ **SALAM**, de Stéphanie Janicot. Partie d'Amérique, en 1910, avec son mari John pour une étude sur les nomades du Sahara, Marie n'atteindra jamais son but. En vue de l'Afrique, leur navire est attaqué. John est tué. Marie, vendue, est prisonnière dans le Sud marocain. Elle réapparaît en Amérique trois ans plus tard, quasi muette, avec un carnet de notes dont elle poursuit la rédaction. Bien plus tard, son petit-fils découvre le carnet auquel il manque des pages. Il apprend toutefois que Marie a été cloîtrée dans le harem de Salam, un prince du désert. De ce séjour, tout est mystérieux. Aussi bien les rapports de Marie et de Salam que le guerrier lui-même. Est-il vraiment fils de sultan ? Est-il homme ou femme ? Sur ce fond d'énigme et de mensonge, Stéphanie Janicot enrichit son récit d'une passionnante évocation d'un univers étrange. On retrouve, comme dans *Les Matrochitas* (récentement en Pocket), sa maîtrise à entretenir suspense et doute, laissant au lecteur le soin d'ajuster les pièces d'un puzzle qu'elle sait rendre fascinant. (Zulma, 210 p., 99 F, [15,09]).

■ **LE CERCLE DES LOUPS**, de Nicholas Evans. Les loups nous inquiètent depuis cent mille ans. Organisés, sociables, bon parents, cruels, ils nous ressemblent et ça nous agace. On les maudissait bien avant Perrault, on les admire au moins depuis Vigny. Nicholas Evans, qui murmure si bien dans l'oreille des chevaux, met en scène cet antagonisme dans les rocaillies du Montana : des hurlements nocturnes, des crailleries familiales, l'amour, les paysages, du suspense... C'est confortablement manichéen - gentils éclos, méchants éleveurs - et c'est très bien fait. Il lire sous la couette, mais vérifiez bien la chevillette avant (Albin Michel, traduit de l'anglais [États-Unis] par François Lasquin, 495 p., 140 F, [21,34]).

■ **BOLERO**, de Jean-Claude. Le rêve éveillé d'un homme qui ne voit dans l'avenir qu'une fausse monnaie de plus. Son enfance, fut-elle en jachère, lui tient lieu de refuge bien qu'il ait connu le pire auprès d'une mère qui bondissait d'elle-même, « *devienne en jupon transparent* », lorsqu'elle *Le Boléro* de Ravel. Le père, lui, fut un parfait inconnu. Un anonyme. Et c'est mieux ainsi car l'enfant sut très tôt qu'on ne gagne rien à fréquenter des adultes. Incarcéré à la prison de Loos-les-Lille, le narrateur s'apostrophe, s'interdit presque. Il s'appelle « *Bole* » ou s'est *me* ainsi. Il schizophrénie lui permet de s'évader d'un corps qui représente la pire des incarcérations. A vie, il se moque bien en revanche de croupir dans une cellule. Là où ailleurs, l'horizon est un leurre. Il s'invente des questions à défaut d'en connaître les réponses. Il est venu au monde sur le tard, « *par poliers, comme un plongeur fait surface* ». Jean-Claude n'est pas écrivain à l'usage ou les bons sentiments. L'émotion, il ne procède que de la superbe d'une écriture dont on ne dira jamais assez quelle griserie elle procure (La Table Ronde, 112 p., 75 F, [11,43]).

Le mal être sur mesure

Oscillant entre l'absurde et le burlesque, Alain Sevestre dépeint les péripéties d'un Monsieur Hulot qui d'un emploi à l'autre, d'un rôle à l'autre s'empêtre, dans les tissus du paraître

ENTRÉES EN MATIÈRE d'Alain Sevestre. Gallimard, 144 p., 114 F (14,48).

D e Jacques Tati à Eugène Ionesco, il n'y a qu'un pas. Du premier chapitre d'*Entrées en matière* au dernier, Alain Sevestre brosse le parcours, en chemin de croix, d'un Monsieur Hulot qui, d'une situation à l'autre, voit son appartement envahi par une *de pachyderme engourdi* dont il ne peut plus se débarrasser : une couette, une robe, une *groin docile* trouvée dans la rue, dans la cage d'escalier, si volumineuse qu'elle l'avalait dans ses plis, l'étouffait, le déroute d'autant plus qu'il ne parvient pas à la cerner, l'appréhender, la décrire. Déchiré avec infiniment d'humour, l'angoisse existentielle, selon Alain Sevestre, est le savoir où on est. A quel poste, quel environnement, par qui, vêtu de quoi ? Le défi, pour chaque individu, est de pouvoir entrer quelque part, endosser un rôle, maintenir son statut, et, en toutes situations, l'habiller, l'éteindre, l'entourer, l'habiller, l'éteindre, le contrôler, la maîtrise, veiller à pouvoir y faire une brèche. En *Entrées*, précédant roman, l'affectation, louait des indécisions d'un prof de français, éternel remplaçant. Inlassablement, *Entrées* est un *matière* de l'expérience du *matière*. Empoigné, déplacé, demi-portion, il gène, il a honte, il change d'emploi. Le voilà d'abord, en homme politique, dans l'énervante satire, le *Playtime*, d'une pré-inauguration du *matière* du *matière* France qui s'apprête à accueillir la Coupe du monde de *matière*. Franchement élu, le *matière* condamné à remettre un chèque au vainqueur d'une course en sac, se faire photographe sur le tricotier de la plus grande chaussette du monde, à servir les mains, des



malins, il arpente un chantier de béton brut et il gadoue, foule une pelouse *matière* il faut montrer patte blanche, *matière* sa carte coupe-file, enfilier un survêtement pour un match entre *matière* départements limitrophes et remplaçants du Var-riétés-club : c'est la déroute, pathétique au drôle, du condamné à *matière* en touche. *Un, deux, trois, quatre*, je prends *matière* peu d'élan, *matière* d'un coup *matière* un joueur, *matière* vers lui dont l'espérance, la réception, le renvoi quasi immédiat de ma *matière* sous la forme d'un tir centré sur mon front ou sur mon pied droit pour tirer un boulet. Le joueur garde la *matière* et jongle. Depuis j'attends le ballon. Dans une ville *matière* mer truffée d'îlots directionnels, de *matière* lignes jaunes, se transforme en décor de places désertes, trottoirs vides, terrains de tennis, filets, campings fermés, il participe à un concours de bronzage, *matière* un

Il traitera Jacques Chirac d'enfoiré, *matière* de découvrir qu'il n'avait affaire qu'à une doublure du président. Il fera un séjour à New York, pour étudier lézards, fissures, failles et érosions, *matière* en cause de la toute-puissance des gratte-ciel, qui *matière* lui *matière* la mortelle nausée du vertige. Il deviendra *matière* *matières*, expert en mobilier, papiers peints, rideaux, cachemire, latex, plastique, soie, taffetas, velours ; *matière* demandera comment s'habiller pour *matière* une boîte de nuit sans se faire rebouter par les *matières* ; *matière* de s'introduire *matière* le d'une employée d'hôtel qui lui répliquera : *matière* n'êtes pas à votre place ! *matière* aura une idylle d'un soir avec une jolie jeune dotée d'un twin-set (100 % Geelong Lambswool, made in Scotland). Chez Alain Sevestre, auteur d'un *matière* sur *matière* croûtes (L'Art d'este), *matière* d'entrer *matière* un

tableau, de *matière* bien voir *matière* peinture, envahit même la vie amoureuse. Il ne suffit pas *matière* dénicher l'âme *matière* épouse modèle ou la femme de ses rêves. Il faut aussi vaincre l'obstacle *matière* vêtements. Cela se passe parfois mieux (« *Nous échancrons, tirons, dégrafons, retroussons, forçons des élastiques, matras, passages* »), parfois non, quand il s'avise, *matière* son *matière* quête de l'extrême douceur, *matière* palper les slips *matière* : « *On me demande de procéder par ordre. - D'abord, *matière* genêt de se parler, puis de m'embrasser *matière* de toucher ma culotte.* » Férile en variations sur l'adhésion *matière* l'exclusion, l'imperméabilité des *matière* ou *matière* humains, cascade d'incidents oscillant *matière* *matière* la burlesque arbore, la belle garanti, une fibre littéraire de premier choix.

Jean-Luc Douin

Tout faux

LES MALENTENDUS de Benoît Duteurtre. Gallimard, 144 p., 80 F (12,20).

En refermant ce livre, qui paraît interminable bien qu'il soit court, on se dit que seul le *malentendu* réussit : *Les Malentendus*. On se *malentendu* Benoît Duteurtre ? Qu'est devenu le jeune homme de l'*Amoureux malgré lui* (Gallimard 1989), comédie légère, tenue sans une fausse note ? Comment *malentendu* se-elle venue ? *Les Malentendus* ne donne pas vraiment la réponse, mais suscite la perplexité. Ce roman ressemble à une mauvaise pièce de boulevard, relouée fin de siècle, *matière* gauche naïf et bien-pensant, la *matière* de droite, ce qu'il faut *matière* Beurs, *matière* loubards (qui *matière* les mêmes, n'est-ce pas ?), sans oublier *matière* l'homosexuel vieillissant, *matière* même le bandicapté de service (qui sont parfois les mêmes, pour *matière* mesure). Tout *matière* faux dans *Les Malentendus* y passe : la description stéréotypée *matière* banlieue, allusions appuyées à *matière* municipalités communales, où *matière* rues et les tours s'appellent Pablo-Picasso ou Garcia-Lorca, l'homosexuel qui *matière* contre *matière* aurait voulu être aimé comme *matière* femme. Quant au gentil jeune homme de gauche, Martin, étudiant à Sciences-Po, qui se fait agresser par des petits *matière* et voudrait leur crier : *matière* pots ! Je suis anti-raciste ! Nous *matière* faits pour entendre : tout cela un *matière* lentendu ! *matière* si bête n'est pas drôle. Lorsqu'on veut faire sourire méchamment, il faut soigneusement éviter la vulgarité et le rire gras.

Jo. S.

■ *matière* parisienne, de Benoît Duteurtre, paraît *matière* « Folle », Gallimard, *matière*.

Un homme, en somme

Le roman érotique de Morgan Sportès est un document iconoclaste sur l'amour, un portrait *matière* complaisance de l'homme d'aujourd'hui

RUE DU JAPON, PARIS de Morgan Sportès. Seuil, 100 p., 130 F (19,81).

C'est à Tamako que Morgan Sportès *matière* son roman *matière* du Japon, Paris. Le corps et le *matière* de *matière* froide, arrogante, impénétrable *matière* de la jeune femme emplissent chaque *matière* mais, au bout du compte, le romancier nous livre dans son authentique dénuement le portrait d'un homme, le narrateur - un écrivain français quinquagénaire, célibataire amoureux *matière* jolies femmes, érotomane exalté. L'ambiguïté perverse du propos, les *matières* lucides et amoralisées que l'autofiction suscite font craindre que l'étonnant et puissant roman de Morgan Sportès *matière* la même incompréhension - ou du moins la *matière* déplacement d'interprétation - que *Les Particules élémentaires* de Michel Houellebecq. Ces deux confessions ne nous épargnent pas, *matière* témoignent d'un semblable état *matière* lieux et répondent à une urgence : *matière* enfin l'angoisse du *matière* occidental, sommé d'abandonner *matière* repères mensongers que ses *matières* lui ont légués.

Sous *matière* le moralisme, on condamnera la précision clinique *matière* sexuels, ce que Sportès lui-même présente, non *matière* et complaisance : « C'est une catastrophe, ce livre, il n'y a *matière* de sexe ! *matière* part l'amour, qu'est-ce qu'on fout tous les deux, hein ? - C'est beau de faire l'amour - On va crier "à la pornographie !" - au racisme ! " : l'ignoble-blanc-quinquagénaire - qui abuse de la pauvre-petite-jaune-égarée, etc. » Comme chez Houellebecq, certains refuseront le vrai projet du récit : la mise à nu d'une impossible fusion entre l'homme et la femme, le drame de deux étrangers qui se cherchent sans jamais se rejoindre, même

au paroxysme de la jouissance. *Rue du Japon, Paris* est le journal d'une *matière* érotique qui *matière* le désarroi des âmes. Un document d'abord : qu'en est-il de l'amour aujourd'hui pour un Français dilettante, pas macho *matière* misogynne, fasciné par les femmes mais prudent (le *matière* se *matière* la nuit et ne s'en plaint pas), *matière* doux et sensible, violent et irascible. Il vit seul dans un vieil appartement rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez *matière* l'administrateur (elle *matière* l'homme qui rentre au foyer). Le *matière*, le *matière* méchant, l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille *matière* temps partiel, parfait apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde pénétrer la femme. Ils sont en marge, sans responsabilité véritable, intelligents, *matière* *matière* profitent *matière* apaisants de l'art qui leur raconte, magnifiée, leur idylle exaccérée.

JOURNAL D'UNE PASSION

Rue du Japon, Paris est néanmoins un roman parce que le personnage principal *matière* le temps, le temps d'autant plus tragique que le couple s'observe au train de s'aimer, au rythme de leurs fréquences étreintes, théâtre fantasmatique où sont convoqués les autres (amants de Tamako, partenaires anciennes du romancier) au service *matière* d'une illusion d'optique : *matière* accouplements acrobatiques (les *matières* en *matière* obligatoirement répétitives), multipliés par les miroirs. *Rue du Japon, Paris* est un roman parce *matière* le narrateur est en train d'écrire le journal de leur passion *matière* que Tamako *matière* son *matière* écrit. Un an après, ils confrontent leurs écrits, raniment les cendres, épousent la nostalgie, l'ombre *matière* japonais, les *matières* (Pays de neige) ou Tanizaki (*La Confession impudique*) d'un romancier français, Laciós (*Les Liaisons dangereuses*).

Hugo Marsan

La passion du médiocre

Catherine Clément transforme Martin Heidegger et Hannah Arendt en personnages de roman populaire

MARTIN ET HANNAH de Catherine Clément. Calmann-Lévy, 310 p., 125 F (19,66).

En faisant de l'histoire d'amour qui a durablement marqué la vie de deux grands philosophes du XX^e siècle un roman populaire conventionnel, Catherine Clément sacrifie à un triste syndrome d'époque : la passion du médiocre, le désir de faire croire que, dès qu'il s'agit de sentiments, « tout *matière* est pareil ». *Matin et Hannah* attitudes de midinette, le même vulgairisme d'âme. *Matin* le *matière* intellectuel des héros de l'histoire, Martin Heidegger et Hannah Arendt, *matière* évoqué, le *matière* de l'histoire, dans le *matière* vieux triangle du vaudeville, le mari, la femme légitime et la maîtresse. Dernière *matière* l'ancienne maîtresse, Hannah, à son vieil amant, dernier affrontement l'épouse, Elfride, qui est probablement le *matière* du roman, *matière* si *matière* n'apparaît pas dans le titre. *Matin et Hannah* que les lectrices adorent s'identifier à la femme trahie, trompée.

Combat des femmes autour d'un homme. Alternance d'agreur, de violence, de fugaces complaisances. Ce pourrait être seulement légèrement ennuyeux pour *matière* qui n'aiment pas ce genre romanesque ou *matière* plaisant pour ceux qui goûtent cette tradition. Mais *matière* qui se dit, *matière* du *matière* lui-même, *matière* plus préoccupant. Visiblement, Catherine Clément *matière* qu'il y a une égalité de naïveté devant l'amour *matière* le sexe, qu'on *matière* profession de penser ou non. Sinon, impossible de faire parler « Martin » et « Hannah » comme elle le fait *matière* d'écrire : « A l'instant, leurs corps *matière* *matière* Plus rapides que l'esprit, plus vifs que la guerre, *matière* le même *matière* ment, Martin et Hannah *matière* Si l'on estime que la pensée, la réflexion, ne

changent en rien la manière *matière* contruire une vie, il faudrait peut-être le démontrer, au lieu *matière* considérer la question *matière* réglée *matière* mettre en scène *matière* Heidegger, Arendt, *matière* plutôt ridicules, sur fond de tragédie nazie.

La déception, finalement, *matière* la mesure *matière* ce qu'on *matière* voyant *matière* Clément s'emparer d'un sujet fascinant à plus d'un titre. La formation de Catherine Clément *matière* lui permet de mener une *matière* cohérente - de multiples passages du roman le montrent - *matière* la figure *matière* Martin Heidegger, personnage dont il *matière* désormais périlleux *matière* parler, sa philosophie étant délégitimée, aux yeux *matière* certains, *matière* sa complaisance envers le nazisme. Elle aurait certainement pu contribuer *matière* la compréhension, non seulement *matière* la pensée d'Arendt, toujours *matière* contestée, *matière* de l'étrange personne qu'elle fut, courageuse devant *matière* les accusations, y compris celle d'être une juive antisémite, calomniée pour *matière* attachement à Heidegger jusqu'à *matière* propre mort, en 1975, un an *matière* lui. On se demande comment la jeune fille resplendissante *matière* années *matière* est devenue cette femme prématurément vieillie, que décrit bien Catherine Clément *matière* qui *matière* mourir d'une crise cardiaque à soixante-neuf ans. Un dialogue avec Elfride Heidegger - *matière* brassant, en désordre, l'histoire : les années 20 et 30, la guerre, le procès Eichmann - n'est guère éclairant.

Enfin, *matière* supposant qu'on *matière* d'aller le plus loin possible dans *matière* de Catherine Clément pour admettre que les plus grands esprits *matière* parfois *matière* *matière* qu'ils ont néanmoins *matière* de *matière* : ce qui devrait éviter de s'interroger sur leur éventuel sentimentalisme, et plus encore de leur inventer un *matière* *matière*, fut-il plutôt noir.

Josyane Savigneau



Les démons de la lucidité

Entre désir de stupre et volonté de sainteté, l'écrivain hongrois Miklos Szentkuthy fait gaillardement de ses tortures la matière d'une époustouflante écriture

ROBERT BAROQUE
de Miklos Szentkuthy.
Traduit de l'anglais
par Georges Kassai
et Gilles Bellamy,
éd. José Corti, 338 p., 135 F
(20,58).

**LE CALENDRIER
DE L'HUMILITÉ**
de Miklos Szentkuthy.
Traduit par Dominique Radányi
avec la collaboration
de Georges Kassai,
éd. José Corti, 354 p., 130 F
(19,81).

Pour créer et pour apprécier les produits de sa création, il faut être égoïste et vaniteux. Car le vrai idéal est inaccessible. L'écrivain qui parle ici n'est pas un vieillard faisant le bilan d'une vie, mais un jeune bachelier d'à peine dix-huit ans. Se confrontant avec l'absolu, il cerne d'emblée les limites de ses tentatives littéraires, qu'il qualifie de consolations mais qui ont souvent les raffinements d'une torture. Assoiffé de pureté et malmené par la férocité de ses passions, ce jeune dandy n'a de cesse de vouloir faire se rejoindre les contraires, étalant au grand jour les méandres adolescents d'une âme déjà trop complexe pour ne pas être parodie, trop avide de Dieu pour ne pas être diabolique. Miklos Szentkuthy, de son vrai nom Miklos Pfisterer, est né en Hongrie en 1908. Déjà accessible au public français grâce aux efforts conjoints des éditions José Corti (1), Phébus (2) et du Seuil (3), ainsi que de l'équipe de traducteurs qui s'est attelée, depuis 1991, à la tâche immense de nous faire connaître cet orgre de la littérature, il réapparaît avec ces deux inédits. On n'a pas affaire ici aux gigantesques fresques métaphysico-littéraires de la maturité qui ont d'un coup

Inscrit son nom aux côtés de Dante, Joyce, mais aussi de Cyril Connolly et Ludwig Hohl; pourtant la toute première œuvre écrite en 1926-1927 donne de précieuses clefs à qui veut pénétrer cette œuvre vertigineuse. Destiné à rester au fond d'un tiroir, *Robert Baroque*, qu'il considérait comme « une investigation passionnée, brassant portraits et descriptions », n'a été publié qu'en 1991, trois ans après la mort de l'écrivain. Tracé entre l'aspiration à la pureté et les exigences de la chair sublimées en rêveries lascives, le jeune Szentkuthy ne cesse de filer à toute allure sur les courbes enchevêtrées d'un grand

repli, l'abandon du monde. Mais comment s'y résigner? Il est étonnant de voir par le menu comment un esprit traquant la bêtise, capable de toutes les connexions et animé jusqu'au délire par la passion de comprendre, resserre les liens qui le garrottent et se vautre dans l'incapacité de sortir de son dilemme malgré toutes les ressources d'une réflexion jaillissante comme un geyser. La même ambivalence, les mêmes oscillations entre vanité et humilité, fantasme de littérature totale et rejet de tout compromis, se retrouvent dans le deuxième ouvrage de celui qui avouait avoir « voulu tout

« Il est étrange de voir à quel point la plupart des écrivains considèrent leur qualité d'écrivain comme un fait accompli, ils ne sentent pas cette pesante atmosphère mystérieuse qui entoure la "création", cette multitude de sens et de buts qui sont manifestes au plus profond, voire à la surface, d'un projet. Au Japon j'aurais été peintre, en Chine juriste, en Judée fondateur de religion, à Tahiti dieu, à Paris femme. L'écriture est un petit voile et un jeu de vagues tout à fait relâchés par rapport à l'anonymat éternel ancestral qui sous-tend et élargit chacun de mes instants jusqu'au grand cercle de l'impossible. » (Le Calendrier de l'humilité, p. 371).

huit qui lui font toucher les étoiles et le plongent, l'instant d'après, dans les abîmes du péché. Romantisme attiré par la décadence, baroque par mimétisme avec la création, pris entre érotisme et ascèse (thèmes, respectivement, du premier et du second chapitre du livre), le jeune lycéen porte un regard sans pitié sur le monde qui l'entoure, brochant avec une hargne aussi acérée que lucide les portraits de ses parents, de ses professeurs et aussi de toutes ces jeunes femmes que tour à tour il méprise ou adore, sans cesser de se demander comment réaliser ses rêves dans le milieu petit-bourgeois dont il est issu. Si ce « *philistin* » ne cache pas son envie de conduire des Rolls, de fréquenter des palais, il sait déjà que l'œuvre qu'il veut concevoir ne supportera que le

voir, tout lire, tout penser, tout rêver, tout avaler. » Écrit juste après *Vers l'unique métaphore*, en 1935-1936, *Le Calendrier de l'humilité* est fait d'une suite de réflexions qui pourraient constituer les notes d'un journal que l'on ouvre au gré des ses curiosités (la table des matières est à elle seule un régal). En marge des abondantes observations sur ses contemporains, Szentkuthy lisait et annotait une somme considérable d'ouvrages sur des sujets aussi divers que l'histoire, la philosophie, la psychologie, ainsi que des romans et des recueils poétiques, notamment anglais, allemands et hongrois. Rilke, Mozart, Shakespeare sont ainsi passés au crible d'une analyse qui mêle botanique et stylistique, théologie et photographie. S'il n'y a plus la fraîcheur

naïve des premiers écrits et si certaines démonstrations sont parfois trop emberlificotées, voire agaçantes, pour emporter l'adhésion, jaillit souvent, au détour d'observations tirées du quotidien, l'éclat d'une révélation sur rien de moins que l'histoire de l'humanité ou bien un jugement à l'emporte-pièce fécond jusque dans son excès : « Comme il est intéressant que le trait représentatif de l'homme ancien soit la pensée, et celui de l'homme moderne, cent fois intellectuel, la sensation ! » Entre ses remarques s'intercalent des pages admirables d'impertinence et de drôlerie, sur Rembrandt par exemple, des ébauches de romans où auteur et narrateur se confondent dans le rêve d'un même destin. « Obscurité, doute, manque – voilà ce qui nous fait vivre. » Et toujours la même grande interrogation brasse ces pages : quelle est la légitimité de l'écriture? Comment écrire quand les passions font éclater tous les moules? Comment ne pas écrire quand seule l'écriture peut recevoir ce qu'aucun cœur ne peut accueillir? Faisant un tremplin de ses propres entraves (« J'ai deux traits postifs : la névrose et l'éducation catholique »), Szentkuthy cherche un ancrage au fur et à mesure de ses débordements, loin de tout esthétisme, la culture n'étant pour lui que solitude (derrière les remparts des 25 000 ouvrages de sa bibliothèque). Se justifiant, se condamnant, se moquant, tonnant, Szentkuthy avance dans une jungle qu'il fait pousser à chacun de ses pas : « Pour moi la vie : possibilité de tout, éternel voyage, éternelle fuite. Fuite! Tout est là... »

Pierre Deshusses

- (1) *Vers l'unique métaphore* (1991). En lisant Augustin (1996).
(2) *En marge de Casanova* (1991). Renaissance n° 1991.
(3) *Chroniques burgondes* (1996).

SCIENCE FICTION

par Jacques Baudou

« Mort rouge »

**LE CORPS
ET LE SANG D'EYMERICH**
de Valerio Evangelisti.
Traduit de l'italien par Serge Quadrupani,
Rivages, « Fantasy », 238 p., 119 F (18,14).

Dans ce nouveau roman au titre audacieux, il est bien plus question de sang que des corps, même si la façon dont Eymenrich s'emploie à délester la ville de Castres de toutes les hérésies qui y fleurissent est, à leur égard, d'une grande radicalité. De sang, il est question dans chacun des deux récits entrecroisés qui composent le roman. Dans celui qui se déroule en 1358, Eymenrich est chargé par le pape d'exercer sa charge d'inquisiteur à Castres et alentours, où se répand un « culte malsain basé sur la profanation du sang », dont les adeptes, les « mase », semblent semer autour d'eux une maladie appelée la « mort rouge ».

Si Eymenrich a été choisi, c'est tout autant pour ses talents politiques, particulièrement utiles dans cette région troublée où l'Église a quelques pions en jeu dans les parties qui courent entre l'Angleterre et la France, que pour sa réputation d'implacabilité. Il se montrera digne de la confiance placée en lui dans chacun des aspects de sa mission, fin manœuvrier et stratège aussi bien qu'enquêteur hors pair ou que restaurateur intriguant des valeurs de l'Église. Il fera pourtant preuve d'une certaine mansuétude à l'égard d'une monstrueuse victime de la consanguinité. L'autre récit, qui se déroule, lui, au XX^e siècle, met en scène un généticien raciste du sud des États-Unis qui, ayant découvert le moyen d'« activer » une maladie génétique, se livre à des expériences de déclamation à grande échelle. Pour le compte de qui veut bien financer ses mortelles recherches : CIA, Mafia, trust pharmaceutique, factieux fascistes, etc.

Le dénominateur commun de ces deux récits est la « mort rouge ». Nous laisserons au lecteur le plaisir de découvrir comment l'un et l'autre s'emboîtent. Le roman s'achève sur un holocauste qui constitue un hommage appuyé à Edgar Poe. L'avertissement de l'auteur est clair : « A ouvrir la boîte de Pandore... » Il lui a donné une forme romanesque saisissante!

LE DONJON ROUGE, de George R. R. Martin

Le Donjon rouge est la suite du roman *Le Trône de fer*. Il reprend le récit juste après la tentative d'assassinat de lord Eddard Stark et poursuit la description des tourmentes intérieures agitant le royaume des sept couronnes et les nobles familles qui guignent le pouvoir suprême sans renoncer sur les moyens : ce que l'une des protagonistes appelle d'une juste formule « le jeu des trônes ». Certes les différentes péripéties de ce jeu cruel et sanglant entraînent sans coup fêter le lecteur dans le mouvement flamboyant de cette histoire imaginaire d'un Moyen Âge de fantaisie. Mais les intrigues les plus intéressantes, celles qui promettent les suites les plus agitées, ne se situent pas au cœur du royaume. L'une est sur sa marche, à son extrême nord, sur le mur gigantesque qui le protège d'une énième invasion à propos de laquelle les révélations sont encore bien rares. Pourtant on pressent qu'elle est sur le point de perdre son côté *Désert des Tortures*.

La seconde se déroule sur un autre continent où deux prétendants au trône de fer ont été contraints de s'exiler, et voit une jeune femme, Daenerys, conquérir peu à peu le pouvoir dans une société où les femmes sont pourtant réduites à la portion congrue. A la fin de cette deuxième partie, les données politiques ont complètement changé, les guerres intestines ont repris et on se demande bien comment l'auteur va ramener la paix dans le royaume. A suivre... (traduit de l'anglais [États-Unis] par Jean Solà, éd. Pygmalion/Gérard Watalet, 412 p., 139 F [21,19]).

LA CONSPIRATION DES FANTÔMES, de James Herbert

Avec *Dis-moi qui tu hantes*, James Herbert avait signé une remarquable variation sur le thème de la maison hantée. C'est donc avec plaisir que l'on retrouve ici David Ash, le sceptique enquêteur de l'Institut de recherches métapsychiques. Mais l'expérience vécue à Edbrook – « A l'exception de la vieille tante, tous les habitants de cette demeure abandonnée de Dieu étaient des fantômes » – l'a profondément perturbé, et même changé. Elle l'a rendu plus réceptif au paranormal. Aussi, dès son arrivée à Sleath, un pittoresque et apparemment paisible petit village anglais typique, est-il étreint par un tarabaudant sentiment de malaise que viennent aussitôt conforter une comptine chantée par des voix d'enfants dans une école désaffectée, une agression violente et disproportionnée, le meurtre d'un garde-chasse. David acquiert vite la conviction que c'est le village tout entier qui est la proie d'une malédiction. Mais il est loin de se douter que c'est une longue et périlleuse tradition de corruption morale, de dépravations et d'ignominies qui est en passe d'être soldée... James Herbert conduit le récit du malaise indéfini à l'embrasement cathartique avec une grande maestria, dominant ainsi du thème du lieu maudit une version moderne d'une fort belle efficacité (traduit de l'anglais par Thierry Arson, Presses de la Cité, 470 p., 120 F [18,29]).

Nicci French, d'une seule voix

Le roman policier est sans doute le genre qui se prête le mieux à l'écriture collective. Nicci Gerrard et Sean French, unis à la ville et comme sur la page, en font une nouvelle fois la preuve

JEUX DE DUPES
(The Safe House),
de Nicci French.
Traduit de l'anglais
par Emmanuelle Delanoë-Brun,
Flammarion, 362 p., 135 F
(20,58).

Nicci French est journaliste et vit à Londres. C'est du moins ce qu'affirme la courte notice biographique affichée au revers du livre intitulé *Jeux de dupes*. Mais tenir pour vrai tout ce qui est imprimé revient à croire au Père Noël après l'âge de six ans. La preuve : Nicci French n'existe pas et elle n'habite plus Londres. Sous ce pseudonyme, fabriqué à partir de leurs patronymes respectifs, se cache un couple de romanciers anglais qui vient d'emménager à la campagne, dans le Suffolk. Lorsqu'ils écrivent des livres à quatre mains, Nicci Gerrard et Sean French sont vraiment la « moitié » l'un de l'autre, comme le suggère une vieille expression appliquée au mariage. Faisant fi des vanités d'auteur, ce tandem original pousse l'idée de famille nombreuse jusqu'à engendrer des livres, en plus de ses quatre enfants. Des « *crime novels* » dont l'intrigue et les personnages tiennent le lecteur en haleine, sans prétention ni vulgarité.

Parce qu'il établit un périmètre clairement défini, à l'intérieur duquel doit se nouer puis se dénouer une intrigue, le roman policier se prête mieux à l'écriture collective que n'importe quel autre genre littéraire. Boileau et Narcejac en ont fait la preuve, ou Fruttero et Lucentini dans un registre plus fantasmatique. Mais Sean et Nicci, respectivement 39 et 40 ans, préféreraient que leurs lecteurs ne sachent pas le fin mot de l'intrigue. « Au commencement, nous n'avons dit à personne que nous



préparions un livre, explique Nicci. C'était notre secret. Et puis, l'idée de couple pouvait laisser croire à une ambiance feutrée, cosy, ce qui n'est pas le cas. L'identité de Nicci French n'est pourtant plus un mystère pour personne, à l'heure où paraît avec succès leur troisième livre en Angleterre (*Jeux de dupes* était le deuxième).

N'importe. Dans le joyeux désordre d'une maison encombrée de livres et de chaussures d'enfants, le couple tient à expliquer que son entreprise ne relève pas du simple jeu, ni moins encore de la juxtaposition de deux écritures. « Nous inventons une nouvelle voix, qui n'est ni la mienne, ni celle de Sean », explique Nicci Gerrard, qui exerce par ailleurs le métier de journaliste à l'Observer. Comment procédent-ils? D'abord, par de longues discussions pour cerner l'intrigue, les personnages, le ton

du récit. Après cela, « pas question de s'asseoir ensemble pour écrire », souligne Sean. Chacun à leur tour, ils écrivent des passages qu'ils soumettent à l'autre. « Je rédige, puis je montre à Sean, qui change tout. Alors, bien sûr, je hurle, dit Nicci en riant. Puis il écrit, c'est moi qui change tout, et là il fait la tête, il boude. »

Ce « processus combatif » ne les a pourtant pas éloignés l'un de l'autre, au contraire. « Cela suppose une grande confiance, affirme Sean. Nous utilisons notre propre vie et celle de l'autre, de sorte que personne ne peut vraiment trouver qui a composé tel ou tel passage. » Mais, attention, l'exemple n'est pas à suivre aveuglément. D'autres, moins prudents, ont manqué de laisser leur couple. Tels ces amis de Nicci et Sean, mari et femme, qui s'étaient laissés séduire par l'expérience. « Ils voulaient

écrire un roman érotique, se souvenaient les auteurs. Le mari devait tenir la plume et elle lui aurait donné des idées. Quand il a découvert ce qu'elle avait dans la tête, il a été tellement choqué qu'il s'est dit : "Arrête." Car l'écriture commune suppose une forme d'intimité « qui vous expose encore plus que de faire l'amour avec quelqu'un », signale Nicci.

Au moins, le roman policier ne comporte pas exactement les mêmes dangers. Sean et Nicci se sont, en outre, imposés des contraintes en forme de garde-fous. Ils ont décidé que leur personnage principal serait toujours une femme, forte de préférence, confrontée à des situations créées par des problèmes psychologiques. Dans *Jeux de dupes*, l'héroïne est médecin, spécialisée dans les conséquences somatiques des traumatismes. Alors qu'elle vient de s'installer à la campagne avec sa petite fille pour échapper au tourbillon londonien (comme les auteurs), Samantha se voit contrainte d'héberger une jeune femme dont les parents ont été sauvagement égorgés à leur domicile. C'est le début d'une amitié au terme de laquelle Samantha, personnage qui ne manque pas d'épaisseur, découvrira qu'elle a été totalement manipulée. Écrit de manière vive, souvent ironique et très fine, *Jeux de dupes* est un roman habile où se fait entendre la voix nullement désincarnée de Nicci French.

Raphaële Réolles

**Jeux
de mots**
36 15 LEMONDE



GÉOGRAPHIE
(Physique Géographie)
d'Emmanuel Kant.
Traduit de l'allemand
par Michèle Cohen-Halimi,
Max Marcuzzi
et Valérie Seroussi.
Aubier, « Bibliothèque
philosophique », 370 p.,
160 F (24,39 €).
(en librairie le 8 février)

**Durant quarante ans,
le philosophe enseigna
aussi la géographie.
Le texte de son cours est
traduit pour la première
fois. Lecture comique
et déroutante. Que
deviennent les préjugés
chez les grands ?**

C'est un texte controversé, pas vraiment une œuvre. Notes de cours, cahiers personnels, pense-bête, enlume pour « marier », comme dit Kant, le rude métal d'un enseignement populaire destiné à des étudiants débutants. On ne confondra pas ces fiches avec un livre réfléchi, maîtrisé, revêtu. Kant ne voulait pas le publier : il n'avait plus la force, à la fin de sa vie, de mettre en forme ce matériau. Sa *Géographie physique* fut malgré tout imprimée, à la hâte, peu de temps après sa disparition, dans une édition composée de ses propres canons et de compilations de notes d'étudiants. Le texte figure dans le tome IX de la grande édition des œuvres de Kant publiée par l'Académie des sciences de Prusse au début du XX^e siècle. Le voici traduit pour la première fois en français par trois fins connaisseurs de la prose kantienne, déjà traducteurs de la *Correspondance* du philosophe. Et c'est un choc, un vrai. Car ce cours de géographie – que Kant a quand même professé quarante-neuf fois pendant quatre décennies, de 1756 à 1796 – nous apparaît comme un invraisemblable fatras de remarques hétérogènes, de connaissances sans système, de curiosités dépourvues de lien. Face à cette encyclopédie en état d'ivresse, on peut passer de l'étonnement au fou rire, et de l'inquiétude à l'interrogation.

L'étonnement naît en sourdine, du contraste inattendu entre ce qu'on croit savoir du philosophe, à partir de ses œuvres majeures et de leurs innombrables commentaires, et ce qu'on découvre ici d'incongru. Kant expliquant la

cause des moussons, décrivant la façon dont les fleuves creusent leur lit, disant pourquoi l'eau de mer est salée, s'extasiant de la taille des banquises (« aussi grandes que le royaume de Prusse »), il est vrai qu'on n'y est guère accoutumé. Le bestiaire est plus surprenant. Le philosophe des catégories de l'entendement, de l'architecture de la raison pure ou de l'impératif catégorique, passe en revue les requins-marteaux et les poissons volants, décrit les mœurs de l'ours, la silhouette de l'hippopotame et la taille considérable de la verge de l'éléphant « grande comme un homme ». On peut être amusé ou intéressé. Mais assez vite tout s'embrouille, le propos devient chaotique et bigarré. Le désordre est impossible à retenir. Quelque chose d'Herzappoppin vient pagayer la métaphysique des mœurs. Surgissent brusquement des animaux curieux. Les uns sont dangereux : « Au Congo, on voit des colonies entières de grosses fourmis qui peuvent dévorer entièrement une vache ou un homme malade. » D'autres ont des problèmes avec leurs oreilles. Par exemple le zèbre, « cheval dont la forme, la couleur et la rapidité sont les plus admirables de la nature : seules ses oreilles sont un peu trop longues ». Et encore, ce n'est rien à côté d'autres bestioles plus à plaindre : « Le mouton syrien a des oreilles qui pendent presque jusqu'à terre. » Toutefois, dans ce domaine, ce sont bien les Asiatiques les pires :

« La plupart des nations orientales trouvent les grandes oreilles particulièrement plaisantes », signe évident de l'étrangeté de leur goût. Les mêmes caractéristiques s'appliquent en effet, indifféremment, aux animaux et aux hommes. De même que « les chevaux de l'île d'Asland sont petits et vaillants », « les habitants du Chili sont pleins d'entrain et d'audace ». C'est évidemment quand il parle en termes ignobles d'êtres doués de raison que ce texte « kantien » rend le son le plus étrange. Le malaise alors au rire se mêle. Ainsi apprend-on qu'au Pegou (en gros, l'actuelle Birmanie) « les femmes aiment bien s'unir à des Européens et tirent vanité d'être engrossées par eux. Leurs vêtements sont indécentes. Dans l'ensemble, la nation est assez bien faite et d'un bon naturel même

si elle n'est pas courageuse ». En revanche, les Hottentots du cap de Bonne-Espérance sont « francs et très pudiques ; ils sont aussi hospitaliers, mais leur saleté surpasse tout. On les sent de loin. Ils enduisent leurs nouveau-nés de bouse de vache et les exposent au soleil ». On commence seulement à défricher les questions soulevées par la présence de formules de ce genre chez un penseur du cosmopolitisme, théoricien du respect de la personne, philosophe de la liberté et de la dignité de l'individu. On dira que Kant n'est pas le seul. Mais cela ne fait évidemment qu'aggraver la situation. Leibniz, Voltaire, Hegel, Schopenhauer et, plus récemment, tous les fervents défenseurs de l'universalité de la raison, ont en effet proféré eux

et le reste de l'œuvre philosophique. Un préjugé ne suscite pas les mêmes questions sous la plume d'un missionnaire ou d'un commerçant et sous celle d'un des grands esprits de l'Europe. Le philosophe a nécessairement certaines des oreilles de son temps. On ne s'en désolera pas comme d'une faiblesse ou d'un vice. Mais on devrait tenter de saisir comment se juxtaposent la raison et son aveuglement, de quelle manière se trouble le discours dès qu'il est question des « autres » et des « ailleurs ».

On constaterait alors combien, le plus souvent, la raison est impure. Mêlée de rêves et de désirs, hantée de craintes, archaïque évidemment. Cette raison toujours mythique quand elle croit traiter logiquement des autres, il deviendrait possible de la parodier, en retournant les récits extraordinaires des voyageurs classiques. On dirait par exemple : « Le soleil se couche tôt à Königsberg. Ses habitants se promènent à heures fixes en respirant par le nez. Ils évitent de tomber malades pour n'être pas mangés par les fourmis du Congo. Ils écrivent de gros volumes pour fixer les limites de validité de nos connaissances. Ils aiment la betterave et fument la pipe le matin. »

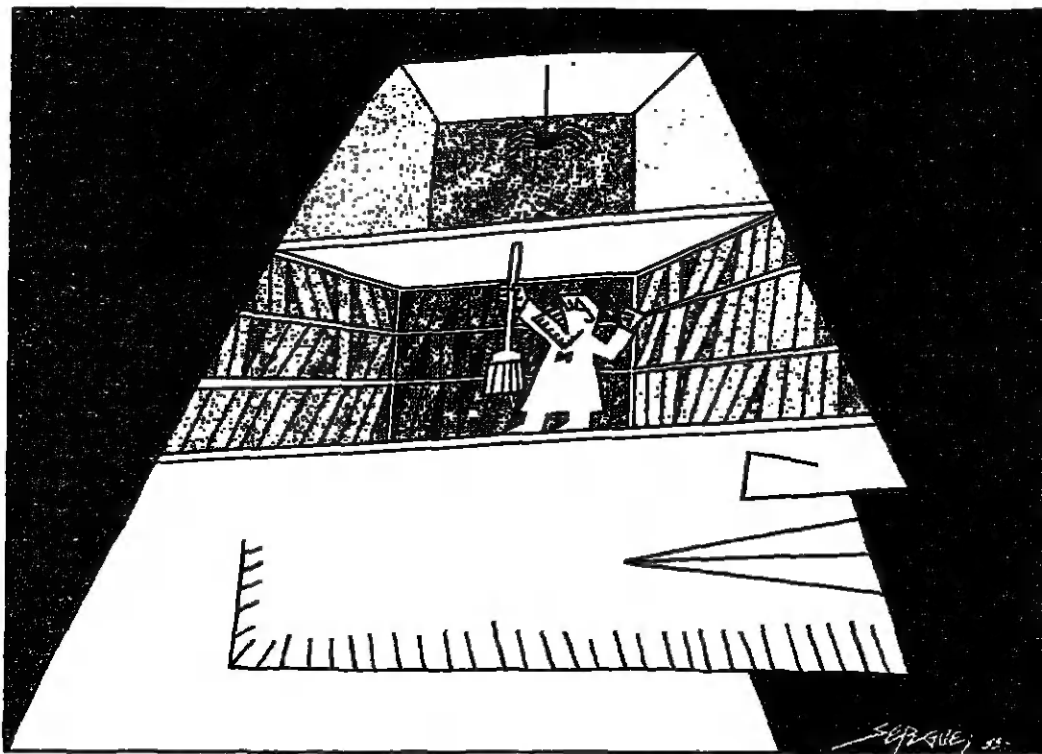
(1) Payot, 1997. Voir le « Monde des livres » du 13 septembre.

À signaler également : le n° 34 de la revue *Corpus* s'intitule *Géographies et philosophies* et rassemble une dizaine d'études sur ce thème, parmi lesquelles un article de Jean-Marc Besse, « La géographie selon Kant : l'espace du cosmopolitisme » (200 p., 100 F [15,24 €], 99, av. Ledru-Rollin 75011, tél. et fax 01-43-55-40-71).

Un important ouvrage de Pierre Kerszberg sur les relations de la philosophie kantienne et de la science contemporaine, *Kant et la nature. La nature à l'épreuve de la critique*, vient de paraître aux Belles-Lettres, « L'An d'or », 384 p., 185 F (28,20 €).

Les éditions Grasset annoncent pour mars la traduction d'un essai d'Umberto Eco intitulé *Kant et l'ornithorynque*.

Kant et les fourmis du Congo



Alain Finkielkraut, romantique des Lumières

L'auteur du « Juif imaginaire » ne dément pas qu'il est un conservateur, mais au sens éminemment démocratique qu'Hannah Arendt donne à cette catégorie. Hans Jonas ne parlait-il pas d'ailleurs d'un « conservatisme du mouvement » ?

Tout était déjà là, dans *Le Juif imaginaire*, mais si l'on avait su que cela n'allait faire que croître et embellir, on se serait méfié plus tôt d'Alain Finkielkraut, de son refus des gourmandises communautaires, de sa critique d'une hypermémoire juive qu'il place aux antipodes du devoir de mémoire, de son choix de l'essai à la française, de la hardiesse de son ton, de ses raccourcis inexorables, de sa drôlerie assassine, de son amour entêté des petites nations,

enchaînements implacables. Beaucoup de malentendus à son sujet viennent de ce paradoxe constitutif de son style d'être et de pensée. S'il se conduit comme un cadet de Gascogne, querelleur et défendant à tout bout de champ quelque point d'honneur ou quelque éclair de triste vérité, on aurait tort de ne voir en lui qu'un polémiste. Car cette vieille douleur historique, justement, cette sensibilité politique à fleur de peau, qui s'expose sans s'abriter jamais derrière une compétence scientifique ou une terminologie savante, témoignent d'une pensée qui, pour n'avoir rien d'universitaire, n'en est pas moins réellement philosophique.

Si Finkielkraut suscite souvent des adhésions et des rejets passionnés, c'est parce qu'il ne cesse de dénoncer dans l'urgence ce qu'il vient de voir et d'entendre, comme si l'emballement de l'époque ne donnait plus droit à l'exposition calme d'une question. D'où son rejet des compromis et des stratégies : il n'est ni un théoricien, ni un fin politique, ni un prophète, ni un homme d'humeur, il est l'intempestif qui, remontant des faits – événements et opinions – aux idées, donne l'alarme d'une manière imprévisible.

Son dernier livre, *L'Ingratitude* – une « conversation sur notre temps » avec Antoine Robitaille, interlocuteur dont il n'est pas insignifiant de signaler qu'il est québécois –, constitue une sorte de récapitulation de son parcours, mais aussi un dévoilement de ses plus profondes raisons d'être devenu celui qu'il est, de remplir la fonction qu'avec une peu ordinaire certitude de sa responsabilité il s'est assignée. Dans ces entretiens, en effet, il semble se montrer plus « humain » que dans ses autres livres, consentant presque à éclaircir certaines de ses positions par des aveux biographiques. Ses pages sur Israël sont frappantes : État-nation auquel il est farouchement

attaché mais dont il critique le gouvernement pour sa politique vis-à-vis des Palestiniens et la société pour son abandon de l'idéal sioniste. « Le pays que j'ai tant aimé se scinde de plus en plus profondément entre laïques américains et aveugles qui dansent », et elles donnent peut-être la clé de ses engagements paradoxaux en faveur des guerres d'émancipation de l'ex-Yugoslavie, par exemple, et pour l'autonomie du Québec.

Ce livre parlé, ou plutôt écrit à voix, témoigne d'une violence et d'une cohérence qui effraient,

Elisabeth de Fontenay

d'une justesse qui, lorsqu'elle ne rebute pas, fait mal, et d'une évidence injuste parfois. Toutes ces pages, rassemblées en cinq chapitres, « Les ennemis et les démons », « L'oubli du présent », « L'abandon de la langue », « L'impudence des vivants », « Pourquoi nous sommes si moraux ? », débouchent sur un propos qui ne peut que remuer profondément le lecteur. Même si celui-ci n'est pas tout à fait ou pas du tout d'accord. Car ce qui est évoqué ici, avec un mélange rare de lucidité, de tragique et d'ironie, c'est notre futur planétaire. « On ne peut pas être citoyen du monde seulement parce qu'on se contente de naviguer sur Internet. »

L'Ingratitude ? Elle consiste à ne pas payer sa dette, à faire bon marché de ce que l'on doit à d'autres. Mais pourquoi proclamer ainsi que notre âge est ingrat, qu'il accumule manquements et malfaçons envers tout ce qui l'a précédé ? Et pourquoi Finkielkraut se présente-t-il comme un homme exemplairement perdu de dettes et qui demanderait à ses contemporains de s'acquitter à leur tour, en commençant tout au moins à reconnaître, sinon à honorer leur créance ? Pourquoi faudrait-il de surcroît maintenir à tout prix le

legs d'un XX^e siècle qui nous a trahis, puisque rien du patrimoine culturel et de la tradition démocratique ne nous aura prémunis contre le fait d'avoir été victimes, bourreaux, traîtres ou simplement indifférents ? S'il convient que nous continuions de recevoir, de reconnaître et de remercier, dit ce livre, c'est parce que la liquidation jubilante qui s'effectue désormais contribue à la plus grande dupesque. On liquide la nation parce qu'il y a eu Hitler, on liquide la langue parce qu'elle porte atteinte à la spontanéité expressive, on liquide la culture parce qu'elle est volontée de « distinction », on liquide la transmission scolaire parce qu'elle favorise l'exclusion des pauvres et des étrangers, on liquide les générations passées parce que les morts et leurs traces ne sont pas assez vite recyclables.

Mais Finkielkraut montre justement qu'aucune leçon n'a été tirée des effroyables éliminations démographiques et symboliques qui ont marqué ce temps. Et c'est la raison pour laquelle il a fallu intituler *L'Inutilité du vingtième siècle* son dernier livre. *L'Humanité perdue*. Car ce qu'il dénonce dans l'actuelle révolution culturelle – il vaudrait du reste mieux parler d'euthanasie –, c'est qu'on ne la justifie même plus au nom d'une certaine pratique de la justice sociale, mais qu'on la met en œuvre au titre d'une frénésie technologique dont on voudrait faire passer le processus pour une décisive avancée morale et politique du présent.

C'est pourquoi il demande qu'on cesse, au nom d'une démocratie radicale, voire totalitaire en ce qu'elle se pense comme table rase, de brader le patrimoine, il réclame simplement qu'on perpétue le passage du témoin – puisque ni individuellement ni collectivement nous ne pouvons prétendre commencer ou recom-

mencer à nous-mêmes. Comme Walter Benjamin le laissait entendre, quelque chose comme une promesse non encore tenue demeure dans les traces multiples et si facilement effaçables laissées par nos ancêtres humains, les plus récents comme les plus anciens. Et cette promesse nous requiert, car elle déient la prodigieuse autorité qui fait se renouer les présentiments du passé et les attentes de l'avenir. Finkielkraut essaie en vérité de faire valoir les droits de ce « donné », de cet « il y a », de ce « déjà-là », de ce « merci » dont les phénoménologues et les poètes rappellent l'énigmatique caractère de don.

Toutes les propositions qui peuvent paraître paradoxales – et même provocatrices – dans ce livre se rattachent en effet à une volonté de réinventer le trop décrié sens commun. Sens auquel ont part les vivants et les morts, communauté de significations plurielles et transcendantes, insistantes et fragiles, monde dont il faut prioritairement empêcher qu'il ne se dé fasse, car la résistance qu'oppose encore ce vieux sol ébranlé peut seule empêcher l'idolâtrie meurtrière d'un présent ou d'un futur psychotiques, érigés en absolu. On peut appeler cela du conservatisme, et l'auteur s'en explique avec éloquence. Conservateur, il l'est, mais au sens éminemment démocratique que Hannah Arendt donne à cette catégorie, et pourvu qu'on rappelle avec Hans Jonas qu'il peut y avoir, quoi qu'en dise la vulgate progressiste, un « conservatisme du mouvement ».

Encore faut-il préciser que ce n'est qu'une vue d'une équitable redistribution, que ce romantique des Lumières, aussi peu libéral qu'élitiste, retient les plus vivantes des forces qui nous furent confiées. Il a la naïveté de penser que tous y ont droit, c'est-à-dire de faire encore fond sur ce qu'en

France on appelait l'école, ce théâtre de la mémoire, cette scène à la fois publique et séparée où se joue « le drame de la transmission ». Tout compte fait, ce livre magnifique est comme un microcosme, et son auteur comme un ami qui veillerait à temps et à contretemps. Si Finkielkraut n'écrivait pas, êtes-vous sûr qu'il ne faudrait pas l'inventer ?

(1) Le dernier volume de la série *Morales* (Ed. Autrement), intitulé *L'Admiration : miettes d'immortalité*, atteste qu'Alain Finkielkraut n'est pas si seul qu'on le croit.

L'INGRATITUDE
Conversation sur notre temps
d'Alain Finkielkraut.
Gallimard, 222 p., 110 F (16,76 €).

RUTH KLUGER

REFUS DE TEMOIGNER

UNE JEUNESSE

« A lire toutes affaires cessantes »

JORGE SEMPRUN

Le Journal du dimanche

Portrait
« On ne peut pas être citoyen du monde seulement parce qu'on se contente de naviguer sur Internet. »

de sa position apparente d'universelle compétence, de sa manière de saisir l'époque à bras-le-corps. Il faut dire que ce « mécontentement » a su, de livre en livre, donner des gages à son public, en nommant les maîtres qui légitimaient son orientation : Kundera, Levinas, Péguy, Arendt, Jonas, et tous ces auteurs de sa chère Europe centrale, qu'il publie dans *Le Messager européen*, et de surcroît les grands écrivains dont ce normalien, agrégé de lettres a, dans les nids de la République, reçu la becquée (1).

L'œuvre de Finkielkraut ne saurait pourtant se réduire à ces éclats et à ce qui apparaît parfois comme une posture de censeur systématique de la modernité, car il y a, derrière sa rigueur étincelante, derrière sa très française méchanceté, une peur intelligente et une vraie souffrance quant au mauvais cours du monde. C'est par pudeur qu'il dissimule ce pathos dans une écriture admirable de classicisme et d'inventivité et qu'il convertit son sentiment du désastre en

Handwritten notes and scribbles at the bottom of the page, including the number 17-17 and other illegible marks.

Affaire du sang contaminé : plaidoyer pour trois ministres

● A la veille de l'ouverture du procès où doivent comparaître Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, la philosophe Blandine Kriegel prend la défense des responsables politiques ● Une position que partage Willy Rozenbaum, pionnier de la lutte contre le sida

LE SANG, LA JUSTICE, LA POLITIQUE
de Blandine Kriegel.
Plon, 156 p., 98 F (14,94).

LE SANG CONTAMINÉ
Essai critique sur la criminalisation des responsables politiques
de Willy Rozenbaum.
PUF, 168 p., 99 F (15,09).

Je ne blâmerai pas. Les lignes qui suivent sont un plaidoyer pour les trois ministres aujourd'hui présumés coupables. Pour des raisons d'affinités ou d'intérêt militant ? En aucune façon. J'ai de l'admiration et de l'amitié pour Laurent Fabius, mais je n'ai rencontré que quelques rares fois Georgina Dufoix et je ne connais pas Edmond Hervé. Quelques jours avant que ne débute le procès des trois anciens ministres devant la Cour de justice de la République, la philosophe, spécialiste de l'État et de la justice, Blandine Kriegel, publie un « court mémoire » aussi subjectif que décapant.

Pourquoi, dans un monde universellement touché par le sida, la France est-elle le seul pays où l'on en soit arrivé à pareil dénouement judiciaire ? Est-ce parce que ses dirigeants sont des criminels ? Parce que l'administration de la santé a failli ? Parce que les médecins n'ont pas compris à temps ? Parce que les juges ont pris leurs responsabilités et qu'il faut que justice passe ? Le diagnostic de Blandine Kriegel est sans appel : « Le tragique enchevêtrement de la médecine, de la politique et du droit a conduit à la mise en place d'un système judiciaire qui a permis de faire passer la justice au-dessus de la loi. Elle affronte aujourd'hui la maladie avec la peur et la honte et préfère trouver des boucs émissaires, alors qu'elle devrait effectuer les réformes nécessaires de son système de santé et de

son administration, et, par-dessus tout, faire progresser les droits des victimes. »

La première partie du livre de Blandine Kriegel consiste en une analyse succincte, et forcément incomplète, de l'acte d'accusation. Pour ce faire, elle établit une chronologie des faits et un rappel des connaissances que l'on avait en 1983-1985 de la physiopathologie et de l'épidémiologie du sida. Pour conclure : « Au milieu de cette méconnaissance générale, certains étaient tout de même plus précautionneux que d'autres : la décision prise par Laurent Fabius, premier ministre, de rendre très vite un arbitrage favorable à la mise en œuvre du test de dépistage, révèle à tout le moins une bonne intuition des dangers à venir et une remarquable perception de l'urgence réelle des problèmes de l'époque. (...) Son dossier est entièrement vide », ajoute la philosophe, faisant visiblement peu de cas de l'acte de renvoi devant la Cour de justice de la République rédigé par les trois magistrats de la commission d'instruction, Guy Joly, Martine Anzani et Henri Blondet.

CONTEXTE « CULTUREL »

Tout aussi catégorique en ce qui concerne la non-culpabilité d'Edmond Hervé et Georgina Dufoix, Blandine Kriegel explique que « l'expertise médicale et scientifique de l'époque, la presse, l'opinion pour autant qu'elle en ait compris les enjeux », les associations d'homosexuels et d'hémophiles enfin, les ont dissuadés de faire appliquer les seules mesures efficaces pour l'époque, qui auraient resserré le terrible bilan français aux proportions toujours tragiques mais inférieures des pays au système de santé comparable : la sélection préalable des donneurs de sang et la diminution des transfusions n'ayant pas un caractère vital. Selon elle, « tout, dans la culture française, à la fois caritative et rédemptrice, s'opposait

à de telles mesures ». A trop vite vouloir conclure, Blandine Kriegel livre, nous semble-t-il, une analyse incomplète.

Si elle a raison d'insister sur le contexte « culturel » de l'époque — on considérerait que le système transfusionnel français était le meilleur du monde parce que le plus désintéressé ! —, elle passe en revanche trop vite sur le problème essentiel du non-respect de la circularité de la direction générale de la santé du 20 juin 1983 qui imposait une stricte sélection des donneurs de sang. Qui d'autre que l'administration de la santé et l'administration pénitentiaire pouvaient savoir que les centres de transfusions sanguines continuaient à aller collecter du sang dans des milieux à hauts risques ? Peut-on se laisser « dissuader » devant de tels manquements aux règles de santé publique ? Aujourd'hui, le taux de contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida est trois fois plus élevé en France que dans les autres pays d'Europe.

« Comment sommes-nous passés de la responsabilité pénale, en s'autant par-dessus la responsabilité civile ? » Par-delà son analyse de l'affaire du sang contaminé, l'intérêt principal du livre de Blandine Kriegel réside dans la réponse qu'elle apporte à cette question. Rappelant que la société contemporaine se dirige vers une volonté de sécurité institutionnelle par la précaution, elle explique fort justement qu'on « cherchera d'autant plus les décideurs coupables qu'on n'aura pas trouvé les responsables solidaires. On acceptera d'autant moins la faute légère qu'on n'aura pas bénéficié de l'indemnisation normale ». Si nous voulons en finir, écrit-elle, avec le despotisme de l'administration, il faut que la conscience l'emporte sur la compétence, que la clarté fasse voler en éclats le secret et que les administrations soient limitées et contrôlées par des contre-pou-

voirs et par un droit plus moderne.

A l'appui de son analyse, Blandine Kriegel cite trois « grands témoins » : Robert Badinter, d'abord : « Un ministre peut-il être pénalement responsable d'un acte ministériel qui, au moment où il est pris, n'est pas constitutif d'une infraction, mais dont les conséquences dommageables entraînent des atteintes à l'intégrité physique des personnes et peuvent de ce fait être qualifiées de délit ? La responsabilité de tels actes ne doit-elle pas demeurer exclusivement politique devant le Parlement et les électeurs ? » Le procureur général près la Cour de justice de la République, Jean-François Burgelin, ensuite : « La pénalisation de l'action politique ne devient-elle pas un moyen de contrôle de l'action politique ? Le juge ne se substitue-t-il pas à l'électeur pour apprécier l'exercice du pouvoir normal ? »

AUDACIEUX PARALLÈLE

Elle cite également le juriste Olivier Beaud qui, dans un essai qui vient de paraître, estime que la solution pénale aboutit, dans cette affaire, à une « criminalisation de la responsabilité », une « tendance à subsumer les faits politiques sous des normes pénales, et donc à faire juger les gouvernements selon des règles tirées uniquement du droit pénal, et non plus du droit constitutionnel ».

Le 9 février débute à Paris le procès des trois anciens ministres poursuivis dans l'affaire du sang contaminé. Une affaire, n'hésite pas à écrire en un parallèle audacieux Blandine Kriegel, « qui évoque, pour Laurent Fabius pour le moins, à la fois l'affaire Dreyfus par la gravité du sujet, l'innocence de l'accusé, l'antisémitisme latent dont il est l'objet, et l'affaire Caillaux, par la campagne d'élimination d'un personnage consulaire de la République dont l'influence est combattue par des raisons de fond qui demeurent inavouables, sinon inavouables ».

Franck Nouchi

LA VIE EST UNE MALADIE SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLE ET CONSTAMMENT MORTELLE
de Willy Rozenbaum.
Stock, 290 p., 120 F (18,29).

C'est l'histoire d'une vocation, née de la « perception aiguë de la souffrance, de la mort » chez un petit garçon de six ans, né à Lodz, en Pologne, en 1945. C'est aussi l'histoire du sida en France, racontée par un médecin « en première ligne » du début de l'épidémie jusqu'à aujourd'hui. C'est encore une histoire de santé publique, un drame humain plein de leçons pour l'avenir. Willy Rozenbaum, clinicien, chercheur et enseignant, raconte ses années d'intimité avec les malades et la maladie. Au-delà du témoignage, écrit parfois comme un « polar scientifique », le livre du docteur Rozenbaum restitue le contexte de la découverte du virus du sida, la difficulté à être « pris au sérieux » par ses pairs, la « prise de conscience progressive », puis la « vague dépressive », les « comportements les plus irrationnels ». Il défend la profonde humanité de l'art médical et n'a de cesse de rappeler les limites, les implications sociales et culturelles.

Dans un chapitre intitulé « Le sang contaminé », Willy Rozenbaum livre son analyse de la mise en place du dépistage du VIH dans les dons de sang. Il juge « la vision qui prévaut aujourd'hui (...) tout à fait erronée ». « Si on reproche aux centres de transfusion et aux autorités médicales une mise à disposition trop tardive des tests, c'est parce qu'on tient pour acquise la qualité des tests proposés au printemps 1985 par les laboratoires, explique celui qui s'attela à la mise au point d'un test dès septembre 1983. (...) Leur fiabilité était tout à fait incertaine et, dussé-je choquer, je pense au

contraire que nous nous sommes trop précipités. »

Le chercheur confie que son équipe avait alors proposé de généraliser les tests, « eux parfaitement fiables », qui servaient à dépister la syphilis et le virus de l'hépatite B, deux infections qu'on retrouvait statistiquement chez les personnes infectées par le VIH. Il en fut autrement, à cause d'un « barrage industriel » et malgré le soutien du ministère de la Santé en avril 1984.

Concernant la transmission du VIH aux hémophiles, Willy Rozenbaum juge « évident que nous n'avons pas eu — nous tous, médecins, autorités sanitaires et politiques — mais aussi patients et associations de patients — les meilleurs réflexes, ceux qui auraient pu, dans cette situation, sauver des vies ». Il assure par ailleurs que le délai de mise en place du chauffage des produits sanguins n'avait « rien de superflu » et était « au contraire une contrainte indispensable ». Sur la question de « l'écoulement des stocks » non chauffés et potentiellement contaminés par le VIH, il remarque que « cette décision (...) ne fut pas prise en secret », mais « ouvertement, au vu et au su de toutes les personnes impliquées, y compris des associations d'hémophiles ».

Willy Rozenbaum dénonce au passage certains « dérapages » des médias et défend, sans se dédaigner, la thèse de la « responsabilité collective ». « Nous faisons mine de croire que la mise au pilori de responsables — qui parfois (...) furent parmi les tout premiers à se soucier des risques sanitaires du sida (...) — va régler les dysfonctionnements. Quelle naïveté — ou quel cynisme ! », s'insurge l'auteur. Il voit finalement dans les mises en accusation pour « tentative d'empoisonnement », une « perversion de la réalité » qui nourrit la « stratégie du parapluie » et porte le principe de précaution « à l'excès », engendrant « des situations inextricables ».

Laurence Foléa

« Mémoires rebelles » au passé recomposé

Maurice Kriegel-Valrimont retrace son itinéraire de résistant puis de compagnon de route du PCF jusqu'à la rupture en 1961. Un engagement exemplaire à plus d'un titre

MÉMOIRES REBELLES
de Maurice Kriegel-Valrimont.
Entretiens avec Olivier Biffaud, Ed. Odile Jacob, 272 p., 140 F (21,34).

M a vie a traversé ce siècle. » Ainsi commence le livre de Mémoires rebelles, vient de publier à l'âge de quatre-vingt-quatre ans Maurice Kriegel-Valrimont, avec la collaboration d'Olivier Biffaud. Ce récit retrace les parcours exemplaire d'un éternel « rebelle » qui s'est engagé dans les grandes luttes de ce terrible XX^e siècle aujourd'hui finissant. La rébellion fondatrice, celle qui conditionne toutes les autres et autour de laquelle sa vie se recompose et prend sens, est son combat dans la Résistance. C'est toute la logique d'un itinéraire, toute une belle histoire qui est ainsi déroulée sur le tapis rouge d'une mémoire sans doute trop bien ordonnée.

Maurice Kriegel est né en mai 1914 en Alsace, alors sous administration allemande, dans une modeste famille juive installée depuis peu à Strasbourg. Après une enfance plutôt heureuse, il vit intensément les événements politiques de son époque strasbourgeoise se situant déjà « à gauche ». La prise de conscience fondamentale est celle du danger hitlérien pendant les années 30 : dès lors, est tracé le fil d'une vie militante, avec le début de son « engagement antifasciste », qui ne « s'est jamais démenti » depuis. Sa licence de droit en poche, il trouve du travail à Paris dans une compagnie d'assurances au printemps 1936. A peine embauché, il vit intensément les grandes grèves du Front populaire et accède très vite au poste de secrétaire général du syndicat CGT des employés d'assurances. En 1940, il est pris dans la décade de l'exode, puis, à Toulouse, en 1942, il rencontre Raymond Aubrac, un ami de

son frère, qui lui propose de le suivre à Lyon pour organiser la branche amicale du mouvement Libération-Sud. Son nom de résistant, il le trouve en ouvrant les contes de Perrault et en s'attachant au premier nom propre qu'il trouve : Valrimont. Arrêté le 15 mars 1943 avec Raymond Aubrac et Serge Ravanel, il s'évade grâce à l'action audacieuse d'un groupe franc. En mai 1944, le voici téléscopé au sommet : il est un des trois membres du Comité d'action militaire (Comac) qui, rattaché au Conseil national de la Résistance,

Robert Fournier

exerce son contrôle sur les Forces françaises de l'intérieur. C'est à ce titre qu'il vit son heure de gloire en recevant le 25 août, en même temps que le général Leclerc et Rol-Tanguy, la reddition du général allemand von Choltitz à Paris. Pendant toutes ces années, nous dit-il, il était « compagnon de route » du Parti communiste — le meilleur rempart à ses yeux contre le nazisme — sans en être membre. L'affirmation peut surprendre, tant son nom paraissait totalement identifié à la Résistance communiste. Lui-même fait allusion, sans les citer, à ces vers irrévérencieux, colportés à l'époque par les résistants eux-mêmes et rapportés par l'historien Laurent Douzou : « Valrimont ne serait-il, si l'on en croit Pontot (!), qu'un des nombreux sur-noms du maréchal Tito. » C'est en 1947 seulement, sur la demande de Maurice Thorez, qu'il serait entré au parti. Son ascension est alors rapide dans les instances dirigeantes. Si l'affaire Marty-Tillon le met mal à l'aise, il n'en vote pas moins — à sa grande honte aujourd'hui — les sanctions contre les deux hommes. « Quand je me pose des questions sur ma vie, c'est le seul point où je ne me trouve pas d'excuses. » Le décalé vient en 1956, lorsque le rapport Khrouchtchev révèle les crimes de Staline. Partisan du nouveau cours de la déstalinisation contre Fortho-

doxie de Thorez, il défend publiquement Servin et Casanova au début 1961, ce qui lui vaut d'être à son tour accusé dans sa propre circonscription de député en Meurthe-et-Moselle par le « procureur » Roland Leroy. A l'issue de cette séance humiliante du 1^{er} mars, il quitte le parti, et il faudra attendre le 22 juin 1997 pour que la même fédération de Meurthe-et-Moselle organise en son honneur une cérémonie à Longeville : Robert Hue accepte alors de reconnaître les torts du parti à son égard.

Du courage, du caractère, de la détermination, des certitudes, il en a fallu à celui qui s'est rebelle contre le nazisme, puis contre le stalinisme. A cet égard, ce livre de Mémoires est tout à fait édifiant. Disons-le pourtant, il laisse le lecteur quelque peu sur sa faim. Surtout, les pages où sont racontées les années de Résistance sont décevantes. Pourquoi l'auteur glisse-t-il si vite sur les années 1940-1942, celles qui précèdent son entrée dans la clandestinité ? Pourquoi, malgré les questions pertinentes d'Olivier Biffaud, lisse-t-il le récit de ses rapports avec le PC entre 1942 et 1947 ? Son rôle de « compagnon de route » est suggéré, mais il reste dans les limbes d'une agaçante imprécision. Paradoxalement, il libère sa plume à partir du moment où il parle de sa vie de responsable au sein du parti. Les pages les plus vivantes, les plus émouvantes parfois, sont celles qui racontent la rupture traumatique de 1961, ainsi que les difficultés de la réadaptation sociale et morale après la sortie du chaud cocon de la grande famille militante. La limite principale de ce témoignage réside dans le refus d'assumer totalement le passé du mouvement communiste. La dénonciation du stalinisme est tout à l'honneur de Kriegel-Valrimont, mais elle ne suscite en lui, même en cette fin de XX^e siècle, aucune interrogation structurelle et existentielle sur le « totalitarisme » soviétique et sur le

degré de complicité morale des militants avec cette expérience. Bien entendu, l'auteur a raison de dire qu'il serait injuste de reprocher au jeune résistant fusillé d'avoir crié sous les balles : « Vive Staline ! » Mais les survivants pourraient pousser l'interrogation.

Il serait cependant injuste et quelque peu naïf de s'arrêter sur la constatation que le livre de Maurice Kriegel-Valrimont n'est pas un ouvrage de réflexion sur le communisme. L'intérêt est évidemment ailleurs. Ce passé recomposé, cette cohérence reconstruite a posteriori, ces trous et glissements de mémoire nous apprennent beaucoup, de l'intérieur, souvent à l'insu de l'auteur, sur les phases d'élaboration de l'identité politique de toute une génération communiste : celle de la Résistance.

Elle est marquée par la mémoire antifasciste qui structure d'abord une bonne conscience face au stalinisme. Puis, cette mémoire rebelle prédispose à ne pas rester stalinien longtemps. Mais elle construit aussi une sensibilité générationnelle, fondée sur le refus identitaire de penser le lien entre « communisme » et totalitarisme. Envisager un tel lien, alors que l'engagement originel de cette génération dans le parti ou dans sa mouvance se voulait antitotalitaire, c'est s'enfermer dans une contradiction identitaire tout à fait insupportable. Aujourd'hui, Maurice Kriegel-Valrimont rêve encore à une utopie renouvelée. Il est réconfortant, voire admirable, de voir qu'en cette fin de siècle, morose et sans perspective, ce jeune rebelle du futur. Raison de plus pour regretter qu'il n'ait pas réexaminé plus en profondeur « le passé de son illusion » pour mieux protéger son idéal présent contre la dictature morale des avenirs trop radicaux.

(1) Il s'agit de Vercors. Voir Laurent Douzou, *La Désobéissance*, Odile Jacob, 1995.

Livraisons

● LA V^e RÉPUBLIQUE. Memento pour une fin de siècle, de Jacques Patoz et Jean-Michel Saint-Ouen. Il y a autant de manières de raconter l'histoire que de la faire. Celle qu'ont choisie ces deux journalistes est originale et subjective. Leur « memento » suit l'ordre des jours mais pas des quarante années que nous venons de vivre. Comme l'écrit Philippe Tesson dans sa préface, « cet éclatement de l'histoire en fragments quotidiens, sans que jamais en souffre l'exactitude des faits, crée de singuliers effets de surprise : chaque jour en effet devient un anniversaire inattendu, celui d'un événement qui a compté. (...) On a souvent comparé l'histoire à un puzzle. Nos auteurs ont pris à la lettre cette référence ». Pourquoi l'agrément de lecture devrait-il contredire le sérieux ? (Ed. Méréla, 256 p., 120 F (18,29)).

P. K.

Nabe dépasse la fiction !

MARC-ÉDOUARD NABE
K.O.
et autres contes



225 pages - 195F

ÉDITIONS DU ROCHER

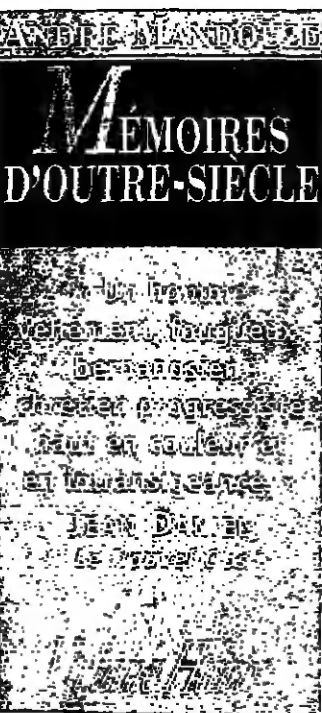
L'ÉDITION FRANÇAISE

● **Restructuration du groupe Havas en trois unités.** Eric Licoys, nouvellement nommé directeur général et administrateur de Vivendi, a procédé à une restructuration, en trois unités, du groupe Havas (dont il conserve le titre de PDG). Cette restructuration - visant notamment à « intégrer au mieux les sept entreprises récemment acquises par Havas et les 6 000 salariés qui ont ainsi rejoint le groupe » - passe par trois nominations au poste de directeur général adjoint. Celle d'Agnès Touraine : la responsable d'Havas Interactive sera en charge de la branche « grand public » (édition scolaire et de référence, multimédia, littérature générale et participation dans France Loisirs), dont le chiffre d'affaires s'élève à 10,5 milliards de francs (1,6 milliard d'euros). Celle de Fabrice Fries à la tête de la branche « professionnels » (information professionnelle, presse économique, information et service de proximité). Ce pôle - dont le chiffre d'affaires est de 8,5 milliards de francs (1,3 milliard d'euros) - a fait l'objet de tractations avec Bertelsmann. Celle enfin de Nicolas Duhamel, qui supervisera les services centraux du groupe (budget, finances, ressources humaines, développement, juridique et l'audit).

● **Mouvements chez Flammarion.** L'éditeur Dominique Grisoni a quitté, vendredi 15 janvier, les fonctions de directeur du département de littérature générale qu'il occupait depuis septembre 1998. Il devient collaborateur extérieur de Flammarion et continuera de diriger ses auteurs. Dominique Grisoni avait rejoint le groupe de la rue Racine après une dizaine d'années chez Hachette comme directeur éditorial au Livre de poche. D'autre part, le groupe Flammarion a annoncé, mardi 2 février, l'acquisition de la totalité du capital de la société belge Caramel, spécialisée dans la publication d'ouvrages d'imagerie de grande diffusion à destination des jeunes enfants. Flammarion a fait savoir que cette entreprise - « qui fonctionne comme un "éditeur packager", ne lançant sa production qu'après obtention de commandes fermes de la part de ses distributeurs » - avait réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 22 millions de francs (3,3 millions d'euros), dont 90 % à l'exportation, avec un bénéfice net de près de 8 %.

RECTIFICATIF

● Une erreur s'est glissée dans la mention du titre du précédent recueil de poèmes de Bruno Grégoire (« Le Monde des livres » du 29 janvier, page IV, dans la rubrique « Livres »). Il s'agissait de *Dans la bouche morte* (éd. Obsidiane, 1995).



L'édition européenne à l'heure de l'euro

Forum de réflexions des acteurs de la chaîne du livre, L'Ecole des libraires a analysé le passage à la monnaie unique

A lieu unique, rendez-vous exceptionnel. Pour tous les professionnels du livre, l'Ecole des libraires Umberto et Elisabeth Mauri, qui se tient chaque année dans le cloître bénédictin de l'abbaye Saint-Georges-Majeur, à Venise, est une initiative sans équivalent en Europe. Organisé sous l'égide de Luciano Mauri, président des Messageries italiennes et également éditeur - son groupe est propriétaire des maisons Longanesi, Garzanti, Guanda... -, ce séminaire n'est pas seulement un « petit maître » destiné à une trentaine de libraires triés sur le volet. Il est devenu un remarquable forum de discussion pour tous les acteurs de la chaîne du livre - éditeurs, libraires, distributeurs -, venus débattre des grands enjeux liés à l'écr.

Grâce au cosmopolitisme raffiné des organisateurs, à la complicité de la fédération des éditeurs européens, que préside l'éditeur milanais Uirico Hoepli, et au soutien de grands éditeurs et libraires comme l'ingénieur Feltrinelli, cette rencontre a pris un tour résolument européen : on y croise aussi bien un libraire universitaire de Reading qu'un éditeur parisien, un petit détaillant de Messine que le directeur général d'une grande chaîne de distribution anglaise. Mais le plus étonnant reste la volonté de replacer le livre dans un contexte économique et géopolitique large. Ainsi le mot de la fin est-il revenu ces dernières années à des personnalités comme le Prix Nobel d'économie Amartya Sen, le mathématicien-musicien-chercheur Marvin Minsky, ou

l'écrivain Umberto Eco. Pour sa seizième édition, l'Ecole des libraires Umberto et Elisabeth Mauri avait retenu un thème qui prolongeait la réflexion entamée, l'an dernier, en partenariat avec la fondation Bertelsmann, sur les systèmes de prix unique. Il s'agissait notamment cette année de prévoir et d'analyser les conséquences du passage à l'euro sur l'univers de l'édition.

Une discussion à laquelle Tommaso Padoa Schioppa, membre du directoire de la Banque centrale européenne, à Francfort, et l'un des pères, au côté de Jacques Delors, de la monnaie unique, était venu mettre un point d'orgue.

UNE OPPORTUNITÉ

Se ralliant à l'analyse de Giorgio Brunetti, de l'université Bocconi à Milan, la majorité des éditeurs voient en l'euro et sa stabilité « une opportunité considérable ». « L'abolition des frontières, avec l'augmentation des échanges, est en soi productrice de richesses, note Luciano Mauri. Il n'y a pas de raison qu'il n'en soit pas de même pour le marché éditorial. » Un marché qui, pour l'ensemble de l'Union européenne, a vu le montant des ventes de livres s'élever à 50 milliards d'euros en 1996, mais n'a enregistré aucune augmentation spectaculaire depuis dix ans.

C'est tout, et d'un simple point de vue logistique, le changement de monnaie complique pourtant la tâche des libraires. Les catalogues et bons de commande, en double affichage en 1999 et 2000, seront en euros à partir du 1^{er} janvier 2001. D'où un problème

évident de marquage des livres, pour les ouvrages du fonds notamment. A titre d'exemple, le groupe de réflexion français sur l'euro a calculé que, pour une librairie de 300 mètres carrés, proposant 37 000 références, le temps de manipulation et d'étiquetage équivalait pour une personne à... cinquante-sept jours.

Mais que l'on songe aux avantages d'une monnaie unique en matière de maîtrise des coûts. Pour un livre dont les droits sont achetés en Italie, le papier en Hollande, l'impression en Espagne, la photographie en Allemagne... les risques de change n'existeront plus. « La comptabilité analytique sera naturellement bien simplifiée », note Pascal Flamand, directeur général du Seuil, lors d'une conférence au Centre français du commerce extérieur. Ce qui militera pour une réduction du prix du livre. Reste à savoir quelle sera la politique des éditeurs en matière de prix psychologique. Pour un roman dont le prix actuel est de 140 F, soit 21,34 €, les éditeurs choisiront-ils l'arrondi inflationniste (21,5 €) ou déflationniste (21 €), soit une baisse de 0,98 % ? « Rien n'est décidé encore, souligne Luciano Mauri. Il peut aussi y avoir une hausse que les éditeurs compenseront par le biais des rabais. Ici, en Italie, le prix fixe n'existe pas. »

Euro et prix fixe : on s'attendait à ce qu'une monnaie unique, au sein d'un marché unique, renforce la tentation d'un système de prix unique européen, une sorte de loi Lang valable dans tous les états membres avec une marge de fluc-

tuation à déterminer. Pour les livres traduits, le coût de la traduction engendrerait inévitablement des distorsions de prix, d'un pays à l'autre. Mais, pour les ouvrages exportés dans leur langue d'origine, il n'y a pas de raison que « les consommateurs ne puissent pas avoir accès au même bien, au même moment et au même prix, note un éditeur. Pourquoi le dernier roman de Günter Grass, s'il coûte 23 euros à Berlin, ne serait pas disponible au même prix à Madrid ou à Paris ? C'est le principe du marché commun, le degré zéro de l'union ».

RÉDUIRE LES ÉCARTS

Pourtant, nombre de participants à l'Ecole des libraires s'interrogeaient sur la viabilité du prix unique. « C'est une position qui va devenir intenable, surtout avec Internet », suggère Luciano Mauri. Il est vrai qu'un libraire virtuel belge peut vendre les nouveautés françaises sur Internet avec des discounts supérieurs à 5 %, comme le fait déjà Proxis.com - en toute légalité ? De plus, tendre vers un prix homogène restera utopique tant que les taux de TVA n'auront pas été harmonisés : de 0 % en Grande-Bretagne et en Irlande à 25 % en Suède et au Danemark.

Néanmoins, l'euro va faciliter la comparaison des prix dans les zones frontalières et « accentuer les exigences du consommateur qui trouvera anormal des différences trop criantes », note Uirico Hoepli. En Belgique, par exemple, qui présente à elle seule 57 % des ventes de livres français dans l'Eurozone, un système de table

vir les surcoûts liés à l'importation - rattachés les ouvrages de 10 % à 50 %. Quelle justification donner à l'acheteur, à une époque où expédier un livre à Bruxelles n'est pas plus difficile que de l'envoyer à Quimper ? A l'inverse, si l'introduction de l'euro conduisait à supprimer cette table, on estime que la marge des libraires belges diminuerait d'environ 10 %. Une érosion susceptible de déstabiliser la profession, affirme Jean Vandeveld, président de l'Association des éditeurs belges, qui rappelle que « la loi Lang avait pour but de maintenir un réseau de ce type ».

On le voit, la dialectique entre les forces du marché et la régulation étatique est au cœur des problèmes qui se posent aussi à l'industrie du livre. C'est ce qu'a montré Tommaso Padoa Schioppa en s'interrogeant sur « les frontières du marché et les frontières du gouvernement » dans ce contexte singulier où « la géographie du marché est aussi celle des langues ». D'où la difficulté de favoriser une véritable politique européenne de la culture. « Je ne crois pas que les gouvernements doivent dire ce qui est vrai ou faux dans ce domaine », dit Tommaso Padoa Schioppa, ce qui n'empêche pas d'élaborer des cadres pour permettre à la concurrence de s'exercer dans de justes conditions. Les libraires en savent quelque chose. Ce qui va changer, dans les années à venir, c'est moins la façon dont on fait le livre que celle dont on le vend. L'Ecole des libraires, pour cette raison aussi, n'en est que plus pertinente.

Florence Noiville

Castres et les « cafés-philo »

L'énigmatique et impérieuse question de la condition humaine était convoquée, samedi 30 et dimanche 31 janvier, au pied de la Montagne noire, à Castres, modeste cité industrielle du Tarn. Des philosophes tenaient réflexion, mais pas d'importance : il s'agissait de la catégorie des « philosophes de café », participants au mouvement - on dirait plutôt dire à l'engouement - des « cafés-philo ». Pour la première fois, ces héritiers de la maïeutique socratique et des Encyclopédistes tenaient un colloque international afin de s'interroger sur la consigne de Diderot de « rendre la philosophie populaire ».

Pour les 250 « philosophes » réunis dans la coquette veloutée du théâtre à l'italienne de Castres - où on comptait beaucoup plus de femmes que de barbus ou de bavards -, il y avait urgence à s'interroger. Depuis que le premier bistro du commerce de la pensée a ouvert à Paris en 1992, sous l'impulsion de Marc Sautet, les cafés-philo ont pris de la bouteille. Non pas comme nouvelle école mais en tant que « phénomène de société ». A croire qu'à l'explosion individualisée des communications planétaires répond le besoin d'une parole qui se cherche collectivement. Le mouvement, réité à toute structure et adepte de l'horizontalité, s'est développé spontanément, d'abord dans les grandes agglomérations, essaimant ensuite dans les petites villes et s'installant dans les villages. On recense aujourd'hui quelque 200 cafés-philo dans l'Hexagone, dont six dans l'agglomération castroise, auxquels participent chaque fois plusieurs dizaines de personnes, avec extension sur l'ensemble de la francophonie. Représentants belges, suisses, québécois et africains avaient fait le voyage jusqu'à la cité de Jaurès, dont la municipalité socialiste se veut la digne héritière.

Qui vient au café-philo ? D'abord des non-philosophes. De quel y discute-t-on ? D'autre chose que de philosophie. « Du moins au sens académique, diront en substance les participants, car tout homme qui s'interroge est un philosophe et toute réflexion est philosophique. » Quelques formes qu'ils prennent, quelques sujets qu'ils débattent, les cafés-philo offrent d'abord à leurs habitués un espace d'échange où « la parole circule ». Selon leurs animateurs, tous bénévoles, c'est la raison essentielle pour laquelle des milliers de gens qui ne se connaissent pas - dont un tiers environ de chômeurs ou de RMistes, une grosse proportion d'autodidactes et, politiquement, beaucoup d'abstentionnistes - abandonnent un soir par mois leur écran de télévision, leur branchement on line ou leur lassitude. La philosophie devient prétexte à parler librement, s'interroger ensemble, chercher du sens. Et le café retrouve alors l'ambiance enfumée de « Parlement du peuple » chère à Balzac. Selon Yannis Youlontas, ex-chômeur et néo-emploi jeune, cheville ouvrière du colloque, c'est là qu'on peut « venir penser par soi-même et apprendre à vivre ensemble ».

Démarche « citoyenne », « laïque », « démocratique », avec même un parfum « révolutionnaire », diront d'autres animateurs. Au vu des expériences, le succès des cafés-philo tient sans doute au petit endiguement qu'ils offrent au vide sidéral d'une époque obscure. Forme singulière de communication à l'heure de la communication de masse, ne réinventent-ils pas la voie d'une très vieille sagesse de l'humanité, la parole, dont le Togoais Thierry Duquing dira que, dans la tradition africaine, elle est « une communauté de recherche de réduction des crises par la parole et d'édification de la tolérance » ?

Jean-Paul Besset

AGENDA

● **LE 5 FÉVRIER. RENCONTRE.** A Chambéry, l'Association Festival du premier roman recevra Pierre Dumayet et proposera une lecture de ses textes par le comédien Marc Bertone. L'exposition des encre de François Dumayet prolongera, jusqu'au 21 février, cette rencontre (entrée libre à 20 h 30 au Théâtre Charles-Dullin, place du Théâtre, 73000 Chambéry, tél. : 04-79-60-04-48).

● **LES 5 ET 6 FÉVRIER. MAI 68.** A Paris, une réflexion internationale est organisée autour du thème « 68 dans l'histoire et dans la culture politique européenne » avec la participation, notamment, d'Immanuel Wallerstein, d'Henri Rey et de Vittorio Riseri (17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Louis-Liard, inscriptions au 01-43-79-09-23).

● **LES 8 FÉVRIER, 8 MARS ET 10 MAI. PATAPHYSIQUE.** A Paris, la bibliothèque publique d'information organise plusieurs manifestations autour de la pataphysique, avec, notamment, des membres de l'Oulipo - Ouvroir de Littérature Potentielle, mouvement fondé par François Le Lionnais et Raymond Queneau (Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincam-

poix, 75004 Paris et le 10 mai au Tipi, Piazza Beaubourg, 75004 Paris, tél. : 01-44-78-44-53).

● **DU 8 AU 16 FÉVRIER. CINÉMA.** A Bordeaux, le Centre Jean-Vigo organise des rencontres sur le thème « Les écrivains font leur cinéma ». Eric Neuhoff, Mathieu Lindon, Marie Desplechin entre autres parleront du film de leur choix et des allers-retours entre l'écrit et l'image (6, rue Franklin, 33000 Bordeaux, tél. : 05-56-44-35-17).

● **LE 9 FÉVRIER. MAURICE CARÈME.** A Paris, le Centre Wallonie-Bruxelles propose, à l'occasion de la célébration du centenaire de Maurice Carême, conférence, exposition et concert (à 18 heures, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris, réservation au 01-53-01-96-96).

● **LE 13 FÉVRIER. PEINTURE.** A Paris, les éditions Flohic organisent une rencontre entre Pierre Bergounioux, François Bon, Paul Nizon et Jacques Roubaud sur le thème « Écrire sur la peinture » (à 16 heures à la Fnac Forum des Halles, 75001 Paris. Espace rencontre, porte Lescol, niveau -1).

● **LES 13 ET 14 FÉVRIER. POÉSIE.** A Paris, une lecture-spectacle est organisée par Antoine Girard sur le thème « Jeunes poètes/fin de siècle » (63 bis, bd. du Maré-

chal-Joffre, 92340 Bourg-la-Reine, réservations au 01-46-61-36-67).

● **LE 15 FÉVRIER. TRADUCTION.** A Paris, la bibliothèque publique d'information organise un débat sur l'élaboration - par les éditeurs - d'un catalogue de littérature étrangère (à 19 h 30, Tipi-piazza Georges-Pompidou, 75004 Paris, tél. : 01-44-78-46-41).

● **LE 15 FÉVRIER. PAYS SCANDINAVES.** A Paris, l'Association des historiens propose un débat sur les pays scandinaves aujourd'hui (à partir de 19 heures, 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Louis-Liard, inscription au 01-48-75-13-16).



magazine littéraire

N° 373 - Février 1999

DOSSIER : **BALZAC**

Jeanne Champion, Serge Doubrovsky, Françoise Mallet-Joris, Klaus Mann, Dostoevski

UN ENTRETIEN INÉDIT : **Cioran**

Chez votre marchand de journaux : 32 F

Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

<input type="checkbox"/> Umberto Eco	<input type="checkbox"/> Joseph Conrad	<input type="checkbox"/> Hermann Hesse
<input type="checkbox"/> William Faulkner	<input type="checkbox"/> Tchekhov	<input type="checkbox"/> Rabalais
<input type="checkbox"/> Italo Calvino	<input type="checkbox"/> Michel Leiris	<input type="checkbox"/> L'existentialisme
<input type="checkbox"/> Virginia Woolf	<input type="checkbox"/> Althusser	<input type="checkbox"/> Paul Verlaine
<input type="checkbox"/> Albert Camus	<input type="checkbox"/> André Gide	<input type="checkbox"/> Aragon
<input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar	<input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke	<input type="checkbox"/> La Plaine
<input type="checkbox"/> Jean Starobinski	<input type="checkbox"/> Kant	<input type="checkbox"/> Marse
<input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar	<input type="checkbox"/> Guy de Maupassant	<input type="checkbox"/> Michel Foucault
<input type="checkbox"/> Sade	<input type="checkbox"/> Livio Saurau	<input type="checkbox"/> Ernst Jünger
<input type="checkbox"/> Retour aux Lettres	<input type="checkbox"/> Jean Genet	<input type="checkbox"/> Cioran
<input type="checkbox"/> Jacques Derrida	<input type="checkbox"/> Roland Barthes	<input type="checkbox"/> Schopenhauer
<input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz	<input type="checkbox"/> Jacques Lacan	<input type="checkbox"/> Jean Glou
<input type="checkbox"/> Fernando Pessoa	<input type="checkbox"/> Georges Perec	<input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch
<input type="checkbox"/> George Sand	<input type="checkbox"/> Céline, le Voyage	<input type="checkbox"/> Les Exclus

Nom : _____

Adresse : _____

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.43.44.14.51 - Fax : 01.43.48.98.36

Chaque samedi avec Le Monde

TELEVISION les événements les gens les programmes